

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2016



Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2016
ISBN 978-2-550-77176-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2016

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec a, selon l'article 4 de sa loi constitutive, le mandat d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et de celle des autres salariés québécois. Dans ce rapport, l'Institut présente une analyse fiable et pertinente des données les plus récentes. Ainsi, tant le public en général que les employeurs, les syndicats et les autres acteurs du marché du travail disposent de données stratégiques pour alimenter leurs discussions quant aux conditions de rémunération.

Au cours de la dernière année, l'Institut a continué d'exploiter les données colligées, en effectuant des analyses approfondies sur la rémunération par l'entremise du bulletin *Flash-info* ou de capsules thématiques. Une étude sur l'évolution du pouvoir d'achat durant la décennie 2000, dans l'administration québécoise, a également été diffusée. Par ailleurs, l'Institut a modifié son processus de collecte des années 2 et 3 du cycle afin d'améliorer la qualité des données recueillies, alléger le processus et réduire largement le fardeau du répondant.

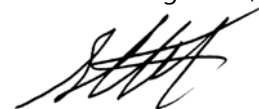
L'Institut a entamé récemment une réflexion stratégique dans un contexte où la collecte, l'accès et l'exploitation des données posent de nouveaux défis. Nul doute que cette réflexion apportera des idées et des propositions permettant de revoir les façons de faire, dans le programme statistique de comparaison de la rémunération comme dans les autres programmes de l'Institut, tout en préservant la richesse et la justesse des analyses menées dans le cadre de ces programmes. Cependant, en ce qui concerne l'*Enquête sur la rémunération globale*, l'Institut continuera de collaborer avec les parties à la négociation de l'administration québécoise afin de s'assurer de l'adéquation entre les méthodes utilisées et les besoins des partenaires.

Comme il a été décidé lors du cycle d'orientation sur la diffusion des résultats, cette publication est de type « banque de données ». Ainsi, l'édition 2016 présente, en annexe, tous les résultats de la comparaison par emploi repère et pour l'ensemble des emplois, les principales données sur l'économie et le marché du travail ainsi que les résultats sur les taux d'augmentation salariale selon les conventions collectives déposées dans la banque de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. L'Institut propose également une analyse de l'évolution des écarts, de 2009 à 2016, sur le plan des salaires et de la rémunération globale.

De plus, une brochure, qui présente une synthèse des principaux résultats, accompagne le rapport (*Faits saillants*). Ce format est pratique pour les représentants des parties à la négociation, les médias et le public en général.

L'Institut respecte son engagement de protéger la confidentialité des renseignements recueillis et remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport, notamment les participants de l'ERG.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.*

La coordination de ce rapport a été assurée par : Nadège Jean

Direction des statistiques du travail et de la rémunération : Patrice Gauthier, directeur

Ont apporté leur précieuse collaboration : Mario Beaulieu, David Chapados, Marc-André Demers, Francine Ducharme, Marie-Josée Dufour, Alexandre Gaudreault, Mélanie Grenier, Julie Rabemananjara et Vladimir Racila, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison.

Mario Haché et Chantal Caouette, pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison.

Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques.

Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes – rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale.

France Lozeau, pour la mise en page et la Direction des communications pour la révision linguistique.

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Nationale, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque Royale du Canada, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, le Conférence Board du Canada Normandin Beaudry, Willis Towers Watson, Saucier conseil et Mercer (Canada) Limitée.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à : Direction des statistiques du travail et de la rémunération :

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384

Télécopieur : 514 876-1767

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

- ... N'ayant pas lieu de figurer
- .. Donnée non disponible
- x Donnée confidentielle
- k En milliers
- n Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés, employés, professionnels, techniciens, etc.*, font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Table des matières

Principaux résultats	9
Introduction	19
La méthodologie	21
Les orientations et les approches méthodologiques	22
Le traitement et l'analyse des données.....	35
Les particularités de l'administration québécoise.....	38
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison	39
Annexes	45

Liste des tableaux

La méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison	22
II	Éléments et composantes de la rémunération globale	25
III	Panier des emplois repères par catégories d'employés.....	32
IV	Population de référence pour la comparaison.....	33
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois.....	34
VI	Mode de collecte de chacun des groupes de rotation.....	36
VII	Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées et de salariés couverts	44

Liste des figures

La méthodologie

1	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2016	29
---	---	----

Banque de données

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2016

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2016

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2016

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2016

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2016

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2016

G-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2016 et 2015

G-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2016 et 2015

G-3 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2016 et 2009

G-4 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégories d'emplois, de 2016 et 2009

H Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2004 à 2016

I Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2004 à 2016

J Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2016 et 2017

- K** Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2016
- L** Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2016
- M** Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2016
- N** Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2016

Principaux résultats

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2016, dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise montre un retard de 13,8 % par rapport à celui des autres salariés québécois. Au total, 59 emplois repères sur 76, représentant 78 % de l'effectif, affichent ce statut. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, accusent un retard de l'administration québécoise. Les retards vont de 13,4 % chez les techniciens à 32,8 % chez les ouvriers. En ce qui concerne les employés de service, ils sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est en retard de 9,3 % par rapport à celle des autres salariés québécois, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé pour 45 des 76 emplois, regroupant 65 % de l'effectif, et pour 4 des 5 catégories d'emplois étudiées. Les employés de service, quant à eux, sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale s'explique par le nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur. Ce constat est également fait pour les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise montrent un retard salarial de 10,9 % face à ceux du secteur privé, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est noté dans 49 des 73 emplois repères, regroupant 69 % de l'effectif. Quatre catégories d'emplois accusent un retard de l'administration québécoise; les écarts se situent entre - 10,3 % et - 31,4 %. Quant aux employés de service, ils affichent la parité.

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est à parité avec le secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale. Ce statut touche

28 des 73 emplois, comptant 32 % de l'effectif, alors que 23 sont en retard (26 % de l'effectif) et 22 sont en avance (42 % de l'effectif). Les 23 emplois en retard sont contrebalancés par les 22 emplois en avance.

Les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau présentent la parité des deux secteurs quant à la rémunération globale. Les employés de service affichent une avance de 9,8 %, tandis que les ouvriers accusent un retard de 29,8 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau, le passage d'un retard de l'administration québécoise sur le plan du salaire à une parité des deux secteurs pour la rémunération globale s'explique par un nombre d'heures de présence au travail moins élevé dans l'administration québécoise.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise montre un retard salarial de 19,8 % face au secteur « autre public », dans l'ensemble des emplois repères. Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est aussi en retard, et l'écart est encore plus important, soit de 27,4 %. Ce retard plus prononcé de l'administration québécoise s'explique par les coûts des avantages sociaux moins élevés dans ce secteur.

Tant sur le plan du salaire que sur celui de la rémunération globale, le statut de retard est observé dans 74 des 75 emplois repères, regroupant la quasi-totalité de l'effectif. Un retard, sur ces deux plans, est également noté dans toutes les catégories d'emplois; les écarts salariaux vont de - 17,3 % chez les employés de service à - 33,2 % chez les ouvriers, alors que les écarts de rémunération globale vont de - 22,2 % (employés de service) à - 52,1 % (ouvriers).

L'administration municipale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise accuse un retard salarial de 21,3 % par rapport à l'administration municipale. Ce statut est noté dans 63 des 64 emplois repères, représentant la quasi-totalité de l'effectif. Des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 15,7 % et - 34,7 %.

Dans l'ensemble des emplois repères, la rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 41,5 % comparativement à celle de l'administration municipale. Sur 64 emplois repères, 63 présentent ce statut (la quasi-totalité de l'effectif). Comme pour les salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts vont de - 32,3 % à - 62,6 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des techniciens, des employés de bureau et des ouvriers, ce retard plus important pour la rémunération globale résulte des coûts inférieurs pour les avantages sociaux et des heures de présence au travail plus nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse un retard salarial de 18,5 % vis-à-vis du secteur « entreprises publiques », dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 57 des 63 emplois repères, représentant 96 % de l'effectif. Les retards vont de 13,7 % chez les employés de service à 37,9 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en retard de 23,9 % face au secteur « entreprises publiques », dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 53 des 63 emplois repères, regroupant 94 % de l'effectif, affichent ce statut. Les cinq catégories d'emplois présentent un retard de l'administration québécoise, les écarts allant de - 15,7 % à - 45,7 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories, à l'exception de celle des employés de service, le retard plus prononcé pour la rémunération globale s'explique par les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise.

Le secteur universitaire

Le salaire de l'administration québécoise accuse un retard de 13,4 % par rapport à celui du secteur universitaire, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 52 des 63 emplois repères, regroupant 89 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard de l'administration québécoise, avec des écarts allant de - 5,3 % chez les employés de service à - 18,4 % chez les employés de bureau.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 17,5 % comparativement à celle du secteur universitaire, dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 56 des 63 emplois repères, comptant 95 % de l'effectif, présentent ce statut. Un retard est constaté dans les cinq catégories d'emplois; les écarts se situent entre - 10,2 % et - 24,8 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des employés de bureau et des ouvriers, l'affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les débours moins élevés pour les avantages sociaux et les heures de présence au travail plus nombreuses dans ce secteur.

L'administration fédérale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est en retard face à l'administration fédérale, tant sur le plan salarial (- 18,7 %) que sur celui de la rémunération globale (- 18,7 %). Ces statuts sont observés dans chaque catégorie d'emplois et pour tous les emplois repères comparés. En ce qui concerne les salaires, les retards vont de 16,4 % chez les employés de service à 27,1 % chez les ouvriers. Quant à la rémunération globale, les retards se situent entre 15,8 % et 29,3 %.

Dans les catégories des professionnels, des employés de service et des ouvriers, l'affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés pour les avantages sociaux, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre dans ce secteur.

Les autres salariés québécois syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 19,0 % par rapport à celui des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est noté pour 68 des 75 emplois repères, représentant 88 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard salarial; les retards vont de 8,2 % chez les employés de service à 38,0 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise affiche un retard de 23,7 % face à celle des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 64 des 75 emplois repères, représentant 84 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard; les écarts se situent entre - 22,1 % et - 52,1 %. Les employés de service, quant à eux, sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des professionnels et des techniciens, le retard plus prononcé pour la rémunération globale est attribuable aux coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 6,8 % comparativement à celui des autres salariés québécois non syndiqués. Ce statut est noté dans 41 des 73 emplois repères, représentant 62 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 8,8 % à - 11,8 %. Pour leur part, les employés de service montrent une avance de 17,3 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise est en avance de 5,0 % par rapport à celle des autres salariés québécois non syndiqués, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est présent dans 28 des 73 emplois repères, regroupant 53 % de l'effectif. Deux des cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise sont en avance : les techniciens (4,6 %) et les employés de service (25,5 %). Les trois autres catégories sont à parité dans les deux secteurs. L'amélioration de la situation comparative de

l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. Pour l'ensemble des emplois repères, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, des coûts plus élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Le secteur privé syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire et la rémunération globale des employés de l'administration québécoise sont en retard de 20,6 % vis-à-vis de ceux des employés du secteur privé syndiqué. Sur le plan salarial, ce statut est observé dans 50 des 65 emplois repères, regroupant 84 % de l'effectif. Des retards sont notés dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 15,3 % et - 43,0 %. Les employés de service, quant à eux, sont à parité dans les deux secteurs.

Sur le plan de la rémunération globale, le statut de retard est constaté dans 45 des 65 emplois repères, regroupant 78 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard, les écarts allant de - 20,2 % à - 46,2 %. Les employés de service, pour leur part, sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères et dans trois catégories d'emplois, la situation comparative de l'administration québécoise est comparable sur les plans du salaire et de la rémunération globale.

Le secteur privé non syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 6,4 % par rapport à celui des employés du secteur privé non syndiqué. Ce statut est constaté dans 42 des 73 emplois repères, comptant 62 % de l'effectif. Un retard salarial est noté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts se situant entre - 8,2 % et - 11,3 %. Quant aux employés de service, ils présentent une avance de 17,4 %.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en avance de 6,1 % face au secteur privé non syndiqué, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 30 des 73 emplois repères, regroupant 55 % de l'effectif. Deux des cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise sont en avance : les techniciens (5,8 %) et les employés de service (25,6 %). Les trois autres sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf les professionnels, l'amélioration de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. Pour l'ensemble des emplois repères, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, des coûts plus élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. Il s'agit du même statut comparatif que celui observé sur le plan salarial dans les trois catégories d'emplois considérées. Chez les professionnels, le retard du maximum normal est moins important que celui du salaire, la position des employés de l'administration québécoise dans leur échelle salariale étant moins avancée que celle notée chez l'ensemble des autres salariés québécois. Chez les techniciens et les employés de bureau, c'est plutôt sur le plan du salaire que la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure.

Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de ceux de tous les autres secteurs étudiés, tant chez les professionnels que chez les techniciens et les employés de bureau.

Chez les professionnels, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire dans la comparaison avec 9 des 10 secteurs, ce qui révèle une position des professionnels de l'administration québécoise moins

avancée dans leur échelle salariale que celle de leurs homologues des secteurs comparés. Lorsque la comparaison est faite avec le secteur privé syndiqué, il n'y a pas de différence entre l'écart du maximum normal et celui du salaire.

Dans la catégorie des techniciens, la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du salaire que sur celui du maximum normal par rapport à trois secteurs, tandis que dans la comparaison avec cinq autres secteurs, c'est l'inverse qui est observé. Lorsque la situation est meilleure sur le plan salarial, la position des techniciens de l'administration québécoise dans leur échelle est plus avancée que celle de leurs homologues des secteurs comparés.

Dans la catégorie des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan salarial que sur celui du maximum normal dans la comparaison avec quatre secteurs, alors que la situation contraire est notée face à deux autres secteurs.

Environ 68 % des professionnels, 39 % des techniciens et 43 % des employés de bureau du secteur privé, rémunérés selon une échelle salariale, bénéficient d'un maximum au mérite. Ces proportions atteignent respectivement 70 %, 47 % et 49 % chez les employés non syndiqués du secteur privé. Par contre, dans l'administration québécoise, les échelles salariales ne comportent pas de tels maximums.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (42,2 % du salaire) sont moins élevés que ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois (43,0 %). Les débours sont également inférieurs par rapport aux employés syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) ainsi que vis-à-vis du regroupement « autre public » et de ses composantes (administrations municipale et fédérale au Québec, universités et « entreprises publiques »). Les coûts varient de 45,2 % à 60,7 % du salaire dans ces ventilations. En revanche, les débours totaux dans l'administration québécoise sont plus élevés que ceux notés pour les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) et le secteur privé.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours de l'administration québécoise (25,5 %) sont moins élevés que ceux observés dans tous les secteurs de comparaison, exception faite des non-syndiqués et du secteur privé. Les coûts à ce chapitre représentent de 27,8 % à 43,2 % du salaire dans ces ventilations. Cette situation s'explique par les débours inférieurs pour les régimes de retraite et les régimes d'assurance face à tous ces secteurs, sauf le secteur universitaire pour ce qui est du deuxième élément.

Les débours de l'administration québécoise au chapitre des avantages sociaux sont similaires à ceux du secteur privé. Toutefois, l'administration québécoise dépense plus comparativement aux autres salariés québécois non syndiqués et au secteur privé non syndiqué. La différence par rapport aux non-syndiqués s'explique surtout par les débours plus élevés dans l'administration québécoise pour les régimes de retraite et les congés annuels.

Sur le plan des heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 16,7 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois non syndiqués et secteur privé (syndiqué ou non). Par contre, les coûts sont moindres à ce titre dans l'administration québécoise par rapport aux autres salariés québécois syndiqués et au secteur « autre public » et ses composantes.

Les heures de travail

La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est de près de 36 heures, soit un peu plus d'une heure et quart de moins que celle des autres salariés québécois. La semaine régulière de travail des employés de l'administration québécoise est plus courte que celle observée pour les syndiqués, les non-syndiqués, le secteur privé (syndiqué ou non), le secteur « autre public » et l'administration fédérale. Elle est, en revanche, plus longue que celle constatée dans l'administration municipale et dans le secteur universitaire, et similaire à celle des « entreprises publiques ».

Les heures hebdomadaires de présence au travail s'établissent à près de 30 heures dans l'administration québécoise. Elles y sont plus nombreuses que dans le secteur universitaire et l'administration municipale, mais similaires à celles des secteurs « autre public » et « entreprises publiques ». Les heures de présence au travail dans l'administration québécoise sont inférieures à celles de tous les autres secteurs comparés. La différence la plus marquée au chapitre des heures de présence est notée par rapport aux non-syndiqués (autres salariés québécois et ceux du secteur privé) : elle représente environ trois heures et quart de moins par semaine dans l'administration québécoise.

L'évolution de la comparaison

Entre 2015 et 2016, la situation comparative de l'administration québécoise quant au salaire, dans l'ensemble des emplois repères, est demeurée stable par rapport aux autres salariés québécois et au secteur privé. Le même constat est fait dans cinq autres comparaisons. Par contre, elle s'est affaiblie par rapport aux non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) et au secteur universitaire, et s'est améliorée vis-à-vis de l'administration fédérale.

Sur le plan de la rémunération globale, la situation comparative de l'administration québécoise, entre 2015 et 2016, est demeurée stable par rapport à tous les secteurs, sauf trois des quatre composantes du regroupement « autre public ». Ainsi, elle s'est affaiblie face au secteur universitaire et à l'administration municipale, tandis qu'elle s'est améliorée vis-à-vis de l'administration fédérale.

Lorsque les années 2009 et 2016 sont considérées, la situation comparative du salaire de l'administration québécoise s'est affaiblie face à tous les secteurs. En ce qui concerne la rémunération globale, le même constat est fait, sauf par rapport au secteur privé; en effet, une stabilité des écarts, pour la période étudiée, est constatée avec ce secteur.

L'environnement économique et le marché du travail

L'économie du Québec progresse à un faible rythme¹

L'économie québécoise a connu une croissance de 1,1 % en 2015 comparativement à 1,5 % en 2014. Pour les six premiers mois de 2016, le produit intérieur brut (PIB) réel augmente de 1,3 % par rapport aux mêmes mois de 2015.

Pour 2017, la croissance économique se situerait autour de 1,5 % pour le Québec et de 1,9 % pour le Canada, selon la moyenne des prévisionnistes.

Faible hausse de la demande intérieure

La demande intérieure finale, qui comprend les dépenses de consommation finale et l'investissement en capital fixe, connaît une faible hausse en 2016.

Les dépenses de consommation finale des ménages augmentent de 1,3 % en 2015 (+1,5 % en 2014). Pour les six premiers mois de 2016, elles sont en hausse de 1,8 % par rapport à la même période de 2015.

Quant aux administrations publiques, elles ont vu leurs dépenses de consommation finale progresser de 0,6 % en 2015 (+0,2 % en 2014). Une croissance de 0,8 % est constatée pour les six premiers mois de 2016 par rapport aux mêmes mois de 2015.

En ce qui concerne l'investissement total en capital fixe, il subit un recul de 2,4 % en 2015 (-4,8 % en 2014). Une baisse de 2,2 % est notée au premier semestre 2016 par rapport à la même période de 2015; ce repli s'observe tant du côté des entreprises (-1,2 %) que du côté des administrations publiques (-5,4 %).

La balance commerciale s'améliore

La balance commerciale, qui est la différence entre les exportations et les importations, s'améliore. Le déficit diminue en 2015 par rapport à 2014. Il est aussi en baisse pour les six premiers mois de 2016 par rapport aux mêmes mois de 2015, en raison notamment du recul des importations internationales.

Diminution de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine

Le dollar canadien ne cesse de perdre de la valeur face au dollar américain depuis 2013. Il valait 97,1 cents américains en 2013, 90,5 cents américains en 2014 et 78,2 cents américains en 2015. Pour les neuf premiers mois de 2016, il s'établit à 75,7 cents. Selon les prévisions des analystes, il clôturerait l'année aux alentours de 75,0 cents américains et s'apprécierait un peu en 2017 pour s'établir à environ 75,5 cents.

L'inflation au Québec s'élevait à 1,1 % en 2015. Pour les neuf premiers mois de 2016, l'inflation connaît une faible croissance de 0,7 % en comparaison de la même période de 2015. Les analystes s'attendent à une remontée de la hausse des prix en 2017 (entre 1,4 % et 2,3 %).

Le taux de rendement des bons du Trésor à trois mois s'établit à 0,52 % en 2015. Il se fixe à 0,50 % pour les neuf premiers mois de 2016 par rapport aux mêmes mois de 2015. Selon les prévisionnistes, les taux d'intérêt seraient un peu plus élevés en 2017 et varieraient en moyenne entre 0,49 % et 0,74 %.

1. Les données utilisées dans ce texte proviennent des *Comptes économiques du Québec* (2^e trimestre 2016) publiés en septembre 2016 et tiennent compte de la révision historique du *Système canadien des comptes macroéconomiques* publiée par Statistique Canada en décembre 2015.

Progression de l'emploi en 2015

Le nombre de personnes en emploi atteint 4 097 000 au Québec en 2015 à la suite d'une progression de 37 300 (+ 0,9 %). Cette hausse de l'emploi fait suite à une stabilité en 2014 et résulte d'une augmentation de l'emploi à temps plein (+ 45 000) et d'un repli de celui à temps partiel (- 7 700). La croissance de l'emploi s'observe seulement dans le secteur des services (+ 63 100), puisque le secteur des biens affiche un recul (- 25 800).

La population active, composée de personnes en emploi ou à la recherche d'un emploi, s'établit à 4 434 000 en 2015, soit 34 200 de plus qu'en 2014.

Le taux de chômage se fixe à 7,6 % en 2015 comparativement à 7,7 % en 2014.

Le taux d'emploi et le taux d'activité varient peu par rapport à 2014 et s'élèvent respectivement à 59,9 % et à 64,8 % en 2015.

Pour les neuf premiers mois de 2016, l'emploi augmente de 21 500 (+ 0,5 %) par rapport aux mêmes mois de 2015, tandis que le taux de chômage moyen s'établit à 7,3 %. Pour l'ensemble de 2016, les prévisionnistes s'attendent à ce que la croissance de l'emploi se fixe entre 0,5 % et 0,7 %; quant au taux de chômage, il se situerait entre 7,2 % et 7,3 %. Pour 2017, les prévisions s'établissent entre 0,5 % et 0,9 % en ce qui a trait à la croissance de l'emploi et entre 6,9 % et 7,2 % en ce qui concerne le taux de chômage.

Les tendances salariales

Croissance réelle positive pour les salariés syndiqués en 2016

La croissance moyenne des échelles salariales de l'ensemble des salariés québécois syndiqués, pour les six premiers mois de 2016, indique un gain de pouvoir d'achat de 0,9 %.

Une croissance réelle positive est observée dans tous les secteurs analysés. Les gains de pouvoir d'achat varient de 0,5 % dans l'administration québécoise à 1,8 % dans les entreprises publiques québécoises. La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les six premiers mois de 2016 est de 1,0 %.

La plupart des conventions collectives de l'administration québécoise ont été renouvelées en 2016. Ces conventions octroient une augmentation de 1,5 % des échelles salariales pour l'année 2016.

Plus de 90 % des salariés reçoivent des augmentations salariales supérieures ou égales au taux d'inflation

En 2016, les salariés syndiqués de l'administration québécoise et du secteur fédéral reçoivent une augmentation de leur structure salariale supérieure ou égale à la croissance de l'IPC; c'était aussi le cas en 2015.

Pour les quatre autres secteurs, la proportion de salariés bénéficiant de ce type d'augmentation en 2016 varie de 93,0 % dans le secteur universitaire à 98,1 % dans les entreprises publiques québécoises. En 2015, à l'exception du secteur municipal, ces secteurs présentaient des pourcentages moins élevés de salariés recevant des augmentations supérieures ou égales à l'IPC.

La proportion de l'ensemble des salariés syndiqués recevant une augmentation de leur structure salariale inférieure à la croissance de l'IPC en 2016 est de 0,3 %. Ce type d'augmentation est observé dans les entreprises publiques québécoises (1,5 %) et le secteur privé (0,6 %).

Environ 1,1 % de l'ensemble des salariés syndiqués connaissent un gel ou une baisse de salaire; ces salariés proviennent notamment des secteurs privé et municipal.

Ententes signées dernièrement : taux en baisse chez les autres salariés québécois

Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Même si la majorité des conventions collectives visant l'administration québécoise ont été renouvelées en 2016, l'Institut n'est pas en mesure de présenter un taux d'augmentation annuel moyen pour ce secteur dans le présent rapport².

Par conséquent, l'analyse porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise.

Les conventions collectives signées dans les secteurs municipal, privé et « entreprises publiques québécoises » octroient un taux d'augmentation inférieur à celui de 2015 (1,9 % contre 2,1 %). Aucune convention n'a été signée en 2016 chez les salariés des secteurs universitaire et fédéral.

Dans les ententes de 2016, 79,3 % de l'ensemble des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. Cette proportion est moins élevée que celle notée en 2015.

2. Les ajustements accordés à certaines catégories d'emplois ainsi que le montant forfaitaire versé le 1er avril 2015 demandent une analyse plus approfondie des traitements effectués par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Perspectives : le pouvoir d'achat est plus élevé en 2016 qu'en 2017

Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, les augmentations moyennes des échelles salariales projetées pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non-syndiqués) sont de 2,0 % en 2016 et de 1,9 % en 2017.

En 2016, les salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissance identique à celui de 2017 (1,9 %). La même tendance est prévue pour le secteur municipal (2,3 %).

Dans l'administration québécoise, la croissance nominale serait plus élevée pour 2017 que pour 2016, alors que le secteur privé et les entreprises publiques québécoises présenteraient la situation inverse.

L'augmentation moyenne des échelles salariales serait plus élevée chez les non-syndiqués que chez les syndiqués en 2016 (2,0 % contre 1,9 %), mais les taux seraient identiques en 2017 (1,9 %).

En considérant l'inflation, les salariés de tous les secteurs devraient connaître un maintien ou une augmentation de leur pouvoir d'achat, tant en 2016 qu'en 2017. Cependant, la croissance réelle devrait être plus élevée en 2016 dans chaque secteur, puisque le taux d'inflation prévu pour cette année-là est inférieur.

Introduction

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition 2016 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*. Ce document compare la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois. Les résultats de la comparaison sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, le secteur privé ainsi que pour les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public », les administrations fédérale et municipale, les universités et les entreprises publiques locales, québécoises et fédérales. Des résultats tenant compte du facteur de la syndicalisation sont également fournis pour l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations, approches et sources méthodologiques utilisées par l'Institut. Les résultats détaillés, quant à eux, apparaissent dans les tableaux qui constituent la série des annexes.

Les tableaux de résultats présentent, pour chacun des secteurs de comparaison, les employés rémunérés selon une échelle salariale (annexes A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (annexes B) et la rémunération selon les composantes, calculée selon la méthode des débours (annexes C à F). Par ailleurs, les résultats de la comparaison sont fournis par emploi repère pour cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, ainsi que pour l'ensemble des emplois repères.

Les annexes G reflètent l'évolution des écarts de rémunération. Cette analyse prend en compte les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise et les changements dans les emplois comparés. Les résultats relatifs à l'évolution des écarts salariaux et des écarts de rémunération globale sont présentés selon les secteurs et les catégories d'emplois et couvrent la période de 2009 à 2016.

Finalement, les annexes H à N exposent la situation et les prévisions pour les principaux indicateurs économiques (annexes H à J) et fournissent des données concernant la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes (annexes K à N).

La méthodologie

Cette partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il doit faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données pour chacun des volets de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'Institut est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois.

L'administration québécoise désigne les salariés de la fonction publique, de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que de la santé et des services

sociaux, alors que les autres salariés québécois correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction.

Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois paliers gouvernementaux ne faisant pas partie de la table de négociation selon la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'Institut pour sa comparaison¹.

Tableau I

Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
<p>Fonction publique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministères • Organismes gouvernementaux³ • Fonds spéciaux <p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commissions scolaires • Cégeps <p>Santé et services sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agences de la santé et des services sociaux • Centres hospitaliers • Centres d'hébergement (CHSLD) • Centres de réadaptation • Centres locaux de services communautaires • Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse 	<p>Secteur privé²</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mines • Manufacturier • Transport et entreposage • Communications • Commerce de gros et de détail • Finance, assurances et immobilier • Services aux entreprises • Hébergement et restauration • Autres services 	<p>Secteur « autre public »</p> <p>Entreprises publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • fédérales au Québec • provinciales • locales <p>Administration fédérale au Québec</p> <p>Universités</p> <p>Administrations municipales</p> <p>Organismes gouvernementaux de l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic</p>

1. La rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.

2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.

3. Ils ne comprennent pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, L.R.Q., c. I-13.011.

La source de données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de *l'Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'Institut. L'Institut utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale selon la méthode des débours.

L'univers, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'enquête², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Des données sur les organisations de moindre taille ne sont pas recueillies dans l'ERG. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'Institut utilise la Base de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du tableau *Population totale, municipalités de 15 000 habitants et plus du site Internet* de l'Institut.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés « strates »). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'Institut s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est logique de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus) la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, l'univers est divisé en trois blocs de façon aléatoire. La composition des blocs est

semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteurs d'activité. Lorsqu'une entreprise est introduite dans l'enquête, sa participation est requise pour une durée de trois³ ans. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans les autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2016, un premier échantillon (groupe de rotation I) a été tiré à l'automne 2013 (pour l'ERG 2014), un deuxième l'a été à l'automne 2014 (groupe de rotation J, pour l'ERG 2015), alors que le troisième groupe de rotation (K) a été introduit à l'automne 2015 (pour l'ERG 2016).

La collecte de données est basée sur la transmission par le répondant d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que sur ses caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche, statut de syndicalisation). À partir du fichier, l'analyse des emplois est réalisée. Une première étape consiste à attribuer à tous ces emplois un code selon la Classification nationale des professions (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne. Cela permet tout d'abord une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, cette codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsqu'au sein d'une même unité de collecte on retrouve plus de 100 emplois potentiellement appariables, un échantillon est tiré.

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2016*, présente *l'Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année d'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »), c'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. En deuxième année, et en troisième année, seuls des taux d'augmentation salariale sont recueillis.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unités de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le résultat de la multiplication des poids de ces trois degrés. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'Institut collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnés parmi toutes les unités-emploi potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, à identifier les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité et l'expérience exigés. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emploi comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emploi et du niveau définit un emploi repère. Par exemple, le corps d'emploi « Professionnel en communication » comporte trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Pour ce corps d'emploi, trois emplois repères sont donc présents.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'Institut comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement monétaire de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit :

$$\begin{array}{l}
 \text{Rémunération} \\
 \text{globale par} \\
 \text{heure travaillée} \\
 = \\
 \frac{\text{Rémunération} \\
 \text{directe}}{\text{Heures régulières}} + \frac{\text{Rémunération} \\
 \text{indirecte}}{\text{Heures chômées} \\
 \text{payées}} \\
 = \\
 \frac{\text{Rémunération} \\
 \text{annuelle}}{\text{Heures de présence} \\
 \text{au travail}}
 \end{array}$$

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance-vie, ou pour satisfaire à une exigence légale, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle représente la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte. Les heures régulières correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les congés fériés et mobiles, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles régulières⁶.

4. Voir *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, IRIR, Montréal, septembre 1988.

5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Institut de la statistique du Québec, Montréal, 2001, 21 p.

6. L'analyse des heures de travail considère les heures régulières, les heures chômées payées et les heures de présence au travail.

Certains éléments couverts par la définition du concept de la rémunération globale de l'Institut ne sont pas considérés dans le cadre de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition de la rémunération globale de l'Institut, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'Institut a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit

celles des débours de l'employeur et des coûts simulés. Chacune de ces méthodes présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif, l'horizon couvert et la méthodologie de l'une et de l'autre sont différents. Dans ce rapport, l'Institut a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. L'application de cette méthode par l'Institut, compte tenu de son équation de rémunération globale, consiste à ajouter au salaire les débours encourus par les employeurs pour offrir à leurs employés les régimes d'avantages sociaux, tout en considérant les heures de travail et les heures chômées payées.

Tableau II

Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments traités par la comparaison (débours)	Éléments non traités par la comparaison
Rémunération directe	<ul style="list-style-type: none"> • Salaire¹ • Remboursement de congés de maladie non utilisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonis, commissions et montants forfaitaires² • Primes² • Rémunération pour les heures supplémentaires • Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	<ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite • Assurance-salaire • Assurance-invalidité • Assurance-vie • Assurance maladie • Assurance-soins optiques • Assurances-soins dentaires • Compensation pour congés parentaux (congé de maternité, paternité, adoption, parental) • Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, SST, AE, AP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Autres assurances • Services et gratifications • Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	<ul style="list-style-type: none"> • Heures régulières de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Heures supplémentaires • Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	<ul style="list-style-type: none"> • Congés annuels • Congés fériés et mobiles • Congés parentaux • Congés de maladie utilisés • Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Congés de perfectionnement • Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé incluant celle correspondant aux heures chômées payées.

2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Institut de la statistique du Québec, Montréal, 2001, 21 p. Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.

3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte selon les dispositions considérées. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans le document *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, IRIR, Montréal, juin 1994, 202 p.

La méthode des débours comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance-vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que le contenu des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais encourus, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.) Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et ainsi de refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'Institut a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emploi ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles l'ancienneté, l'expérience ou la performance, qui déterminent la place du titulaire dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'Institut ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des

salaires différents, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, celles avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important; ce taux, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, représente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'Institut privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut occasionner certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale, mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale formelle, l'emploi apparié ne sera pas considéré dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

7. Les termes « salaire », « maximum normal », « maximum au mérite », etc. font toujours référence aux salaires moyens déboursés, aux maximums normaux moyens, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'Institut s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « moyen ».

8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans le document *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, IRIR, Montréal, octobre 1994, 49 p.

À l'intérieur d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emploi sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, les employés progressent d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à la combler. Les deux régimes peuvent être présents dans la même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emploi est souvent de type progression de carrière, alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'Institut calcule pour chaque emploi repère un minimum et un maximum reflétant adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale ainsi que de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle. Cette position est évaluée par l'Institut de la façon suivante :

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours plus élevés pour les salaires⁹ dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un taux du maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus

élevée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A de la banque de données. Ces ratios représentent le salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'Institut présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des segments du marché du travail, au moyen d'un écart de pourcentage. L'Institut exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante :

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et celle du marché.

10. Le terme « écart » fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'Institut s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « estimé ». Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, IRIR, Montréal, mars 1992, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.

structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de celle de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une rémunération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise (qui peuvent être différents selon les secteurs de comparaison) et en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires déboursés. Quant à l'écart de rémunération globale, il est calculé à partir du rapport entre, d'une part, la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et, d'autre part, les heures de présence au travail.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise en regard des divers écarts de rémunération, l'Institut doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée écart type. L'écart type est calculé à partir de la variabilité de l'échantillon dont l'utilisation est courante dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

L'utilisation conjointe de l'écart de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0 qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle déterminé pour un écart, l'Institut conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure permettant de déterminer le statut de l'administration québécoise constitue un test statistique.

12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées exprimés en pourcentage du salaire sont également pondérés selon cette approche, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, le débours moyen dans chacun des secteurs est calculé en pondérant le débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

14. Les annexes E de la banque de données fournissent pour chacun des secteurs comparés les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et de rémunération globale.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas considérées dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises du groupe de rotation G et du groupe H, ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

En outre, comme l'estimation de l'administration québécoise est calculée à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier), une erreur d'échantillonnage devrait en principe y être associée. Cependant, le fait d'avoir deux échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, oblige à combiner deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses situations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour atténuer cette situation, l'Institut fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer le statut de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision interviennent lorsque l'Institut tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, en utilisant les mesures de précision, un test statistique¹⁵ a été développé afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les

avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

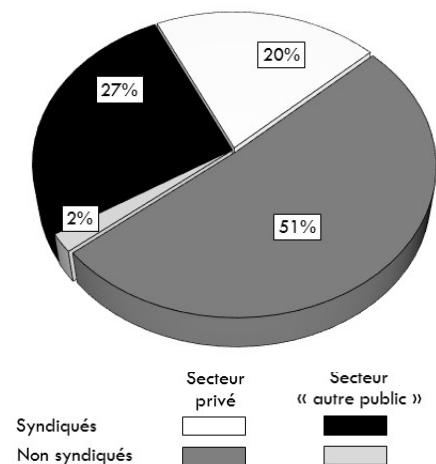
Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celle permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, le statut de parité peut être constaté pour deux écarts, alors qu'il existe une différence significative entre eux; inversement, un changement de statut peut être observé sans qu'il y ait pour autant de différence significative entre les écarts.

Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'Institut porte sur l'ensemble des secteurs et sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison 2016 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (I, J et K).

Par ailleurs, tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 12 des 14 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été appariés dans l'administration municipale.

Figure 1
Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2016



15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'Institut est fournie dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, IRIR, Montréal, mars 1992, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronale et syndicale a eu pour mandat de guider l'Institut dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés sur les principaux choix et orientations recommandés par l'Institut.

Plus précisément, le but visé par la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de pertinent s'il satisfait aux deux conditions suivantes : il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois, et il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

Pour satisfaire au premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois dont le gouvernement est

l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour satisfaire au second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégorie et sous-secteur.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. À cette fin, l'Institut a retenu une approche hybride. Elle consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'Institut garantit la présence d'emplois très populaires couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant d'inférer les résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent; l'information sur l'étape du choix (déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier d'emplois est composé de 46 emplois comparés, comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, le lecteur peut consulter les documents *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003) et *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), ainsi que les cinq articles parus dans le *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'Institut [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca].

17. La notion de « corps d'emploi » présente dans l'administration québécoise, mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre, a été remplacée par la notion d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper dans chacun des sous-secteurs les corps d'emploi d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, il demeure enquêté, étant donné l'intérêt suscité par cet emploi auprès des répondants à l'ERG.

La majorité des corps d'emploi sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

Le panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : obtenir une meilleure adéquation entre le panier d'emplois repères et l'administration québécoise en termes de répartition des emplois entre les catégories et les sous-secteurs; améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emploi et l'effectif; améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'approche déterministe de la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégorie et sous-secteur des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement à un emploi repère près. Le panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, soit d'améliorer la couverture. En effet, grâce à l'introduction de la partie probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois réguliers à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente et non plus exclusivement sur les emplois repères enquêtés. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles afin d'augmenter les appariements exigent un effort substantiel, alors que ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble. Pour cette raison, l'Institut a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée lors de la sélection des emplois. Une

nouvelle approche est donc introduite pour le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Dans le cas des emplois choisis dans la partie déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi à l'étape probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis à l'étape probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

19. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères » paru dans le *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie/sous-secteur) déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis à l'étape déterministe, ainsi qu'entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emplois	Étape du choix ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
Technicien en hygiène du travail	TH	P	
Assistants-techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
Préposé à l'admission ³	PA	D	
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
Mécanicien d'entretien (<i>millwright</i>)	MI	P	
Personnel d'entretien et service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
	Opérateur de machine à laver la vaisselle ³	OV	P

1. Selon l'approche retenue, une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).

2. Dans le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) » sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison, étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie.

3. En raison des changements à la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux, cet emploi ne génère plus d'appariements dans l'administration québécoise puisqu'il a été regroupé avec d'autres emplois.

L'Institut présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 76 emplois regroupés en cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 101) et le nombre d'emplois repères comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi pour la comparaison (par exemple les niveaux 1 et 2 des techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé sur le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois repères à temps plein de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois couvrent 72 081 employés de l'administration québécoise, soit 17,4 % de l'effectif total de ce secteur (excluant les cadres).

Le tableau présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'Institut est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective; le personnel d'encadrement n'est donc pas visé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. En outre, un appariement de qualité implique l'existence d'un point québécois. Par conséquent, les emplois dits sans contrepartie, c'est-à-dire qui ne répondent pas à ce critère, ne peuvent être enquêtés.

Par ailleurs, les emplois se retrouvant presque exclusivement dans les secteurs non enquêtés ne sont pas couverts par la comparaison. En excluant ces derniers emplois, le nombre total d'employés se retrouvant dans des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 69 880.

Tableau IV

Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif	Proportion de l'effectif total
	n	%
Administration québécoise (excluant les cadres)	414 525	100,0
Emplois non syndiqués ²	– 2 383	0,6
Emplois occasionnels	– 80 690	19,5
Emplois réguliers à temps partiel	– 72 003	17,4
Emplois réguliers à temps plein	259 449	62,6
Emplois sans contrepartie ³	– 187 234	45,2
Emplois réguliers à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	72 215	17,4
Emplois avec contrepartie dans les secteurs non enquêtés ⁴	– 134	0,03
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	72 081	17,4

1. Période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales, tous de la fonction publique, et agent de la gestion du personnel, de la santé et des services sociaux.

3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui n'ont pas de comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.

4. Le secteur de l'agriculture et les services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas enquêtés dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (70 081 salariés de l'administration québécoise) couvrent 28 % de l'effectif régulier à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères de la catégorie des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces catégories dans l'administration québécoise (au moins 69 %). Les catégories des professionnels et des techniciens ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories

couvre respectivement 24 % et 42 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois avec une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans comparables sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V

Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹, selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif	Effectif	Effectif
	Emplois repères	Total adm. québ.	couvert par la comparaison
	n		%
Professionnels	10 327	43 028	24,0
Techniciens	18 636	43 920	42,4
Employés de bureau ²	26 818	38 619	69,4
Ouvriers	4 045	4 057	99,7
Employés de service	12 255	16 499	74,3
Autres employés ³	...	113 326	...
Total	72 081	259 449	27,8
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	187 368	...
Emplois pouvant être comparés	72 081	72 081	100,0

1. L'effectif couvre les employés réguliers à temps plein (période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015).
2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emploi de la catégorie « Assistants techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».
3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente est une information intéressante, mais, assez souvent, elle statue à la stabilité des écarts. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, parce que la méthodologie tient compte de la variabilité des résultats.

L'Institut analyse également l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette analyse compare les écarts de 2016 avec ceux de 2009 et utilise la même méthodologie que celle développée pour l'analyse entre 2015 et 2016. Une nouvelle série de données sur l'évolution de la rémunération s'est amorcée avec le remaniement de l'ERG à partir du rapport de 2007. Le remaniement a apporté des modifications à l'univers visé, au panier d'emplois repères et à certains éléments méthodologiques : il est donc impossible de mettre en parallèle les données de la nouvelle enquête avec celles de l'ancienne.

Par ailleurs, les résultats sont présentés à partir de 2009, pour permettre la diffusion de tous les secteurs de la comparaison ainsi que l'évolution de la rémunération globale. En effet, en 2007, les résultats de la comparaison reposaient sur les deux tiers de l'échantillon total et la diffusion des résultats n'était possible que pour les grands secteurs de comparaison, soit l'ensemble des autres salariés québécois (ASQ) et les secteurs privés et « autre public », ainsi que selon la syndicalisation pour l'ensemble des ASQ. En ce qui concerne la rémunération globale, les données pour les avantages sociaux étaient visées par l'imputation partielle dans les résultats des rapports 2007 et 2008.

Les changements entre les écarts de rémunération de deux années différentes sont dus à plusieurs facteurs, notamment : les changements dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'Institut cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthodologie utilisée consiste à comparer les écarts de rémunération de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité de l'échantillon. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, on ne peut alors conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise. L'Institut parlera donc de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique que la parité, mais aussi que le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution concluent à une différence significative; dans ces cas, l'Institut parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'Institut permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Les calculs menant à la détermination de la variance du changement et à l'application du test statistique tiennent compte du chevauchement des échantillons de 2015 et de 2016 et intègrent leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'Institut dispose ainsi de données confidentielles. Il peut les introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2016 de l'ERG prend en compte les données de 274 entreprises, qui correspondent à 349 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne les municipalités, 29 municipalités de 25 000 habitants et plus sont prises en compte.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête sont supérieurs à 80,0 % dans tous les secteurs. Quant au taux de réponse, il est excellent; il est de 100 % dans tous les secteurs, sauf le secteur privé (88,5 %) et le secteur des entreprises publiques (90,0 %). Une non-

réponse totale au volet sur les avantages sociaux est observée pour moins de 0,5 % des unités de collecte.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. En première année d'enquête, les données recueillies selon le mode de collecte « standard » offrent de l'information sur les aspects suivants : tous les emplois de l'entreprise qui sont codés selon la *Classification nationale des professions* (CNP); les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (régulier, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et qui servent à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques, les politiques et les coûts pour les avantages sociaux colligés.

Les unités de collecte du groupe de rotation K ont été introduites dans l'enquête en 2016. Pour ces unités, une analyse complète du dossier a été faite (mode de collecte « standard »).

Dans le cas des unités de collecte du groupe de rotation J (sa deuxième année du cycle de collecte), l'enquête prévoit une mise à jour des taux de salaire. Selon l'orientation initiale de l'enquête, cela consiste à recevoir un nouveau fichier électronique pour certaines des unités de collecte et à mettre à jour les appariements. Comme la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques relatives à ceux-ci ont été recueillis à l'an 1, aucune nouvelle information n'est demandée à ce sujet. Le calcul des coûts est réalisé à partir des nouveaux taux de salaire.

20. Le groupe de rotation I compte 88 entreprises répondantes (113 unités de collecte), le groupe J en contient 92 (116 unités de collecte) et le groupe K en contient 94 (120 unités de collecte).

Le processus de collecte de l'an 2 n'est plus réalisé, puisque les enquêtes précédentes ont démontré que le processus de pairage des fichiers électroniques s'avère souvent complexe et exige beaucoup de temps et de ressources. De plus, ce processus apporte peu de valeur ajoutée par rapport à l'utilisation des taux d'augmentation des salaires et des échelles par groupe d'employés ou d'emplois (collecte allégée).

Les unités de collecte du groupe de rotation I (sa troisième année du cycle de collecte) ainsi que les unités de collecte du groupe de rotation J (sa deuxième année) ont fait l'objet d'une collecte en mode « allégé ». Les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillis pour chacun des modèles d'emploi présents dans ces unités. Pour toutes ces unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail ne sont pas mis à jour.

Par ailleurs, dans toutes les unités de collecte (groupes I, J et K), la non-réponse totale et la non-réponse partielle ont fait l'objet d'une imputation.

Collecte et approche d'imputation des avantages sociaux

La collecte relative aux avantages sociaux est faite dans la première année d'enquête. Les renseignements ont donc été colligés, selon le groupe de rotation, lors de l'ERG 2014, 2015 ou 2016. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2016. Les coûts de tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillis en totalité dans les groupes de rotation G et H (ERG 2012 et 2013). En ce qui concerne l'imputation de la non-réponse partielle, l'Institut a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées, dans le secteur privé ou le secteur public, selon le type d'entreprise. Ainsi, la valeur manquante est remplacée par la valeur moyenne d'un groupe de répondants possédant les mêmes caractéristiques que le non-répondant.

Tableau VI

Mode de collecte de chacun des groupes de rotation

Groupe de rotation	ERG 2008 (100 % de l'échantillon)	ERG 2009 (100 % de l'échantillon)	ERG 2010 (100 % de l'échantillon)	ERG 2011 (100 % de l'échantillon)	ERG 2012 (100 % de l'échantillon)	ERG 2013 (100 % de l'échantillon)	ERG 2014 (100 % de l'échantillon)	ERG 2015 (100 % de l'échantillon)	ERG 2016 (100 % de l'échantillon)
C (Bloc 3)	Standard	Mise à jour	Allégé						
D (Bloc 1)		Standard	Mise à jour	Allégé					
E (Bloc 2)			Standard	Mise à jour	Allégé				
F (Bloc 3)				Standard	Mise à jour	Allégé			
G (Bloc 1)					Standard	Mise à jour	Allégé		
H (Bloc 2)						Standard	Allégé	Allégé	
I (Bloc 3)							Standard	Allégé	Allégé
J (Bloc 1)								Standard	Allégé
K (Bloc 2)									Standard

Pour le groupe de rotation K, tous les avantages sociaux ont fait l'objet d'une collecte, tant pour la présence que pour le coût, dans les administrations québécoise et fédérale ainsi que pour trois entreprises. Dans les dossiers restants du groupe de rotation K et pour tous les dossiers du groupe J, l'information sur la présence de tous les avantages sociaux a été recueillie, mais seuls les quatre avantages généralement les plus coûteux ont fait l'objet d'une collecte des débours, soit : les congés annuels, les congés fériés et mobiles, les régimes de retraite et les régimes étatiques. Pour tous les autres avantages sociaux, une imputation a été effectuée. Celle-ci est basée, dans chacun des secteurs, sur les données les plus récentes disponibles. L'imputation des données a été réalisée à partir des données historiques des ERG 2012 et 2013 (groupes de rotation G et H). Dans certains cas, l'unité de collecte a pu être directement liée à un dossier présent dans le groupe de rotation G ou dans le groupe H. Cette donnée historique, propre au dossier, a alors été utilisée. Pour les autres cas, les coûts moyens du secteur d'appartenance ont été utilisés.

Cette orientation, pour les groupes de rotation J et K, a été retenue en raison des limites dans la disponibilité des ressources affectées à l'ERG. Cette méthode de travail affecte, bien entendu, l'actualité des données et le niveau de qualité par avantage. C'est pourquoi l'Institut a modifié la présentation des annexes sur le coût des avantages sociaux et des heures chômées payées en regroupant les avantages (la comparaison de l'administration québécoise avec l'administration fédérale fait exception).

Les autres périodes de référence

Pour tous les secteurs, les salaires recueillis dans l'ERG 2016 sont ceux en vigueur en 2016; la période de validité des taux doit inclure le 1^{er} avril 2016.

Dans l'administration québécoise, les coûts des assurances collectives ainsi que les débours liés aux heures chômées payées sont calculés pour la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014. Pour les régimes étatiques, les taux de cotisation de l'employeur de 2015 ont été utilisés. Quant au régime de retraite, les débours correspondent au coût du service courant de

l'évaluation actuarielle aux fins des états financiers des régimes de retraite qui présentent les données arrêtées au 31 décembre 2011. La part de l'employeur est de 7,6 % pour le RREGOP.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence des avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2016, pour les entreprises des groupes de rotation I et J, des ajustements aux régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2015.

En ce qui concerne les heures régulières hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2016. Le calcul des heures de présence au travail est fait à partir des heures régulières de travail de chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles en vigueur en 2014, 2015 ou 2016 pour tous les secteurs, sauf l'administration québécoise. Dans l'administration québécoise, la période de référence est du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés réguliers à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés réguliers à temps plein qui sont pris en compte, mesurés toutefois sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²¹ sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2014 à juin 2015. Cependant, le choix des emplois repères, pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste, est basé sur l'effectif de 2003. Comme une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois dans la partie probabiliste, le poids dépend de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans

21. Voir la page 30 pour plus de détails sur cette question.

le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissous dans celui des regroupements. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été fait aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures alors que, dans les catégories des employés de bureau et de service, ils ont été affectés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²².

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum pour ce niveau. Le maximum du niveau 3 correspond, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime de 10 % (« expert »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Des conventions collectives, regroupant la majorité des employés de l'État, ont été renouvelées jusqu'au 31 mars 2020. Les employés visés par ces ententes ont reçu un montant forfaitaire qui correspond à 1 % de leur salaire de base, rétroactif au 1^{er} avril 2015, ainsi qu'un ajustement de leur structure salariale de 1,5 % à compter du 1^{er} avril 2016. Par ailleurs, pour contrer aux problèmes d'attraction et de rétention de personnel pour des emplois d'ouvriers spécialisés (électricien, machiniste, électricien principal, mécanicien de machines fixes, menuisier d'atelier/charpentier-menuisier, peintre, mécanicien en plomberie-chauffage et ouvrier certifié d'entretien [sous certaines conditions]), une prime de 10 % est ajoutée au salaire de base.

Il est important de souligner que seul l'ajustement de 1,5 % est pris en compte dans les résultats du rapport, puisque cette mesure s'intègre au salaire de base et est permanente, contrairement aux deux autres mesures.

Certains groupes d'employés, couvrant des emplois repères, étaient encore en négociation au moment de la production du rapport 2016, soit les salariés rattachés au Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, à l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec et à l'Association des juristes de l'État. L'Institut prend donc en compte, dans ces cas, les échelles salariales en vigueur le 31 mars 2015.

Le 1^{er} avril 2011, le ministère du Revenu est devenu l'Agence du revenu du Québec (ARQ), dont l'appellation peut être aussi Revenu Québec, en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec. Cette agence est maintenant dotée de son propre mécanisme de négociation collective et ne fait alors plus partie de la fonction publique, un des sous-secteurs de l'administration québécoise; elle fait désormais partie du secteur « entreprises publiques ».

22. Voir la section « La classification des emplois de la fonction publique » à la page suivante concernant les emplois de complexité supérieure.

Au cours de la collecte de l'ERG 2013, le Secrétariat du Conseil du trésor a pu transmettre les informations sur la rémunération des employés, en excluant ceux de l'ancien ministère du Revenu. Par contre, c'est seulement depuis l'ERG 2014 que l'ARQ fait partie de l'univers des entreprises publiques.

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Conseil du trésor a adopté la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure qui s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines ainsi qu'aux emplois de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des juristes, des dentistes, des médecins, des médiateurs et conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Une nouvelle classification a été établie pour les ingénieurs et les juristes. Avant la signature de la présente convention collective, la classification des ingénieurs était composée de quatre classes d'emplois, soit les classes 81, 82, 91 et 96. Chacune des classes possédait une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons.

La nouvelle convention collective prévoit maintenant une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4) qui compte 6 échelons et le grade I (classe 0) qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant aux ingénieurs qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés à des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration de 10 % ou de 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait aux six mois pour les six échelons, alors que pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale aux six mois

jusqu'au quatrième échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression de salaire est annuelle. Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'Institut a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire au niveau d'entrée et apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelon. Les quatre premiers échelons de l'échelle représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Après avoir analysé la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure, l'Institut a associé les ingénieurs désignés à des emplois de complexité supérieure (anciennes classes 91 et 96) à l'emploi repère de chef d'équipe ou d'expert (Ingénieur 3).

Les juristes de l'État ont également intégré une nouvelle classification. La nouvelle échelle compte 18 échelons, contrairement à 21 dans l'ancienne échelle. Les avocats, qui au moment de l'intégration étaient aux échelons 17, 17, 19, 20 et 21 de l'ancienne échelle, ont intégré le dernier échelon de la nouvelle échelle de traitement, soit l'échelon 18.

La progression salariale se fait de la même manière que pour les emplois repères professionnels (voir plus haut). Ainsi les juristes rattachés aux sept premiers échelons sont appariés au niveau de complexité 1 de l'emploi repère « Avocat et notaire », alors que ceux aux échelons 8 à 18 se retrouvent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Par ailleurs, après deux ans à l'échelon 18, sous réserve d'un rendement satisfaisant, les employés atteignent le niveau de juriste expert et reçoivent 115 % du traitement de l'échelle correspondant à l'échelon 18. Nonobstant ce qui précède, un juriste qui au moment de l'intégration est à l'échelon 21 de l'ancienne échelle accède au niveau d'expert sans période de délai. Celui qui était à l'échelon 20 avant l'intégration devra attendre plutôt un an avant d'atteindre le même niveau de complexité de tâches. Par conséquent, l'Institut associe tous les avocats recevant 115 % du salaire de l'échelon 18 au niveau de chef d'équipe ou d'expert (niveau 3) de l'emploi « Avocat et notaire ».

L'environnement économique et le marché du travail

Les données historiques relatives aux principaux indicateurs économiques du Québec proviennent de l'Institut de la statistique du Québec, de Statistique Canada, de la Banque du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les prévisions économiques proviennent de quatre organismes : la Banque Nationale (BN), la Banque Royale du Canada (BRC), la Banque de Montréal Groupe financier (BMO) et le Mouvement des caisses Desjardins du Québec (Desjardins).

L'analyse porte essentiellement sur l'environnement économique du Québec, bien qu'elle tienne compte des contextes canadien et international. Les prévisions complètent l'analyse de la situation économique courante en dégagant les principales tendances pour l'année qui se termine et celle qui suit.

Les données trimestrielles de 2016 du produit intérieur brut (PIB) québécois aux prix du marché en termes réels et de ses composantes ainsi que les données des années 2013 à 2015 proviennent des *Comptes économiques du Québec – 2^e trimestre 2016*, publiés par l'Institut de la statistique du Québec. En ce qui concerne les données annuelles du PIB réel antérieures à 2013 de même que certaines autres données, elles proviennent généralement de Statistique Canada.

L'analyse se base, la plupart du temps, sur les taux de croissance des indicateurs. Pour l'année en cours, les taux de croissance sont calculés à partir d'une période donnée par rapport à la même période de l'année précédente. Il s'agit habituellement d'un cumul des six, huit ou neuf premiers mois de l'année, selon la disponibilité des données. Une telle analyse met en évidence les changements conjoncturels récents.

Dans ce rapport, les données du PIB et de ses composantes sont exprimées en termes réels par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher dont l'année de référence est 2007. Pour chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement dans l'année de base. La méthode des indices en chaîne est la méthode officielle de déflation

adoptée par Statistique Canada pour les *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*. Ainsi, les valeurs obtenues au moyen de cette méthode, pour le PIB réel et ses composantes, constituent les données officielles. Antérieurement, l'estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants était obtenue par la méthode des indices de prix à pondération fixe.

L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible en termes réels; 2007 est l'année de base. La croissance nominale de la rémunération horaire moyenne est calculée à partir de l'indice à pondération fixe de la rémunération horaire moyenne. L'indice des prix à la consommation (IPC), année de base 2002, est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne et la rémunération horaire moyenne en termes réels.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont dégagées à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir des enquêtes de planification salariale pour ce qui est des employés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent du dépôt de conventions collectives au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Ministère). Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de 100 cols bleus et plus, de 50 cols blancs et plus ou à des unités où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont considérées.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'aux réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la

santé et des services sociaux²³. Le regroupement « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale disponibles à l'Institut au moment de la rédaction de ce rapport proviennent de Mercer (Canada) Limitée, de Normandin Beaudry, de Saucier conseil et Willis Towers Watson. Les résultats de ces enquêtes touchent principalement les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins de ce rapport, les données utilisées ont trait aux augmentations des échelles versées et projetées pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'Institut.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁴. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans toutes les conventions collectives en vigueur sans égard au moment où ces dernières ont été signées.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au Ministère, enregistrées dans la banque de données, et ayant une clause salariale en vigueur au 15 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de

la banque puisqu'elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère, ayant expiré avant le 15 décembre²⁵. Dans certains cas, la durée de la clause n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, mais seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et réfèrent à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des augmentations salariales octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher :

Taux de croissance réelle	=	$\frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$
---------------------------	---	--

Cette équation élimine l'effet de l'inflation, et la croissance réelle ainsi obtenue reflète les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés. Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à une perte de leur pouvoir d'achat et s'appauvrir (s'ils

23. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic (L.R.Q. chapitre R-8.2), l'Institut a dû ajuster certaines données du Ministère. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le Ministère considère l'organisme Héma Québec comme

faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'Institut l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

24. Il s'agit de la mesure qui se rapproche le plus des augmentations d'échelles relevées par les enquêtes de planification salariale.

25. Les conventions dont la date d'expiration précède le 15 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (*Code du travail*, L.R.Q., c. C-27, a. 59).

ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement monétaire). En ce qui concerne l'année 2016, la croissance de l'IPC utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2016 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'Institut a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées. Il s'agit de l'indicateur des taux et de celui des gains. Ces indicateurs sont compilés à l'égard des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée de la convention. Ces indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmentations différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui de la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de considérer dans le calcul des taux d'augmentation le moment où les hausses salariales sont consenties. Il est appelé « croissance des gains », parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'Institut privilégie la méthode des gains dans ses constats. Les résultats relatifs à la méthode des taux sont présentés en annexe N.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul de ces taux ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun de ces trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitifs, puisque d'autres

ententes peuvent s'ajouter au fichier du Ministère. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés de l'entente en vigueur pour l'année considérée.

Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat de chaque secteur par le poids de son effectif estimé. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre observé durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'Institut utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour l'ensemble de l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, le taux d'augmentation, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par le poids de leur effectif respectif sur le marché du travail. À cet effet, le taux de syndicalisation d'assujettissement le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois est celui fourni par Statistique Canada, soit 38,6 % (juin 2016).

L'analyse et La couverture des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à la fin du deuxième trimestre de 2016, en excluant l'administration québécoise. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2015 et en 2016. Une convention est considérée comme étant en vigueur si elle n'est pas expirée le 15 décembre de l'année de référence. Le tableau VII fournit aussi la représentativité du nombre de salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée exprime en pourcentage le nombre moyen des salariés syndiqués des

cinq dernières années. Des renseignements sont également présentés quant aux ententes signées au cours de l'année 2015 et celles signées au cours des six premiers mois de 2016.

Les conventions collectives de l'administration québécoise sont échues depuis le 31 mars 2015. Ce jour-là, les échelles salariales ont été majorées de 1,0 %. Ce taux d'ajustement a été établi en fonction de la croissance de l'IPC entre 2010 et 2015 et des taux de variation annuels du PIB (en dollars courants) de 2010 à 2013 selon les clauses prévues aux conventions collectives 2010-2015.

La majorité des conventions collectives de l'administration québécoise, regroupant 479 494 salariés de l'État, ont été renouvelées au cours de l'année 2016. Ces conventions accordent une rémunération additionnelle (non intégrée aux échelles salariales), qui correspond à environ 1 % du salaire pour la période

du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016. Les échelles de traitement augmentent de 1,5 % le 1^{er} avril 2016, de 1,75 % le 1^{er} avril 2017 et de 2,0 % le 1^{er} avril 2018. Aussi, une rémunération additionnelle (non intégrée aux échelles salariales), qui correspond à environ 0,5 % du salaire pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, est accordée.

Pour l'année 2015, l'information incluse dans la base de données est l'augmentation de 1,0 % le 31 mars 2015 et la rémunération additionnelle, d'environ 1 %, qui a été versée le 1^{er} avril 2015.

En ce qui concerne le secteur fédéral, peu de conventions sont en vigueur en 2015 et 2016; en effet, toutes les ententes de l'administration fédérale sont échues. Par conséquent, les taux de croissance présentés pour le secteur fédéral reposent presque exclusivement sur les entreprises fédérales au Québec.

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur et renouvellement signées¹ et de salariés couverts²

Année et type de croissance	Élément	Unité	Privé	Entr. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral	« Autre public »	Ensemble ASQ
2015									
En vigueur	Conventions	n	860	38	32	95	8	173	1 033
	Salariés	n	406 142	31 094	13 080	47 188	4 475	95 837	501 979
	Représentativité ³	%	103,5	76,5	74,1	84,9	17,3	68,6	94,3
Selon la date de signature	Conventions	n	165	4	14	16	..	34	199
	Salariés	n	27 720	2 786	7 831	3 793	..	14 410	42 130
2016									
En vigueur	Conventions	n	718	27	8	77	6	118	836
	Salariés	n	371 494	29 103	2 969	41 743	3 309	77 124	448 618
	Représentativité ³	%	94,7	71,6	16,8	75,1	12,8	55,2	84,3
Selon la date de signature	Conventions	n	74	1	0	11	0	12	86
	Salariés	n	18 376	220	0	11 893	0	12 113	30 489

1. Les ententes signées pour une première fois sont exclues des données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature, puisque aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.

2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi et à la notion d'équivalent à temps complet.

3. Ce pourcentage représente le nombre de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du Ministère pour cette période. Ce dernier nombre constitue la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2015 ou 2016, selon le cas.

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Annexes

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
		%	\$	\$	%	\$	%	
Professionnels								
Professionnel communic. 1	48	86,2	50 199	55 301	-10,2 *	40 343	43 287	-7,3 *
Professionnel communic. 2	768	94,9	75 581	79 361	-5,0	53 174	60 258	-13,3
Professionnel communic. 3	116	99,8	83 918	98 468	-17,3	63 975	81 085	-26,7
Professionnel gest. fin. 1	19	78,5	49 583	58 791	-18,6	40 458	42 054	-3,9 *
Professionnel gest. fin. 2	456	76,9	74 533	81 151	-8,9	52 241	59 450	-13,8
Professionnel gest. fin. 3	14	91,5	80 138	100 526	-25,4	60 286	75 443	-25,1
Analyste proc. adm./inform. 1	269	97,3	51 263	65 890	-28,5	41 126	49 908	-21,4
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	79,4	76 174	83 057	-9,0	54 294	61 548	-13,4
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	88,6	83 230	101 845	-22,4	62 941	76 405	-21,4
Ingénieur 1	195	91,2	51 434	62 378	-21,3	44 900	48 754	-8,6
Ingénieur 2	580	87,0	82 326	89 244	-8,4	57 444	68 913	-20,0
Ingénieur 3	382	89,8	91 664	116 706	-27,3	55 475	92 205	-66,2
Professionnel sc. phys. 1	22	57,5	51 130	62 370	-22,0	40 781	48 904	-19,9
Professionnel sc. phys. 2	500	81,9	80 633	82 586	-2,4 *	57 326	65 985	-15,1
Professionnel sc. phys. 3	115	87,6	84 350	109 419	-29,7	65 255	93 198	-42,8
Avocat et notaire 1	44	89,6	69 198	90 201	-30,4	54 024	65 360	-21,0
Avocat et notaire 2	406	90,5	109 093	114 013	-4,5	72 257	77 120	-6,7
Biologiste 1	7	94,9	50 442	52 847	-4,8 *	40 233	41 385	-2,9 *
Biologiste 2	162	95,4	76 285	77 066	-1,0 *	53 821	57 510	-6,9
Biologiste 3	38	100,0	84 421	101 005	-19,6	65 465	78 838	-20,4
Moyenne	...	84,9	78 209	86 870	-11,1	55 883	65 379	-17,0
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	8 168	78,7	51 398	56 826	-10,6	34 303	44 784	-30,6
Technicien en administration 3	130	80,2	55 757	69 523	-24,7	51 703	54 101	-4,6 *
Techn. documentation 1-2	726	85,9	51 557	54 468	-5,6	34 710	40 375	-16,3
Techn. laboratoire 1-2	2 137	46,7	58 122	59 501	-2,4 *	39 823	44 233	-11,1
Techn. laboratoire 3	535	57,1	60 562	65 769	-8,6	42 816	53 604	-25,2
Technicien en droit 1-2	458	95,5	49 858	65 879	-32,1	33 257	51 036	-53,5
Technicien en droit 3	20	100,0	55 757	90 205	-61,8	51 703	64 437	-24,6
Technicien génie 1-2	1 492	67,8	51 082	71 367	-39,7	36 362	51 456	-41,5
Technicien génie 3	251	91,4	55 794	88 751	-59,1	51 878	64 779	-24,9
Techn. informatique 1-2	2 106	63,9	53 933	58 722	-8,9	37 820	42 195	-11,6
Techn. informatique 3	964	62,2	57 600	69 453	-20,6	41 903	55 032	-31,3
Technicien en loisir 1-2	474	82,6	51 307	57 159	-11,4 *	35 869	41 674	-16,2
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	49,3	50 808	74 187	-46,0	37 110	56 083	-51,1
Moyenne	...	71,0	53 039	60 930	-14,9	36 679	46 494	-26,8
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	5	74,5	33 257	31 254	6,0 *	30 919	27 534	10,9
Magasinier 1	172	67,8	33 020	40 988	-24,1	30 755	27 595	10,3 *
Magasinier 2	933	53,4	38 278	56 805	-48,4	33 461	45 137	-34,9
Magasinier 3	29	58,3	46 607	70 106	-50,4	38 236	53 834	-40,8
Op. duplicateur 1-2	78	2,7	37 188	55 847	-50,2	30 755	45 681	-48,5
Personnel soutien adm. 1	4 661	67,3	36 617	39 737	-8,5	32 210	30 213	6,2
Personnel soutien adm. 2	6 011	80,1	40 305	47 373	-17,5	34 931	37 554	-7,5
Personnel soutien adm. 3	2 294	88,5	45 158	53 734	-19,0	38 742	47 285	-22,1
Personnel secrétariat 1	1 487	88,9	38 075	46 555	-22,3	32 934	36 178	-9,9
Personnel secrétariat 2	9 111	79,5	42 104	50 936	-21,0	34 975	39 144	-11,9
Préposé aux renseign. 2	716	80,5	44 763	42 864	4,2 *	35 412	34 008	4,0 *
Préposé aux renseign. 3	36	81,0	48 854	53 832	-10,2	38 955	42 319	-8,6 *
Préposé télécomm. 1-2	208	32,8	50 387	50 006	0,8 *	39 752	37 799	4,9 *
Téléphoniste-récept. 2	226	71,4	34 754	41 109	-18,3	32 143	30 318	5,7 *
Acheteur 2	172	73,9	44 763	54 524	-21,8	38 285	41 800	-9,2
Moyenne	...	77,0	40 691	48 088	-18,2	34 707	37 740	-8,7

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6 *	100,8 *	94,0 *	100,2 *	Professionnels
68,4	78,0	90,6	94,7	Professionnel communic. 1
83,5 *	87,5 *	96,1	97,8	Professionnel communic. 2
55,4	71,5	91,8 *	92,9 *	Professionnel communic. 3
69,9 *	72,0 *	91,0 *	92,5 *	Professionnel gest. fin. 1
81,0 *	84,9 *	95,3 *	96,2 *	Professionnel gest. fin. 2
61,7	73,5	92,4	93,6	Professionnel gest. fin. 3
66,6	79,8	90,4	94,8	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9 *	89,4 *	97,3 *	97,4 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	78,1	93,8 *	95,2 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7	75,5	89,3	94,4	Ingénieur 1
96,8 *	88,0 *	98,8 *	97,5 *	Ingénieur 2
54,1	72,8	90,7 *	94,1 *	Ingénieur 3
73,9	89,2	92,5	97,8	Professionnel sc. phys. 1
88,3 *	88,4 *	97,3 *	98,3 *	Professionnel sc. phys. 2
67,1	89,5	92,8	97,2	Professionnel sc. phys. 3
61,2	80,4	86,9	93,7	Avocat et notaire 1
60,4	x	92,0	x	Avocat et notaire 2
62,1 *	68,1 *	88,8 *	91,9 *	Biologiste 1
89,2	x	97,6	x	Biologiste 2
70,6	80,4	91,8	95,1	Biologiste 3
				Moyenne
85,5 *	83,3 *	95,2	96,5	Techniciens
93,6	81,9	99,5	96,0	Technicien en administration 1-2
83,8 *	85,5 *	94,7 *	96,2 *	Technicien en administration 3
80,0 *	81,7 *	93,7 *	95,5 *	Techn. documentation 1-2
93,0	100,6	97,9	100,1	Techn. laboratoire 1-2
73,8 *	73,4 *	91,3 *	94,1 *	Techn. laboratoire 3
97,4	111,0	99,8 *	103,2 *	Technicien en droit 1-2
75,8	86,6	93,0	96,3	Technicien en droit 3
96,1 *	94,1 *	99,7	98,4	Technicien génie 1-2
79,0	71,6	93,7 *	92,0 *	Technicien génie 3
93,6	80,0	98,3	95,9	Techn. informatique 1-2
84,1	77,7	95,2 *	94,0 *	Techn. informatique 3
76,7	93,9	93,7	98,5	Technicien en loisir 1-2
83,3 *	82,5 *	94,8	95,8	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
100,0	91,8	100,0	99,0	Employés de bureau
94,0 *	53,9 *	99,6	84,9	Préposé photocopie 2
93,2 *	92,0 *	99,1 *	98,4 *	Magasinier 1
88,7	71,9	98,0	93,5	Magasinier 2
96,6 *	102,8 *	99,4 *	100,5 *	Magasinier 3
93,8 *	91,2 *	99,3 *	97,9 *	Op. duplicateur 1-2
92,2	85,9	99,0	97,1	Personnel soutien adm. 1
86,6 *	87,5 *	98,1 *	98,5 *	Personnel soutien adm. 2
93,7 *	80,3 *	99,2 *	95,7 *	Personnel soutien adm. 3
91,1 *	95,8 *	98,5 *	99,0 *	Personnel secrétariat 1
80,8	96,7	96,0	99,3	Personnel secrétariat 2
95,7	75,2	99,1 *	94,7 *	Préposé aux renseign. 2
33,7	77,4	86,0	94,5	Préposé aux renseign. 3
97,2 *	81,6 *	99,8 *	95,2 *	Préposé télécomm. 1-2
79,6	89,5	97,1 *	97,6 *	Téléphoniste-récept. 2
90,6 *	90,3 *	98,6 *	97,9 *	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	93,3	50 199	52 579	-4,7 *	40 343	38 162	5,4 *	
Professionnel communic. 2	768	88,7	75 581	75 970	-0,5 *	53 174	57 310	-7,8	
Professionnel communic. 3	116	99,5	83 918	103 400	-23,2	63 975	79 752	-24,7	
Professionnel gest. fin. 1	19	73,2	49 583	55 253	-11,4	40 458	40 303	0,4 *	
Professionnel gest. fin. 2	456	69,0	74 533	80 804	-8,4	52 241	60 490	-15,8	
Professionnel gest. fin. 3	14	85,5	80 138	104 447	-30,3	60 286	79 423	-31,7	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	95,3	51 263	66 881	-30,5	41 126	49 932	-21,4	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	70,8	76 174	82 744	-8,6	54 294	62 360	-14,9	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	79,8	83 230	105 782	-27,1	62 941	78 810	-25,2	
Ingénieur 1	195	91,0	51 434	62 261	-21,1	44 900	48 503	-8,0	
Ingénieur 2	580	84,1	82 326	86 247	-4,8 *	57 444	66 329	-15,5	
Ingénieur 3	382	87,2	91 664	116 639	-27,2	55 475	89 939	-62,1	
Professionnel sc. phys. 1	22	53,7	51 130	61 609	-20,5	40 781	48 181	-18,1	
Professionnel sc. phys. 2	500	64,0	80 633	72 676	9,9	57 326	56 207	2,0 *	
Professionnel sc. phys. 3	115	69,4	84 350	100 731	-19,4	65 255	79 306	-21,5	
Avocat et notaire 1	44	65,7	69 198	67 041	3,1 *	54 024	50 356	6,8	
Avocat et notaire 2	406	82,1	109 093	101 276	7,2	72 257	76 043	-5,2	
Biologiste 1	7	94,8	50 442	52 467	-4,0 *	40 233	41 009	-1,9 *	
Biologiste 2	162	90,5	76 285	71 143	6,7	53 821	54 549	-1,4	
Moyenne	...	78,1	78 209	84 961	-8,6	55 883	64 347	-15,1	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	63,2	51 398	56 324	-9,6	34 303	42 094	-22,7	
Technicien en administration 3	130	71,6	55 757	72 572	-30,2	51 703	54 131	-4,7 *	
Techn. documentation 1-2	726	79,2	51 557	58 229	-12,9	34 710	43 563	-25,5	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	31,9	58 122	58 957	-1,4 *	39 823	45 145	-13,4 *	
Techn. laboratoire 3	535	34,3	60 562	63 151	-4,3 *	42 816	51 447	-20,2	
Technicien en droit 1-2	458	92,8	49 858	69 258	-38,9	33 257	50 077	-50,6	
Technicien en droit 3	20	100,0	55 757	91 129	-63,4	51 703	64 911	-25,5	
Technicien génie 1-2	1 492	64,0	51 082	70 930	-38,9	36 362	51 873	-42,7	
Technicien génie 3	251	79,3	55 794	93 038	-66,8	51 878	72 614	-40,0	
Techn. informatique 1-2	2 106	58,6	53 933	58 421	-8,3	37 820	41 740	-10,4	
Techn. informatique 3	964	51,5	57 600	71 345	-23,9	41 903	55 078	-31,4	
Technicien en loisir 1-2	474	83,3	51 307	44 416	13,4 *	35 869	33 268	7,3 *	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	45,0	50 808	74 797	-47,2	37 110	57 864	-55,9	
Moyenne	...	59,7	53 039	60 474	-14,0	36 679	45 293	-23,5	
Employés de bureau									
Magasinier 1	172	71,1	33 020	40 351	-22,2	30 755	26 865	12,6	
Magasinier 2	933	58,0	38 278	58 603	-53,1	33 461	46 700	-39,6	
Magasinier 3	29	66,0	46 607	72 038	-54,6	38 236	55 330	-44,7	
Personnel soutien adm. 1	4 661	54,8	36 617	38 219	-4,4 *	32 210	28 601	11,2	
Personnel soutien adm. 2	6 011	67,5	40 305	45 331	-12,5	34 931	33 346	4,5	
Personnel soutien adm. 3	2 294	57,7	45 158	56 237	-24,5	38 742	42 802	-10,5	
Personnel secrétariat 1	1 487	84,0	38 075	45 225	-18,8	32 934	34 752	-5,5 *	
Personnel secrétariat 2	9 111	71,2	42 104	51 034	-21,2	34 975	38 315	-9,6	
Préposé aux renseign. 2	716	76,1	44 763	40 826	8,8 *	35 412	32 455	8,4	
Préposé aux renseign. 3	36	73,9	48 854	55 600	-13,8	38 955	43 931	-12,8 *	
Préposé télécomm. 1-2	208	14,8	50 387	39 729	21,2	39 752	28 051	29,4	
Téléphoniste-récept. 2	226	68,6	34 754	40 232	-15,8	32 143	29 056	9,6	
Acheteur 2	172	59,8	44 763	54 849	-22,5	38 285	41 674	-8,9 *	
Moyenne	...	65,8	40 669	47 410	-16,6	34 685	35 651	-2,8	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6 *	110,1 *	94,0 *	102,8 *	Professionnels
68,4 *	70,1 *	90,6	92,5	Professionnel communic. 1
83,5 *	83,8 *	96,1 *	96,3 *	Professionnel communic. 2
55,4	70,0	91,8 *	92,8 *	Professionnel communic. 3
69,9 *	77,8 *	91,0	94,5	Professionnel gest. fin. 1
81,0 *	86,9 *	95,3 *	96,9 *	Professionnel gest. fin. 2
61,7 *	65,2 *	92,4 *	91,2 *	Professionnel gest. fin. 3
66,6	77,2	90,4	94,4	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9 *	86,9 *	97,3 *	96,7 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	78,2	93,8 *	95,1 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7 *	74,4 *	89,3	94,1	Ingénieur 1
96,8 *	86,9 *	98,8 *	97,0 *	Ingénieur 2
54,1	75,8	90,7 *	94,7 *	Ingénieur 3
73,9 *	93,0 *	92,5	98,4	Professionnel sc. phys. 1
88,3 *	82,8 *	97,3 *	96,4 *	Professionnel sc. phys. 2
67,1 *	66,0 *	92,8 *	92,2 *	Professionnel sc. phys. 3
61,2	80,2	86,9	95,1	Avocat et notaire 1
60,4	x	92,0	x	Avocat et notaire 2
62,1	28,9	88,8	83,4	Biologiste 1
				Biologiste 2
70,6	75,8	91,8	94,1	Moyenne
				Techniciens
85,5	79,4	95,2 *	94,8 *	Technicien en administration 1-2
93,6	76,9	99,5	94,1	Technicien en administration 3
83,8 *	60,4 *	94,7 *	90,0 *	Techn. documentation 1-2
80,0 *	67,5 *	93,7 *	93,3 *	Techn. laboratoire 1-2
93,0 *	100,0 *	97,9 *	100,0 *	Techn. laboratoire 3
73,8 *	69,7 *	91,3 *	91,8 *	Technicien en droit 1-2
97,4	110,8	99,8 *	103,1 *	Technicien en droit 3
75,8	84,8	93,0	95,9	Technicien génie 1-2
96,1 *	96,4 *	99,7 *	99,2 *	Technicien génie 3
79,0	68,9	93,7	91,1	Techn. informatique 1-2
93,6	75,3	98,3	94,4	Techn. informatique 3
84,1	x	95,2	x	Technicien en loisir 1-2
76,7 *	92,5 *	93,7	98,3	Techn. hygiène du trav. 1-2
83,3	77,3	94,8 *	94,3 *	Moyenne
				Employés de bureau
94,0 *	50,5 *	99,6	83,5	Magasinier 1
93,2 *	90,6 *	99,1 *	98,1 *	Magasinier 2
88,7	66,9	98,0	92,3	Magasinier 3
93,8 *	88,7 *	99,3 *	97,2 *	Personnel soutien adm. 1
92,2	80,9	99,0	95,0	Personnel soutien adm. 2
86,6 *	78,7 *	98,1	94,8	Personnel soutien adm. 3
93,7 *	76,6 *	99,2 *	94,6 *	Personnel secrétariat 1
91,1 *	96,9 *	98,5 *	99,2 *	Personnel secrétariat 2
80,8	100,2	96,0	100,0	Préposé aux renseignements 2
95,7	68,3	99,1 *	93,3 *	Préposé aux renseignements 3
33,7 *	33,3 *	86,0 *	80,4 *	Préposé télécomm. 1-2
97,2 *	81,4 *	99,8 *	94,8 *	Téléphoniste-récept. 2
79,6 *	85,4 *	97,1 *	96,5 *	Acheteur 2
90,8 *	87,8 *	98,6	96,9	Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	77,7	50 199	59 220	-18,0	40 343	50 663	-25,6	
Professionnel communic. 2	768	99,4	75 581	81 418	-7,7	53 174	62 120	-16,8	
Professionnel communic. 3	116	100,0	83 918	95 755	-14,1	63 975	81 819	-27,9	
Professionnel gest. fin. 2	456	96,3	74 533	81 620	-9,5	52 241	57 625	-10,3	
Professionnel gest. fin. 3	14	96,5	80 138	97 671	-21,9	60 286	72 539	-20,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	99,7	51 263	64 806	-26,4	41 126	49 883	-21,3	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	98,2	76 174	83 550	-9,7	54 294	60 264	-11,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	99,2	83 230	98 055	-17,8	62 941	74 090	-17,7	
Ingénieur 1	195	100,0	51 434	66 611	-29,5	44 900	57 933	-29,0	
Ingénieur 2	580	100,0	82 326	100 253	-21,8	57 444	78 530	-36,7	
Ingénieur 3	382	99,5	91 664	116 924	-27,6	55 475	99 555	-79,5	
Professionnel sc. phys. 2	500	99,5	80 633	88 884	-10,2	57 326	72 198	-25,9	
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 198	95 050	-37,4	54 024	69 636	-28,9	
Avocat et notaire 2	406	96,1	109 093	121 124	-11,0	72 257	77 734	-7,6	
Moyenne	...	97,3	78 209	88 742	-13,5	55 883	66 519	-19,0	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	97,2	51 398	57 209	-11,3	34 303	46 879	-36,7	
Technicien en administration 3	130	96,7	55 757	65 286	-17,1	51 703	54 059	-4,6	
Techn. documentation 1-2	726	87,1	51 557	53 851	-4,4	34 710	39 852	-14,8	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	99,1	58 122	60 028	-3,3	39 823	43 197	-8,5	
Techn. laboratoire 3	535	100,0	60 562	67 407	-11,3	42 816	54 988	-28,4	
Technicien en droit 1-2	458	97,9	49 858	63 055	-26,5	33 257	51 874	-56,0	
Technicien génie 1-2	1 492	86,6	51 082	72 951	-42,8	36 362	49 941	-37,3	
Techn. informatique 1-2	2 106	94,1	53 933	59 793	-10,9	37 820	43 813	-15,8	
Techn. informatique 3	964	100,0	57 600	66 029	-14,6	41 903	54 948	-31,1	
Technicien en loisir 1-2	474	82,2	51 307	64 929	-26,6	35 869	46 800	-30,5	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	88,5	50 808	71 900	-41,5	37 110	47 991	-29,3	
Moyenne	...	95,1	53 038	61 271	-15,5	36 678	47 185	-28,6	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	5	73,4	33 257	40 558	-22,0	30 919	35 084	-13,5	
Magasinier 1	172	44,6	33 020	48 125	-45,7	30 755	35 769	-16,3	
Magasinier 2	933	47,4	38 278	53 945	-40,9	33 461	42 648	-27,5	
Personnel soutien adm. 1	4 661	94,2	36 617	41 627	-13,7	32 210	32 221	0,0 *	
Personnel soutien adm. 2	6 011	97,0	40 305	49 238	-22,2	34 931	41 470	-18,7	
Personnel soutien adm. 3	2 294	96,4	45 158	53 362	-18,2	38 742	47 973	-23,8	
Personnel secrétariat 1	1 487	95,7	38 075	47 881	-25,8	32 934	37 911	-15,1	
Personnel secrétariat 2	9 111	90,1	42 104	50 839	-20,7	34 975	39 982	-14,3	
Préposé aux renseign. 2	716	93,1	44 763	47 629	-6,4	35 412	37 637	-6,3	
Préposé aux renseign. 3	36	100,0	48 854	50 373	-3,1	38 955	39 165	-0,5 *	
Préposé télécomm. 1-2	208	63,8	50 387	54 149	-7,5 *	39 752	41 728	-5,0 *	
Téléphoniste-récept. 2	226	86,8	34 754	44 910	-29,2	32 143	35 785	-11,3	
Acheteur 2	172	100,0	44 763	54 163	-21,0	38 285	41 941	-9,5	
Moyenne	...	91,2	40 691	48 999	-20,4	34 707	39 575	-14,0	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6	78,1	94,0	96,8	Professionnels
68,4	82,8	90,6	95,9	Professionnel communic. 1
83,5	90,9	96,1	98,7	Professionnel communic. 2
69,9 *	65,5 *	91,0 *	89,9 *	Professionnel communic. 3
81,0 *	83,4 *	95,3 *	95,7 *	Professionnel gest. fin. 2
61,7	83,7	92,4	96,2	Professionnel gest. fin. 3
66,6	83,3	90,4	95,4	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9	92,1	97,3	98,1	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	70,7	93,8	96,2	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7	79,4	89,3	95,5	Ingénieur 1
96,8	93,6	98,8	99,1	Ingénieur 2
73,9	86,8	92,5	97,5	Ingénieur 3
67,1	92,5	92,8	98,0	Professionnel sc. phys. 2
61,2	80,5	86,9	93,0	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
70,6	84,4	91,8	96,0	Moyenne
				Techniciens
85,5	87,4	95,2	97,7	Technicien en administration 1-2
93,6 *	93,4 *	99,5	98,9	Technicien en administration 3
83,8	89,8	94,7	97,4	Techn. documentation 1-2
80,0	91,5	93,7	97,6	Techn. laboratoire 1-2
93,0	100,9	97,9	100,2	Techn. laboratoire 3
73,8	78,7	91,3	96,2	Technicien en droit 1-2
75,8	92,1	93,0	97,5	Technicien génie 1-2
79,0 *	81,6 *	93,7 *	95,1 *	Techn. informatique 1-2
93,6 *	92,6 *	98,3 *	98,8 *	Techn. informatique 3
84,1	78,5	95,2	94,0	Technicien en loisir 1-2
76,7	97,7	93,7	99,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
83,3	88,3	94,8	97,4	Moyenne
				Employés de bureau
100,0	100,0	100,0	100,0	Préposé photocopie 2
94,0	95,2	99,6	98,8	Magasinier 1
93,2 *	94,3 *	99,1 *	98,8 *	Magasinier 2
93,8 *	94,3 *	99,3	98,7	Personnel soutien adm. 1
92,2 *	92,9 *	99,0 *	98,9 *	Personnel soutien adm. 2
86,6	90,8	98,1	99,1	Personnel soutien adm. 3
93,7	84,1	99,2	96,7	Personnel secrétariat 1
91,1	94,5	98,5	98,8	Personnel secrétariat 2
80,8	90,0	96,0	97,9	Préposé aux renseign. 2
95,7	89,2	99,1	97,6	Préposé aux renseign. 3
33,7	94,1	86,0	98,6	Préposé télécomm. 1-2
97,2	82,4	99,8	96,4	Téléphoniste-récept. 2
79,6	94,4	97,1	98,7	Acheteur 2
90,6	92,9	98,6 *	98,7 *	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	53,4	50 199	67 227	-33,9	40 343	54 298	-34,6	
Professionnel communic. 2	768	96,0	75 581	79 990	-5,8	53 174	58 418	-9,9	
Professionnel communic. 3	116	100,0	83 918	95 739	-14,1	63 975	73 948	-15,6	
Professionnel gest. fin. 2	456	100,0	74 533	89 508	-20,1	52 241	59 791	-14,5	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	100,0	76 174	88 211	-15,8	54 294	57 859	-6,6	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	100,0	83 230	100 818	-21,1	62 941	78 509	-24,7	
Ingénieur 2	580	100,0	82 326	87 560	-6,4	57 444	57 002	0,8 *	
Ingénieur 3	382	93,8	91 664	98 663	-7,6	55 475	76 379	-37,7	
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 198	72 490	-4,8	54 024	60 956	-12,8	
Avocat et notaire 2	406	100,0	109 093	112 988	-3,6	72 257	58 045	19,7	
Moyenne	...	99,2	78 324	89 256	-14,0	55 856	60 588	-8,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	89,5	51 398	58 637	-14,1	34 303	44 101	-28,6	
Technicien en administration 3	130	91,6	55 757	75 197	-34,9	51 703	56 074	-8,5	
Techn. documentation 1-2	726	66,1	51 557	53 841	-4,4	34 710	40 524	-16,8	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	91,8	58 122	55 989	3,7	39 823	41 632	-4,5	
Technicien en droit 1-2	458	93,3	49 858	58 089	-16,5	33 257	43 400	-30,5	
Technicien génie 1-2	1 492	65,9	51 082	66 688	-30,6	36 362	49 493	-36,1	
Technicien génie 3	251	73,6	55 794	81 259	-45,6	51 878	58 486	-12,7	
Techn. informatique 1-2	2 106	81,3	53 933	62 601	-16,1	37 820	46 352	-22,6	
Techn. informatique 3	964	100,0	57 600	78 128	-35,6	41 903	62 691	-49,6	
Technicien en loisir 1-2	474	81,0	51 307	65 574	-27,8	35 869	47 449	-32,3	
Moyenne	...	85,9	52 816	61 780	-17,0	36 496	46 043	-26,2	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 661	94,8	36 617	41 964	-14,6	32 210	31 249	3,0	
Personnel soutien adm. 2	6 011	87,8	40 305	51 035	-26,6	34 931	37 640	-7,8	
Personnel soutien adm. 3	2 294	81,5	45 158	58 229	-28,9	38 742	43 036	-11,1	
Personnel secrétariat 1	1 487	84,4	38 075	48 434	-27,2	32 934	36 915	-12,1	
Personnel secrétariat 2	9 111	79,1	42 104	51 015	-21,2	34 975	38 350	-9,7	
Préposé aux renseign. 2	716	92,3	44 763	50 989	-13,9	35 412	37 869	-6,9	
Préposé télécomm. 1-2	208	88,4	50 387	55 780	-10,7 *	39 752	42 199	-6,2 *	
Téléphoniste-récept. 2	226	74,4	34 754	44 207	-27,2	32 143	33 186	-3,2 *	
Acheteur 2	172	100,0	44 763	57 045	-27,4	38 285	44 826	-17,1	
Moyenne	...	84,9	40 691	50 131	-23,2	34 707	37 479	-8,0	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6	47,2	94,0 *	89,8 *	Professionnels
68,4	82,7	90,6	95,3	Professionnel communic. 1
83,5 *	84,3 *	96,1 *	96,4 *	Professionnel communic. 2
69,9	80,4	91,0	93,5	Professionnel communic. 3
66,6	86,5	90,4	95,4	Professionnel gest. fin. 2
88,9	94,7	97,3	98,8	Analyste proc. adm./inform. 2
64,7	79,4	89,3	92,8	Analyste proc. adm./inform. 3
96,8	82,9	98,8	96,1	Ingénieur 2
67,1	79,9	92,8	96,8	Ingénieur 3
61,2	74,4	86,9	87,5	Avocat et notaire 1
70,5	83,7	91,7	94,9	Avocat et notaire 2
				Moyenne
				Techniciens
85,5	89,9	95,2	97,5	Technicien en administration 1-2
93,6	89,5	99,5	97,3	Technicien en administration 3
83,8	93,3	94,7	98,4	Techn. documentation 1-2
80,0	97,9	93,7	99,5	Techn. laboratoire 1-2
73,8	82,1	91,3	95,5	Technicien en droit 1-2
75,8	90,0	93,0	97,4	Technicien génie 1-2
96,1	93,1	99,7	98,1	Technicien génie 3
79,0	93,2	93,7	98,2	Techn. informatique 1-2
93,6 *	94,5 *	98,3 *	98,9 *	Techn. informatique 3
84,1	79,7	95,2 *	94,4 *	Technicien en loisir 1-2
83,1	91,4	94,7	97,8	Moyenne
				Employés de bureau
93,8	93,4	99,3	98,3	Personnel soutien adm. 1
92,2	94,2	99,0	98,5	Personnel soutien adm. 2
86,6	89,5	98,1	97,2	Personnel soutien adm. 3
93,7	91,6	99,2	98,0	Personnel secrétariat 1
91,1	92,3	98,5	98,1	Personnel secrétariat 2
80,8	90,7	96,0	97,6	Préposé aux renseign. 2
33,7	94,9	86,0	98,7	Préposé télécomm. 1-2
97,2	77,6	99,8	94,4	Téléphoniste-récept. 2
79,6	94,4	97,1	98,8	Acheteur 2
90,6	92,8	98,6	98,2	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écart	Adm. québ.	Marché	Écart
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	100,0	50 199	52 543	-4,7 *	40 343	42 585	-5,6	
Professionnel communic. 2	768	100,0	75 581	85 655	-13,3	53 174	58 497	-10,0	
Professionnel communic. 3	116	100,0	83 918	103 726	-23,6	63 975	78 165	-22,2	
Professionnel gest. fin. 2	456	94,4	74 533	79 090	-6,1	52 241	55 889	-7,0	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	100,0	51 263	56 176	-9,6	41 126	43 453	-5,7	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	97,4	76 174	83 239	-9,3	54 294	58 657	-8,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	98,5	83 230	98 620	-18,5	62 941	70 950	-12,7	
Ingénieur 2	580	99,9	82 326	103 108	-25,2	57 444	81 515	-41,9	
Avocat et notaire 2	406	88,2	109 093	107 253	1,7 *	72 257	67 118	7,1	
Moyenne	...	96,2	78 359	88 340	-12,7	55 967	64 142	-14,6	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	96,2	51 398	57 092	-11,1	34 303	40 677	-18,6	
Technicien en administration 3	130	97,5	55 757	60 873	-9,2	51 703	52 873	-2,3	
Techn. documentation 1-2	726	100,0	51 557	50 095	2,8 *	34 710	34 744	-0,1 *	
Techn. laboratoire 3	535	100,0	60 562	69 354	-14,5	42 816	50 785	-18,6	
Technicien en droit 1-2	458	100,0	49 858	56 911	-14,1	33 257	40 602	-22,1	
Technicien génie 1-2	1 492	91,7	51 082	79 204	-55,1	36 362	47 991	-32,0	
Techn. informatique 1-2	2 106	98,2	53 933	56 915	-5,5	37 820	41 398	-9,5	
Techn. informatique 3	964	100,0	57 600	64 424	-11,8	41 903	51 268	-22,3	
Moyenne	...	97,4	53 135	60 941	-14,7	36 659	42 308	-15,4	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 661	90,1	36 617	41 033	-12,1	32 210	33 183	-3,0 *	
Personnel soutien adm. 2	6 011	96,6	40 305	50 751	-25,9	34 931	40 953	-17,2	
Personnel soutien adm. 3	2 294	79,3	45 158	46 815	-3,7	38 742	40 413	-4,3	
Personnel secrétariat 1	1 487	100,0	38 075	47 580	-25,0	32 934	38 433	-16,7	
Personnel secrétariat 2	9 111	93,4	42 104	49 417	-17,4	34 975	41 179	-17,7	
Préposé aux renseign. 2	716	91,3	44 763	46 419	-3,7	35 412	37 543	-6,0	
Préposé aux renseign. 3	36	100,0	48 854	49 090	-0,5 *	38 955	38 642	0,8 *	
Téléphoniste-récept. 2	226	100,0	34 754	39 753	-14,4	32 143	30 952	3,7 *	
Moyenne	...	90,4	40 603	47 932	-18,1	34 657	39 300	-13,4	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6	90,1	94,0	98,1	Professionnels
68,4	83,8	90,6	94,9	Professionnel communic. 1
83,5	93,9	96,1	98,5	Professionnel communic. 2
69,9	56,5	91,0	87,3	Professionnel communic. 3
61,7	72,4	92,4 *	93,7 *	Professionnel gest. fin. 2
66,6	81,0	90,4	94,4	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9	93,2	97,3	98,1	Analyste proc. adm./inform. 2
64,7	76,3	89,3	95,0	Analyste proc. adm./inform. 3
61,2	76,2	86,9	91,1	Ingénieur 2
				Avocat et notaire 2
70,7	85,6	91,8	96,2	Moyenne
				Techniciens
85,5 *	83,4 *	95,2 *	95,2 *	Technicien en administration 1-2
93,6	96,8	99,5 *	99,6 *	Technicien en administration 3
83,8	88,8	94,7	96,6	Techn. documentation 1-2
93,0	x	97,9	x	Techn. laboratoire 3
73,8	89,5	91,3	97,0	Technicien en droit 1-2
75,8	92,6	93,0	97,1	Technicien génie 1-2
79,0	74,9	93,7 *	93,2 *	Techn. informatique 1-2
93,6 *	92,6 *	98,3 *	98,5 *	Techn. informatique 3
83,6	85,7	94,9	95,7	Moyenne
				Employés de bureau
93,8	98,8	99,3 *	99,8 *	Personnel soutien adm. 1
92,2 *	92,3 *	99,0 *	98,5 *	Personnel soutien adm. 2
86,6	93,9	98,1	99,2	Personnel soutien adm. 3
93,7 *	109,1 *	99,2 *	101,7 *	Personnel secrétariat 1
91,1	104,0	98,5	100,7	Personnel secrétariat 2
80,8	88,9	96,0	97,9	Préposé aux renseign. 2
95,7	90,9	99,1	98,1	Préposé aux renseign. 3
97,2	87,5	99,8	97,2	Téléphoniste-récept. 2
91,2	98,7	98,7	99,7	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
					Écarts			Écarts	
			Marché	Adm. québ.		Marché	Adm. québ.		
		%	\$	\$	%	\$	\$	%	
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	50,1	50 199	60 577	-20,7	40 343	41 788	-3,6	
Professionnel communic. 2	768	100,0	75 581	82 495	-9,1	53 174	54 011	-1,6 *	
Professionnel communic. 3	116	100,0	83 918	105 397	-25,6 *	63 975	72 362	-13,1	
Professionnel gest. fin. 2	456	99,2	74 533	84 308	-13,1	52 241	55 323	-5,9	
Professionnel gest. fin. 3	14	98,2	80 138	104 162	-30,0	60 286	60 612	-0,5 *	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	96,3	51 263	63 804	-24,5	41 126	44 271	-7,6	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	96,9	76 174	86 243	-13,2	54 294	57 140	-5,2	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	100,0	83 230	96 353	-15,8	62 941	72 336	-14,9	
Ingénieur 2	580	100,0	82 326	89 091	-8,2	57 444	57 711	-0,5 *	
Avocat et notaire 2	406	89,2	109 093	99 241	9,0 *	72 257	66 534	7,9 *	
Moyenne	...	97,3	78 233	84 719	-8,3	55 792	58 309	-4,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	96,1	51 398	57 282	-11,4	34 303	42 112	-22,8	
Technicien en administration 3	130	100,0	55 757	65 048	-16,7	51 703	54 565	-5,5	
Techn. documentation 1-2	726	100,0	51 557	55 583	-7,8	34 710	40 249	-16,0	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	100,0	58 122	58 276	-0,3 *	39 823	43 213	-8,5	
Techn. laboratoire 3	535	100,0	60 562	67 051	-10,7	42 816	55 756	-30,2	
Technicien génie 1-2	1 492	99,7	51 082	58 381	-14,3	36 362	44 268	-21,7	
Technicien génie 3	251	100,0	55 794	63 619	-14,0	51 878	59 329	-14,4	
Techn. informatique 1-2	2 106	99,8	53 933	60 524	-12,2	37 820	44 318	-17,2	
Techn. informatique 3	964	100,0	57 600	65 708	-14,1	41 903	58 576	-39,8	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	100,0	50 808	56 624	-11,4	37 110	40 362	-8,8	
Moyenne	...	98,3	53 034	58 376	-10,1	36 657	43 853	-19,6	
Employés de bureau									
Magasinier 2	933	100,0	38 278	48 496	-26,7	33 461	38 325	-14,5	
Personnel soutien adm. 1	4 661	100,0	36 617	41 112	-12,3	32 210	35 473	-10,1	
Personnel soutien adm. 2	6 011	99,9	40 305	48 129	-19,4	34 931	39 172	-12,1	
Personnel soutien adm. 3	2 294	100,0	45 158	50 561	-12,0	38 742	42 172	-8,9	
Personnel secrétariat 1	1 487	100,0	38 075	47 773	-25,5	32 934	38 114	-15,7	
Personnel secrétariat 2	9 111	99,9	42 104	51 673	-22,7	34 975	40 565	-16,0	
Préposé aux renseign. 2	716	100,0	44 763	44 832	-0,2 *	35 412	37 473	-5,8	
Téléphoniste-récept. 2	226	100,0	34 754	46 980	-35,2	32 143	39 654	-23,4	
Moyenne	...	99,7	40 663	48 414	-19,1	34 681	39 259	-13,2	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6	x	94,0	x	Professionnels
68,4	79,0	90,6 *	92,8 *	Professionnel communic. 1
83,5 *	64,9 *	96,1 *	89,0 *	Professionnel communic. 2
69,9 *	82,0 *	91,0 *	93,8 *	Professionnel communic. 3
81,0	x	95,3	x	Professionnel gest. fin. 2
61,7	79,4	92,4 *	93,7 *	Professionnel gest. fin. 3
66,6	82,7	90,4	94,2	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9 *	90,0 *	97,3 *	97,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
64,7	88,3	89,3	95,9	Analyste proc. adm./inform. 3
61,2	88,5	86,9	96,2	Ingénieur 2
70,4	86,7	91,7	95,4	Avocat et notaire 2
				Moyenne
				Techniciens
85,5 *	84,6 *	95,2 *	95,9 *	Technicien en administration 1-2
93,6 *	94,6 *	99,5	99,1	Technicien en administration 3
83,8 *	88,3 *	94,7	96,8	Techn. documentation 1-2
80,0	83,5	93,7	95,7	Techn. laboratoire 1-2
93,0	x	97,9	x	Techn. laboratoire 3
75,8	87,2	93,0	96,9	Technicien génie 1-2
96,1	100,0	99,7	100,0	Technicien génie 3
79,0 *	80,1 *	93,7 *	94,7 *	Techn. informatique 1-2
93,6 *	91,7 *	98,3 *	99,1 *	Techn. informatique 3
76,7	93,1	93,7	98,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
83,3 *	86,2 *	94,8	96,4	Moyenne
				Employés de bureau
93,2	x	99,1	x	Magasinier 2
93,8 *	90,3 *	99,3 *	98,7 *	Personnel soutien adm. 1
92,2	87,3	99,0	97,6	Personnel soutien adm. 2
86,6	96,5	98,1	99,4	Personnel soutien adm. 3
93,7	70,4	99,2	94,0	Personnel secrétariat 1
91,1 *	92,0 *	98,5 *	98,3 *	Personnel secrétariat 2
80,8	91,7	96,0	98,6	Préposé aux renseignements 2
97,2	88,0	99,8	98,1	Téléphoniste-récept. 2
90,8 *	89,4 *	98,6 *	98,0 *	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	100,0	50 199	58 535	-16,6	40 343	54 308	-34,6	
Professionnel communic. 2	768	100,0	75 581	77 100	-2,0	53 174	71 329	-34,1	
Professionnel communic. 3	116	100,0	83 918	91 322	-8,8	63 975	84 649	-32,3	
Professionnel gest. fin. 1	19	100,0	49 583	72 251	-45,7	40 458	51 534	-27,4	
Professionnel gest. fin. 2	456	100,0	74 533	85 127	-14,2	52 241	62 870	-20,3	
Professionnel gest. fin. 3	14	100,0	80 138	103 169	-28,7	60 286	80 449	-33,4	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	100,0	51 263	69 000	-34,6	41 126	53 617	-30,4	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	100,0	76 174	81 105	-6,5	54 294	66 274	-22,1	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	100,0	83 230	97 329	-16,9	62 941	78 329	-24,4	
Ingénieur 1	195	100,0	51 434	72 048	-40,1	44 900	63 027	-40,4	
Ingénieur 2	580	100,0	82 326	103 254	-25,4	57 444	87 928	-53,1	
Ingénieur 3	382	100,0	91 664	121 358	-32,4	55 475	103 806	-87,1	
Professionnel sc. phys. 1	22	100,0	51 130	66 901	-30,8	40 781	55 083	-35,1	
Professionnel sc. phys. 2	500	100,0	80 633	86 956	-7,8	57 326	72 079	-25,7	
Professionnel sc. phys. 3	115	100,0	84 350	107 253	-27,2	65 255	91 353	-40,0	
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 198	98 933	-43,0	54 024	71 734	-32,8	
Avocat et notaire 2	406	100,0	109 093	137 892	-26,4	72 257	99 970	-38,4	
Biologiste 2	162	100,0	76 285	85 334	-11,9	53 821	63 516	-18,0	
Biologiste 3	38	100,0	84 421	99 736	-18,1	65 465	86 801	-32,6	
Moyenne	...	100,0	78 209	88 615	-13,3	55 883	72 391	-29,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	100,0	51 398	56 910	-10,7	34 303	52 050	-51,7	
Techn. documentation 1-2	726	100,0	51 557	56 217	-9,0	34 710	48 351	-39,3	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	100,0	58 122	59 950	-3,1	39 823	49 280	-23,7	
Technicien en droit 1-2	458	100,0	49 858	67 606	-35,6	33 257	59 759	-79,7	
Technicien génie 1-2	1 492	100,0	51 082	71 205	-39,4	36 362	58 509	-60,9	
Technicien génie 3	251	100,0	55 794	81 823	-46,7	51 878	67 496	-30,1	
Moyenne	...	100,0	52 458	59 903	-14,2	35 719	52 765	-47,7	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 661	100,0	36 617	38 431	-5,0	32 210	35 965	-11,7	
Personnel soutien adm. 2	6 011	100,0	40 305	47 850	-18,7	34 931	44 326	-26,9	
Personnel soutien adm. 3	2 294	100,0	45 158	53 512	-18,5	38 742	49 440	-27,6	
Personnel secrétariat 1	1 487	100,0	38 075	45 460	-19,4	32 934	42 163	-28,0	
Personnel secrétariat 2	9 111	100,0	42 104	48 058	-14,1	34 975	44 242	-26,5	
Acheteur 2	172	100,0	44 763	53 478	-19,5	38 285	41 366	-8,0	
Moyenne	...	95,3	40 702	46 634	-14,6	34 741	42 962	-23,7	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6	100,8	94,0	100,1	Professionnels
68,4	86,0	90,6	99,0	Professionnel communic. 1
83,5	94,3	96,1	99,6	Professionnel communic. 2
55,4	73,6	91,8	92,4	Professionnel communic. 3
69,9	80,0	91,0	94,8	Professionnel gest. fin. 1
81,0	83,7	95,3	96,4	Professionnel gest. fin. 2
61,7	88,8	92,4	97,5	Professionnel gest. fin. 3
66,6	90,2	90,4	98,2	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9	90,1	97,3	98,1	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	74,9	93,8	96,9	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7	87,8	89,3	98,2	Ingénieur 1
96,8	91,5	98,8	98,8	Ingénieur 2
54,1	36,1	90,7	88,7	Ingénieur 3
73,9	85,8	92,5	97,6	Professionnel sc. phys. 1
88,3	90,1	97,3	98,5	Professionnel sc. phys. 2
67,1	94,3	92,8	98,4	Professionnel sc. phys. 3
61,2	89,7	86,9	97,2	Avocat et notaire 1
62,1	92,9	88,8	98,2	Avocat et notaire 2
89,2	86,5	97,6	98,3	Biologiste 2
70,6	88,7	91,8	98,0	Biologiste 3
				Moyenne
85,5	94,8	95,2	99,6	Techniciens
83,8	87,9	94,7	98,3	Technicien en administration 1-2
80,0	84,2	93,7	97,2	Techn. documentation 1-2
73,8	67,1	91,3	96,2	Techn. laboratoire 1-2
75,8	94,6	93,0	99,0	Technicien en droit 1-2
96,1	94,2	99,7	99,0	Technicien génie 1-2
83,1	91,4	94,6	98,9	Technicien génie 3
				Moyenne
93,8	99,8	99,3	100,0	Employés de bureau
92,2	98,3	99,0	99,9	Personnel soutien adm. 1
86,6	90,4	98,1	99,3	Personnel soutien adm. 2
93,7	99,8	99,2	100,0	Personnel soutien adm. 3
91,1	97,1	98,5	99,8	Personnel secrétariat 1
79,6	93,6	97,1	98,6	Personnel secrétariat 2
91,4	97,4	98,7	99,8	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
		%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	48	90,1	50 199	57 985	-15,5	40 343	52 489	-30,1
Professionnel communic. 2	768	99,3	75 581	80 966	-7,1	53 174	62 329	-17,2
Professionnel communic. 3	116	100,0	83 918	92 830	-10,6	63 975	83 399	-30,4
Professionnel gest. fin. 2	456	100,0	74 533	81 266	-9,0	52 241	57 064	-9,2
Professionnel gest. fin. 3	14	100,0	80 138	97 306	-21,4	60 286	73 075	-21,2
Analyste proc. adm./inform. 1	269	99,5	51 263	65 167	-27,1	41 126	50 467	-22,7
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	99,9	76 174	82 739	-8,6	54 294	60 037	-10,6
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	100,0	83 230	97 492	-17,1	62 941	73 723	-17,1
Ingénieur 1	195	100,0	51 434	67 046	-30,4	44 900	56 910	-26,7
Ingénieur 2	580	100,0	82 326	100 253	-21,8	57 444	78 465	-36,6
Ingénieur 3	382	91,7	91 664	116 708	-27,3	55 475	98 737	-78,0
Professionnel sc. phys. 2	500	80,7	80 633	89 054	-10,4	57 326	72 564	-26,6
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 198	94 534	-36,6	54 024	69 280	-28,2
Avocat et notaire 2	406	95,9	109 093	122 786	-12,6	72 257	79 117	-9,5
Moyenne	...	96,6	78 209	88 366	-13,0	55 883	66 471	-18,9
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	8 168	96,6	51 398	57 047	-11,0	34 303	46 986	-37,0
Technicien en administration 3	130	95,9	55 757	66 266	-18,8	51 703	55 198	-6,8 *
Techn. documentation 1-2	726	85,1	51 557	53 816	-4,4	34 710	39 830	-14,8
Techn. laboratoire 1-2	2 137	45,0	58 122	61 761	-6,3 *	39 823	45 500	-14,3
Techn. laboratoire 3	535	66,1	60 562	67 623	-11,7	42 816	55 236	-29,0
Technicien en droit 1-2	458	98,0	49 858	63 757	-27,9	33 257	52 534	-58,0
Technicien génie 1-2	1 492	58,9	51 082	75 016	-46,9	36 362	48 982	-34,7
Techn. informatique 1-2	2 106	96,3	53 933	61 025	-13,1	37 820	43 430	-14,8
Techn. informatique 3	964	100,0	57 600	67 814	-17,7	41 903	56 590	-35,0
Technicien en loisir 1-2	474	86,9	51 307	57 223	-11,5 *	35 869	41 708	-16,3
Moyenne	...	85,0	53 038	61 653	-16,2	36 678	47 379	-29,2
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	5	59,1	33 257	40 165	-20,8	30 919	34 740	-12,4
Magasinier 1	172	31,6	33 020	55 130	-67,0	30 755	36 164	-17,6
Magasinier 2	933	49,6	38 278	57 989	-51,5	33 461	46 921	-40,2
Op. duplicateur 1-2	78	16,4	37 188	58 838	-58,2	30 755	48 462	-57,6
Personnel soutien adm. 1	4 661	88,6	36 617	42 224	-15,3	32 210	32 800	-1,8
Personnel soutien adm. 2	6 011	93,9	40 305	49 387	-22,5	34 931	40 400	-15,7
Personnel soutien adm. 3	2 294	96,5	45 158	53 659	-18,8	38 742	47 905	-23,7
Personnel secrétariat 1	1 487	95,7	38 075	48 439	-27,2	32 934	38 564	-17,1
Personnel secrétariat 2	9 111	89,4	42 104	50 262	-19,4	34 975	39 606	-13,2
Préposé aux renseign. 2	716	92,7	44 763	49 029	-9,5	35 412	37 993	-7,3
Préposé aux renseign. 3	36	83,0	48 854	55 278	-13,2	38 955	44 348	-13,8 *
Préposé télécomm. 1-2	208	58,1	50 387	54 149	-7,5 *	39 752	41 728	-5,0 *
Téléphoniste-récept. 2	226	87,3	34 754	44 260	-27,4	32 143	34 456	-7,2 *
Acheteur 2	172	85,9	44 763	56 504	-26,2	38 285	44 385	-15,9
Moyenne	...	88,8	40 691	49 270	-21,1	34 707	39 551	-14,0

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6	93,6	94,0	99,4	Professionnels
68,4	84,9	90,6	96,5	Professionnel communic. 1
83,5	94,4	96,1	99,4	Professionnel communic. 2
69,9 *	65,1 *	91,0 *	89,6 *	Professionnel communic. 3
81,0	85,2	95,3	96,3	Professionnel gest. fin. 2
61,7	82,6	92,4	96,1	Professionnel gest. fin. 3
66,6	83,9	90,4	95,6	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9	92,4	97,3	98,2	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	77,8	93,8	96,6	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7	80,2	89,3	95,7	Ingénieur 1
96,8 *	96,6 *	98,8	99,5	Ingénieur 2
73,9	86,9	92,5	97,6	Ingénieur 3
67,1	91,9	92,8	97,8	Professionnel sc. phys. 2
61,2	80,1	86,9	92,9	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
70,6	85,1	91,8	96,2	Moyenne
				Techniciens
85,5	88,6	95,2	98,0	Technicien en administration 1-2
93,6	92,0	99,5	98,7	Technicien en administration 3
83,8	89,6	94,7	97,3	Techn. documentation 1-2
80,0	92,9	93,7	98,1	Techn. laboratoire 1-2
93,0	100,8	97,9	100,1	Techn. laboratoire 3
73,8	78,2	91,3	96,2	Technicien en droit 1-2
75,8	92,4	93,0	97,4	Technicien génie 1-2
79,0 *	79,5 *	93,7 *	94,1 *	Techn. informatique 1-2
93,6 *	94,1 *	98,3	99,0	Techn. informatique 3
84,1 *	75,9 *	95,2 *	93,5 *	Technicien en loisir 1-2
83,3	88,7	94,8	97,4	Moyenne
				Employés de bureau
100,0	100,0	100,0	100,0	Préposé photocopie 2
94,0	92,7	99,6	97,5	Magasinier 1
93,2 *	94,5 *	99,1 *	98,9 *	Magasinier 2
96,6	92,1	99,4 *	98,6 *	Op. duplicateur 1-2
93,8 *	94,3 *	99,3	98,7	Personnel soutien adm. 1
92,2 *	91,8 *	99,0	98,5	Personnel soutien adm. 2
86,6	91,5	98,1	99,1	Personnel soutien adm. 3
93,7	81,1	99,2	96,1	Personnel secrétariat 1
91,1	96,0	98,5	99,1	Personnel secrétariat 2
80,8	91,7	96,0	98,1	Préposé aux renseign. 2
95,7	88,9	99,1	97,8	Préposé aux renseign. 3
33,7	94,1	86,0	98,6	Préposé télécomm. 1-2
97,2	90,4	99,8	97,9	Téléphoniste-récept. 2
79,6	94,0	97,1	98,7	Acheteur 2
90,6	93,2	98,6 *	98,7 *	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	84,6	50 199	54 120	-7,8 *	40 343	39 235	2,7 *	
Professionnel communic. 2	768	90,4	75 581	77 470	-2,5 *	53 174	57 899	-8,9	
Professionnel communic. 3	116	99,6	83 918	104 401	-24,4	63 975	78 650	-22,9	
Professionnel gest. fin. 1	19	73,5	49 583	55 505	-11,9	40 458	40 394	0,2 *	
Professionnel gest. fin. 2	456	69,1	74 533	81 079	-8,8	52 241	60 617	-16,0	
Professionnel gest. fin. 3	14	83,4	80 138	104 236	-30,1	60 286	78 166	-29,7	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	95,6	51 263	66 485	-29,7	41 126	49 448	-20,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	71,2	76 174	83 237	-9,3	54 294	62 397	-14,9	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80,2	83 230	105 896	-27,2	62 941	78 902	-25,4	
Ingénieur 1	195	90,8	51 434	62 102	-20,7	44 900	48 278	-7,5	
Ingénieur 2	580	83,8	82 326	86 004	-4,5 *	57 444	66 139	-15,1	
Ingénieur 3	382	89,1	91 664	116 705	-27,3	55 475	89 600	-61,5	
Professionnel sc. phys. 1	22	53,8	51 130	61 730	-20,7	40 781	48 136	-18,0	
Professionnel sc. phys. 2	500	83,6	80 633	73 020	9,4	57 326	56 253	1,9 *	
Professionnel sc. phys. 3	115	76,9	84 350	100 853	-19,6	65 255	79 327	-21,6	
Avocat et notaire 1	44	65,3	69 198	68 790	0,6 *	54 024	51 240	5,2	
Avocat et notaire 2	406	84,4	109 093	102 485	6,1	72 257	74 541	-3,2	
Biologiste 1	7	94,8	50 442	52 467	-4,0 *	40 233	41 009	-1,9 *	
Biologiste 2	162	90,6	76 285	71 055	6,9	53 821	54 359	-1,0	
Moyenne	...	79,7	78 209	85 370	-9,2	55 883	64 306	-15,1	
Techniciens									
Techniciens en administration 1-2	8 168	63,7	51 398	56 540	-10,0	34 303	41 995	-22,4	
Technicien en administration 3	130	74,3	55 757	71 140	-27,6	51 703	53 566	-3,6 *	
Techn. documentation 1-2	726	90,5	51 557	58 244	-13,0	34 710	43 529	-25,4	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	49,0	58 122	56 148	3,4 *	39 823	42 679	-7,2 *	
Techn. laboratoire 3	535	47,4	60 562	62 908	-3,9 *	42 816	51 147	-19,5	
Technicien en droit 1-2	458	92,7	49 858	68 492	-37,4	33 257	49 272	-48,2	
Technicien en droit 3	20	100,0	55 757	90 658	-62,6	51 703	64 675	-25,1	
Technicien génie 1-2	1 492	74,3	51 082	69 221	-35,5	36 362	52 904	-45,5	
Technicien génie 3	251	82,0	55 794	92 519	-65,8	51 878	72 036	-38,9	
Techn. informatique 1-2	2 106	50,6	53 933	56 922	-5,5 *	37 820	41 231	-9,0	
Techn. informatique 3	964	51,0	57 600	70 412	-22,2	41 903	54 120	-29,2	
Technicien en loisir 1-2	474	59,9	51 307	56 662	-10,4 *	35 869	41 407	-15,4	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47,0	50 808	74 071	-45,8	37 110	57 226	-54,2	
Moyenne	...	61,8	53 039	60 283	-13,7	36 679	45 180	-23,2	
Employés de bureau									
Magasinier 1	172	90,9	33 020	37 861	-14,7	30 755	25 700	16,4	
Magasinier 2	933	70,3	38 278	53 059	-38,6	33 461	39 490	-18,0	
Magasinier 3	29	85,9	46 607	72 160	-54,8	38 236	55 410	-44,9	
Personnel soutien adm. 1	4 661	53,3	36 617	36 995	-1,0 *	32 210	27 361	15,1	
Personnel soutien adm. 2	6 011	65,4	40 305	44 224	-9,7	34 931	33 205	4,9	
Personnel soutien adm. 3	2 294	51,1	45 158	54 425	-20,5	38 742	41 826	-8,0	
Personnel secrétariat 1	1 487	84,1	38 075	44 701	-17,4	32 934	34 250	-4,0 *	
Personnel secrétariat 2	9 111	71,6	42 104	51 622	-22,6	34 975	38 681	-10,6	
Préposé aux renseign. 2	716	74,0	44 763	38 776	13,4	35 412	31 365	11,4	
Préposé aux renseign. 3	36	79,9	48 854	52 941	-8,4 *	38 955	41 067	-5,4 *	
Préposé télécomm. 1-2	208	15,7	50 387	39 729	21,2	39 752	28 051	29,4	
Téléphoniste-récept. 2	226	66,5	34 754	39 835	-14,6	32 143	28 644	10,9	
Acheteur 2	172	62,3	44 763	51 895	-15,9	38 285	38 369	-0,2 *	
Moyenne	...	65,2	40 669	46 605	-14,6	34 685	35 020	-1,0 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6 *	101,9 *	94,0 *	100,5 *	Professionnels
68,4 *	70,4 *	90,6	92,4	Professionnel communic. 1
83,5 *	84,8 *	96,1 *	96,2 *	Professionnel communic. 2
55,4	70,6	91,8 *	92,9 *	Professionnel communic. 3
69,9 *	77,2 *	91,0	94,3	Professionnel gest. fin. 1
81,0 *	84,6 *	95,3 *	96,1 *	Professionnel gest. fin. 2
61,7	66,9	92,4 *	91,5 *	Professionnel gest. fin. 3
66,6	77,3	90,4	94,3	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9 *	86,9 *	97,3 *	96,7 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	78,1	93,8 *	95,1 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7 *	74,0 *	89,3	94,0	Ingénieur 1
96,8 *	85,8 *	98,8 *	96,7 *	Ingénieur 2
54,1	77,5	90,7 *	95,0 *	Ingénieur 3
73,9 *	92,5 *	92,5	98,3	Professionnel sc. phys. 1
88,3 *	82,2 *	97,3 *	96,2 *	Professionnel sc. phys. 2
67,1 *	70,4 *	92,8 *	93,1 *	Professionnel sc. phys. 3
61,2	81,2	86,9	94,9	Avocat et notaire 1
60,4	x	92,0	x	Avocat et notaire 2
62,1	30,9	88,8	83,8	Biologiste 1
				Biologiste 2
70,6	75,9	91,8	94,1	Moyenne
				Techniciens
85,5	78,5	95,2 *	94,5 *	Technicien en administration 1-2
93,6	78,8	99,5	94,7	Technicien en administration 3
83,8 *	62,7 *	94,7 *	90,6 *	Techn. documentation 3
80,0 *	58,9 *	93,7 *	91,3 *	Techn. documentation 1-2
93,0 *	100,2 *	97,9 *	100,0 *	Techn. laboratoire 1-2
73,8 *	69,9 *	91,3 *	91,8 *	Techn. laboratoire 3
97,4	111,2	99,8 *	103,2 *	Technicien en droit 1-2
75,8 *	81,2 *	93,0 *	95,6 *	Technicien en droit 3
96,1 *	96,6 *	99,7 *	99,2 *	Technicien en droit 1-2
79,0	64,7	93,7	90,3	Technicien génie 1-2
93,6	74,4	98,3	94,1	Technicien génie 3
84,1 *	92,4 *	95,2 *	98,0 *	Techn. informatique 1-2
76,7 *	92,4 *	93,7	98,2	Techn. informatique 3
				Technicien en loisir 1-2
83,3	75,8	94,8 *	94,0 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
				Employés de bureau
94,0	40,5	99,6	80,9	Magasinier 1
93,2 *	85,7 *	99,1 *	96,3 *	Magasinier 2
88,7	68,6	98,0	92,7	Magasinier 3
93,8 *	87,8 *	99,3 *	96,8 *	Personnel soutien adm. 1
92,2	78,3	99,0	94,6	Personnel soutien adm. 2
86,6	71,1	98,1	93,2	Personnel soutien adm. 3
93,7 *	79,5 *	99,2 *	95,2 *	Personnel secrétariat 1
91,1 *	95,6 *	98,5 *	98,9 *	Personnel secrétariat 2
80,8	101,7	96,0	100,3	Préposé aux renseign. 1-2
95,7	67,4	99,1 *	92,7 *	Préposé aux renseign. 2
33,7 *	33,3 *	86,0 *	80,4 *	Préposé aux renseign. 3
97,2 *	78,4 *	99,8 *	93,9 *	Préposé télécomm. 1-2
79,6 *	84,2 *	97,1 *	95,9 *	Téléphoniste-récept. 2
90,8 *	85,9 *	98,6	96,4	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écart	Adm. québ.	Marché	Écart
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 2	768	100,0	75 581	82 951	-9,8	53 174	61 945	-16,5 *	
Professionnel gest. fin. 2	456	100,0	74 533	88 899	-19,3	52 241	63 111	-20,8	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	100,0	76 174	82 638	-8,5	54 294	61 558	-13,4	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	100,0	83 230	107 603	-29,3	62 941	78 978	-25,5	
Avocat et notaire 2	406	100,0	109 093	90 901	16,7	72 257	71 769	0,7 *	
Moyenne	...	90,4	78 199	88 425	-13,1	55 735	66 383	-19,1	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	84,8	51 398	56 629	-10,2	34 303	41 656	-21,4	
Techn. documentation 1-2	726	46,9	51 557	57 054	-10,7 *	34 710	46 794	-34,8 *	
Technicien génie 1-2	1 492	41,4	51 082	77 618	-51,9	36 362	47 800	-31,5	
Techn. informatique 1-2	2 106	98,5	53 933	62 150	-15,2	37 820	42 953	-13,6	
Technicien en loisir 1-2	474	100,0	51 307	42 116	17,9	35 869	31 316	12,7	
Moyenne	...	68,4	52 901	63 574	-20,2	36 446	47 230	-29,6	
Employés de bureau									
Magasinier 2	933	52,2	38 278	62 169	-62,4	33 461	51 331	-53,4	
Personnel soutien adm. 1	4 661	67,7	36 617	45 417	-24,0	32 210	35 776	-11,1	
Personnel soutien adm. 2	6 011	81,6	40 305	49 838	-23,7	34 931	34 570	1,0 *	
Personnel soutien adm. 3	2 294	100,0	45 158	58 543	-29,6	38 742	44 461	-14,8	
Personnel secrétariat 1	1 487	100,0	38 075	53 403	-40,3	32 934	43 488	-32,0 *	
Personnel secrétariat 2	9 111	87,2	42 104	51 514	-22,3	34 975	39 061	-11,7	
Préposé aux renseign. 2	716	92,6	44 763	52 202	-16,6	35 412	38 664	-9,2 *	
Téléphoniste-récept. 2	226	88,9	34 754	42 650	-22,7	32 143	31 823	1,0 *	
Moyenne	...	80,8	40 586	51 518	-26,9	34 641	38 951	-12,4	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
68,4	89,1	90,6	97,2	Professionnels
69,9 *	83,1 *	91,0 *	95,1 *	Professionnel communic. 2
66,6	81,0	90,4	95,1	Professionnel gest. fin. 2
88,9 *	94,2 *	97,3 *	98,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
61,2	90,9	86,9	98,1	Analyste proc. adm./inform. 3
				Avocat et notaire 2
70,5	84,9	91,7	96,3	Moyenne
				Techniciens
85,5	93,1	95,2	98,2	Technicien en administration 1-2
83,8	x	94,7	x	Techn. documentation 1-2
75,8	92,3	93,0	97,1	Technicien génie 1-2
79,0 *	74,7 *	93,7 *	92,2 *	Techn. informatique 1-2
84,1	x	95,2	x	Technicien en loisir 1-2
83,3	90,9	94,7	97,4	Moyenne
				Employés de bureau
93,2 *	95,1 *	99,1 *	99,1 *	Magasinier 2
93,8 *	93,8 *	99,3 *	98,7 *	Personnel soutien adm. 1
92,2 *	89,1 *	99,0	96,7	Personnel soutien adm. 2
86,6	95,1	98,1 *	98,8 *	Personnel soutien adm. 3
93,7	97,5	99,2	99,5	Personnel secrétariat 1
91,1	96,6	98,5 *	99,2 *	Personnel secrétariat 2
80,8 *	94,6 *	96,0 *	98,6 *	Préposé aux renseign. 2
97,2	102,9	99,8 *	100,7 *	Téléphoniste-récept. 2
91,3	94,2	98,7 *	98,5 *	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts	
			\$	\$	%	\$	\$	%	
Professionnels									
Professionnel communic. 1	48	93,2	50 199	52 407	-4,4 *	40 343	38 034	5,7 *	
Professionnel communic. 2	768	88,0	75 581	75 441	0,2 *	53 174	56 973	-7,1	
Professionnel communic. 3	116	99,5	83 918	103 284	-23,1	63 975	79 728	-24,6	
Professionnel gest. fin. 2	456	68,5	74 533	80 568	-8,1	52 241	60 432	-15,7	
Professionnel gest. fin. 3	14	85,3	80 138	103 835	-29,6	60 286	79 009	-31,1	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	95,5	51 263	66 718	-30,1	41 126	49 714	-20,9	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	69,8	76 174	82 749	-8,6	54 294	62 399	-14,9	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	79,7	83 230	105 767	-27,1	62 941	78 809	-25,2	
Ingénieur 1	195	90,8	51 434	62 095	-20,7	44 900	48 269	-7,5	
Ingénieur 2	580	83,6	82 326	85 972	-4,4 *	57 444	66 126	-15,1	
Ingénieur 3	382	89,1	91 664	116 743	-27,4	55 475	89 769	-61,8	
Avocat et notaire 1	44	63,1	69 198	67 952	1,8 *	54 024	50 478	6,6	
Avocat et notaire 2	406	80,2	109 093	102 666	5,9	72 257	76 603	-6,0	
Moyenne	...	78,8	78 209	84 948	-8,6	55 883	64 327	-15,1	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 168	61,3	51 398	56 285	-9,5	34 303	42 148	-22,9	
Technicien en administration 3	130	69,5	55 757	71 596	-28,4	51 703	52 809	-2,1 *	
Techn. documentation 1-2	726	88,8	51 557	58 412	-13,3	34 710	43 059	-24,1	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	49,0	58 122	56 148	3,4 *	39 823	42 679	-7,2 *	
Technicien en droit 1-2	458	92,4	49 858	68 994	-38,4	33 257	49 531	-48,9	
Technicien génie 1-2	1 492	74,2	51 082	69 228	-35,5	36 362	52 904	-45,5	
Technicien génie 3	251	81,6	55 794	92 906	-66,5	51 878	72 376	-39,5	
Techn. informatique 1-2	2 106	49,4	53 933	56 693	-5,1 *	37 820	41 179	-8,9	
Techn. informatique 3	964	49,5	57 600	69 820	-21,2	41 903	53 704	-28,2	
Moyenne	...	60,1	53 039	60 018	-13,2	36 679	45 190	-23,2	
Employés de bureau									
Magasinier 1	172	90,9	33 020	37 861	-14,7	30 755	25 700	16,4	
Magasinier 2	933	70,2	38 278	53 014	-38,5	33 461	39 444	-17,9	
Personnel soutien adm. 1	4 661	53,0	36 617	36 926	-0,8 *	32 210	27 311	15,2	
Personnel soutien adm. 2	6 011	64,5	40 305	44 096	-9,4	34 931	33 018	5,5	
Personnel soutien adm. 3	2 294	48,9	45 158	55 218	-22,3	38 742	42 102	-8,7	
Personnel secrétariat 1	1 487	83,0	38 075	44 481	-16,8	32 934	34 111	-3,6 *	
Personnel secrétariat 2	9 111	69,2	42 104	50 957	-21,0	34 975	38 198	-9,2	
Préposé aux renseignements 2	716	73,6	44 763	38 676	13,6	35 412	31 281	11,7	
Préposé aux renseignements 3	36	79,3	48 854	53 081	-8,7 *	38 955	41 195	-5,8 *	
Téléphoniste-récept. 2	226	66,3	34 754	39 857	-14,7	32 143	28 627	10,9	
Acheteur 2	172	62,3	44 763	51 895	-15,9	38 285	38 369	-0,2 *	
Moyenne	...	63,9	40 669	46 389	-14,1	34 685	34 816	-0,4 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
69,6 *	110,5 *	94,0 *	102,9 *	Professionnels
68,4 *	68,5 *	90,6 *	92,2 *	Professionnel communic. 1
83,5 *	82,6 *	96,1 *	96,0 *	Professionnel communic. 2
69,9 *	77,6 *	91,0	94,4	Professionnel communic. 3
81,0 *	87,2 *	95,3 *	96,9 *	Professionnel gest. fin. 2
61,7 *	65,9 *	92,4 *	91,3 *	Professionnel gest. fin. 3
66,6	77,0	90,4	94,3	Analyste proc. adm./inform. 1
88,9 *	86,8 *	97,3 *	96,6 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,2	78,2	93,8 *	95,1 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,7 *	73,9 *	89,3	94,0	Ingénieur 1
96,8 *	85,6 *	98,8 *	96,7 *	Ingénieur 2
67,1 *	68,8 *	92,8 *	92,6 *	Ingénieur 3
61,2	79,1	86,9	94,7	Avocat et notaire 1
70,6	75,5	91,8	94,1	Avocat et notaire 2
				Moyenne
85,5	77,5	95,2 *	94,3 *	Techniciens
93,6	75,7	99,5	93,6	Technicien en administration 1-2
83,8	56,3	94,7 *	88,5 *	Technicien en administration 3
80,0 *	58,9 *	93,7 *	91,3 *	Techn. documentation 1-2
73,8 *	68,5 *	91,3 *	91,4 *	Techn. laboratoire 1-2
75,8 *	81,3 *	93,0 *	95,6 *	Technicien en droit 1-2
96,1 *	96,6 *	99,7 *	99,3 *	Technicien génie 1-2
79,0	65,6	93,7 *	90,6 *	Technicien génie 3
93,6	73,9	98,3	94,0	Techn. informatique 1-2
83,3	75,9	94,8 *	94,0 *	Techn. informatique 3
				Moyenne
94,0	40,5	99,6	80,9	Employés de bureau
93,2 *	85,1 *	99,1 *	96,2 *	Magasinier 1
93,8 *	87,8 *	99,3 *	96,8 *	Magasinier 2
92,2	77,8	99,0	94,4	Personnel soutien adm. 1
86,6	71,0	98,1	93,0	Personnel soutien adm. 2
93,7 *	74,8 *	99,2 *	94,1 *	Personnel soutien adm. 3
91,1 *	96,9 *	98,5 *	99,2 *	Personnel secrétariat 1
80,8	102,1	96,0	100,4	Personnel secrétariat 2
95,7	65,6	99,1 *	92,3 *	Préposé aux renseignements 2
97,2 *	78,2 *	99,8 *	93,9 *	Préposé aux renseignements 3
79,6 *	84,2 *	97,1 *	95,9 *	Téléphoniste-récept. 2
90,8 *	85,9 *	98,6	96,4	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2016

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72	10,69	7,61	10,59	7,60	11,45	7,60	5,74	7,59	18,14	7,62	10,52
Assurances ¹	1,92	4,51	3,26	4,70	4,70	4,90	5,94	3,43	3,95	6,01	4,10	4,61
Assurance parentale du Québec	0,72	0,64	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,76	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,21	4,82	4,35	4,79	4,71	4,77	4,70	4,84	4,20	4,63	4,37
Assurance-emploi	1,24	1,12	1,71	1,57	1,79	1,77	1,79	1,98	1,79	1,51	1,69	1,65
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,70	1,20 *	1,14 *	1,22 *	1,22 *	1,61	2,43	1,23	1,94	1,23	1,37
Autres avantages ²	0,90	0,48	1,34	0,68	1,15	0,73	1,22	0,49	0,77	0,47	1,15	0,63
Total des avantages sociaux³	21,26	25,61	24,98	28,06	26,29	29,83	27,97	23,82	25,22	37,29	25,46	28,16
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	7,52	8,51	7,57	8,46	7,75	8,99	7,31	8,52	8,28	8,54	7,63
Congés fériés et mobiles	4,91 *	4,91 *	4,92 *	4,98 *	4,89	5,07	4,94	4,51	4,90	5,13	4,91 *	4,93 *
Autres congés chômées payées ⁴	4,02	2,36	3,42	2,33	2,93	2,42	2,99	1,66	3,67	2,80	3,27	2,28
Total des heures chômées payées³	17,18	14,79	16,85	14,89	16,28	15,24	16,91	13,48	17,09	16,21	16,71	14,84
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	40,40	41,83	42,95	42,57	45,07	44,88	37,30	42,31	53,50	42,16	43,00

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2016
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72 *	7,98 *	7,61 *	7,40 *	7,60 *	7,39 *	7,60	5,08	7,59	12,87	7,62 *	7,36 *
Assurances ¹	1,92	4,94	3,26	4,70	4,70 *	4,86 *	5,94	3,09	4,20	5,22	4,11	4,55
Assurance parentale du Québec	0,72	0,65	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,75	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,31	4,82	4,35	4,79	4,65	4,77	4,68	4,85	4,10	4,63	4,36
Assurance-emploi	1,24	1,15	1,71	1,59	1,79 *	1,77 *	1,79	2,00	1,79	1,55	1,69	1,66
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,70	1,20 *	1,24 *	1,22 *	1,28 *	1,61	2,62	1,28	2,17	1,23	1,46
Autres avantages ²	0,90	0,19	1,34	0,33	1,15	0,33	1,22	0,33	0,85	0,19	1,16	0,30
Total des avantages sociaux³	21,26	23,17	24,98 *	24,63 *	26,29 *	25,32 *	27,97	22,85	25,60	31,13	25,48 *	24,70 *
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	7,13	8,51	7,36	8,46	7,32	8,99	7,16	8,58	8,04	8,54	7,31
Congés fériés et mobiles	4,91	4,72	4,92	4,67	4,89	4,60	4,94	4,36	4,90 *	4,80 *	4,91	4,60
Autres congés chômées payées ⁴	4,02	1,14	3,42	1,29	2,93	1,25	2,99	1,33	3,34	1,51	3,24	1,27
Total des heures chômées payées³	17,18	12,99	16,85	13,32	16,27	13,16	16,91	12,85	16,82	14,35	16,69	13,19
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	36,16	41,83	37,95	42,57	38,49	44,88	35,71	42,42 *	45,48 *	42,17	37,89

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2016
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72	15,00	7,61	15,32	7,60	17,00	7,60	9,77	7,59	21,06	7,62	15,28
Assurances ¹	1,92	3,83	3,26	4,51	4,70	4,91	5,94	5,73	3,95	6,17	4,10	4,86
Assurance parentale du Québec	0,72	0,63	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,11	4,82	4,35	4,79 *	4,78 *	4,77	4,80	4,84	4,30	4,63	4,41
Assurance-emploi	1,24	1,10	1,71	1,55	1,79	1,77	1,79	1,86	1,79	1,46	1,69	1,61
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,73	1,20	1,03	1,22 *	1,18 *	1,61	1,10	1,23	1,62	1,23	1,09
Autres avantages ²	0,90 *	0,90 *	1,34	1,22	1,15 *	1,23 *	1,22	1,85	0,77 *	0,74 *	1,15	1,26
Total des avantages sociaux³	21,26	29,55	24,98	33,01	26,29	35,92	27,97	30,14	25,22	40,40	25,46	33,53
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	8,10	8,51	8,03	8,46	8,37	8,99	8,41	8,52	8,24	8,54	8,24
Congés fériés et mobiles	4,91	5,20	4,92	5,48	4,89	5,76	4,94	5,32	4,90	5,28	4,91	5,51
Autres congés chômées payées ⁴	4,02	4,10	3,42	3,95	2,93	3,71	2,99	4,01	3,67	4,09	3,26	3,90
Total des heures chômées payées³	17,18	17,41	16,85	17,45	16,28	17,85	16,91	17,74	17,09	17,62	16,71	17,65
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	46,96	41,83	50,47	42,57	53,77	44,88	47,88	42,31	58,02	42,16	51,18

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2016

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72	21,23	7,61	25,63	7,60	23,45	7,59	16,59	7,59	26,14	7,62	23,46
Assurances ¹	1,92	4,56	3,26	5,03	4,70	5,20	5,67 *	5,88 *	3,95	7,18	3,86	5,22
Assurance parentale du Québec	0,72	0,64	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,64	3,14	4,83	4,33	4,79	4,76	4,77	4,80	4,84	4,28	4,62	4,35
Assurance-emploi	1,24	1,09	1,72	1,52	1,79	1,75	1,79 *	1,78 *	1,79	1,49	1,68	1,56
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	1,68	1,19	1,88	1,22	1,90	1,27	1,88	1,23	1,96	1,16	1,86
Autres avantages ²	0,90	2,36	1,32	1,66	1,15	1,67	0,93 *	1,26 *	0,77 *	0,93 *	1,12	1,71
Total des avantages sociaux³	21,26	38,96	24,96	45,08	26,29	43,77	27,07	37,23	25,22	47,01	25,08	43,17
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25 *	8,29 *	8,50 *	8,64 *	8,46	8,83	8,63 *	8,72 *	8,52	8,16	8,45	8,64
Congés fériés et mobiles	4,91	7,16	4,91	6,62	4,89	6,50	4,85	6,12	4,90	5,80	4,90	6,57
Autres congés chômés payés ⁴	4,02	1,34	3,45	2,38	2,93	2,36	2,64 *	2,84 *	3,67 *	3,58 *	3,28	2,31
Total des heures chômées payées³	17,17	16,80	16,86	17,64	16,28	17,68	16,12	17,69	17,09	17,54	16,63	17,52
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	55,75	41,82	62,72	42,57	61,45	43,18	54,92	42,31	64,55	41,71	60,68

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2016

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72	15,90	7,61	12,76	7,60	13,32	7,60	6,31	7,59	14,97	7,62	12,66
Assurances ¹	1,92	2,73	3,22	3,86	4,70 *	4,62 *	6,05	5,42	4,16	4,89	4,05	4,26
Assurance parentale du Québec	0,72	0,63	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,64	3,14	4,81	4,34	4,79	4,70	4,76	4,80	4,84	4,12	4,62	4,35
Assurance-emploi	1,24	1,07	1,71	1,53	1,79	1,68	1,79	1,85	1,79	1,37	1,69	1,56
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,68	1,18	0,98	1,22	1,11	1,77	1,05	1,27	1,65	1,23	1,02
Autres avantages ²	0,90	0,64	1,31	1,11	1,15	0,95	1,35 *	1,23 *	0,84 *	0,84 *	1,17	0,98
Total des avantages sociaux³	21,24	29,05	24,88	29,60	26,30	31,42	28,37	25,69	25,54	32,89	25,40	29,85
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	8,33	8,49	8,20	8,46 *	8,55 *	9,16	8,82	8,58	8,01	8,54	8,44
Congés fériés et mobiles	4,91	4,99	4,91	5,01	4,89	4,97	4,98	5,00	4,90	4,65	4,91	4,97
Autres congés chômés payés ⁴	4,02	3,42	3,47 *	3,76 *	2,93	4,50	3,17	3,89	3,42	3,91	3,29	4,02
Total des heures chômées payées³	17,18	16,74	16,87 *	16,97 *	16,28	18,02	17,30	17,72	16,89 *	16,57 *	16,74	17,44
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,43	45,79	41,75	46,57	42,57	49,44	45,66	43,41	42,44	49,46	42,15	47,28

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2016
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72	10,46	7,61	11,97	7,60	11,90	7,60	11,20	7,59	16,63	7,62	11,82
Assurances ¹	1,93	2,77	3,26	3,70	4,70	3,70	6,05	5,08	4,27 *	4,28 *	4,06	3,78
Assurance parentale du Québec	0,72	0,66	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,27	4,82	4,55	4,79	4,81	4,76	4,78	4,84	4,81	4,63	4,51
Assurance-emploi	1,24	1,13	1,71	1,59	1,79	1,77	1,79	1,82	1,79	1,70	1,69	1,63
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,50	1,20	0,61	1,22	0,62	1,76	0,59	1,30	0,60	1,24	0,59
Autres avantages ²	0,91	0,28	1,35	0,58	1,15	0,59	1,35	0,16	0,88	0,19	1,18	0,46
Total des avantages sociaux³	21,28	23,32	24,99	28,03	26,30	28,43	28,36 *	28,68 *	25,72	33,25	25,45	27,82
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25	8,84	8,51	8,36	8,46 *	8,44 *	9,15	8,55	8,61	8,47	8,55 *	8,49 *
Congés fériés et mobiles	4,91	5,76	4,92	5,92	4,89	5,97	4,97	6,25	4,90	5,95	4,91	5,96
Autres congés chômés payés ⁴	4,01	2,41	3,42 *	3,08 *	2,93 *	3,14 *	3,17	2,28	3,28	4,72	3,27 *	2,97 *
Total des heures chômées payées³	17,17	17,00	16,85 *	17,36 *	16,27	17,55	17,30	17,08	16,80	19,13	16,73	17,42
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,45	40,32	41,83	45,40	42,57	45,98	45,66 *	45,75 *	42,52	52,39	42,18	45,24

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2016

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,53	0,00	0,98	0,00	0,97	0,00	1,26	0,00	0,65	0,00	0,93	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	7,72	13,11	7,61	12,52	7,60	12,42	7,60	12,06	7,59	12,06	7,62	12,49
Assurance-vie	0,09	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00
Assurance maladie	0,09	1,35	0,11	1,72	0,26	1,85	0,37	2,12	0,23	2,12	0,22	1,79
Assurance-soins dentaires	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,05
Assurance-salaire	1,72	0,00	2,96	0,00	4,22	0,00	5,40	0,00	3,39	0,00	3,66	0,00
Assurance-invalidité de longue durée	0,02	1,97	0,10	1,97	0,22	1,97	0,31	1,97	0,24	1,97	0,17	1,97
Total des assurances ²	1,92	5,10	3,20	5,48	4,73	5,62	6,11	5,89	3,89	5,89	4,09	5,55
Compensation pour congés parentaux	0,36	1,09	0,35	1,71	0,20	1,77	0,10	3,61	0,08	0,07	0,24	1,86
Assurance parentale du Québec	0,72	0,63	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,06	4,83	4,45	4,79	4,85	4,76	4,79	4,84	4,47	4,60	4,43
Assurance-emploi	1,24	1,13	1,73	1,65	1,79	1,95	1,79	1,92	1,79	1,69	1,68	1,73
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
SST	0,86	0,61	1,19	0,61	1,23	0,61	1,78	0,61	1,20	0,61	1,24	0,61
Total des régimes étatiques ²	10,72	9,69	12,79	11,75	12,86	12,44	13,38	12,36	12,88	11,81	12,55	11,78
Total rémunération indirecte ²	20,73	28,99	23,95	31,46	25,39	32,25	27,19	33,92	24,44	29,83	24,51	31,68
Total des avantages sociaux²	21,26	28,99	24,93	31,46	26,37	32,25	28,45	33,92	25,09	29,83	25,44	31,68
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	7,72	8,50	7,18	8,48	7,17	9,17	7,39	8,48	7,39	8,55	7,31
Congés fériés et mobiles	4,91	4,90	4,92	4,90	4,89	4,90	4,98	4,90	4,89	4,90	4,91	4,90
Congés de maladie utilisés	3,79	4,22	3,06	4,24	2,33	4,24	2,08	4,33	3,14	4,33	2,74	4,25
Congés parentaux	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02
Congés sociaux	0,24	1,44	0,56	1,43	0,49	1,45	1,08	1,48	0,63	1,48	0,56	1,45
Total des heures chômées payées²	17,18	18,29	17,03	17,76	16,19	17,78	17,30	18,11	17,14	18,11	16,75	17,92
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	38,44	47,28	41,96	49,22	42,56	50,03	45,74	52,03	42,23	47,93	42,19	49,60

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2016
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72	14,86	7,61	14,43	7,60	16,40	7,60 *	6,60 *	7,59	19,97	7,62	14,20
Assurances ¹	1,92	4,00	3,26	5,00	4,70	5,15	5,94	3,80	3,95	6,24	4,10	4,78
Assurance parentale du Québec	0,72	0,64	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,76	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,13	4,82	4,31	4,79	4,76	4,77	4,74	4,84	4,13	4,63	4,37
Assurance-emploi	1,24	1,11	1,71	1,54	1,79	1,75	1,79	1,96	1,79	1,46	1,69	1,62
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,73	1,20	1,01	1,22	1,17	1,61	2,42	1,23	1,89	1,23	1,32
Autres avantages ²	0,90 *	0,90 *	1,34	1,13	1,15 *	1,14 *	1,22	0,71	0,77	0,52	1,15	1,00
Total des avantages sociaux³	21,26	29,63	24,98	32,44	26,29	35,42	27,97	25,27	25,22	39,23	25,46	32,30
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	8,08	8,51	8,12	8,46 *	8,52 *	8,99	7,92	8,52 *	8,54 *	8,54	8,25
Congés fériés et mobiles	4,91	5,22	4,92	5,35	4,89	5,63	4,94 *	4,83 *	4,90	5,23	4,91	5,34
Autres congés chômés payés ⁴	4,02 *	4,10 *	3,42 *	3,57 *	2,93	3,41	2,99	2,11	3,67	3,07	3,26 *	3,31 *
Total des heures chômées payées³	17,18	17,41	16,85 *	17,04 *	16,28	17,56	16,91	14,86	17,09 *	16,83 *	16,71	16,90
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	47,04	41,83	49,47	42,57	52,98	44,88	40,12	42,31	56,07	42,16	49,21

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2016

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72 *	8,22 *	7,61 *	6,98 *	7,60	6,33	7,60	3,18	7,59	3,37	7,62	6,08
Assurances ¹	1,92	4,77	3,26	4,48	4,70 *	4,49 *	5,94	2,88	4,20 *	4,06 *	4,11 *	4,23 *
Assurance parentale du Québec	0,72	0,65	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,29	4,82	4,38	4,79	4,67	4,77	4,64	4,85	4,61	4,63	4,39
Assurance-emploi	1,24	1,14	1,71	1,60	1,79 *	1,79 *	1,79	2,02	1,79 *	1,84 *	1,69 *	1,69 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,71	1,20 *	1,29 *	1,22 *	1,34 *	1,61	2,59	1,28	2,39	1,23	1,51
Autres avantages ²	0,90	0,21	1,34	0,30	1,15	0,28	1,22	0,15	0,85	0,12	1,16	0,24
Total des avantages sociaux³	21,26	23,25	24,98 *	24,06 *	26,29	23,95	27,97	20,51	25,60	21,43	25,48	23,16
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	7,18	8,51	7,17	8,46	7,00	8,99	5,82	8,58	6,30	8,54	6,83
Congés fériés et mobiles	4,91	4,71	4,92	4,60	4,89	4,56	4,94	3,83	4,90	4,27	4,91	4,45
Autres congés chômés payés ⁴	4,02	1,22	3,42	1,20	2,93	1,17	2,99	0,85	3,34	0,72	3,24	1,11
Total des heures chômées payées³	17,18	13,11	16,85	12,97	16,27	12,73	16,91	10,50	16,82	11,28	16,69	12,39
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	36,36	41,83	37,04	42,57	36,68	44,88	31,01	42,42	32,71	42,17	35,56

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2016

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,73	17,10	7,61	12,39	7,60	12,83	7,60	5,77	7,59	15,98	7,62	12,23
Assurances ¹	1,95	6,27	3,26	6,04	4,70	6,19	5,94	3,35	4,20	5,53	4,14	5,64
Assurance parentale du Québec	0,71	0,65	0,78	0,75	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,74	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,63	3,19	4,82	4,17	4,79	4,60	4,76	4,71	4,85	3,92	4,64	4,28
Assurance-emploi	1,23	1,12	1,71	1,47	1,79	1,69	1,79	1,98	1,79	1,45	1,70	1,59
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,87	0,57	1,20	0,97	1,22	0,96	1,61	2,72	1,28	2,20	1,24 *	1,28 *
Autres avantages ²	0,93	0,40	1,35	0,80	1,15	0,69	1,22	0,47	0,85	0,22	1,17	0,62
Total des avantages sociaux³	21,31	33,55	24,99	30,87	26,29	32,00	27,97	24,04	25,60	34,30	25,54	30,65
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,25 *	8,10 *	8,51	8,93	8,46	9,05	8,99	7,80	8,58 *	8,68 *	8,54 *	8,66 *
Congés fériés et mobiles	4,91	5,58	4,92	5,11	4,89 *	4,95 *	4,94	4,67	4,90 *	4,95 *	4,91 *	5,03 *
Autres congés chômés payés ⁴	3,97	1,13	3,42	1,91	2,93	1,97	2,98	1,67	3,34	1,76	3,23	1,78
Total des heures chômées payées³	17,13	14,81	16,85	15,95	16,27 *	15,98 *	16,91	14,14	16,82	15,38	16,68	15,47
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	48,36	41,83	46,82	42,57	47,98	44,89	38,18	42,42	49,69	42,21	46,12

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2016
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,72 *	7,64 *	7,61 *	6,58 *	7,60	6,17	7,60	3,17	7,59	3,30	7,62	5,83
Assurances ¹	1,92	4,87	3,26	4,49	4,70 *	4,51 *	5,94	2,88	4,20 *	4,05 *	4,11 *	4,26 *
Assurance parentale du Québec	0,72	0,65	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,65	3,30	4,82	4,39	4,79	4,67	4,77	4,64	4,85	4,61	4,63	4,39
Assurance-emploi	1,24	1,15	1,71	1,61	1,79 *	1,80 *	1,79	2,02	1,79 *	1,85 *	1,69 *	1,70 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,86	0,70	1,20 *	1,33 *	1,22 *	1,36 *	1,61	2,60	1,28	2,41	1,23	1,52
Autres avantages ²	0,90	0,17	1,34	0,25	1,15	0,25	1,22	0,14	0,85	0,11	1,16	0,21
Total des avantages sociaux³	21,26	22,75	24,98	23,67	26,29	23,80	27,97	20,50	25,60	21,37	25,48	22,92
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,24	7,09	8,51	7,13	8,46	6,97	8,99	5,81	8,58	6,28	8,54	6,79
Congés fériés et mobiles	4,91	4,66	4,92	4,56	4,89	4,53	4,94	3,82	4,90	4,25	4,91	4,42
Autres congés chômés payés ⁴	4,02	1,13	3,42	1,12	2,93	1,11	2,99	0,85	3,34	0,69	3,24	1,05
Total des heures chômées payées³	17,18	12,89	16,85	12,82	16,27	12,61	16,91	10,48	16,82	11,21	16,69	12,27
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,44	35,63	41,83	36,48	42,57	36,40	44,88	30,98	42,42	32,58	42,17	35,19

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché québ.
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts		
		\$	\$	%	\$	\$	\$	\$	%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	48	47 204	54 262	-15,0	279	27	47 483	54 288	-14,3	11 074	13 059
Professionnel communic. 2	768	68 495	74 157	-8,3	509	274	69 004	74 430	-7,9	14 811	20 359
Professionnel communic. 3	116	80 633	96 233	-19,3	89	42	80 722	96 275	-19,3	15 691	26 397
Professionnel gest. fin. 1	19	45 514	50 824	-11,7	720	6	46 234	50 831	-9,9	11 888	11 569
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	75 434	-11,2	1 113	93	68 939	75 526	-9,6	15 807	18 003
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	97 444	-27,6	84	95	76 456	97 538	-27,6	15 090	26 494
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	61 516	-29,8	182	32	47 559	61 547	-29,4	10 702	17 428
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	78 862	-14,5	391	117	69 268	78 979	-14,0	14 493	19 943
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	98 502	-21,6	203	47	81 180	98 549	-21,4	15 825	25 378
Ingénieur 1	195	48 246	59 367	-23,1	53	56	48 299	59 423	-23,0	10 484	12 979
Ingénieur 2	580	73 543	84 039	-14,3	96	90	73 639	84 130	-14,2	14 601	20 776
Ingénieur 3	382	90 519	115 137	-27,2	100	97	90 619	115 235	-27,2	16 967	27 146
Professionnel sc. phys. 1	22	46 376	59 697	-28,7	532	108	46 908	59 805	-27,5	11 425	15 182
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	77 949	-4,6 *	993	112	75 543	78 061	-3,3 *	16 163	20 492
Professionnel sc. phys. 3	115	82 108	105 533	-28,5	90	86	82 198	105 619	-28,5	15 829	29 297
Avocat et notaire 1	44	64 211	84 018	-30,8	236	12	64 447	84 030	-30,4	13 638	22 011
Avocat et notaire 2	406	94 818	107 652	-13,5	645	413	95 463	108 065	-13,2	18 405	28 067
Avocat et notaire 3	309	124 828	130 658	-4,7	137	149	124 965	130 808	-4,7	21 989	32 039
Biologiste 1	7	46 402	48 620	-4,8 *	51	130	46 453	48 750	-4,9 *	10 171	10 151
Biologiste 2	162	67 775	70 106	-3,4 *	75	126	67 849	70 233	-3,5 *	13 789	17 862
Biologiste 3	38	82 371	96 983	-17,7	91	246	82 462	97 229	-17,9	15 816	22 978
Moyenne	...	73 368	83 869	-14,3	380	127	73 748	83 996	-13,9	15 080	21 331
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	53 595	-9,6	467	115	49 387	53 710	-8,8	11 764	15 031
Technicien en administration 3	130	55 498	66 033	-19,0	55	212	55 553	66 245	-19,2	12 291	15 972
Techn. documentation 1-2	726	48 821	51 889	-6,3	326	395	49 147	52 284	-6,4	11 648	17 068
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	56 305	-3,4 *	958	249	55 416	56 554	-2,1 *	13 441	15 914
Techn. laboratoire 3	535	59 318	65 146	-9,8	1 055	223	60 373	65 368	-8,3	14 292	19 916
Technicien en droit 1-2	458	45 503	62 059	-36,4	46	130	45 548	62 190	-36,5	10 220	17 428
Technicien en droit 3	20	55 651	93 052	-67,2	56	16	55 707	93 068	-67,1	12 322	21 085
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	67 869	-42,8	297	142	47 819	68 011	-42,2	11 091	19 703
Technicien génie 3	251	55 641	86 383	-55,3	56	71	55 697	86 455	-55,2	12 279	25 151
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	51 665	-2,2 *	380	117	50 929	51 782	-1,7 *	11 909	12 159
Techn. informatique 3	964	56 592	66 897	-18,2	674	173	57 266	67 071	-17,1	13 298	12 979
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	53 208	-8,9 *	564	449	49 419	53 656	-8,6 *	11 998	17 101
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	62 851	-32,0	871	116	48 490	62 967	-29,9	12 184	20 290
Moyenne	...	50 298	57 018	-13,4	520	163	50 818	57 182	-12,5	12 054	15 825
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	5	33 257	35 313	-6,2 *	27	28	33 284	35 342	-6,2 *	7 981	7 798
Magasinier 1	219	34 275	39 578	-15,5 *	304	122	34 579	39 700	-14,8 *	8 734	9 864
Magasinier 2	933	37 952	55 312	-45,7	440	355	38 391	55 667	-45,0	9 780	18 918
Magasinier 3	29	45 664	65 103	-42,6	217	162	45 881	65 265	-42,2	11 103	21 472
Op. duplicateur 1-2	78	36 971	56 861	-53,8	234	266	37 205	57 127	-53,5	9 261	11 630
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	38 287	-5,4	534	174	36 855	38 461	-4,4	9 695	11 971
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	45 377	-13,8	322	101	40 208	45 478	-13,1	9 941	12 931
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	52 726	-19,0	456	97	44 757	52 822	-18,0	11 066	16 403
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	45 390	-20,2	290	136	38 042	45 526	-19,7	9 666	12 004
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	49 995	-20,6	341	170	41 809	50 165	-20,0	10 390	14 843
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	41 495	3,4 *	30	107	42 998	41 602	3,2 *	10 117	11 800
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	52 152	-7,7 *	34	111	48 458	52 263	-7,9 *	11 421	13 187
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	50 799	-17,2	35	234	43 375	51 033	-17,7	10 453	14 120
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	37 995	-9,6	545	90	35 226	38 084	-8,1	9 416	9 085
Acheteur 2	172	43 444	51 516	-18,6	505	148	43 950	51 664	-17,6	11 085	12 792
Moyenne	...	40 075	46 702	-16,5	374	151	40 449	46 853	-15,8	10 143	13 791

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	67 347	-15,0	1 516,7	1 642,5	-8,3	38,61	41,00	-6,2 *	Professionnels
83 815	94 790	-13,1	1 521,1	1 602,4	-5,3	55,10	59,16	-7,4	Professionnel communic. 1
96 413	122 672	-27,2	1 500,3	1 622,9	-8,2	64,26	75,59	-17,6	Professionnel communic. 2
58 123	62 399	-7,4	1 542,3	1 719,1	-11,5	37,68	36,30	3,7 *	Professionnel communic. 3
84 746	93 529	-10,4	1 543,6	1 668,9	-8,1	54,90	56,04	-2,1 *	Professionnel gest. fin. 1
91 546	124 033	-35,5	1 500,3	1 593,9	-6,2	61,02	77,82	-27,5	Professionnel gest. fin. 2
58 261	78 975	-35,6	1 507,5	1 623,2	-7,7	38,65	48,65	-25,9	Professionnel gest. fin. 3
83 760	98 921	-18,1	1 513,7	1 660,3	-9,7	55,33	59,58	-7,7	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	123 927	-27,8	1 503,8	1 627,6	-8,2	64,51	76,14	-18,0	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	72 402	-23,2	1 500,3	1 746,4	-16,4	39,18	41,46	-5,8	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	104 905	-18,9	1 503,0	1 719,6	-14,4	58,71	61,01	-3,9 *	Ingénieur 1
107 585	142 380	-32,3	1 500,3	1 682,3	-12,1	71,71	84,64	-18,0	Ingénieur 2
58 333	74 987	-28,5	1 524,8	1 743,8	-14,4	38,26	43,00	-12,4 *	Ingénieur 3
91 706	98 553	-7,5	1 528,3	1 646,8	-7,8	60,01	59,85	0,3 *	Professionnel sc. phys. 1
98 027	134 916	-37,6	1 500,3	1 604,5	-6,9	65,34	84,08	-28,7	Professionnel sc. phys. 2
78 084	106 040	-35,8	1 506,4	1 624,4	-7,8	51,83	65,28	-25,9	Professionnel sc. phys. 3
113 868	136 132	-19,6	1 513,1	1 600,1	-5,8	75,26	85,08	-13,0	Avocat et notaire 1
146 954	162 846	-10,8	1 500,3	1 596,6	-6,4	97,95	102,00	-4,1	Avocat et notaire 2
56 624	58 901	-4,0 *	1 500,3	1 721,4	-14,7	37,74	34,22	9,3 *	Avocat et notaire 3
81 638	88 094	-7,9 *	1 500,3	1 654,6	-10,3	54,41	53,24	2,2 *	Biologiste 1
98 278	120 207	-22,3	1 500,3	1 625,7	-8,4	65,51	73,94	-12,9	Biologiste 2
88 828	105 328	-18,6	1 512,2	1 650,9	-9,2	58,76	63,92	-8,8	Biologiste 3
									Moyenne
									Techniciens
61 151	68 741	-12,4	1 514,0	1 637,5	-8,2	40,39	41,98	-3,9	Technicien en administration 1-2
67 844	82 217	-21,2	1 488,8	1 635,2	-9,8	45,57	50,28	-10,3	Technicien en administration 3
60 794	69 352	-14,1	1 535,5	1 503,7	2,1	39,59	46,12	-16,5	Techn. documentation 1-2
68 857	72 468	-5,2 *	1 526,2	1 693,3	-10,9	45,12	42,80	5,1 *	Techn. laboratoire 1-2
74 665	85 285	-14,2	1 526,8	1 652,1	-8,2	48,90	51,62	-5,6 *	Techn. laboratoire 3
55 768	79 617	-42,8	1 488,8	1 596,0	-7,2	37,46	49,88	-33,2	Technicien en droit 1-2
68 029	114 154	-67,8	1 488,8	1 572,9	-5,7	45,69	72,57	-58,8	Technicien en droit 3
58 909	87 713	-48,9	1 527,5	1 719,6	-12,6	38,57	51,01	-32,3	Technicien génie 1-2
67 976	111 606	-64,2	1 488,8	1 596,4	-7,2	45,66	69,91	-53,1	Technicien génie 3
62 838	63 942	-1,8 *	1 522,6	1 699,1	-11,6	41,27	37,63	8,8	Techn. informatique 1-2
70 564	80 049	-13,4	1 533,2	1 690,8	-10,3	46,02	47,34	-2,9 *	Techn. informatique 3
61 417	70 757	-15,2 *	1 539,2	1 573,4	-2,2 *	39,90	44,97	-12,7 *	Technicien en loisir 1-2
60 674	83 258	-37,2	1 528,1	1 769,1	-15,8	39,71	47,06	-18,5 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
62 872	73 006	-16,1	1 519,8	1 656,4	-9,0	41,36	44,08	-6,6	Moyenne
									Employés de bureau
41 265	43 140	-4,5 *	1 490,3	1 770,4	-18,8	27,69	24,37	12,0 *	Préposé photocopie 2
43 313	49 564	-14,4 *	1 559,0	1 795,8	-15,2	27,78	27,60	0,7 *	Magasinier 1
48 171	74 585	-54,8	1 537,2	1 680,6	-9,3	31,34	44,38	-41,6	Magasinier 2
56 984	86 737	-52,2	1 552,7	1 740,0	-12,1	36,70	49,85	-35,8	Magasinier 3
46 467	68 757	-48,0	1 542,1	1 670,3	-8,3	30,13	41,17	-36,6	Op. duplicateur 1-2
46 550	50 432	-8,3	1 531,7	1 646,9	-7,5	30,39	30,62	-0,8 *	Personnel soutien adm. 1
50 149	58 410	-16,5	1 526,5	1 628,4	-6,7	32,85	35,87	-9,2	Personnel soutien adm. 2
55 823	69 225	-24,0	1 536,8	1 619,2	-5,4	36,32	42,75	-17,7	Personnel soutien adm. 3
47 708	57 530	-20,6	1 548,5	1 591,3	-2,8	30,81	36,15	-17,3	Personnel secrétariat 1
52 199	65 008	-24,5	1 527,3	1 588,5	-4,0	34,18	40,93	-19,7	Personnel secrétariat 2
53 115	53 402	-0,5 *	1 491,2	1 705,3	-14,4	35,62	31,32	12,1	Préposé aux renseign. 2
59 879	65 450	-9,3 *	1 491,2	1 700,2	-14,0	40,16	38,49	4,1 *	Préposé aux renseign. 3
53 828	65 153	-21,0	1 612,1	1 780,3	-10,4	33,39	36,60	-9,6 *	Préposé télécomm. 1-2
44 642	47 170	-5,7	1 530,8	1 694,7	-10,7	29,16	27,83	4,6 *	Téléphoniste-récept. 2
55 035	64 456	-17,1	1 539,6	1 701,7	-10,5	35,75	37,88	-6,0 *	Acheteur 2
50 592	60 644	-19,9	1 530,6	1 625,0	-6,2	33,06	37,37	-13,1	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		%	\$		%	\$	
Employés de service												
Préposé buanderie 2	657	37 742	46 089	-22,1	483	170	38 224	46 259	-21,0	10 271	11 480	
Concierge 2	2 191	39 438	45 381	-15,1	221	274	39 660	45 655	-15,1	10 077	13 633	
Cuisinier 1	13	41 673	34 057	18,3	233	50	41 906	34 107	18,6	10 569	7 133	
Cuisinier 2	982	43 614	43 801	-0,4 *	521	200	44 135	44 001	0,3 *	11 433	9 780	
Cuisinier 3	22	45 353	50 106	-10,5 *	169	49	45 522	50 155	-10,2 *	10 690	10 494	
Gardien 2	283	35 583	36 467	-2,5	296	168	35 878	36 634	-2,1	9 049	5 832	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	47 380	-32,8	457	677	36 121	48 057	-33,0	9 807	14 305	
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	25 859	31,1	474	48	37 995	25 908	31,8	10 202	4 856	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	32 693	6,3	447	82	35 346	32 775	7,3	9 645	7 649	
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	47 504	-20,5	505	178	39 919	47 682	-19,4	10 628	13 044	
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	37 208	-1,4 *	468	138	37 147	37 345	-0,5 *	10 033	8 278	
Moyenne	...	38 006	37 938	0,2 *	426	158	38 433	38 096	0,9 *	10 191	9 126	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	48 410	-25,3	422	107	39 059	48 517	-24,2	10 219	13 901	
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	50 226	-20,4	343	196	42 056	50 421	-19,9	10 748	11 879	
Électricien entretien 2	374	48 052	67 692	-40,9	357	233	48 409	67 925	-40,3	11 890	25 706	
Électricien entretien 3	62	50 428	67 164	-33,2	596	47	51 024	67 211	-31,7	12 870	21 275	
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	48 194	-7,4 *	124	171	44 999	48 365	-7,5 *	10 398	11 625	
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	60 211	-26,9	60	385	47 516	60 596	-27,5	10 657	17 829	
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	63 170	-32,6	603	114	48 235	63 284	-31,2	12 385	20 812	
Menuisier entretien 2	295	45 831	58 558	-27,8	491	471	46 321	59 029	-27,4	11 828	20 721	
Ouvrier de voirie 2	157	36 583	52 338	-43,1	22	508	36 604	52 846	-44,4	8 010	23 547	
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	61 142	-34,9	348	183	45 684	61 325	-34,2	11 359	23 119	
Peintre entretien 2	126	42 077	60 023	-42,7	407	615	42 484	60 638	-42,7	10 919	23 745	
Machiniste 2	43	47 456	66 780	-40,7	376	241	47 832	67 021	-40,1	11 927	22 489	
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	56 052	-33,4	25	336	42 056	56 388	-34,1	9 227	23 050	
Moyenne	...	45 529	60 475	-32,8	319	260	45 848	60 735	-32,5	11 175	22 267	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 442	53 976	-13,8	418	158	47 861	54 135	-13,1	11 410	15 079	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
48 495	57 739	-19,1	1 672,2	1 724,9	-3,1 *	29,00	33,47	-15,4	Employés de service
49 736	59 288	-19,2	1 715,8	1 746,1	-1,8	28,99	33,95	-17,1	Préposé buanderie 2
52 476	41 240	21,4	1 715,8	1 823,0	-6,2	30,58	22,62	26,0	Concierge 2
55 568	53 782	3,2 *	1 671,1	1 753,3	-4,9	33,25	30,67	7,8 *	Cuisinier 1
56 211	60 649	-7,9 *	1 679,8	1 853,4	-10,3	33,46	32,72	2,2 *	Cuisinier 2
44 927	42 466	5,5	1 672,9	1 859,5	-11,2	26,86	22,84	15,0	Cuisinier 3
45 929	62 362	-35,8	1 650,8	1 725,5	-4,5	27,82	36,14	-29,9	Gardien 2
48 197	30 764	36,2	1 672,0	1 754,6	-4,9	28,83	17,53	39,2	Journalier/préposé terr. 2
44 991	40 424	10,2	1 672,2	1 710,4	-2,3 *	26,91	23,63	12,2	Préposé cuisine/café. 2
50 547	60 726	-20,1	1 672,2	1 746,7	-4,5	30,23	34,77	-15,0	Préposé entretien lourd 2
47 180	45 624	3,3 *	1 672,4	1 717,3	-2,7	28,21	26,57	5,8 *	Ouvrier entret. Mainten. 2
48 624	47 222	2,9 *	1 679,7	1 738,3	-3,5	28,95	27,18	6,1 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
49 278	62 419	-26,7	1 679,8	1 762,5	-4,9	29,33	35,41	-20,7	Ouvriers
52 804	62 300	-18,0	1 699,9	1 913,4	-12,6	31,06	32,56	-4,8 *	Conducteur véh. légers 2
60 299	93 631	-55,3	1 696,7	1 728,3	-1,9 *	35,54	54,18	-52,4	Conducteur véh. lourds 2
63 894	88 487	-38,5	1 668,7	1 742,0	-4,4	38,29	50,80	-32,7	Électricien entretien 2
55 396	59 990	-8,3 *	1 659,9	1 837,8	-10,7	33,37	32,64	2,2 *	Électricien entretien 3
58 173	78 426	-34,8	1 646,7	1 755,5	-6,6	35,33	44,67	-26,5	Mécanicien véh. motor. 1
60 620	84 096	-38,7	1 673,1	1 773,2	-6,0	36,23	47,43	-30,9	Mécanicien véh. motor. 2
58 150	79 750	-37,1	1 683,7	1 708,6	-1,5 *	34,54	46,68	-35,1	Mécanicien entret. Millwright 2
44 614	76 392	-71,2	1 629,5	1 640,2	-0,7 *	27,38	46,58	-70,1	Menuisier entretien 2
57 044	84 444	-48,0	1 701,0	1 681,1	1,2 *	33,54	50,23	-49,8	Ouvrier de voirie 2
53 403	84 383	-58,0	1 690,4	1 668,3	1,3 *	31,59	50,58	-60,1	Ouvrier cert. Entretien 2
59 758	89 509	-49,8	1 697,7	1 748,5	-3,0	35,20	51,19	-45,4	Peintre entretien 2
51 283	79 438	-54,9	1 629,5	1 667,4	-2,3 *	31,47	47,64	-51,4	Machiniste 2
57 024	83 002	-45,6	1 676,4	1 711,0	-2,1	34,01	48,67	-43,1	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
59 271	69 214	-16,8	1 558,7	1 660,9	-6,6	38,24	41,81	-9,3	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)		Adm. québ.	Marché	
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché			Écarts
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	48	47 204	53 816	-14,0	279	0	47 483	53 816	-13,3	11 074	10 942
Professionnel communic. 2	768	68 495	68 752	-0,4 *	509	25	69 004	68 777	0,3 *	14 811	17 433
Professionnel communic. 3	116	80 633	99 400	-23,3	89	28	80 722	99 427	-23,2	15 691	23 433
Professionnel gest. fin. 1	19	45 514	48 745	-7,1	720	2	46 234	48 747	-5,4	11 888	10 295
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	76 140	-12,3	1 113	28	68 939	76 167	-10,5	15 807	17 271
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	101 796	-33,3	84	51	76 456	101 847	-33,2	15 090	26 430
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	60 776	-28,3	182	23	47 559	60 799	-27,8	10 702	16 738
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	78 462	-13,9	391	36	69 268	78 498	-13,3	14 493	18 605
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	100 377	-24,0	203	14	81 180	100 391	-23,7	15 825	22 881
Ingénieur 1	195	48 246	59 250	-22,8	53	56	48 299	59 306	-22,8	10 484	12 729
Ingénieur 2	580	73 543	81 386	-10,7	96	26	73 639	81 412	-10,6	14 601	18 218
Ingénieur 3	382	90 519	114 973	-27,0	100	64	90 619	115 038	-26,9	16 967	24 429
Professionnel sc. phys. 1	22	46 376	59 785	-28,9	532	121	46 908	59 906	-27,7	11 425	14 904
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	69 226	7,1	993	142	75 543	69 368	8,2	16 163	14 911
Professionnel sc. phys. 3	115	82 108	95 353	-16,1	90	150	82 198	95 503	-16,2	15 829	19 821
Avocat et notaire 1	44	64 211	63 000	1,9 *	236	0	64 447	63 000	2,2 *	13 638	13 765
Avocat et notaire 2	406	94 818	99 326	-4,8	645	38	95 463	99 364	-4,1 *	18 405	24 566
Avocat et notaire 3	309	124 828	131 829	-5,6	137	163	124 965	131 991	-5,6	21 989	31 794
Biologiste 1	7	46 402	48 131	-3,7 *	51	134	46 453	48 265	-3,9 *	10 171	9 839
Biologiste 2	162	67 775	58 922	13,1	75	75	67 849	58 997	13,0	13 789	12 006
Moyenne	...	73 368	81 549	-11,2	380	53	73 748	81 602	-10,6	15 080	18 838
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	51 704	-5,7	467	58	49 387	51 762	-4,8	11 764	12 592
Technicien en administration 3	130	55 498	66 783	-20,3	55	120	55 553	66 903	-20,4	12 291	15 252
Techn. documentation 1-2	726	48 821	50 901	-4,3 *	326	84	49 147	50 985	-3,7 *	11 648	13 715
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	55 646	-2,2 *	958	244	55 416	55 890	-0,9 *	13 441	14 807
Techn. laboratoire 3	535	59 318	63 878	-7,7	1 055	284	60 373	64 162	-6,3	14 292	18 037
Technicien en droit 1-2	458	45 503	63 760	-40,1	46	55	45 548	63 814	-40,1	10 220	14 914
Technicien en droit 3	20	55 651	93 961	-68,8	56	0	55 707	93 961	-68,7	12 322	20 750
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	67 353	-41,7	297	93	47 819	67 447	-41,0	11 091	18 559
Technicien génie 3	251	55 641	89 005	-60,0	56	82	55 697	89 087	-59,9	12 279	18 093
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	50 718	-0,3 *	380	77	50 929	50 795	0,3 *	11 909	11 108
Techn. informatique 3	964	56 592	67 377	-19,1	674	41	57 266	67 418	-17,7	13 298	12 263
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	40 470	17,2	564	477	49 419	40 947	17,1	11 998	6 765
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	61 987	-30,2	871	14	48 490	62 002	-27,9	12 184	20 147
Moyenne	...	50 298	55 487	-10,3	520	106	50 818	55 593	-9,4	12 054	13 611
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	5	33 257	33 130	0,4 *	27	10	33 284	33 140	0,4 *	7 981	6 375
Magasinier 1	219	34 275	38 579	-12,6 *	304	79	34 579	38 658	-11,8 *	8 734	8 617
Magasinier 2	933	37 952	56 424	-48,7	440	413	38 391	56 837	-48,0	9 780	18 349
Magasinier 3	29	45 664	67 564	-48,0	217	115	45 881	67 679	-47,5	11 103	20 212
Op. duplicateur 1-2	78	36 971	56 947	-54,0	234	270	37 205	57 217	-53,8	9 261	11 501
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	37 002	-1,9 *	534	73	36 855	37 075	-0,6 *	9 695	9 135
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	42 854	-7,4	322	75	40 208	42 930	-6,8	9 941	10 412
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	52 241	-17,9	456	94	44 757	52 335	-16,9	11 066	12 328
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	44 852	-18,8	290	60	38 042	44 912	-18,1	9 666	10 412
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	49 714	-19,9	341	64	41 809	49 778	-19,1	10 390	13 152
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	39 800	7,4 *	30	31	42 998	39 830	7,4 *	10 117	10 063
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	53 281	-10,0 *	34	27	48 458	53 308	-10,0 *	11 421	13 597
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	45 717	-5,5 *	35	29	43 375	45 746	-5,5 *	10 453	9 044
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	37 093	-7,0	545	60	35 226	37 153	-5,5	9 416	8 384
Acheteur 2	172	43 444	50 456	-16,1	505	117	43 950	50 573	-15,1	11 085	10 823
Moyenne	...	40 063	45 611	-13,8	374	83	40 437	45 694	-13,0	10 140	11 520

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	64 758	-10,6	1 516,7	1 712,8	-12,9	38,61	37,81	2,1 *	Professionnels
83 815	86 210	-2,9 *	1 521,1	1 673,7	-10,0	55,10	51,51	6,5 *	Professionnel communic. 1
96 413	122 860	-27,4	1 500,3	1 686,4	-12,4	64,26	72,85	-13,4	Professionnel communic. 2
58 123	59 042	-1,6 *	1 542,3	1 754,9	-13,8	37,68	33,64	10,7	Professionnel communic. 3
84 746	93 438	-10,3	1 543,6	1 719,6	-11,4	54,90	54,34	1,0 *	Professionnel gest. fin. 1
91 546	128 277	-40,1	1 500,3	1 655,2	-10,3	61,02	77,50	-27,0	Professionnel gest. fin. 2
58 261	77 537	-33,1	1 507,5	1 669,3	-10,7	38,65	46,45	-20,2	Professionnel gest. fin. 3
83 760	97 103	-15,9	1 513,7	1 715,8	-13,3	55,33	56,59	-2,3 *	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	123 271	-27,1	1 503,8	1 696,0	-12,8	64,51	72,68	-12,7	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	72 035	-22,5	1 500,3	1 750,9	-16,7	39,18	41,14	-5,0	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	99 630	-12,9	1 503,0	1 758,3	-17,0	58,71	56,66	3,5 *	Ingénieur 1
107 585	139 467	-29,6	1 500,3	1 720,7	-14,7	71,71	81,05	-13,0	Ingénieur 2
58 333	74 810	-28,2	1 524,8	1 762,2	-15,6	38,26	42,45	-11,0 *	Ingénieur 3
91 706	84 279	8,1	1 528,3	1 706,4	-11,7	60,01	49,39	17,7	Professionnel sc. phys. 1
98 027	115 324	-17,6	1 500,3	1 684,0	-12,2	65,34	68,48	-4,8 *	Professionnel sc. phys. 2
78 084	76 766	1,7 *	1 506,4	1 704,6	-13,2	51,83	45,04	13,1	Professionnel sc. phys. 3
113 868	123 930	-8,8	1 513,1	1 661,7	-9,8	75,26	74,58	0,9 *	Avocat et notaire 1
146 954	163 786	-11,5	1 500,3	1 672,4	-11,5	97,95	97,94	0,0 *	Avocat et notaire 2
56 624	58 104	-2,6 *	1 500,3	1 725,0	-15,0	37,74	33,68	10,8	Avocat et notaire 3
81 638	71 003	13,0	1 500,3	1 735,6	-15,7	54,41	40,91	24,8	Biologiste 1
									Biologiste 2
88 828	100 441	-13,1	1 512,2	1 709,1	-13,0	58,76	58,84	-0,1 *	Moyenne
									Techniciens
61 151	64 353	-5,2	1 514,0	1 702,5	-12,5	40,39	37,80	6,4	Technicien en administration 1-2
67 844	82 155	-21,1	1 488,8	1 689,7	-13,5	45,57	48,62	-6,7 *	Technicien en administration 3
60 794	64 701	-6,4 *	1 535,5	1 586,2	-3,3	39,59	40,79	-3,0 *	Techn. documentation 1-2
68 857	70 697	-2,7 *	1 526,2	1 738,3	-13,9	45,12	40,67	9,9	Techn. laboratoire 1-2
74 665	82 199	-10,1	1 526,8	1 716,9	-12,4	48,90	47,88	2,1 *	Techn. laboratoire 3
55 768	78 728	-41,2	1 488,8	1 634,8	-9,8	37,46	48,16	-28,6	Technicien en droit 1-2
68 029	114 711	-68,6	1 488,8	1 575,0	-5,8	45,69	72,83	-59,4	Technicien en droit 3
58 909	86 006	-46,0	1 527,5	1 752,3	-14,7	38,57	49,08	-27,3	Technicien génie 1-2
67 976	107 180	-57,7	1 488,8	1 725,2	-15,9	45,66	62,13	-36,1	Technicien génie 3
62 838	61 904	1,5 *	1 522,6	1 730,5	-13,7	41,27	35,77	13,3	Techn. informatique 1-2
70 564	79 681	-12,9	1 533,2	1 740,5	-13,5	46,02	45,78	0,5 *	Techn. informatique 3
61 417	47 712	22,3	1 539,2	1 670,4	-8,5	39,90	28,56	28,4	Technicien en loisir 1-2
60 674	82 148	-35,4	1 528,1	1 801,5	-17,9	39,71	45,60	-14,8 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
62 872	69 204	-10,1	1 519,8	1 712,3	-12,7	41,36	40,38	2,4 *	Moyenne
									Employés de bureau
41 265	39 515	4,2 *	1 490,3	1 847,5	-24,0	27,69	21,39	22,8	Préposé photocopie 2
43 313	47 275	-9,1 *	1 559,0	1 824,0	-17,0	27,78	25,92	6,7 *	Magasinier 1
48 171	75 186	-56,1	1 537,2	1 757,9	-14,4	31,34	42,77	-36,5	Magasinier 2
56 984	87 891	-54,2	1 552,7	1 782,0	-14,8	36,70	49,32	-34,4	Magasinier 3
46 467	68 718	-47,9	1 542,1	1 671,3	-8,4	30,13	41,12	-36,5	Op. duplicateur 1-2
46 550	46 210	0,7 *	1 531,7	1 720,1	-12,3	30,39	26,86	11,6	Personnel soutien adm. 1
50 149	53 342	-6,4	1 526,5	1 710,6	-12,1	32,85	31,18	5,1	Personnel soutien adm. 2
55 823	64 663	-15,8	1 536,8	1 749,0	-13,8	36,32	36,97	-1,8 *	Personnel soutien adm. 3
47 708	55 324	-16,0	1 548,5	1 669,9	-7,8	30,81	33,13	-7,5 *	Personnel secrétariat 1
52 199	62 930	-20,6	1 527,3	1 662,8	-8,9	34,18	37,85	-10,7	Personnel secrétariat 2
53 115	49 893	6,1 *	1 491,2	1 766,5	-18,5	35,62	28,24	20,7	Préposé aux renseign. 2
59 879	66 905	-11,7 *	1 491,2	1 760,1	-18,0	40,16	38,01	5,3 *	Préposé aux renseign. 3
53 828	54 790	-1,8 *	1 612,1	1 840,1	-14,1	33,39	29,78	10,8	Préposé télécomm. 1-2
44 642	45 537	-2,0 *	1 530,8	1 724,4	-12,6	29,16	26,41	9,4	Téléphoniste-récept. 2
55 035	61 396	-11,6 *	1 539,6	1 758,7	-14,2	35,75	34,91	2,3 *	Acheteur 2
50 578	57 215	-13,1	1 530,4	1 703,6	-11,3	33,05	33,63	-1,7 *	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts		
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	657	37 742	45 625	-20,9	483	180	38 224	45 805	-19,8	10 271	11 140
Concierge 2	2 191	39 438	44 365	-12,5	221	171	39 660	44 535	-12,3	10 077	12 995
Cuisinier 1	13	41 673	33 558	19,5	233	51	41 906	33 609	19,8	10 569	6 871
Cuisinier 2	982	43 614	43 318	0,7 *	521	174	44 135	43 492	1,5 *	11 433	9 178
Cuisinier 3	22	45 353	49 518	-9,2 *	169	10	45 522	49 527	-8,8 *	10 690	9 887
Gardien 2	283	35 583	35 921	-0,9	296	167	35 878	36 088	-0,6 *	9 049	5 402
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	33 529	6,0 *	457	143	36 121	33 672	6,8 *	9 807	6 774
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	25 530	32,0	474	47	37 995	25 577	32,7	10 202	4 681
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	31 141	10,8	447	70	35 346	31 210	11,7	9 645	6 829
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	46 020	-16,8	505	138	39 919	46 158	-15,6	10 628	11 159
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	36 810	-0,4 *	468	122	37 147	36 932	0,6 *	10 033	8 049
Moyenne	...	38 006	37 129	2,3 *	426	122	38 433	37 251	3,1 *	10 191	8 568
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	44 591	-15,4	422	93	39 059	44 684	-14,4	10 219	10 781
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	49 682	-19,1	343	175	42 056	49 857	-18,5	10 748	11 569
Électricien entretien 2	374	48 052	69 646	-44,9	357	47	48 409	69 694	-44,0	11 890	24 365
Électricien entretien 3	62	50 428	68 162	-35,2	596	37	51 024	68 199	-33,7	12 870	22 983
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	42 786	4,7 *	124	184	44 999	42 970	4,5 *	10 398	8 747
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	56 359	-18,8	60	136	47 516	56 495	-18,9	10 657	13 159
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	63 187	-32,7	603	99	48 235	63 286	-31,2	12 385	20 832
Menuisier entretien 2	295	45 831	54 798	-19,6 *	491	105	46 321	54 902	-18,5 *	11 828	15 354
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	59 832	-32,0	348	122	45 684	59 954	-31,2	11 359	19 610
Peintre entretien 2	126	42 077	64 357	-53,0	407	33	42 484	64 391	-51,6	10 919	25 910
Machiniste 2	43	47 456	66 851	-40,9	376	243	47 832	67 093	-40,3	11 927	22 517
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	55 419	-31,9	25	0	42 056	55 419	-31,8	9 227	15 324
Moyenne	...	45 773	60 167	-31,4	354	111	46 127	60 277	-30,7	11 368	18 836
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	47 466	52 647	-10,9	421	93	47 887	52 740	-10,1	11 421	12 984

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
48 495	56 946	-17,4	1 672,2	1 725,8	-3,2 *	29,00	33,00	-13,8	Employés de service
49 736	57 531	-15,7 *	1 715,8	1 758,6	-2,5	28,99	32,71	-12,9 *	Préposé buanderie 2
52 476	40 480	22,9	1 715,8	1 826,6	-6,5	30,58	22,16	27,5	Concierge 2
55 568	52 670	5,2 *	1 671,1	1 800,2	-7,7	33,25	29,26	12,0 *	Cuisinier 1
56 211	59 414	-5,7 *	1 679,8	1 896,4	-12,9	33,46	31,33	6,4 *	Cuisinier 2
44 927	41 490	7,7	1 672,9	1 868,8	-11,7	26,86	22,20	17,3	Cuisinier 3
45 929	40 446	11,9 *	1 650,8	1 836,6	-11,3	27,82	22,02	20,8	Gardien 2
48 197	30 258	37,2	1 672,0	1 756,0	-5,0	28,83	17,23	40,2	Journalier/préposé terr. 2
44 991	38 039	15,5	1 672,2	1 718,9	-2,8 *	26,91	22,13	17,8	Préposé cuisine/café. 2
50 547	57 316	-13,4	1 672,2	1 776,8	-6,3	30,23	32,26	-6,7	Préposé entretien lourd 2
47 180	44 980	4,7 *	1 672,4	1 732,9	-3,6	28,21	25,96	8,0 *	Ouvrier entret. Mainten. 2
48 624	45 820	5,8 *	1 679,7	1 753,9	-4,4	28,95	26,12	9,8	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
49 278	55 465	-12,6 *	1 679,8	1 832,8	-9,1	29,33	30,26	-3,2 *	Ouvriers
52 804	61 426	-16,3	1 699,9	1 929,2	-13,5	31,06	31,84	-2,5 *	Conducteur véh. légers 2
60 299	94 058	-56,0	1 696,7	1 775,2	-4,6	35,54	52,98	-49,1	Conducteur véh. lourds 2
63 894	91 181	-42,7	1 668,7	1 770,4	-6,1	38,29	51,50	-34,5	Électricien entretien 2
55 396	51 717	6,6 *	1 659,9	1 863,7	-12,3	33,37	27,75	16,9	Électricien entretien 3
58 173	69 654	-19,7	1 646,7	1 820,3	-10,5	35,33	38,26	-8,3 *	Mécanicien véh. motor. 1
60 620	84 118	-38,8	1 673,1	1 774,4	-6,1	36,23	47,41	-30,8	Mécanicien véh. motor. 2
58 150	70 257	-20,8 *	1 683,7	1 768,2	-5,0 *	34,54	39,73	-15,0 *	Mécanicien entret. Millwright 2
57 044	79 564	-39,5	1 701,0	1 784,5	-4,9	33,54	44,59	-33,0	Menuisier entretien 2
53 403	90 300	-69,1	1 690,4	1 688,4	0,1 *	31,59	53,48	-69,3	Ouvrier cert. Entretien 2
59 758	89 611	-50,0	1 697,7	1 748,9	-3,0	35,20	51,24	-45,6	Peintre entretien 2
51 283	70 742	-37,9	1 629,5	1 832,0	-12,4	31,47	38,61	-22,7 *	Machiniste 2
57 495	79 114	-37,6	1 681,9	1 788,1	-6,3	34,18	44,36	-29,8	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
59 308	65 724	-10,8	1 558,2	1 719,5	-10,4	38,28	38,28	0,0	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)		Adm. québ.	Marché	
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché			Écarts
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	48	47 204	54 795	-16,1	279	58	47 483	54 854	-15,5	11 074	15 599
Professionnel communic. 2	768	68 495	77 980	-13,8	509	450	69 004	78 430	-13,7	14 811	22 429
Professionnel communic. 3	116	80 633	94 483	-17,2	89	50	80 722	94 533	-17,1	15 691	28 036
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	73 705	-8,7	1 113	251	68 939	73 956	-7,3	15 807	19 794
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	93 859	-22,9	84	131	76 456	93 990	-22,9	15 090	26 547
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	62 361	-31,6	182	41	47 559	62 403	-31,2	10 702	18 216
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	79 738	-15,8	391	296	69 268	80 033	-15,5	14 493	22 875
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	96 261	-18,9	203	86	81 180	96 347	-18,7	15 825	28 364
Ingénieur 1	195	48 246	64 070	-32,8	53	57	48 299	64 126	-32,8	10 484	23 011
Ingénieur 2	580	73 543	95 782	-30,2	96	376	73 639	96 157	-30,6	14 601	32 096
Ingénieur 3	382	90 519	115 744	-27,9	100	218	90 619	115 962	-28,0	16 967	37 197
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	86 574	-16,1	993	83	75 543	86 657	-14,7	16 163	26 012
Avocat et notaire 1	44	64 211	93 131	-45,0	236	17	64 447	93 148	-44,5	13 638	25 586
Avocat et notaire 2	406	94 818	113 204	-19,4	645	664	95 463	113 867	-19,3	18 405	30 401
Avocat et notaire 3	309	124 828	129 875	-4,0	137	141	124 965	130 016	-4,0	21 989	32 202
Moyenne	...	73 368	86 628	-18,1	380	249	73 748	86 876	-17,8	15 080	25 342
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	55 858	-14,2	467	184	49 387	56 043	-13,5	11 764	17 950
Technicien en administration 3	130	55 498	64 596	-16,4	55	388	55 553	64 984	-17,0	12 291	17 352
Techn. documentation 1-2	726	48 821	52 067	-6,6	326	451	49 147	52 518	-6,9	11 648	17 673
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	58 631	-7,7	958	267	55 416	58 899	-6,3	13 441	19 819
Techn. laboratoire 3	535	59 318	67 520	-13,8	1 055	107	60 373	67 628	-12,0	14 292	23 437
Technicien en droit 1-2	458	45 503	60 491	-32,9	46	200	45 548	60 691	-33,2	10 220	19 746
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	70 408	-48,2	297	382	47 819	70 790	-48,0	11 091	25 337
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	57 073	-12,9	380	345	50 929	57 418	-12,7	11 909	18 163
Techn. informatique 3	964	56 592	65 210	-15,2	674	638	57 266	65 848	-15,0	13 298	15 493
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	60 878	-24,6	564	432	49 419	61 310	-24,1	11 998	23 325
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	70 574	-48,2	871	1 029	48 490	71 602	-47,7	12 184	21 572
Moyenne	...	50 297	59 579	-18,5	520	305	50 817	59 884	-17,8	12 054	19 384
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	5	33 257	41 226	-24,0	27	79	33 284	41 305	-24,1	7 981	11 650
Magasinier 1	219	34 275	46 586	-35,9	304	424	34 579	47 010	-36,0	8 734	18 611
Magasinier 2	933	37 952	53 865	-41,9	440	281	38 391	54 146	-41,0	9 780	19 658
Magasinier 3	29	45 664	58 887	-29,0	217	280	45 881	59 167	-29,0	11 103	24 654
Op. duplicateur 1-2	78	36 971	53 495	-44,7	234	93	37 205	53 588	-44,0	9 261	16 713
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	41 037	-13,0	534	390	36 855	41 427	-12,4	9 695	18 039
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	48 751	-22,2	322	136	40 208	48 887	-21,6	9 941	16 300
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	52 850	-19,3	456	97	44 757	52 947	-18,3	11 066	17 450
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	46 136	-22,2	290	241	38 042	46 377	-21,9	9 666	14 208
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	50 355	-21,4	341	306	41 809	50 660	-21,2	10 390	17 009
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	46 340	-7,8	30	326	42 998	46 665	-8,5	10 117	16 767
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	49 163	-1,5 *	34	335	48 458	49 498	-2,1	11 421	12 100
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	59 605	-37,5	35	591	43 375	60 196	-38,8	10 453	22 913
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	42 940	-23,8	545	252	35 226	43 192	-22,6	9 416	12 926
Acheteur 2	172	43 444	53 482	-23,1	505	206	43 950	53 688	-22,2	11 085	16 448
Moyenne	...	40 075	48 413	-20,8	374	261	40 449	48 674	-20,3	10 143	17 003

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	70 453	-20,3	1 516,7	1 558,1	-2,7	38,61	45,22	-17,1	Professionnels
83 815	100 859	-20,3	1 521,1	1 551,9	-2,0	55,10	64,99	-17,9	Professionnel communic. 1
96 413	122 569	-27,1	1 500,3	1 587,8	-5,8	64,26	77,19	-20,1	Professionnel communic. 2
84 746	93 750	-10,6	1 543,6	1 544,9	-0,1 *	54,90	60,68	-10,5	Professionnel communic. 3
91 546	120 537	-31,7	1 500,3	1 543,5	-2,9	61,02	78,10	-28,0	Professionnel gest. fin. 2
58 261	80 619	-38,4	1 507,5	1 570,5	-4,2	38,65	51,33	-32,8	Professionnel gest. fin. 3
83 760	102 908	-22,9	1 513,7	1 538,7	-1,7	55,33	66,88	-20,9	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	124 711	-28,6	1 503,8	1 545,8	-2,8	64,51	80,68	-25,1	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	87 137	-48,2	1 500,3	1 567,7	-4,5	39,18	55,58	-41,9	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	128 254	-45,3	1 503,0	1 548,2	-3,0	58,71	82,84	-41,1	Ingénieur 1
107 585	153 159	-42,4	1 500,3	1 540,3	-2,7	71,71	99,44	-38,7	Ingénieur 2
91 706	112 668	-22,9	1 528,3	1 587,9	-3,9	60,01	70,96	-18,2	Ingénieur 3
78 084	118 734	-52,1	1 506,4	1 589,6	-5,5	51,83	74,69	-44,1	Professionnel sc. phys. 2
113 868	144 269	-26,7	1 513,1	1 559,0	-3,0	75,26	92,54	-23,0	Avocat et notaire 1
146 954	162 218	-10,4	1 500,3	1 545,9	-3,0	97,95	104,93	-7,1	Avocat et notaire 2
88 828	112 219	-26,3	1 512,2	1 550,5	-2,5	58,76	72,39	-23,2	Avocat et notaire 3
									Moyenne
61 151	73 992	-21,0	1 514,0	1 559,8	-3,0	40,39	47,44	-17,4	Techniciens
67 844	82 335	-21,4	1 488,8	1 530,7	-2,8	45,57	53,79	-18,0	Technicien en administration 1-2
60 794	70 192	-15,5	1 535,5	1 488,8	3,0	39,59	47,15	-19,1	Technicien en administration 3
68 857	78 718	-14,3	1 526,2	1 534,3	-0,5	45,12	51,31	-13,7	Techn. documentation 1-2
74 665	91 064	-22,0	1 526,8	1 530,8	-0,3 *	48,90	59,49	-21,7	Techn. laboratoire 1-2
55 768	80 437	-44,2	1 488,8	1 560,3	-4,8	37,46	51,55	-37,6	Techn. laboratoire 3
58 909	96 127	-63,2	1 527,5	1 558,8	-2,0	38,57	61,67	-59,9	Technicien en droit 1-2
62 838	75 581	-20,3	1 522,6	1 520,1	0,2 *	41,27	49,72	-20,5	Technicien génie 1-2
70 564	81 341	-15,3	1 533,2	1 516,3	1,1	46,02	53,64	-16,6	Techn. informatique 1-2
61 417	84 635	-37,8	1 539,2	1 514,9	1,6	39,90	55,87	-40,0	Techn. informatique 3
60 674	93 174	-53,6	1 528,1	1 478,7	3,2	39,71	63,01	-58,7	Technicien en loisir 1-2
62 871	79 268	-26,1	1 519,8	1 540,5	-1,4	41,36	51,49	-24,5	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
41 265	52 955	-28,3	1 490,3	1 561,7	-4,8	27,69	33,91	-22,5	Employés de bureau
43 313	65 621	-51,5	1 559,0	1 597,8	-2,5	27,78	41,07	-47,8	Préposé photocopie 2
48 171	73 804	-53,2	1 537,2	1 580,0	-2,8	31,34	46,71	-49,1	Magasinier 1
56 984	83 821	-47,1	1 552,7	1 634,0	-5,2	36,70	51,30	-39,8	Magasinier 2
46 467	70 301	-51,3	1 542,1	1 629,0	-5,6	30,13	43,16	-43,2	Magasinier 3
46 550	59 466	-27,7	1 531,7	1 490,4	2,7	30,39	39,90	-31,3	Op. duplicateur 1-2
50 149	65 187	-30,0	1 526,5	1 518,5	0,5 *	32,85	42,93	-30,7	Personnel soutien adm. 1
55 823	70 397	-26,1	1 536,8	1 585,8	-3,2	36,32	44,39	-22,2	Personnel soutien adm. 2
47 708	60 586	-27,0	1 548,5	1 482,6	4,3	30,81	40,86	-32,6	Personnel soutien adm. 3
52 199	67 669	-29,6	1 527,3	1 493,3	2,2	34,18	45,31	-32,6	Personnel secrétariat 1
53 115	63 432	-19,4	1 491,2	1 530,4	-2,6	35,62	41,45	-16,4	Personnel secrétariat 2
59 879	61 597	-2,9 *	1 491,2	1 541,6	-3,4	40,16	39,96	0,5 *	Préposé aux renseign. 2
53 828	83 109	-54,4	1 612,1	1 676,8	-4,0 *	33,39	49,57	-48,4	Préposé aux renseign. 3
44 642	56 119	-25,7	1 530,8	1 532,2	-0,1 *	29,16	36,63	-25,6	Préposé télécomm. 1-2
55 035	70 136	-27,4	1 539,6	1 595,8	-3,6	35,75	43,95	-23,0	Téléphoniste-récept. 2
50 592	65 676	-29,8	1 530,6	1 516,0	1,0	33,06	43,30	-31,0	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)		Adm. québ.	Marché	
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché			Écarts
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	657	37 742	54 345	-44,0	483	0	38 224	54 345	-42,2	10 271	17 531
Concierge 2	2 191	39 438	48 694	-23,5	221	612	39 660	49 306	-24,3	10 077	15 712
Cuisinier 3	22	45 353	53 433	-17,8	169	270	45 522	53 703	-18,0	10 690	13 925
Gardienn 2	283	35 583	50 451	-41,8	296	191	35 878	50 642	-41,1	9 049	16 848
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	50 237	-40,9	457	787	36 121	51 025	-41,3	9 807	15 859
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	40 646	-8,3	474	82	37 995	40 728	-7,2	10 202	12 733
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	44 453	-27,4	447	178	35 346	44 631	-26,3	9 645	13 865
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	52 822	-34,0	505	321	39 919	53 143	-33,1	10 628	19 794
Moyenne	...	38 006	44 599	-17,3	426	288	38 433	44 887	-16,8	10 191	13 270
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	55 000	-42,3	422	132	39 059	55 132	-41,1	10 219	19 284
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	57 451	-37,7	343	472	42 056	57 923	-37,7	10 748	15 997
Électricien entretien 2	374	48 052	63 757	-32,7	357	608	48 409	64 365	-33,0	11 890	28 407
Électricien entretien 3	62	50 428	66 095	-31,1	596	59	51 024	66 154	-29,7	12 870	19 446
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	65 219	-45,3	124	129	44 999	65 349	-45,2	10 398	20 684
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	64 193	-35,3	60	643	47 516	64 836	-36,5	10 657	22 657
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	62 618	-31,5	603	606	48 235	63 224	-31,1	12 385	20 165
Menuisier entretien 2	295	45 831	60 647	-32,3	491	674	46 321	61 322	-32,4	11 828	23 701
Ouvrier de voirie 2	157	36 583	52 338	-43,1	22	508	36 604	52 846	-44,4	8 010	23 547
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	62 222	-37,2	348	233	45 684	62 456	-36,7	11 359	26 013
Peintre entretien 2	126	42 077	58 377	-38,7	407	836	42 484	59 213	-39,4	10 919	22 923
Machiniste 2	43	47 456	58 816	-23,9	376	21	47 832	58 837	-23,0	11 927	19 226
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	56 308	-34,0	25	473	42 056	56 781	-35,0	9 227	26 181
Moyenne	...	45 529	60 652	-33,2	319	413	45 848	61 065	-33,2	11 175	24 020
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	47 442	56 813	-19,8	418	284	47 860	57 096	-19,3	11 410	18 572

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
48 495	71 875	-48,2	1 672,2	1 709,3	-2,2	29,00	42,05	-45,0	Employés de service
49 736	65 018	-30,7	1 715,8	1 705,4	0,6 *	28,99	38,12	-31,5	Préposé buanderie 2
56 211	67 628	-20,3	1 679,8	1 610,0	4,2	33,46	42,00	-25,5	Concierge 2
44 927	67 490	-50,2	1 672,9	1 623,3	3,0	26,86	41,58	-54,8	Cuisinier 3
45 929	66 884	-45,6	1 650,8	1 702,6	-3,1	27,82	39,28	-41,2	Gardien 2
48 197	53 460	-10,9	1 672,0	1 693,4	-1,3	28,83	31,57	-9,5	Journalier/préposé terr. 2
44 991	58 495	-30,0	1 672,2	1 645,6	1,6 *	26,91	35,55	-32,1	Préposé cuisine/café. 2
50 547	72 937	-44,3	1 672,2	1 638,8	2,0	30,23	44,51	-47,2	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. Mainten. 2
48 624	58 157	-19,6	1 679,7	1 641,7	2,3	28,95	35,38	-22,2	Moyenne
									Ouvriers
49 278	74 416	-51,0	1 679,8	1 641,3	2,3	29,33	45,34	-54,6	Conducteur véh. légers 2
52 804	73 920	-40,0	1 699,9	1 703,1	-0,2 *	31,06	43,40	-39,7	Conducteur véh. lourds 2
60 299	92 772	-53,9	1 696,7	1 633,8	3,7	35,54	56,78	-59,8	Électricien entretien 2
63 894	85 600	-34,0	1 668,7	1 711,5	-2,6	38,29	50,01	-30,6	Électricien entretien 3
55 396	86 033	-55,3	1 659,9	1 756,4	-5,8	33,37	48,98	-46,8	Mécanicien véh. motor. 1
58 173	87 493	-50,4	1 646,7	1 688,5	-2,5	35,33	51,82	-46,7	Mécanicien véh. motor. 2
60 620	83 389	-37,6	1 673,1	1 736,3	-3,8	36,23	48,03	-32,6	Mécanicien entret. Millwright 2
58 150	85 023	-46,2	1 683,7	1 675,5	0,5 *	34,54	50,75	-46,9	Menuisier entretien 2
44 614	76 392	-71,2	1 629,5	1 640,2	-0,7 *	27,38	46,58	-70,1	Ouvrier de voirie 2
57 044	88 469	-55,1	1 701,0	1 595,8	6,2	33,54	55,44	-65,3	Ouvrier cert. Entretien 2
53 403	82 136	-53,8	1 690,4	1 660,6	1,8	31,59	49,46	-56,6	Peintre entretien 2
59 758	78 063	-30,6	1 697,7	1 707,6	-0,6 *	35,20	45,71	-29,9	Machiniste 2
51 283	82 962	-61,8	1 629,5	1 600,8	1,8	31,47	51,83	-64,7	Conducteur d'équip. lourds 2
57 024	85 084	-49,2	1 676,4	1 649,2	1,6	34,01	51,71	-52,1	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
59 270	75 668	-27,7	1 558,7	1 556,1	0,2 *	38,24	48,71	-27,4	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)		Adm. québ.	Marché	
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché			Écarts
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	768	68 495	75 645	-10,4	509	1 584	69 004	77 229	-11,9	14 811	27 372
Professionnel communic. 3	116	80 633	92 319	-14,5	89	1 162	80 722	93 481	-15,8	15 691	25 229
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	83 698	-23,4	1 113	1 503	68 939	85 200	-23,6	15 807	29 528
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	84 116	-22,1	391	1 812	69 268	85 928	-24,1	14 493	30 008
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	99 634	-23,0	203	2 286	81 180	101 920	-25,5	15 825	37 057
Ingénieur 2	580	73 543	81 271	-10,5	96	1 986	73 639	83 257	-13,1	14 601	30 143
Ingénieur 3	382	90 519	95 285	-5,3	100	2 074	90 619	97 359	-7,4	16 967	32 814
Avocat et notaire 1	44	64 211	70 175	-9,3	236	257	64 447	70 432	-9,3	13 638	21 507
Avocat et notaire 2	406	94 818	98 908	-4,3	645	1 968	95 463	100 876	-5,7	18 405	34 555
Avocat et notaire 3	309	124 828	94 165	24,6	137	2 345	124 965	96 510	22,8	21 989	26 542
Moyenne	...	73 436	84 993	-15,7	384	1 901	73 820	86 894	-17,7	15 098	30 985
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	56 753	-16,0	467	623	49 387	57 377	-16,2	11 764	25 984
Technicien en administration 3	130	55 498	72 482	-30,6	55	675	55 553	73 157	-31,7	12 291	23 072
Techn. documentation 1-2	726	48 821	51 839	-6,2	326	867	49 147	52 706	-7,2	11 648	22 381
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	56 211	-3,2	958	701	55 416	56 912	-2,7	13 441	30 204
Technicien en droit 1-2	458	45 503	55 215	-21,3	46	482	45 548	55 697	-22,3	10 220	22 869
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	65 435	-37,7	297	615	47 819	66 050	-38,1	11 091	28 865
Technicien génie 3	251	55 641	77 755	-39,7	56	721	55 697	78 476	-40,9	12 279	24 567
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	61 220	-21,1	380	666	50 929	61 886	-21,5	11 909	26 003
Techn. informatique 3	964	56 592	77 285	-36,6	674	1 559	57 266	78 844	-37,7	13 298	22 583
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	61 563	-26,0	564	451	49 419	62 015	-25,5	11 998	24 091
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	74 747	-57,0	871	1 309	48 490	76 056	-56,8	12 184	23 361
Moyenne	...	50 030	60 153	-20,2	504	716	50 534	60 869	-20,5	11 988	26 087
Employés de bureau											
Magasinier 1	219	34 275	49 075	-43,2	304	470	34 579	49 545	-43,3	8 734	26 567
Magasinier 2	933	37 952	54 555	-43,7	440	520	38 391	55 075	-43,5	9 780	26 200
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	41 370	-13,9	534	456	36 855	41 827	-13,5	9 695	21 983
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	49 954	-25,2	322	600	40 208	50 553	-25,7	9 941	17 857
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	54 980	-24,1	456	690	44 757	55 670	-24,4	11 066	24 303
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	46 710	-23,7	290	495	38 042	47 205	-24,1	9 666	15 270
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	50 259	-21,2	341	579	41 809	50 838	-21,6	10 390	21 490
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	49 394	-15,0	30	500	42 998	49 894	-16,0	10 117	26 038
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	56 178	-29,6	35	642	43 375	56 821	-31,0	10 453	24 392
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	41 427	-19,4	545	405	35 226	41 833	-18,8	9 416	13 147
Acheteur 2	172	43 444	56 366	-29,7	505	958	43 950	57 324	-30,4	11 085	15 528
Moyenne	...	40 075	49 105	-22,5	374	567	40 449	49 672	-22,8	10 143	20 789

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
83 815	104 601	-24,8	1 521,1	1 528,5	-0,5 *	55,10	68,44	-24,2	Professionnels
96 413	118 711	-23,1	1 500,3	1 519,2	-1,3 *	64,26	78,14	-21,6	Professionnel communic. 2
84 746	114 729	-35,4	1 543,6	1 518,9	1,6	54,90	75,53	-37,6	Professionnel communic. 3
83 760	115 936	-38,4	1 513,7	1 505,2	0,6	55,33	77,03	-39,2	Professionnel gest. fin. 2
97 005	138 977	-43,3	1 503,8	1 528,2	-1,6	64,51	90,94	-41,0	Analyste proc. adm./inform. 2
88 240	113 400	-28,5	1 503,0	1 538,3	-2,3	58,71	73,72	-25,6	Analyste proc. adm./inform. 3
107 585	130 173	-21,0	1 500,3	1 547,1	-3,1	71,71	84,14	-17,3	Ingénieur 2
78 084	91 939	-17,7	1 506,4	1 569,3	-4,2	51,83	58,59	-13,0	Ingénieur 3
113 868	135 431	-18,9	1 513,1	1 518,2	-0,3	75,26	89,20	-18,5	Avocat et notaire 1
146 954	123 052	16,3	1 500,3	1 492,2	0,5 *	97,95	82,46	15,8	Avocat et notaire 2
88 919	117 879	-32,6	1 512,3	1 517,0	-0,3	58,81	77,79	-32,3	Avocat et notaire 3
61 151	83 361	-36,3	1 514,0	1 474,5	2,6	40,39	56,53	-40,0	Moyenne
67 844	96 229	-41,8	1 488,8	1 507,0	-1,2 *	45,57	63,85	-40,1	Techniciens
60 794	75 087	-23,5	1 535,5	1 435,0	6,5	39,59	52,32	-32,2	Technicien en administration 1-2
68 857	87 116	-26,5	1 526,2	1 523,4	0,2 *	45,12	57,19	-26,8	Technicien en administration 3
55 768	78 566	-40,9	1 488,8	1 481,2	0,5 *	37,46	53,04	-41,6	Techn. documentation 1-2
58 909	94 915	-61,1	1 527,5	1 554,9	-1,8	38,57	61,04	-58,3	Techn. laboratoire 1-2
67 976	103 043	-51,6	1 488,8	1 554,2	-4,4	45,66	66,30	-45,2	Techn. laboratoire 1-2
62 838	87 889	-39,9	1 522,6	1 485,0	2,5	41,27	59,18	-43,4	Technicien en droit 1-2
70 564	101 427	-43,7	1 533,2	1 453,6	5,2	46,02	69,78	-51,6	Technicien génie 1-2
61 417	86 106	-40,2	1 539,2	1 513,1	1,7	39,90	56,91	-42,6	Technicien génie 3
60 674	99 416	-63,9	1 528,1	1 463,7	4,2	39,71	67,92	-71,1	Techn. informatique 1-2
62 522	86 956	-39,1	1 519,6	1 488,0	2,1	41,14	58,43	-42,0	Techn. informatique 3
43 313	76 112	-75,7	1 559,0	1 546,9	0,8 *	27,78	49,20	-77,1	Technicien en loisir 1-2
48 171	81 275	-68,7	1 537,2	1 562,0	-1,6 *	31,34	52,03	-66,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
46 550	63 809	-37,1	1 531,7	1 471,1	4,0	30,39	43,37	-42,7	Moyenne
50 149	68 411	-36,4	1 526,5	1 479,3	3,1	32,85	46,25	-40,8	Employés de bureau
55 823	79 973	-43,3	1 536,8	1 455,9	5,3	36,32	54,93	-51,2	Magasinier 1
47 708	62 475	-31,0	1 548,5	1 471,8	5,0	30,81	42,45	-37,8	Magasinier 2
52 199	72 327	-38,6	1 527,3	1 470,3	3,7	34,18	49,19	-43,9	Personnel soutien adm. 1
53 115	75 933	-43,0	1 491,2	1 481,5	0,6 *	35,62	51,25	-43,9	Personnel soutien adm. 2
53 828	81 213	-50,9	1 612,1	1 686,3	-4,6 *	33,39	48,16	-44,2	Personnel soutien adm. 3
44 642	54 979	-23,2	1 530,8	1 529,3	0,1 *	29,16	35,95	-23,3	Personnel secrétariat 1
55 035	72 852	-32,4	1 539,6	1 630,2	-5,9	35,75	44,69	-25,0	Personnel secrétariat 2
50 592	70 461	-39,3	1 530,6	1 481,9	3,2	33,06	47,55	-43,8	Préposé aux renseign. 2
									Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 191	39 438	48 694	-23,5	221	612	39 660	49 306	-24,3	10 077	15 712	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	53 491	-50,0	457	974	36 121	54 464	-50,8	9 807	17 911	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	47 409	-35,8	447	666	35 346	48 075	-36,0	9 645	14 874	
Ouvrier entret. Maint. 2	400	39 414	55 853	-41,7	505	449	39 919	56 301	-41,0	10 628	23 117	
Moyenne	...	38 290	49 924	-30,4	324	577	38 614	50 501	-30,8	10 026	18 062	
Ouvriers												
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	55 104	-32,1	343	1 000	42 056	56 104	-33,4	10 748	17 198	
Électricien entretien 2	374	48 052	64 735	-34,7	357	512	48 409	65 248	-34,8	11 890	34 134	
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	61 528	-29,7	60	444	47 516	61 971	-30,4	10 657	28 061	
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	64 177	-34,7	603	1 097	48 235	65 275	-35,3	12 385	22 239	
Menuisier entretien 2	295	45 831	61 528	-34,3	491	874	46 321	62 402	-34,7	11 828	26 739	
Ouvrier de voirie 2	157	36 583	52 362	-43,1	22	508	36 604	52 871	-44,4	8 010	23 559	
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	63 103	-39,2	348	423	45 684	63 526	-39,1	11 359	32 170	
Peintre entretien 2	126	42 077	57 769	-37,3	407	956	42 484	58 725	-38,2	10 919	27 241	
Machiniste 2	43	47 456	62 960	-32,7	376	89	47 832	63 049	-31,8	11 927	25 770	
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	56 424	-34,2	25	483	42 056	56 907	-35,3	9 227	26 423	
Moyenne	...	45 529	61 326	-34,7	319	559	45 848	61 885	-35,0	11 175	28 168	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	48 514	58 862	-21,3	406	824	48 920	59 685	-22,0	11 525	24 243	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
49 736	65 018	-30,7	1 715,8	1 705,4	0,6 *	28,99	38,12	-31,5	Employés de service
45 929	72 375	-57,6	1 650,8	1 683,6	-2,0	27,82	42,99	-54,5	Concierge 2
44 991	62 949	-39,9	1 672,2	1 681,5	-0,6 *	26,91	37,44	-39,1	Journalier/préposé terr. 2
50 547	79 419	-57,1	1 672,2	1 636,0	2,2	30,23	48,54	-60,6	Préposé entretien lourd 2
48 640	68 563	-41,0	1 695,2	1 674,2	1,2	28,69	41,09	-43,2	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Moyenne
52 804	73 302	-38,8	1 699,9	1 646,3	3,2	31,06	44,53	-43,3	Ouvriers
60 299	99 382	-64,8	1 696,7	1 580,0	6,9	35,54	62,90	-77,0	Conducteur véh. lourds 2
58 173	90 032	-54,8	1 646,7	1 645,1	0,1 *	35,33	54,73	-54,9	Électricien entretien 2
60 620	87 514	-44,4	1 673,1	1 721,1	-2,9	36,23	50,85	-40,3	Mécanicien véh. motor. 2
58 150	89 141	-53,3	1 683,7	1 662,2	1,3 *	34,54	53,63	-55,3	Mécanicien entret. Millwright 2
44 614	76 430	-71,3	1 629,5	1 640,3	-0,7 *	27,38	46,60	-70,2	Menuisier entretien 2
57 044	95 696	-67,8	1 701,0	1 598,6	6,0	33,54	59,86	-78,5	Ouvrier de voirie 2
53 403	85 967	-61,0	1 690,4	1 619,3	4,2	31,59	53,09	-68,0	Ouvrier cert. Entretien 2
59 758	88 820	-48,6	1 697,7	1 702,1	-0,3 *	35,20	52,18	-48,2	Peintre entretien 2
51 283	83 329	-62,5	1 629,5	1 598,9	1,9	31,47	52,12	-65,6	Machiniste 2
57 024	90 053	-57,9	1 676,4	1 631,8	2,7	34,01	55,29	-62,6	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
60 445	83 928	-38,9	1 544,3	1 511,1	2,1	39,29	55,61	-41,5	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts			
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 1	48	47 204	51 560	-9,2	279	154	47 483	51 713	-8,9	11 074	15 537	
Professionnel communic. 2	768	68 495	81 251	-18,6	509	539	69 004	81 790	-18,5	14 811	21 557	
Professionnel communic. 3	116	80 633	102 178	-26,7	89	15	80 722	102 193	-26,6	15 691	32 923	
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	69 794	-2,9 *	1 113	155	68 939	69 950	-1,5 *	15 807	17 347	
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	91 021	-19,2	84	48	76 456	91 070	-19,1	15 090	25 631	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	52 665	-11,2	182	92	47 559	52 757	-10,9	10 702	13 580	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	78 712	-14,3	391	237	69 268	78 949	-14,0	14 493	22 390	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	96 898	-19,7	203	135	81 180	97 033	-19,5	15 825	29 154	
Ingénieur 2	580	73 543	97 992	-33,2	96	74	73 639	98 066	-33,2	14 601	34 846	
Avocat et notaire 2	406	94 818	101 338	-6,9	645	365	95 463	101 703	-6,5	18 405	20 860	
Avocat et notaire 3	309	124 828	123 976	0,7 *	137	95	124 965	124 071	0,7 *	21 989	30 279	
Moyenne	...	73 511	86 324	-17,4	380	213	73 892	86 537	-17,1	15 103	25 120	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	54 537	-11,5	467	360	49 387	54 898	-11,2	11 764	15 186	
Technicien en administration 3	130	55 498	60 807	-9,6	55	413	55 553	61 220	-10,2	12 291	14 645	
Techn. documentation 1-2	726	48 821	48 378	0,9 *	326	540	49 147	48 918	0,5 *	11 648	13 415	
Techn. laboratoire 3	535	59 318	70 181	-18,3	1 055	654	60 373	70 835	-17,3	14 292	24 067	
Technicien en droit 1-2	458	45 503	55 200	-21,3	46	375	45 548	55 576	-22,0	10 220	13 843	
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	75 865	-59,6	297	429	47 819	76 294	-59,5	11 091	26 340	
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	53 261	-5,4	380	418	50 929	53 679	-5,4	11 909	13 437	
Techn. informatique 3	964	56 592	63 454	-12,1	674	932	57 266	64 387	-12,4	13 298	14 043	
Moyenne	...	50 414	58 414	-15,9	505	438	50 918	58 852	-15,6	12 048	17 066	
Employés de bureau												
Magasinier 1	219	34 275	43 177	-26,0	304	691	34 579	43 868	-26,9	8 734	10 503	
Magasinier 2	933	37 952	56 025	-47,6	440	402	38 391	56 427	-47,0	9 780	20 760	
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	40 444	-11,4	534	375	36 855	40 819	-10,8	9 695	10 889	
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	50 238	-26,0	322	115	40 208	50 353	-25,2	9 941	18 174	
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	48 757	-10,1	456	301	44 757	49 057	-9,6	11 066	14 115	
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	48 410	-28,2	290	475	38 042	48 885	-28,5	9 666	13 476	
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	49 939	-20,4	341	251	41 809	50 190	-20,0	10 390	15 287	
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	45 042	-4,8	30	293	42 998	45 335	-5,4	10 117	11 452	
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	48 135	0,6 *	34	389	48 458	48 524	-0,1 *	11 421	10 338	
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	38 654	-11,5	545	354	35 226	39 008	-10,7	9 416	9 817	
Moyenne	...	40 072	48 299	-20,5	375	297	40 447	48 596	-20,1	10 143	14 977	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	67 250	-14,8	1 516,7	1 563,2	-3,1	38,61	43,02	-11,4 *	Professionnels
83 815	103 347	-23,3	1 521,1	1 528,7	-0,5 *	55,10	67,60	-22,7	Professionnel communic. 1
96 413	135 116	-40,1	1 500,3	1 560,5	-4,0	64,26	86,58	-34,7	Professionnel communic. 2
84 746	87 297	-3,0 *	1 543,6	1 535,3	0,5 *	54,90	56,86	-3,6 *	Professionnel communic. 3
91 546	116 701	-27,5	1 500,3	1 515,1	-1,0	61,02	77,02	-26,2	Professionnel gest. fin. 2
58 261	66 337	-13,9	1 507,5	1 547,4	-2,6	38,65	42,87	-10,9	Professionnel gest. fin. 3
83 760	101 339	-21,0	1 513,7	1 529,9	-1,1	55,33	66,24	-19,7	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	126 186	-30,1	1 503,8	1 511,8	-0,5	64,51	83,47	-29,4	Analyste proc. adm./inform. 2
88 240	132 912	-50,6	1 503,0	1 526,4	-1,6	58,71	87,07	-48,3	Analyste proc. adm./inform. 3
113 868	122 563	-7,6	1 513,1	1 553,4	-2,7	75,26	78,90	-4,8	Ingénieur 2
146 954	154 350	-5,0	1 500,3	1 532,2	-2,1	97,95	100,74	-2,8	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
88 994	111 657	-25,5	1 512,2	1 528,2	-1,1	58,87	73,16	-24,3	Moyenne
61 151	70 084	-14,6	1 514,0	1 538,9	-1,7	40,39	45,54	-12,7	Techniciens
67 844	75 865	-11,8	1 488,8	1 566,9	-5,2	45,57	48,42	-6,3	Technicien en administration 1-2
60 794	62 333	-2,5 *	1 535,5	1 525,2	0,7 *	39,59	40,87	-3,2 *	Technicien en administration 3
74 665	94 903	-27,1	1 526,8	1 487,8	2,6	48,90	63,79	-30,4	Techn. documentation 1-2
55 768	69 418	-24,5	1 488,8	1 535,9	-3,2	37,46	45,20	-20,7	Techn. laboratoire 3
58 909	102 633	-74,2	1 527,5	1 547,5	-1,3 *	38,57	66,32	-72,0	Technicien en droit 1-2
62 838	67 116	-6,8	1 522,6	1 553,9	-2,1	41,27	43,19	-4,7	Technicien génie 1-2
70 564	78 429	-11,1	1 533,2	1 529,1	0,3 *	46,02	51,29	-11,4	Techn. informatique 1-2
									Techn. informatique 3
62 967	75 918	-20,6	1 519,5	1 535,8	-1,1	41,44	49,48	-19,4	Moyenne
43 313	54 371	-25,5	1 559,0	1 596,5	-2,4 *	27,78	34,06	-22,6 *	Employés de bureau
48 171	77 187	-60,2	1 537,2	1 522,9	0,9 *	31,34	50,68	-61,7	Magasinier 1
46 550	51 708	-11,1	1 531,7	1 533,6	-0,1 *	30,39	33,72	-10,9	Magasinier 2
50 149	68 527	-36,6	1 526,5	1 444,1	5,4	32,85	47,45	-44,5	Personnel soutien adm. 1
55 823	63 173	-13,2	1 536,8	1 568,3	-2,0	36,32	40,28	-10,9	Personnel soutien adm. 2
47 708	62 361	-30,7	1 548,5	1 574,9	-1,7 *	30,81	39,60	-28,5	Personnel soutien adm. 3
52 199	65 476	-25,4	1 527,3	1 511,8	1,0 *	34,18	43,31	-26,7	Personnel secrétariat 1
53 115	56 787	-6,9	1 491,2	1 578,5	-5,9	35,62	35,97	-1,0 *	Personnel secrétariat 2
59 879	58 862	1,7 *	1 491,2	1 555,8	-4,3	40,16	37,83	5,8	Préposé aux renseign. 2
44 642	48 825	-9,4	1 530,8	1 561,7	-2,0 *	29,16	31,26	-7,2 *	Préposé aux renseign. 3
									Téléphoniste-récept. 2
50 590	63 573	-25,7	1 530,4	1 514,6	1,0 *	33,06	42,06	-27,2	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Gardien 2	283	35 583	52 852	-48,5	296	254	35 878	53 105	-48,0	9 049	15 687	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	44 135	-23,7	457	592	36 121	44 727	-23,8	9 807	11 958	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	46 435	-33,1	447	243	35 346	46 678	-32,1	9 645	12 824	
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	52 622	-33,5	505	263	39 919	52 885	-32,5	10 628	15 828	
Moyenne	...	37 686	42 862	-13,7	470	305	38 156	43 166	-13,1	10 211	10 776	
Ouvriers												
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	66 112	-39,3	60	831	47 516	66 943	-40,9	10 657	20 269	
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	63 342	-33,0	603	515	48 235	63 857	-32,4	12 385	19 135	
Moyenne	...	45 495	62 755	-37,9	347	484	45 842	63 239	-38,0	11 276	20 163	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 831	56 700	-18,5	422	331	48 253	57 031	-18,2	11 467	16 736	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
44 927	68 792	-53,1	1 672,9	1 642,9	1,8	26,86	41,87	-55,9	Employés de service
45 929	56 686	-23,4	1 650,8	1 749,6	-6,0	27,82	32,40	-16,5 *	Gardien 2
44 991	59 503	-32,3	1 672,2	1 688,6	-1,0 *	26,91	35,24	-31,0	Journalier/préposé terr. 2
50 547	68 713	-35,9	1 672,2	1 653,9	1,1 *	30,23	41,55	-37,4	Préposé entretien lourd 2
48 368	53 942	-11,5	1 671,8	1 612,0	3,6	28,93	33,46	-15,7	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Moyenne
58 173	87 212	-49,9	1 646,7	1 710,0	-3,8	35,33	51,00	-44,4	Ouvriers
60 620	82 992	-36,9	1 673,1	1 770,3	-5,8	36,23	46,88	-29,4	Mécanicien véh. motor. 2
57 118	83 403	-46,0	1 680,4	1 689,1	-0,5 *	33,99	49,52	-45,7	Mécanicien entret. Millwright 2
									Moyenne
59 720	73 768	-23,5	1 551,5	1 544,1	0,5 *	38,68	47,92	-23,9	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts			
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 2	768	68 495	76 520	-11,7	509	0	69 004	76 520	-10,9	14 811	18 601	
Professionnel communic. 3	116	80 633	93 790	-16,3	89	0	80 722	93 790	-16,2	15 691	22 022	
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	79 179	-16,7	1 113	0	68 939	79 179	-14,9	15 807	17 957	
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	85 534	-12,0 *	84	0	76 456	85 534	-11,9 *	15 090	17 241	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	59 784	-26,2	182	0	47 559	59 784	-25,7	10 702	14 095	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	81 152	-17,8	391	0	69 268	81 152	-17,2	14 493	18 433	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	93 958	-16,0	203	0	81 180	93 958	-15,7	15 825	23 274	
Ingénieur 2	580	73 543	85 425	-16,2	96	0	73 639	85 425	-16,0	14 601	19 181	
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	75 534	-1,3 *	993	0	75 543	75 534	0,0 *	16 163	19 523	
Avocat et notaire 2	406	94 818	95 774	-1,0 *	645	0	95 463	95 774	-0,3 *	18 405	21 541	
Avocat et notaire 3	309	124 828	125 409	-0,5 *	137	0	124 965	125 409	-0,4 *	21 989	23 497	
Moyenne	...	73 350	82 095	-11,9	385	0	73 736	82 095	-11,3	15 089	19 106	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	54 669	-11,8	467	55	49 387	54 725	-10,8	11 764	15 514	
Technicien en administration 3	130	55 498	64 485	-16,2	55	62	55 553	64 546	-16,2	12 291	17 189	
Techn. documentation 1-2	726	48 821	53 791	-10,2	326	30	49 147	53 821	-9,5	11 648	14 895	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	55 797	-2,5	958	57	55 416	55 854	-0,8 *	13 441	14 801	
Techn. laboratoire 3	535	59 318	67 034	-13,0	1 055	8	60 373	67 041	-11,0	14 292	23 322	
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	56 558	-19,0	297	105	47 819	56 662	-18,5	11 091	16 073	
Technicien génie 3	251	55 641	63 618	-14,3	56	33	55 697	63 651	-14,3	12 279	16 114	
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	57 287	-13,3	380	52	50 929	57 339	-12,6	11 909	16 482	
Techn. informatique 3	964	56 592	65 113	-15,1	674	13	57 266	65 125	-13,7	13 298	16 041	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	55 500	-16,5	871	17	48 490	55 517	-14,5	12 184	15 111	
Moyenne	...	50 290	56 187	-11,7	521	51	50 810	56 238	-10,7	12 053	15 708	
Employés de bureau												
Préposé photocopie 2	5	33 257	41 958	-26,2	27	13	33 284	41 971	-26,1	7 981	12 893	
Magasinier 2	933	37 952	46 197	-21,7	440	2	38 391	46 199	-20,3	9 780	10 777	
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	40 564	-11,7	534	43	36 855	40 607	-10,2	9 695	12 118	
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	46 982	-17,8	322	26	40 208	47 008	-16,9	9 941	13 522	
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	50 264	-13,5	456	16	44 757	50 280	-12,3	11 066	15 832	
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	44 916	-19,0	290	13	38 042	44 930	-18,1	9 666	13 931	
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	50 781	-22,5	341	45	41 809	50 827	-21,6	10 390	13 316	
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	44 219	-2,9	30	78	42 998	44 297	-3,0	10 117	14 479	
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	46 101	-32,9	545	21	35 226	46 122	-30,9	9 416	13 458	
Moyenne	...	40 057	47 436	-18,4	375	34	40 431	47 470	-17,4	10 139	13 390	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
83 815	95 121	-13,5	1 521,1	1 503,7	1,1	55,10	63,26	-14,8	Professionnels
96 413	115 812	-20,1	1 500,3	1 520,1	-1,3	64,26	76,19	-18,6	Professionnel communic. 2
84 746	97 136	-14,6	1 543,6	1 504,1	2,6	54,90	64,58	-17,6	Professionnel communic. 3
91 546	102 774	-12,3 *	1 500,3	1 495,6	0,3 *	61,02	68,72	-12,6 *	Professionnel gest. fin. 2
58 261	73 878	-26,8	1 507,5	1 492,4	1,0 *	38,65	49,50	-28,1	Professionnel gest. fin. 3
83 760	99 585	-18,9	1 513,7	1 496,0	1,2	55,33	66,57	-20,3	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	117 232	-20,9	1 503,8	1 515,0	-0,7	64,51	77,38	-20,0	Analyste proc. adm./inform. 2
88 240	104 606	-18,5	1 503,0	1 514,3	-0,8	58,71	69,08	-17,7	Analyste proc. adm./inform. 3
91 706	95 057	-3,7	1 528,3	1 521,6	0,4	60,01	62,47	-4,1	Ingénieur 2
113 868	117 315	-3,0 *	1 513,1	1 515,4	-0,2 *	75,26	77,42	-2,9 *	Professionnel sc. phys. 2
146 954	148 906	-1,3 *	1 500,3	1 512,3	-0,8	97,95	98,46	-0,5 *	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
88 824	101 201	-13,9	1 512,4	1 504,2	0,5	58,75	67,24	-14,5	Moyenne
									Techniciens
61 151	70 239	-14,9	1 514,0	1 499,7	0,9	40,39	46,84	-16,0	Technicien en administration 1-2
67 844	81 735	-20,5	1 488,8	1 482,3	0,4 *	45,57	55,14	-21,0	Technicien en administration 3
60 794	68 717	-13,0	1 535,5	1 495,4	2,6	39,59	45,95	-16,1	Techn. documentation 1-2
68 857	70 655	-2,6	1 526,2	1 523,3	0,2 *	45,12	46,38	-2,8	Techn. laboratoire 1-2
74 665	90 363	-21,0	1 526,8	1 538,6	-0,8	48,90	58,73	-20,1	Techn. laboratoire 3
58 909	72 736	-23,5	1 527,5	1 539,7	-0,8 *	38,57	47,24	-22,5	Technicien génie 1-2
67 976	79 765	-17,3	1 488,8	1 512,0	-1,6 *	45,66	52,75	-15,5	Technicien génie 3
62 838	73 822	-17,5	1 522,6	1 517,0	0,4 *	41,27	48,66	-17,9	Techn. informatique 1-2
70 564	81 167	-15,0	1 533,2	1 511,5	1,4	46,02	53,70	-16,7	Techn. informatique 3
60 674	70 628	-16,4	1 528,1	1 532,7	-0,3 *	39,71	46,08	-16,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
62 863	71 946	-14,4	1 519,9	1 512,5	0,5 *	41,36	47,57	-15,0	Moyenne
									Employés de bureau
41 265	54 864	-33,0	1 490,3	1 585,9	-6,4	27,69	34,59	-24,9	Préposé photocopie 2
48 171	56 976	-18,3	1 537,2	1 475,2	4,0	31,34	38,62	-23,2	Magasinier 2
46 550	52 725	-13,3	1 531,7	1 496,8	2,3	30,39	35,22	-15,9	Personnel soutien adm. 1
50 149	60 530	-20,7	1 526,5	1 486,8	2,6	32,85	40,71	-23,9	Personnel soutien adm. 2
55 823	66 112	-18,4	1 536,8	1 502,2	2,3	36,32	44,01	-21,2	Personnel soutien adm. 3
47 708	58 861	-23,4	1 548,5	1 450,0	6,4	30,81	40,59	-31,8	Personnel secrétariat 1
52 199	64 142	-22,9	1 527,3	1 504,5	1,5	34,18	42,63	-24,7	Personnel secrétariat 2
53 115	58 776	-10,7	1 491,2	1 481,8	0,6 *	35,62	39,67	-11,4	Préposé aux renseign. 2
44 642	59 580	-33,5	1 530,8	1 528,2	0,2 *	29,16	38,99	-33,7	Téléphoniste-récept. 2
50 571	60 860	-20,3	1 530,4	1 494,9	2,3	33,05	40,71	-23,2	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Gardien 2	283	35 583	46 831	-31,6	296	58	35 878	46 889	-30,7	9 049	13 410	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	44 158	-23,8	457	76	36 121	44 234	-22,5	9 807	10 977	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	40 819	-17,0	447	87	35 346	40 906	-15,7	9 645	12 143	
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	45 328	-15,0	505	51	39 919	45 379	-13,7	10 628	14 941	
Moyenne	...	37 691	39 685	-5,3	470	31	38 161	39 716	-4,1	10 212	11 327	
Ouvriers												
Électricien entretien 2	374	48 052	55 351	-15,2	357	151	48 409	55 502	-14,7	11 890	17 457	
Ménisier entretien 2	295	45 831	53 134	-15,9	491	80	46 321	53 214	-14,9	11 828	15 757	
Peintre entretien 2	126	42 077	50 101	-19,1	407	143	42 484	50 244	-18,3	10 919	13 504	
Moyenne	...	45 453	51 976	-14,4	367	40	45 820	52 016	-13,5	11 334	17 236	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 729	54 121	-13,4	429	33	48 158	54 155	-12,5	11 464	14 765	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
44 927	60 299	-34,2	1 672,9	1 632,5	2,4 *	26,86	36,94	-37,5	Employés de service
45 929	55 211	-20,2	1 650,8	1 706,6	-3,4	27,82	32,35	-16,3	Gardien 2
44 991	53 049	-17,9	1 672,2	1 649,8	1,3 *	26,91	32,16	-19,5	Journalier/préposé terr. 2
50 547	60 320	-19,3	1 672,2	1 632,5	2,4	30,23	36,95	-22,2	Préposé entretien lourd 2
48 373	51 043	-5,5	1 671,9	1 599,0	4,4	28,93	31,90	-10,2	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Moyenne
60 299	72 958	-21,0	1 696,7	1 643,3	3,1	35,54	44,40	-24,9	Ouvriers
58 150	68 972	-18,6	1 683,7	1 699,9	-1,0	34,54	40,57	-17,5	Électricien entretien 2
53 403	63 749	-19,4	1 690,4	1 683,7	0,4 *	31,59	37,86	-19,8	Menuisier entretien 2
57 153	69 252	-21,2	1 682,3	1 636,0	2,8	33,97	42,39	-24,8	Peintre entretien 2
									Moyenne
59 622	68 919	-15,6	1 551,4	1 521,9	1,9	38,62	45,39	-17,5	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts		
		\$	\$	%	\$	\$	%	\$	\$	%	\$	\$
Professionnels												
Professionnel communic. 1	48	47 204	58 568	-24,1	279	0	47 483	58 568	-23,3	11 074	18 153	
Professionnel communic. 2	768	68 495	76 292	-11,4	509	0	69 004	76 292	-10,6	14 811	22 648	
Professionnel communic. 3	116	80 633	90 943	-12,8	89	0	80 722	90 943	-12,7	15 691	26 215	
Professionnel gest. fin. 1	19	45 514	66 773	-46,7	720	0	46 234	66 773	-44,4	11 888	20 478	
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	80 667	-18,9	1 113	0	68 939	80 667	-17,0	15 807	23 778	
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	99 471	-30,2	84	0	76 456	99 471	-30,1	15 090	28 319	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	67 274	-42,0	182	0	47 559	67 274	-41,5	10 702	20 368	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	79 651	-15,6	391	0	69 268	79 651	-15,0	14 493	23 535	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	95 441	-17,9	203	0	81 180	95 441	-17,6	15 825	27 384	
Ingénieur 1	195	48 246	69 786	-44,6	53	0	48 299	69 786	-44,5	10 484	21 243	
Ingénieur 2	580	73 543	101 382	-37,9	96	0	73 639	101 382	-37,7	14 601	28 255	
Ingénieur 3	382	90 519	119 860	-32,4	100	0	90 619	119 860	-32,3	16 967	32 517	
Professionnel sc. phys. 1	22	46 376	59 348	-28,0	532	0	46 908	59 348	-26,5	11 425	18 462	
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	84 841	-13,8	993	0	75 543	84 841	-12,3	16 163	24 547	
Professionnel sc. phys. 3	115	82 108	105 671	-28,7	90	0	82 198	105 671	-28,6	15 829	29 490	
Avocat et notaire 1	44	64 211	97 385	-51,7	236	0	64 447	97 385	-51,1	13 638	27 049	
Avocat et notaire 2	406	94 818	133 991	-41,3	645	0	95 463	133 991	-40,4	18 405	35 489	
Avocat et notaire 3	309	124 828	151 682	-21,5	137	0	124 965	151 682	-21,4	21 989	39 472	
Biologiste 2	162	67 775	83 782	-23,6	75	0	67 849	83 782	-23,5	13 789	24 330	
Biologiste 3	38	82 371	97 996	-19,0	91	0	82 462	97 996	-18,8	15 816	27 841	
Moyenne	...	73 368	88 763	-21,0	380	0	73 748	88 763	-20,4	15 080	25 547	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	56 657	-15,8	467	0	49 387	56 657	-14,7	11 764	17 951	
Techn. documentation 1-2	726	48 821	55 269	-13,2	326	0	49 147	55 269	-12,5	11 648	17 469	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	58 260	-7,0	958	0	55 416	58 260	-5,1	13 441	18 659	
Technicien en droit 1-2	458	45 503	65 022	-42,9	46	0	45 548	65 022	-42,8	10 220	19 634	
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	70 526	-48,4	297	0	47 819	70 526	-47,5	11 091	21 411	
Technicien génie 3	251	55 641	80 987	-45,6	56	0	55 697	80 987	-45,4	12 279	23 303	
Moyenne	...	49 615	59 219	-19,4	492	0	50 107	59 219	-18,2	11 890	18 600	
Employés de bureau												
Magasinier 1	219	34 275	46 788	-36,5	304	0	34 579	46 788	-35,3	8 734	14 711	
Magasinier 2	933	37 952	51 038	-34,5	440	0	38 391	51 038	-32,9	9 780	16 156	
Magasinier 3	29	45 664	57 790	-26,6	217	0	45 881	57 790	-26,0	11 103	18 836	
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	38 426	-5,8	534	0	36 855	38 426	-4,3	9 695	12 444	
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	47 790	-19,8	322	0	40 208	47 790	-18,9	9 941	15 309	
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	53 123	-19,9	456	0	44 757	53 123	-18,7	11 066	16 956	
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	45 453	-20,4	290	0	38 042	45 453	-19,5	9 666	14 753	
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	47 948	-15,6	341	0	41 809	47 948	-14,7	10 390	15 573	
Acheteur 2	172	43 444	52 706	-21,3	505	0	43 950	52 706	-19,9	11 085	16 762	
Moyenne	...	40 037	46 695	-16,6	386	0	40 424	46 695	-15,5	10 154	15 054	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	76 721	-31,0	1 516,7	1 609,4	-6,1	38,61	47,67	-23,5	Professionnels
83 815	98 940	-18,0	1 521,1	1 609,4	-5,8	55,10	61,47	-11,6	Professionnel communic. 1
96 413	117 159	-21,5	1 500,3	1 609,4	-7,3	64,26	72,79	-13,3	Professionnel communic. 2
58 123	87 252	-50,1	1 542,3	1 603,4	-4,0	37,68	54,42	-44,4	Professionnel communic. 3
84 746	104 445	-23,2	1 543,6	1 603,4	-3,9	54,90	65,14	-18,6	Professionnel gest. fin. 1
91 546	127 791	-39,6	1 500,3	1 603,3	-6,9	61,02	79,70	-30,6	Professionnel gest. fin. 2
58 261	87 641	-50,4	1 507,5	1 593,5	-5,7	38,65	55,00	-42,3	Professionnel gest. fin. 3
83 760	103 186	-23,2	1 513,7	1 593,5	-5,3	55,33	64,75	-17,0	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	122 825	-26,6	1 503,8	1 593,5	-6,0	64,51	77,08	-19,5	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	91 029	-54,9	1 500,3	1 606,2	-7,1	39,18	56,67	-44,6	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	129 636	-46,9	1 503,0	1 606,2	-6,9	58,71	80,71	-37,5	Ingénieur 1
107 585	152 377	-41,6	1 500,3	1 606,2	-7,1	71,71	94,87	-32,3	Ingénieur 2
58 333	77 810	-33,4	1 524,8	1 605,1	-5,3	38,26	48,48	-26,7	Ingénieur 3
91 706	109 388	-19,3	1 528,3	1 605,1	-5,0	60,01	68,15	-13,6	Professionnel sc. phys. 1
98 027	135 161	-37,9	1 500,3	1 605,1	-7,0	65,34	84,21	-28,9	Professionnel sc. phys. 2
78 084	124 434	-59,4	1 506,4	1 595,6	-5,9	51,83	77,98	-50,5	Professionnel sc. phys. 3
113 868	169 480	-48,8	1 513,1	1 595,6	-5,5	75,26	106,22	-41,1	Avocat et notaire 1
146 954	191 154	-30,1	1 500,3	1 595,6	-6,4	97,95	119,80	-22,3	Avocat et notaire 2
81 638	108 112	-32,4	1 500,3	1 605,1	-7,0	54,41	67,36	-23,8	Avocat et notaire 3
98 278	125 837	-28,0	1 500,3	1 605,1	-7,0	65,51	78,40	-19,7	Biologiste 2
									Biologiste 3
88 828	114 309	-28,7	1 512,2	1 598,8	-5,7	58,76	71,50	-21,7	Moyenne
									Techniciens
61 151	74 608	-22,0	1 514,0	1 609,4	-6,3	40,39	46,36	-14,8	Technicien en administration 1-2
60 794	72 737	-19,6	1 535,5	1 613,0	-5,0	39,59	45,09	-13,9	Techn. documentation 1-2
68 857	76 919	-11,7	1 526,2	1 607,6	-5,3	45,12	47,85	-6,0	Techn. laboratoire 1-2
55 768	84 655	-51,8	1 488,8	1 613,0	-8,3	37,46	52,48	-40,1	Technicien en droit 1-2
58 909	91 936	-56,1	1 527,5	1 607,6	-5,2	38,57	57,19	-48,3	Technicien génie 1-2
67 976	104 290	-53,4	1 488,8	1 607,6	-8,0	45,66	64,87	-42,1	Technicien génie 3
61 997	77 819	-25,5	1 517,0	1 609,3	-6,1	40,87	48,36	-18,3	Moyenne
									Employés de bureau
43 313	61 499	-42,0	1 559,0	1 709,3	-9,6	27,78	35,98	-29,5	Magasinier 1
48 171	67 194	-39,5	1 537,2	1 709,3	-11,2	31,34	39,31	-25,4	Magasinier 2
56 984	76 626	-34,5	1 552,7	1 709,3	-10,1	36,70	44,83	-22,2	Magasinier 3
46 550	50 870	-9,3	1 531,7	1 609,4	-5,1	30,39	31,61	-4,0	Personnel soutien adm. 1
50 149	63 099	-25,8	1 526,5	1 609,4	-5,4	32,85	39,21	-19,3	Personnel soutien adm. 2
55 823	70 079	-25,5	1 536,8	1 609,4	-4,7	36,32	43,54	-19,9	Personnel soutien adm. 3
47 708	60 206	-26,2	1 548,5	1 609,4	-3,9	30,81	37,41	-21,4	Personnel secrétariat 1
52 199	63 521	-21,7	1 527,3	1 609,4	-5,4	34,18	39,47	-15,5	Personnel secrétariat 2
55 035	69 467	-26,2	1 539,6	1 600,8	-4,0	35,75	43,40	-21,4	Acheteur 2
50 577	61 748	-22,1	1 531,0	1 613,9	-5,4	33,04	38,26	-15,8	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		%	\$		%	\$	
Employés de service												
Préposé buanderie 2	657	37 742	54 345	-44,0	483	0	38 224	54 345	-42,2	10 271	17 531	
Cuisinier 1	13	41 673	54 743	-31,4	233	0	41 906	54 743	-30,6	10 569	17 550	
Cuisinier 2	982	43 614	55 519	-27,3	521	0	44 135	55 519	-25,8	11 433	17 819	
Cuisinier 3	22	45 353	58 692	-29,4	169	0	45 522	58 692	-28,9	10 690	18 313	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	44 375	-24,4	457	0	36 121	44 375	-22,8	9 807	13 513	
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	40 715	-8,5	474	0	37 995	40 715	-7,2	10 202	14 411	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	50 696	-45,3	447	0	35 346	50 696	-43,4	9 645	17 331	
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	39 925	-8,8	468	0	37 147	39 925	-7,5	10 033	13 520	
Moyenne	...	37 621	43 782	-16,4	474	0	38 095	43 782	-14,9	10 219	14 804	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	46 009	-19,1	422	0	39 059	46 009	-17,8	10 219	14 017	
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	48 546	-16,4	343	0	42 056	48 546	-15,4	10 748	14 801	
Électricien entretien 2	374	48 052	63 436	-32,0	357	0	48 409	63 436	-31,0	11 890	18 606	
Électricien entretien 3	62	50 428	66 430	-31,7	596	0	51 024	66 430	-30,2	12 870	19 436	
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	58 496	-30,4	124	0	44 999	58 496	-30,0	10 398	17 438	
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	60 955	-28,4	60	0	47 516	60 955	-28,3	10 657	18 057	
Menuisier entretien 2	295	45 831	60 845	-32,8	491	0	46 321	60 845	-31,4	11 828	17 994	
Machiniste 2	43	47 456	57 541	-21,3	376	0	47 832	57 541	-20,3	11 927	17 212	
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	50 631	-20,5	25	0	42 056	50 631	-20,4	9 227	15 420	
Moyenne	...	45 514	57 834	-27,1	295	0	45 809	57 834	-26,2	11 121	17 227	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 711	56 646	-18,7	419	0	48 129	56 646	-17,7	11 428	17 680	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
48 495	71 875	-48,2	1 672,2	1 709,3	-2,2	29,00	42,05	-45,0	Employés de service
52 476	72 293	-37,8	1 715,8	1 709,3	0,4	30,58	42,29	-38,3	Préposé buanderie 2
55 568	73 337	-32,0	1 671,1	1 709,3	-2,3	33,25	42,91	-29,0	Cuisinier 1
56 211	77 005	-37,0	1 679,8	1 709,3	-1,8	33,46	45,05	-34,6	Cuisinier 2
45 929	57 888	-26,0	1 650,8	1 709,3	-3,5	27,82	33,87	-21,7	Cuisinier 3
48 197	55 126	-14,4	1 672,0	1 709,3	-2,2	28,83	32,25	-11,9	Journalier/préposé terr. 2
44 991	68 027	-51,2	1 672,2	1 602,5	4,2	26,91	42,45	-57,8	Préposé cuisine/café. 2
47 180	53 445	-13,3	1 672,4	1 709,3	-2,2	28,21	31,27	-10,8	Préposé entretien lourd 2
48 313	58 585	-21,3	1 671,8	1 701,8	-1,8	28,90	34,46	-19,3	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
									Ouvriers
49 278	60 027	-21,8	1 679,8	1 709,3	-1,8	29,33	35,12	-19,7	Conducteur véh. légers 2
52 804	63 347	-20,0	1 699,9	1 709,3	-0,5	31,06	37,06	-19,3	Conducteur véh. lourds 2
60 299	82 042	-36,1	1 696,7	1 709,3	-0,7	35,54	48,00	-35,1	Électricien entretien 2
63 894	85 866	-34,4	1 668,7	1 709,3	-2,4	38,29	50,24	-31,2	Électricien entretien 3
55 396	75 933	-37,1	1 659,9	1 709,3	-3,0	33,37	44,42	-33,1	Mécanicien véh. motor. 1
58 173	79 013	-35,8	1 646,7	1 709,3	-3,8	35,33	46,23	-30,9	Mécanicien véh. motor. 2
58 150	78 838	-35,6	1 683,7	1 709,3	-1,5	34,54	46,12	-33,6	Menuisier entretien 2
59 758	74 753	-25,1	1 697,7	1 709,3	-0,7	35,20	43,73	-24,2	Machiniste 2
51 283	66 050	-28,8	1 629,5	1 709,3	-4,9	31,47	38,64	-22,8	Conducteur d'équip. lourds 2
56 930	75 062	-31,8	1 675,4	1 709,3	-2,0	33,97	43,91	-29,3	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
59 557	74 326	-24,8	1 550,9	1 626,8	-4,9	38,60	45,83	-18,7	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts		
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	48	47 204	56 874	-20,5	279	53	47 483	56 928	-19,9	11 074	17 581
Professionnel communic. 2	768	68 495	78 021	-13,9	509	466	69 004	78 487	-13,7	14 811	22 738
Professionnel communic. 3	116	80 633	92 300	-14,5	89	24	80 722	92 324	-14,4	15 691	26 152
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	72 809	-7,3	1 113	263	68 939	73 072	-6,0	15 807	19 603
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	93 709	-22,7	84	155	76 456	93 864	-22,8	15 090	26 619
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	62 581	-32,1	182	49	47 559	62 630	-31,7	10 702	18 803
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	79 080	-14,8	391	303	69 268	79 382	-14,6	14 493	22 978
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	95 691	-18,2	203	72	81 180	95 763	-18,0	15 825	28 430
Ingénieur 1	195	48 246	64 797	-34,3	53	27	48 299	64 825	-34,2	10 484	22 221
Ingénieur 2	580	73 543	95 947	-30,5	96	306	73 639	96 253	-30,7	14 601	32 222
Ingénieur 3	382	90 519	117 186	-29,5	100	141	90 619	117 327	-29,5	16 967	36 474
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	82 332	-10,4	993	175	75 543	82 507	-9,2	16 163	23 724
Avocat et notaire 1	44	64 211	92 488	-44,0	236	17	64 447	92 505	-43,5	13 638	25 434
Avocat et notaire 2	406	94 818	114 678	-20,9	645	607	95 463	115 284	-20,8	18 405	31 894
Avocat et notaire 3	309	124 828	133 515	-7,0	137	216	124 965	133 731	-7,0	21 989	30 865
Moyenne	...	73 368	86 222	-17,5	380	250	73 748	86 472	-17,3	15 080	25 244
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	56 008	-14,5	467	192	49 387	56 201	-13,8	11 764	18 203
Technicien en administration 3	130	55 498	65 415	-17,9	55	361	55 553	65 776	-18,4	12 291	19 528
Techn. documentation 1-2	726	48 821	52 034	-6,6	326	459	49 147	52 493	-6,8	11 648	17 321
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	60 225	-10,6	958	365	55 416	60 590	-9,3	13 441	17 730
Techn. laboratoire 3	535	59 318	65 346	-10,2	1 055	257	60 373	65 603	-8,7	14 292	20 034
Technicien en droit 1-2	458	45 503	61 120	-34,3	46	222	45 548	61 343	-34,7	10 220	20 087
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	72 687	-53,0	297	266	47 819	72 952	-52,6	11 091	25 562
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	57 437	-13,6	380	328	50 929	57 765	-13,4	11 909	17 556
Techn. informatique 3	964	56 592	67 155	-18,7	674	621	57 266	67 776	-18,4	13 298	17 652
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	54 357	-11,3 *	564	410	49 419	54 767	-10,8 *	11 998	18 761
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	74 850	-57,2	871	918	48 490	75 768	-56,3	12 184	24 049
Moyenne	...	50 297	60 033	-19,4	520	308	50 817	60 341	-18,7	12 054	19 176
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	5	33 257	45 949	-38,2	27	72	33 284	46 021	-38,3	7 981	11 553
Magasinier 1	219	34 275	51 448	-50,1	304	237	34 579	51 686	-49,5	8 734	17 017
Magasinier 2	933	37 952	56 607	-49,2	440	418	38 391	57 026	-48,5	9 780	20 581
Magasinier 3	29	45 664	62 831	-37,6	217	238	45 881	63 069	-37,5	11 103	30 368
Op. duplicateur 1-2	78	36 971	55 378	-49,8	234	565	37 205	55 943	-50,4	9 261	18 756
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	41 696	-14,8	534	344	36 855	42 040	-14,1	9 695	17 234
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	49 010	-22,9	322	151	40 208	49 161	-22,3	9 941	16 147
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	53 142	-20,0	456	102	44 757	53 244	-19,0	11 066	17 609
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	46 400	-22,9	290	264	38 042	46 664	-22,7	9 666	14 873
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	49 769	-20,0	341	314	41 809	50 083	-19,8	10 390	16 990
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	47 685	-11,0	30	282	42 998	47 967	-11,6	10 117	16 540
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	52 563	-8,5 *	34	238	48 458	52 801	-9,0 *	11 421	13 795
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	58 538	-35,1	35	538	43 375	59 075	-36,2	10 453	22 106
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	42 607	-22,9	545	203	35 226	42 810	-21,5	9 416	12 409
Acheteur 2	172	43 444	53 459	-23,1	505	189	43 950	53 648	-22,1	11 085	15 757
Moyenne	...	40 075	48 609	-21,3	374	262	40 449	48 871	-20,8	10 143	16 871

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	74 509	-27,2	1 516,7	1 596,8	-5,3	38,61	46,66	-20,9	Professionnels
83 815	101 225	-20,8	1 521,1	1 551,9	-2,0	55,10	65,23	-18,4	Professionnel communic. 1
96 413	118 476	-22,9	1 500,3	1 594,1	-6,3	64,26	74,32	-15,7	Professionnel communic. 2
84 746	92 675	-9,4	1 543,6	1 540,7	0,2 *	54,90	60,15	-9,6	Professionnel communic. 3
91 546	120 483	-31,6	1 500,3	1 543,2	-2,9	61,02	78,07	-28,0	Professionnel gest. fin. 2
58 261	81 433	-39,8	1 507,5	1 578,3	-4,7	38,65	51,59	-33,5	Professionnel gest. fin. 3
83 760	102 360	-22,2	1 513,7	1 545,1	-2,1	55,33	66,25	-19,7	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	124 192	-28,0	1 503,8	1 543,4	-2,6	64,51	80,47	-24,7	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	87 046	-48,1	1 500,3	1 641,6	-9,4	39,18	53,02	-35,3	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	128 475	-45,6	1 503,0	1 562,1	-3,9	58,71	82,25	-40,1	Ingénieur 1
107 585	153 801	-43,0	1 500,3	1 571,8	-4,8	71,71	97,85	-36,5	Ingénieur 2
91 706	106 231	-15,8	1 528,3	1 603,5	-4,9	60,01	66,25	-10,4 *	Ingénieur 3
78 084	117 940	-51,0	1 506,4	1 592,4	-5,7	51,83	74,06	-42,9	Professionnel sc. phys. 2
113 868	147 179	-29,3	1 513,1	1 552,9	-2,6	75,26	94,78	-25,9	Avocat et notaire 1
146 954	164 596	-12,0	1 500,3	1 541,8	-2,8	97,95	106,76	-9,0	Avocat et notaire 2
88 828	111 716	-25,8	1 512,2	1 557,1	-3,0	58,76	71,78	-22,2	Avocat et notaire 3
									Moyenne
									Techniciens
61 151	74 403	-21,7	1 514,0	1 560,2	-3,1	40,39	47,69	-18,1	Technicien en administration 1-2
67 844	85 304	-25,7	1 488,8	1 533,1	-3,0	45,57	55,64	-22,1	Technicien en administration 3
60 794	69 815	-14,8	1 535,5	1 488,4	3,1	39,59	46,91	-18,5	Techn. documentation 1-2
68 857	78 319	-13,7	1 526,2	1 625,5	-6,5	45,12	48,18	-6,8 *	Techn. laboratoire 1-2
74 665	85 638	-14,7	1 526,8	1 579,5	-3,5 *	48,90	54,22	-10,9 *	Techn. laboratoire 3
55 768	81 430	-46,0	1 488,8	1 562,5	-5,0	37,46	52,11	-39,1	Technicien en droit 1-2
58 909	98 514	-67,2	1 527,5	1 668,9	-9,3	38,57	59,03	-53,1	Technicien génie 1-2
62 838	75 321	-19,9	1 522,6	1 605,1	-5,4	41,27	46,93	-13,7	Techn. informatique 1-2
70 564	85 428	-21,1	1 533,2	1 536,2	-0,2 *	46,02	55,61	-20,8	Techn. informatique 3
61 417	73 528	-19,7	1 539,2	1 554,7	-1,0 *	39,90	47,29	-18,5	Technicien en loisir 1-2
60 674	99 817	-64,5	1 528,1	1 496,1	2,1	39,71	66,72	-68,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
62 871	79 517	-26,5	1 519,8	1 574,2	-3,6	41,36	50,52	-22,1	Moyenne
									Employés de bureau
41 265	57 574	-39,5	1 490,3	1 633,9	-9,6	27,69	35,24	-27,3	Préposé photocopie 2
43 313	68 703	-58,6	1 559,0	1 718,9	-10,3	27,78	39,97	-43,9	Magasinier 1
48 171	77 607	-61,1	1 537,2	1 653,9	-7,6	31,34	46,92	-49,7	Magasinier 2
56 984	93 437	-64,0	1 552,7	1 661,8	-7,0	36,70	56,23	-53,2	Magasinier 3
46 467	74 699	-60,8	1 542,1	1 585,8	-2,8	30,13	47,11	-56,3	Op. duplicateur 1-2
46 550	59 274	-27,3	1 531,7	1 516,1	1,0	30,39	39,10	-28,6	Personnel soutien adm. 1
50 149	65 308	-30,2	1 526,5	1 534,0	-0,5 *	32,85	42,57	-29,6	Personnel soutien adm. 2
55 823	70 853	-26,9	1 536,8	1 588,2	-3,3	36,32	44,61	-22,8	Personnel soutien adm. 3
47 708	61 537	-29,0	1 548,5	1 469,3	5,1	30,81	41,88	-35,9	Personnel secrétariat 1
52 199	67 073	-28,5	1 527,3	1 495,5	2,1	34,18	44,85	-31,2	Personnel secrétariat 2
53 115	64 507	-21,4	1 491,2	1 557,5	-4,4	35,62	41,42	-16,3	Préposé aux renseign. 2
59 879	66 596	-11,2 *	1 491,2	1 584,0	-6,2	40,16	42,04	-4,7 *	Préposé aux renseign. 3
53 828	81 181	-50,8	1 612,1	1 686,2	-4,6	33,39	48,14	-44,2	Préposé télécomm. 1-2
44 642	55 219	-23,7	1 530,8	1 591,5	-4,0	29,16	34,70	-19,0	Téléphoniste-récept. 2
55 035	69 405	-26,1	1 539,6	1 618,7	-5,1	35,75	42,88	-20,0	Acheteur 2
50 592	65 742	-29,9	1 530,6	1 529,9	0,0 *	33,06	42,96	-30,0	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Préposé buanderie 2	657	37 742	46 166	-22,3	483	171	38 224	46 338	-21,2	10 271	11 516	
Concierge 2	2 191	39 438	47 541	-20,5	221	335	39 660	47 876	-20,7	10 077	15 004	
Cuisinier 1	13	41 673	47 153	-13,2	233	169	41 906	47 323	-12,9	10 569	10 804	
Cuisinier 2	982	43 614	45 951	-5,4 *	521	254	44 135	46 206	-4,7 *	11 433	10 676	
Gardien 2	283	35 583	36 584	-2,8	296	191	35 878	36 775	-2,5	9 049	5 929	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	47 884	-34,3	457	713	36 121	48 597	-34,5	9 807	14 744	
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	34 450	8,2	474	179	37 995	34 628	8,9	10 202	7 950	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	35 953	-3,0 *	447	116	35 346	36 070	-2,0 *	9 645	7 872	
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	50 295	-27,6	505	273	39 919	50 568	-26,7	10 628	14 857	
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	38 814	-5,8 *	468	151	37 147	38 965	-4,9 *	10 033	8 703	
Moyenne	...	38 006	41 115	-8,2	426	213	38 433	41 327	-7,5 *	10 191	10 342	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	51 795	-34,1	422	122	39 059	51 918	-32,9	10 219	15 397	
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	53 398	-28,0	343	282	42 056	53 680	-27,6	10 748	13 461	
Électricien entretien 2	374	48 052	69 645	-44,9	357	255	48 409	69 900	-44,4	11 890	28 043	
Électricien entretien 3	62	50 428	67 765	-34,4	596	51	51 024	67 816	-32,9	12 870	21 838	
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	52 298	-16,5 *	124	214	44 999	52 512	-16,7 *	10 398	13 149	
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	64 515	-35,9	60	542	47 516	65 057	-36,9	10 657	21 981	
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	68 104	-43,0	603	122	48 235	68 226	-41,4	12 385	24 346	
Menuisier entretien 2	295	45 831	62 844	-37,1	491	582	46 321	63 426	-36,9	11 828	23 854	
Ouvrier de voirie 2	157	36 583	52 338	-43,1	22	508	36 604	52 846	-44,4	8 010	23 547	
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	61 983	-36,7	348	200	45 684	62 182	-36,1	11 359	24 345	
Peintre entretien 2	126	42 077	62 334	-48,1	407	691	42 484	63 026	-48,4	10 919	25 914	
Machiniste 2	43	47 456	69 665	-46,8	376	271	47 832	69 937	-46,2	11 927	24 321	
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	56 992	-35,6	25	371	42 056	57 363	-36,4	9 227	24 475	
Moyenne	...	45 529	62 828	-38,0	319	300	45 848	63 128	-37,7	11 175	24 268	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 442	56 475	-19,0	418	266	47 860	56 740	-18,6	11 410	17 971	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
48 495	57 854	-19,3	1 672,2	1 723,9	-3,1 *	29,00	33,56	-15,7	Employés de service
49 736	62 880	-26,4	1 715,8	1 727,9	-0,7 *	28,99	36,39	-25,5	Préposé buanderie 2
52 476	58 127	-10,8 *	1 715,8	1 794,4	-4,6	30,58	32,39	-5,9 *	Concierge 2
55 568	56 882	-2,4 *	1 671,1	1 716,6	-2,7	33,25	33,14	0,3 *	Cuisinier 1
44 927	42 703	4,9	1 672,9	1 861,6	-11,3	26,86	22,94	14,6	Cuisinier 2
45 929	63 341	-37,9	1 650,8	1 718,9	-4,1	27,82	36,85	-32,4	Gardien 2
48 197	42 579	11,7	1 672,0	1 782,1	-6,6	28,83	23,89	17,1	Journalier/préposé terr. 2
44 991	43 942	2,3 *	1 672,2	1 725,3	-3,2	26,91	25,47	5,3	Préposé cuisine/café. 2
50 547	65 424	-29,4	1 672,2	1 739,3	-4,0	30,23	37,62	-24,4	Préposé entretien lourd 2
47 180	47 668	-1,0 *	1 672,4	1 723,6	-3,1	28,21	27,66	2,0 *	Ouvrier entret. Mainten. 2
48 624	51 669	-6,3 *	1 679,7	1 739,5	-3,6	28,95	29,75	-2,8 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
49 278	67 315	-36,6	1 679,8	1 744,2	-3,8	29,33	38,59	-31,6	Ouvriers
52 804	67 141	-27,2	1 699,9	1 862,9	-9,6	31,06	36,04	-16,0	Conducteur véh. légers 2
60 299	97 943	-62,4	1 696,7	1 719,8	-1,4 *	35,54	56,95	-60,2	Conducteur véh. lourds 2
63 894	89 654	-40,3	1 668,7	1 741,2	-4,3	38,29	51,49	-34,5	Électricien entretien 2
55 396	65 661	-18,5 *	1 659,9	1 831,1	-10,3	33,37	35,86	-7,4 *	Électricien entretien 3
58 173	87 037	-49,6	1 646,7	1 711,3	-3,9	35,33	50,86	-44,0	Mécanicien véh. motor. 1
60 620	92 572	-52,7	1 673,1	1 750,6	-4,6	36,23	52,88	-46,0	Mécanicien véh. motor. 2
58 150	87 281	-50,1	1 683,7	1 688,8	-0,3 *	34,54	51,68	-49,6	Mécanicien entret. Millwright 2
44 614	76 392	-71,2	1 629,5	1 640,2	-0,7 *	27,38	46,58	-70,1	Menuisier entretien 2
57 044	86 528	-51,7	1 701,0	1 660,2	2,4	33,54	52,12	-55,4	Ouvrier de voirie 2
53 403	88 940	-66,5	1 690,4	1 654,7	2,1	31,59	53,75	-70,1	Ouvrier cert. Entretien 2
59 758	94 258	-57,7	1 697,7	1 744,8	-2,8	35,20	54,02	-53,5	Peintre entretien 2
51 283	81 839	-59,6	1 629,5	1 647,9	-1,1 *	31,47	49,66	-57,8	Machiniste 2
57 024	87 395	-53,3	1 676,4	1 692,8	-1,0	34,01	51,72	-52,1	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
59 270	74 712	-26,1	1 558,7	1 590,0	-2,0	38,24	47,29	-23,7	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts		
											\$	%
Professionnels												
Professionnel communic. 1	48	47 204	53 181	-12,7	279	16	47 483	53 197	-12,0	11 074	11 190	
Professionnel communic. 2	768	68 495	70 145	-2,4 *	509	74	69 004	70 219	-1,8 *	14 811	17 889	
Professionnel communic. 3	116	80 633	100 357	-24,5	89	61	80 722	100 417	-24,4	15 691	26 654	
Professionnel gest. fin. 1	19	45 514	48 880	-7,4	720	2	46 234	48 882	-5,7	11 888	10 438	
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	76 321	-12,5	1 113	35	68 939	76 356	-10,8	15 807	17 462	
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	101 027	-32,3	84	36	76 456	101 063	-32,2	15 090	26 375	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	60 672	-28,1	182	18	47 559	60 690	-27,6	10 702	16 339	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	78 775	-14,4	391	43	69 268	78 817	-13,8	14 493	18 728	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	100 600	-24,2	203	28	81 180	100 629	-24,0	15 825	23 100	
Ingénieur 1	195	48 246	59 079	-22,5	53	57	48 299	59 137	-22,4	10 484	12 488	
Ingénieur 2	580	73 543	81 139	-10,3	96	38	73 639	81 177	-10,2	14 601	17 988	
Ingénieur 3	382	90 519	114 344	-26,3	100	80	90 619	114 424	-26,3	16 967	23 532	
Professionnel sc. phys. 1	22	46 376	59 764	-28,9	532	118	46 908	59 882	-27,7	11 425	14 932	
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	71 233	4,4 *	993	15	75 543	71 248	5,7	16 163	15 540	
Professionnel sc. phys. 3	115	82 108	97 952	-19,3	90	153	82 198	98 105	-19,4	15 829	20 831	
Avocat et notaire 1	44	64 211	64 104	0,2 *	236	0	64 447	64 104	0,5 *	13 638	13 961	
Avocat et notaire 2	406	94 818	99 667	-5,1	645	193	95 463	99 860	-4,6	18 405	23 717	
Avocat et notaire 3	309	124 828	128 445	-2,9 *	137	98	124 965	128 543	-2,9 *	21 989	32 948	
Biologiste 1	7	46 402	48 131	-3,7 *	51	134	46 453	48 265	-3,9 *	10 171	9 839	
Biologiste 2	162	67 775	59 090	12,8	75	78	67 849	59 167	12,8	13 789	12 037	
Moyenne	...	73 368	81 856	-11,6	380	60	73 748	81 916	-11,1	15 080	18 984	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	51 581	-5,4	467	51	49 387	51 632	-4,5	11 764	12 383	
Technicien en administration 3	130	55 498	66 266	-19,4	55	155	55 553	66 422	-19,6	12 291	14 629	
Techn. documentation 1-2	726	48 821	50 995	-4,5 *	326	3	49 147	50 997	-3,8 *	11 648	15 511	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	51 070	6,2 *	958	95	55 416	51 166	7,7	13 441	13 489	
Techn. laboratoire 3	535	59 318	64 929	-9,5	1 055	185	60 373	65 114	-7,9	14 292	19 789	
Technicien en droit 1-2	458	45 503	63 105	-38,7	46	28	45 548	63 133	-38,6	10 220	14 466	
Technicien en droit 3	20	55 651	93 561	-68,1	56	0	55 707	93 561	-68,0	12 322	20 685	
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	64 314	-35,3	297	51	47 819	64 365	-34,6	11 091	15 380	
Technicien génie 3	251	55 641	89 564	-61,0	56	89	55 697	89 653	-61,0	12 279	17 688	
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	49 297	2,5 *	380	31	50 929	49 327	3,1 *	11 909	9 945	
Techn. informatique 3	964	56 592	66 820	-18,1	674	40	57 266	66 860	-16,8	13 298	11 584	
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	47 026	3,7 *	564	658	49 419	47 684	3,5 *	11 998	8 173	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	61 327	-28,8	871	14	48 490	61 342	-26,5	12 184	19 813	
Moyenne	...	50 298	54 716	-8,8	520	77	50 818	54 793	-7,8	12 054	13 084	
Employés de bureau												
Magasinier 1	219	34 275	32 013	6,6 *	304	48	34 579	32 061	7,3 *	8 734	5 306	
Magasinier 2	933	37 952	49 506	-30,4	440	72	38 391	49 578	-29,1	9 780	11 459	
Magasinier 3	29	45 664	66 772	-46,2	217	106	45 881	66 878	-45,8	11 103	14 934	
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	36 027	0,8 *	534	62	36 855	36 089	2,1 *	9 695	8 482	
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	41 513	-4,1	322	49	40 208	41 562	-3,4	9 941	9 512	
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	50 783	-14,6	456	71	44 757	50 854	-13,6	11 066	10 785	
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	44 673	-18,3	290	45	38 042	44 718	-17,5	9 666	9 965	
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	50 176	-21,0	341	55	41 809	50 231	-20,1	10 390	13 125	
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	38 217	11,1	30	14	42 998	38 231	11,1	10 117	9 291	
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	51 909	-7,2 *	34	36	48 458	51 945	-7,2 *	11 421	12 825	
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	45 595	-5,2 *	35	30	43 375	45 625	-5,2 *	10 453	8 748	
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	36 572	-5,5	545	55	35 226	36 627	-4,0 *	9 416	8 060	
Acheteur 2	172	43 444	49 643	-14,3	505	109	43 950	49 751	-13,2	11 085	9 935	
Moyenne	...	40 063	44 788	-11,8	374	56	40 437	44 844	-10,9	10 140	10 713	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	64 387	-10,0	1 516,7	1 661,3	-9,5	38,61	38,76	-0,4 *	Professionnels
83 815	88 108	-5,1 *	1 521,1	1 654,7	-8,8	55,10	53,25	3,4 *	Professionnel communic. 1
96 413	127 071	-31,8	1 500,3	1 653,1	-10,2	64,26	76,87	-19,6	Professionnel communic. 2
58 123	59 320	-2,1 *	1 542,3	1 752,7	-13,6	37,68	33,85	10,2	Professionnel communic. 3
84 746	93 818	-10,7	1 543,6	1 712,3	-10,9	54,90	54,79	0,2 *	Professionnel gest. fin. 1
91 546	127 438	-39,2	1 500,3	1 642,5	-9,5	61,02	77,59	-27,2	Professionnel gest. fin. 2
58 261	77 028	-32,2	1 507,5	1 658,7	-10,0	38,65	46,44	-20,2	Professionnel gest. fin. 3
83 760	97 545	-16,5	1 513,7	1 706,4	-12,7	55,33	57,16	-3,3	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	123 729	-27,5	1 503,8	1 690,4	-12,4	64,51	73,19	-13,5	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	71 625	-21,8	1 500,3	1 752,0	-16,8	39,18	40,88	-4,3	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	99 165	-12,4	1 503,0	1 758,0	-17,0	58,71	56,41	3,9 *	Ingénieur 1
107 585	137 956	-28,2	1 500,3	1 725,1	-15,0	71,71	79,97	-11,5	Ingénieur 2
58 333	74 814	-28,3	1 524,8	1 756,9	-15,2	38,26	42,58	-11,3 *	Ingénieur 3
91 706	86 789	5,4	1 528,3	1 713,0	-12,1	60,01	50,66	15,6	Professionnel sc. phys. 1
98 027	118 936	-21,3	1 500,3	1 681,4	-12,1	65,34	70,74	-8,3	Professionnel sc. phys. 2
78 084	78 065	0,0 *	1 506,4	1 699,6	-12,8	51,83	45,93	11,4	Professionnel sc. phys. 3
113 868	123 577	-8,5	1 513,1	1 653,8	-9,3	75,26	74,72	0,7 *	Avocat et notaire 1
146 954	161 491	-9,9	1 500,3	1 639,1	-9,2	97,95	98,53	-0,6 *	Avocat et notaire 2
56 624	58 104	-2,6 *	1 500,3	1 725,0	-15,0	37,74	33,68	10,8	Avocat et notaire 3
81 638	71 204	12,8	1 500,3	1 733,3	-15,5	54,41	41,08	24,5	Biologiste 1
88 828	100 900	-13,6	1 512,2	1 701,2	-12,5	58,76	59,40	-1,1 *	Biologiste 2
									Moyenne
									Techniciens
61 151	64 015	-4,7	1 514,0	1 702,1	-12,4	40,39	37,61	6,9	Technicien en administration 1-2
67 844	81 051	-19,5	1 488,8	1 673,8	-12,4	45,57	48,42	-6,3	Technicien en administration 3
60 794	66 508	-9,4 *	1 535,5	1 598,3	-4,1	39,59	41,61	-5,1 *	Techn. documentation 1-2
68 857	64 655	6,1 *	1 526,2	1 783,7	-16,9	45,12	36,25	19,7	Techn. laboratoire 1-2
74 665	84 903	-13,7	1 526,8	1 730,4	-13,3	48,90	49,07	-0,3 *	Techn. laboratoire 3
55 768	77 599	-39,1	1 488,8	1 633,3	-9,7	37,46	47,51	-26,8	Technicien en droit 1-2
68 029	114 246	-67,9	1 488,8	1 576,0	-5,9	45,69	72,49	-58,6	Technicien en droit 3
58 909	79 744	-35,4	1 527,5	1 757,1	-15,0	38,57	45,38	-17,7	Technicien génie 1-2
67 976	107 341	-57,9	1 488,8	1 726,0	-15,9	45,66	62,19	-36,2	Technicien génie 3
62 838	59 273	5,7 *	1 522,6	1 737,7	-14,1	41,27	34,11	17,3	Techn. informatique 1-2
70 564	78 444	-11,2	1 533,2	1 737,0	-13,3	46,02	45,16	1,9 *	Techn. informatique 3
61 417	55 857	9,1 *	1 539,2	1 673,9	-8,8	39,90	33,37	16,4 *	Technicien en loisir 1-2
60 674	81 155	-33,8	1 528,1	1 803,7	-18,0	39,71	44,99	-13,3 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
62 872	67 877	-8,0	1 519,8	1 719,3	-13,1	41,36	39,48	4,6	Moyenne
									Employés de bureau
43 313	37 367	13,7 *	1 559,0	1 844,7	-18,3	27,78	20,26	27,1	Magasinier 1
48 171	61 037	-26,7	1 537,2	1 800,4	-17,1	31,34	33,90	-8,2	Magasinier 2
56 984	81 813	-43,6	1 552,7	1 797,5	-15,8	36,70	45,52	-24,0	Magasinier 3
46 550	44 571	4,3 *	1 531,7	1 733,7	-13,2	30,39	25,71	15,4	Personnel soutien adm. 1
50 149	51 074	-1,8 *	1 526,5	1 728,8	-13,2	32,85	29,54	10,1	Personnel soutien adm. 2
55 823	61 639	-10,4	1 536,8	1 763,6	-14,8	36,32	34,95	3,8 *	Personnel soutien adm. 3
47 708	54 683	-14,6	1 548,5	1 678,0	-8,4	30,81	32,59	-5,8 *	Personnel secrétariat 1
52 199	63 356	-21,4	1 527,3	1 662,9	-8,9	34,18	38,10	-11,5	Personnel secrétariat 2
53 115	47 522	10,5	1 491,2	1 783,5	-19,6	35,62	26,64	25,2	Préposé aux renseign. 2
59 879	64 770	-8,2 *	1 491,2	1 769,2	-18,6	40,16	36,61	8,8 *	Préposé aux renseign. 3
53 828	54 373	-1,0 *	1 612,1	1 843,6	-14,4	33,39	29,49	11,7	Préposé télécomm. 1-2
44 642	44 687	-0,1 *	1 530,8	1 726,6	-12,8	29,16	25,88	11,2	Téléphoniste-récept. 2
55 035	59 686	-8,5 *	1 539,6	1 781,6	-15,7	35,75	33,50	6,3 *	Acheteur 2
50 578	55 558	-9,8	1 530,4	1 714,5	-12,0	33,05	32,49	1,7 *	Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts			
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 191	39 438	36 739	6,8	221	30	39 660	36 770	7,3	10 077	8 147	
Cuisinier 1	13	41 673	29 012	30,4	233	4	41 906	29 016	30,8	10 569	5 719	
Cuisinier 2	982	43 614	39 281	9,9	521	87	44 135	39 368	10,8	11 433	7 897	
Cuisinier 3	22	45 353	49 679	-9,5 *	169	20	45 522	49 699	-9,2 *	10 690	9 956	
Gardien 2	283	35 583	35 901	-0,9 *	296	57	35 878	35 958	-0,2 *	9 049	5 366	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	39 429	-10,6	457	113	36 121	39 542	-9,5	9 807	7 387	
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	24 008	36,0	474	20	37 995	24 028	36,8	10 202	4 190	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	27 269	21,9	447	26	35 346	27 295	22,8	9 645	7 278	
Ouvrier entret. Maint. 2	400	39 414	42 386	-7,5 *	505	3	39 919	42 389	-6,2 *	10 628	9 718	
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	29 071	20,7	468	68	37 147	29 139	21,6	10 033	6 128	
Moyenne	...	38 006	31 430	17,3	426	44	38 433	31 473	18,1	10 191	6 448	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	31 824	17,6	422	32	39 059	31 856	18,4	10 219	6 572	
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	45 155	-8,3	343	57	42 056	45 212	-7,5	10 748	9 350	
Électricien entretien 2	374	48 052	55 883	-16,3	357	102	48 409	55 985	-15,6	11 890	11 583	
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	42 079	6,2 *	124	106	44 999	42 186	6,3 *	10 398	9 353	
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	53 308	-12,3	60	135	47 516	53 443	-12,5	10 657	11 170	
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	51 711	-8,6 *	603	97	48 235	51 808	-7,4 *	12 385	12 604	
Menuisier entretien 2	295	45 831	41 795	8,8 *	491	37	46 321	41 832	9,7 *	11 828	8 463	
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	52 570	-16,0	348	13	45 684	52 582	-15,1	11 359	10 614	
Peintre entretien 2	126	42 077	44 174	-5,0 *	407	91	42 484	44 265	-4,2 *	10 919	8 871	
Machiniste 2	43	47 456	49 409	-4,1 *	376	56	47 832	49 465	-3,4 *	11 927	11 456	
Moyenne	...	45 773	49 973	-9,2	354	57	46 127	50 030	-8,5	11 368	10 665	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 466	50 693	-6,8	421	60	47 887	50 753	-6,0	11 421	11 791	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
49 736	44 917	9,7	1 715,8	1 819,0	-6,0	28,99	24,69	14,8	Employés de service
52 476	34 735	33,8	1 715,8	1 834,0	-6,9	30,58	18,94	38,1	Concierge 2
55 568	47 264	14,9	1 671,1	1 830,6	-9,5	33,25	25,82	22,4	Cuisinier 1
56 211	59 655	-6,1 *	1 679,8	1 888,8	-12,4	33,46	31,58	5,6 *	Cuisinier 2
44 927	41 324	8,0	1 672,9	1 849,6	-10,6	26,86	22,34	16,8	Cuisinier 3
45 929	46 929	-2,2 *	1 650,8	1 830,5	-10,9	27,82	25,64	7,9	Gardien 2
48 197	28 218	41,5	1 672,0	1 748,7	-4,6	28,83	16,14	44,0	Journalier/préposé terr. 2
44 991	34 573	23,2	1 672,2	1 685,5	-0,8 *	26,91	20,51	23,8	Préposé cuisine/café. 2
50 547	52 107	-3,1 *	1 672,2	1 760,3	-5,3	30,23	29,60	2,1 *	Préposé entretien lourd 2
47 180	35 267	25,2	1 672,4	1 685,1	-0,8 *	28,21	20,93	25,8	Ouvrier entret. Mainten. 2
48 624	37 922	22,0	1 679,7	1 755,7	-4,5	28,95	21,55	25,5	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
49 278	38 428	22,0	1 679,8	1 852,0	-10,3	29,33	20,75	29,3	Ouvriers
52 804	54 562	-3,3 *	1 699,9	1 994,1	-17,3	31,06	27,36	11,9	Conducteur véh. légers 2
60 299	67 568	-12,1 *	1 696,7	1 779,7	-4,9	35,54	37,97	-6,8 *	Conducteur véh. lourds 2
55 396	51 539	7,0 *	1 659,9	1 847,8	-11,3	33,37	27,89	16,4	Électricien entretien 2
58 173	64 613	-11,1	1 646,7	1 826,5	-10,9	35,33	35,38	-0,1 *	Mécanicien véh. motor. 1
60 620	64 412	-6,3 *	1 673,1	1 825,8	-9,1	36,23	35,28	2,6 *	Mécanicien véh. motor. 2
58 150	50 295	13,5 *	1 683,7	1 786,1	-6,1 *	34,54	28,16	18,5 *	Mécanicien entret. Millwright 2
57 044	63 196	-10,8 *	1 701,0	1 894,3	-11,4	33,54	33,36	0,5 *	Mécanicien entret. Millwright 2
53 403	53 135	0,5 *	1 690,4	1 761,5	-4,2 *	31,59	30,17	4,5 *	Menuisier entretien 2
59 758	60 922	-1,9 *	1 697,7	1 770,7	-4,3 *	35,20	34,41	2,3 *	Ouvrier cert. Entretien 2
57 495	60 694	-5,6 *	1 681,9	1 836,1	-9,2	34,18	33,09	3,2 *	Peintre entretien 2
									Machiniste 2
									Moyenne
59 308	62 544	-5,5	1 558,2	1 727,0	-10,8	38,28	36,35	5,0	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 2	768	68 495	80 656	-17,8	509	205	69 004	80 862	-17,2	14 811	30 243	
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	84 540	-24,6	1 113	300	68 939	84 840	-23,1	15 807	28 356	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	61 918	-30,7	182	272	47 559	62 191	-30,8	10 702	24 408	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	78 629	-14,2	391	153	69 268	78 783	-13,7	14 493	27 774	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	105 943	-30,8	203	466	81 180	106 409	-31,1	15 825	30 327	
Avocat et notaire 2	406	94 818	89 159	6,0	645	91	95 463	89 249	6,5	18 405	40 059	
Moyenne	...	73 806	85 121	-15,3	404	281	74 210	85 402	-15,1	15 184	28 155	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	56 749	-16,0	467	337	49 387	57 085	-15,6	11 764	17 394	
Techn. documentation 1-2	726	48 821	54 824	-12,3	326	370	49 147	55 194	-12,3	11 648	15 747	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	61 228	-12,4	958	426	55 416	61 653	-11,3	13 441	16 415	
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	74 043	-55,8	297	206	47 819	74 248	-55,3	11 091	25 620	
Technicien génie 3	251	55 641	76 872	-38,2	56	690	55 697	77 562	-39,3	12 279	25 343	
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	57 167	-13,1	380	299	50 929	57 466	-12,8	11 909	16 479	
Technicien en loisir 1-2	474	48 855	38 225	21,8	564	390	49 419	38 615	21,9	11 998	6 589	
Moyenne	...	50 290	61 603	-22,5	521	370	50 810	61 973	-22,0	12 053	18 998	
Employés de bureau												
Magasinier 1	219	34 275	53 742	-56,8	304	149	34 579	53 892	-55,9	8 734	16 265	
Magasinier 2	933	37 952	59 750	-57,4	440	574	38 391	60 324	-57,1	9 780	21 637	
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	44 165	-21,6	534	170	36 855	44 335	-20,3	9 695	14 003	
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	49 833	-24,9	322	234	40 208	50 067	-24,5	9 941	14 919	
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	57 852	-30,6	456	213	44 757	58 064	-29,7	11 066	20 614	
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	53 152	-40,8	290	271	38 042	53 423	-40,4	9 666	22 080	
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	49 934	-20,4	341	309	41 809	50 244	-20,2	10 390	14 958	
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	50 734	-18,1	30	159	42 998	50 893	-18,4	10 117	15 163	
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	41 726	-20,3	545	114	35 226	41 839	-18,8	9 416	11 190	
Acheteur 2	172	43 444	53 402	-22,9 *	505	146	43 950	53 549	-21,8 *	11 085	14 037	
Moyenne	...	40 063	50 175	-25,2	374	253	40 437	50 429	-24,7	10 140	15 871	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
83 815	111 105	-32,6	1 521,1	1 499,9	1,4 *	55,10	74,08	-34,4	Professionnels
84 746	113 196	-33,6	1 543,6	1 565,3	-1,4 *	54,90	72,31	-31,7	Professionnel communic. 2
58 261	86 598	-48,6	1 507,5	1 670,5	-10,8	38,65	51,84	-34,1	Professionnel gest. fin. 2
83 760	106 557	-27,2	1 513,7	1 628,3	-7,6	55,33	65,44	-18,3	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	136 736	-41,0	1 503,8	1 565,4	-4,1	64,51	87,35	-35,4	Analyste proc. adm./inform. 2
113 868	129 308	-13,6	1 513,1	1 459,3	3,6 *	75,26	88,61	-17,7	Analyste proc. adm./inform. 3
									Avocat et notaire 2
89 394	113 557	-27,0	1 513,1	1 606,5	-6,2	59,10	71,02	-20,2	Moyenne
									Techniciens
61 151	74 479	-21,8	1 514,0	1 575,9	-4,1	40,39	47,26	-17,0	Technicien en administration 1-2
60 794	70 940	-16,7 *	1 535,5	1 554,5	-1,2 *	39,59	45,64	-15,3 *	Techn. documentation 1-2
68 857	78 069	-13,4	1 526,2	1 682,9	-10,3	45,12	46,39	-2,8 *	Techn. laboratoire 1-2
58 909	99 868	-69,5	1 527,5	1 739,8	-13,9	38,57	57,40	-48,8	Technicien génie 1-2
67 976	102 904	-51,4	1 488,8	1 632,2	-9,6	45,66	63,05	-38,1 *	Technicien génie 3
62 838	73 944	-17,7	1 522,6	1 675,9	-10,1	41,27	44,12	-6,9	Techn. informatique 1-2
61 417	45 204	26,4	1 539,2	1 656,1	-7,6	39,90	27,29	31,6	Technicien en loisir 1-2
62 863	80 972	-28,8	1 519,9	1 623,1	-6,8	41,36	49,87	-20,6	Moyenne
									Employés de bureau
43 313	70 156	-62,0	1 559,0	1 776,1	-13,9	27,78	39,50	-42,2	Magasinier 1
48 171	81 960	-70,1	1 537,2	1 737,7	-13,0	31,34	47,16	-50,5	Magasinier 2
46 550	58 338	-25,3	1 531,7	1 615,6	-5,5	30,39	36,11	-18,8	Personnel soutien adm. 1
50 149	64 986	-29,6	1 526,5	1 610,1	-5,5	32,85	40,36	-22,9	Personnel soutien adm. 2
55 823	78 678	-40,9	1 536,8	1 638,5	-6,6	36,32	48,02	-32,2	Personnel soutien adm. 3
47 708	75 503	-58,3	1 548,5	1 458,6	5,8	30,81	51,76	-68,0	Personnel secrétariat 1
52 199	65 202	-24,9	1 527,3	1 539,1	-0,8 *	34,18	42,36	-23,9	Personnel secrétariat 2
53 115	66 057	-24,4	1 491,2	1 631,4	-9,4	35,62	40,49	-13,7 *	Préposé aux renseign. 2
44 642	53 029	-18,8 *	1 530,8	1 693,3	-10,6	29,16	31,32	-7,4 *	Téléphoniste-récept. 2
55 035	67 585	-22,8 *	1 539,6	1 675,8	-8,8 *	35,75	40,33	-12,8 *	Acheteur 2
50 578	66 300	-31,1	1 530,4	1 591,6	-4,0	33,05	41,71	-26,2	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$	%	\$		\$		%	\$		
Employés de service											
Préposé buanderie 2	657	37 742	45 705	-21,1	483	181	38 224	45 886	-20,0	10 271	11 177
Concierge 2	2 191	39 438	47 062	-19,3	221	220	39 660	47 283	-19,2	10 077	14 710
Cuisinier 1	13	41 673	46 674	-12,0 *	233	187	41 906	46 861	-11,8 *	10 569	10 196
Cuisinier 2	982	43 614	46 463	-6,5 *	521	241	44 135	46 704	-5,8 *	11 433	10 175
Gardien 2	283	35 583	35 939	-1,0	296	191	35 878	36 130	-0,7	9 049	5 416
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	31 259	12,4 *	457	175	36 121	31 434	13,0 *	9 807	6 696
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	33 581	10,5	474	192	37 995	33 774	11,1	10 202	7 280
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	34 083	2,3 *	447	105	35 346	34 189	3,3	9 645	6 532
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	49 009	-24,3	505	249	39 919	49 257	-23,4	10 628	12 344
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	38 536	-5,1 *	468	134	37 147	38 670	-4,1 *	10 033	8 477
Moyenne	...	37 993	40 351	-6,2 *	427	179	38 420	40 530	-5,5 *	10 190	9 676
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	49 252	-27,5	422	114	39 059	49 367	-26,4	10 219	12 323
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	52 878	-26,8	343	258	42 056	53 135	-26,3	10 748	13 136
Électricien entretien 2	374	48 052	73 106	-52,1	357	40	48 409	73 146	-51,1	11 890	27 588
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	43 579	2,9 *	124	271	44 999	43 851	2,6 *	10 398	8 066
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	65 788	-38,6	60	141	47 516	65 929	-38,7	10 657	19 307
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	68 356	-43,5	603	100	48 235	68 456	-41,9	12 385	24 538
Menuisier entretien 2	295	45 831	72 048	-57,2	491	195	46 321	72 243	-56,0	11 828	24 496
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	61 621	-35,9	348	149	45 684	61 770	-35,2	11 359	21 825
Machiniste 2	43	47 456	69 777	-47,0	376	274	47 832	70 051	-46,5	11 927	24 374
Conducteur d'équip. lourds 2	270	42 031	59 498	-41,6	25	0	42 056	59 498	-41,5	9 227	18 224
Moyenne	...	45 773	65 467	-43,0	354	133	46 127	65 600	-42,2	11 368	22 554
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	47 215	56 953	-20,6	425	269	47 640	57 222	-20,1	11 392	17 612

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
48 495	57 063	-17,7	1 672,2	1 724,8	-3,1 *	29,00	33,08	-14,1	Employés de service
49 736	61 993	-24,6	1 715,8	1 737,3	-1,3 *	28,99	35,68	-23,1	Préposé buanderie 2
52 476	57 057	-8,7 *	1 715,8	1 805,1	-5,2	30,58	31,61	-3,4 *	Concierge 2
55 568	56 880	-2,4 *	1 671,1	1 776,6	-6,3	33,25	32,02	3,7 *	Cuisinier 1
44 927	41 546	7,5	1 672,9	1 872,8	-11,9	26,86	22,18	17,4	Cuisinier 2
45 929	38 130	17,0	1 650,8	1 830,2	-10,9	27,82	20,83	25,1	Gardien 2
48 197	41 054	14,8	1 672,0	1 794,5	-7,3	28,83	22,88	20,6	Journalier/préposé terr. 2
44 991	40 721	9,5	1 672,2	1 743,0	-4,2	26,91	23,36	13,2	Préposé cuisine/café. 2
50 547	61 602	-21,9	1 672,2	1 790,4	-7,1	30,23	34,41	-13,8	Préposé entretien lourd 2
47 180	47 147	0,1 *	1 672,4	1 743,5	-4,3	28,21	27,04	4,1 *	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
48 610	50 206	-3,3 *	1 679,7	1 761,2	-4,8	28,94	28,55	1,3 *	Moyenne
									Ouvriers
49 278	61 690	-25,2	1 679,8	1 826,0	-8,7	29,33	33,78	-15,2	Conducteur véh. légers 2
52 804	66 271	-25,5	1 699,9	1 883,4	-10,8	31,06	35,19	-13,3	Conducteur véh. lourds 2
60 299	100 735	-67,1	1 696,7	1 772,8	-4,5	35,54	56,82	-59,9	Électricien entretien 2
55 396	51 916	6,3 *	1 659,9	1 881,6	-13,4	33,37	27,59	17,3	Mécanicien véh. motor. 1
58 173	85 235	-46,5	1 646,7	1 801,5	-9,4	35,33	47,31	-33,9	Mécanicien véh. motor. 2
60 620	92 994	-53,4	1 673,1	1 751,2	-4,7	36,23	53,10	-46,6	Mécanicien entret. Millwright 2
58 150	96 739	-66,4	1 683,7	1 744,5	-3,6 *	34,54	55,45	-60,6	Menuisier entretien 2
57 044	83 595	-46,5	1 701,0	1 757,5	-3,3	33,54	47,57	-41,8	Ouvrier cert. Entretien 2
59 758	94 425	-58,0	1 697,7	1 745,2	-2,8	35,20	54,11	-53,7	Machiniste 2
51 283	77 722	-51,6	1 629,5	1 820,7	-11,7	31,47	42,69	-35,6	Conducteur d'équip. lourds 2
57 495	88 154	-53,3	1 681,9	1 768,9	-5,2	34,18	49,99	-46,2	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
59 031	74 834	-26,8	1 558,9	1 640,3	-5,2	38,08	45,94	-20,6	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts			
										\$	%	\$
Professionnels												
Professionnel communic. 1	48	47 204	53 708	-13,8	279	0	47 483	53 708	-13,1	11 074	10 848	
Professionnel communic. 2	768	68 495	67 993	0,7 *	509	13	69 004	68 006	1,4 *	14 811	16 615	
Professionnel communic. 3	116	80 633	99 023	-22,8	89	0	80 722	99 023	-22,7	15 691	23 183	
Professionnel gest. fin. 1	19	45 514	48 745	-7,1	720	2	46 234	48 747	-5,4	11 888	10 295	
Professionnel gest. fin. 2	456	67 826	76 011	-12,1	1 113	24	68 939	76 035	-10,3	15 807	17 101	
Professionnel gest. fin. 3	14	76 372	101 355	-32,7	84	29	76 456	101 383	-32,6	15 090	26 231	
Analyste proc. adm./inform. 1	269	47 377	60 723	-28,2	182	11	47 559	60 734	-27,7	10 702	16 383	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 065	68 877	78 457	-13,9	391	32	69 268	78 488	-13,3	14 493	18 290	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 062	80 977	100 341	-23,9	203	11	81 180	100 353	-23,6	15 825	22 833	
Ingénieur 1	195	48 246	59 078	-22,5	53	57	48 299	59 136	-22,4	10 484	12 482	
Ingénieur 2	580	73 543	81 107	-10,3	96	27	73 639	81 134	-10,2	14 601	17 936	
Ingénieur 3	382	90 519	114 383	-26,4	100	71	90 619	114 455	-26,3	16 967	23 382	
Professionnel sc. phys. 2	500	74 550	71 069	4,7 *	993	10	75 543	71 079	5,9	16 163	15 319	
Professionnel sc. phys. 3	115	82 108	98 019	-19,4	90	110	82 198	98 129	-19,4	15 829	20 347	
Avocat et notaire 1	44	64 211	63 610	0,9 *	236	0	64 447	63 610	1,3 *	13 638	13 246	
Avocat et notaire 2	406	94 818	100 395	-5,9	645	32	95 463	100 427	-5,2	18 405	22 938	
Avocat et notaire 3	309	124 828	132 217	-5,9	137	5	124 965	132 221	-5,8	21 989	31 015	
Moyenne	...	73 368	81 639	-11,3	380	36	73 748	81 676	-10,7	15 080	18 512	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 168	48 920	51 249	-4,8	467	32	49 387	51 281	-3,8	11 764	12 158	
Technicien en administration 3	130	55 498	65 800	-18,6	55	66	55 553	65 865	-18,6	12 291	13 931	
Techn. documentation 1-2	726	48 821	49 743	-1,9 *	326	0	49 147	49 743	-1,2 *	11 648	13 116	
Techn. laboratoire 1-2	2 137	54 459	51 070	6,2 *	958	95	55 416	51 166	7,7	13 441	13 489	
Techn. laboratoire 3	535	59 318	65 050	-9,7	1 055	187	60 373	65 237	-8,1	14 292	19 830	
Technicien en droit 1-2	458	45 503	63 269	-39,0	46	22	45 548	63 291	-39,0	10 220	14 453	
Technicien génie 1-2	1 492	47 521	64 323	-35,4	297	43	47 819	64 365	-34,6	11 091	15 361	
Technicien génie 3	251	55 641	89 833	-61,5	56	40	55 697	89 873	-61,4	12 279	17 598	
Techn. informatique 1-2	2 106	50 549	49 223	2,6 *	380	26	50 929	49 249	3,3 *	11 909	9 863	
Techn. informatique 3	964	56 592	66 531	-17,6	674	10	57 266	66 541	-16,2	13 298	11 357	
Techn. hygiène du trav. 1-2	191	47 619	61 443	-29,0	871	15	48 490	61 458	-26,7	12 184	19 898	
Moyenne	...	50 298	54 418	-8,2	520	64	50 818	54 482	-7,2	12 054	12 826	
Employés de bureau												
Magasinier 1	219	34 275	32 013	6,6 *	304	48	34 579	32 061	7,3 *	8 734	5 306	
Magasinier 2	933	37 952	49 415	-30,2	440	72	38 391	49 487	-28,9	9 780	11 418	
Magasinier 3	29	45 664	66 431	-45,5	217	85	45 881	66 515	-45,0	11 103	14 515	
Personnel soutien adm. 1	4 686	36 320	35 994	0,9 *	534	60	36 855	36 054	2,2 *	9 695	8 450	
Personnel soutien adm. 2	6 011	39 886	41 378	-3,7	322	42	40 208	41 420	-3,0	9 941	9 459	
Personnel soutien adm. 3	2 294	44 301	51 082	-15,3	456	70	44 757	51 152	-14,3	11 066	10 617	
Personnel secrétariat 1	1 487	37 752	44 346	-17,5	290	48	38 042	44 393	-16,7	9 666	9 700	
Personnel secrétariat 2	9 111	41 468	49 687	-19,8	341	33	41 809	49 720	-18,9	10 390	12 927	
Préposé aux renseign. 2	716	42 968	38 155	11,2	30	11	42 998	38 167	11,2	10 117	9 296	
Préposé aux renseign. 3	36	48 424	51 922	-7,2 *	34	32	48 458	51 954	-7,2 *	11 421	12 890	
Préposé télécomm. 1-2	208	43 340	45 595	-5,2 *	35	30	43 375	45 625	-5,2 *	10 453	8 748	
Téléphoniste-récept. 2	226	34 682	36 558	-5,4	545	54	35 226	36 612	-3,9 *	9 416	8 060	
Acheteur 2	172	43 444	49 643	-14,3	505	109	43 950	49 751	-13,2	11 085	9 935	
Moyenne	...	40 063	44 587	-11,3	374	47	40 437	44 634	-10,4	10 140	10 598	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
58 558	64 556	-10,2	1 516,7	1 714,1	-13,0	38,61	37,66	2,4 *	Professionnels
83 815	84 621	-1,0 *	1 521,1	1 684,8	-10,8	55,10	50,23	8,8	Professionnel communic. 1
96 413	122 206	-26,8	1 500,3	1 689,1	-12,6	64,26	72,35	-12,6	Professionnel communic. 2
58 123	59 042	-1,6 *	1 542,3	1 754,9	-13,8	37,68	33,64	10,7	Professionnel communic. 3
84 746	93 136	-9,9	1 543,6	1 722,0	-11,6	54,90	54,09	1,5 *	Professionnel gest. fin. 1
91 546	127 615	-39,4	1 500,3	1 656,5	-10,4	61,02	77,04	-26,3	Professionnel gest. fin. 2
58 261	77 117	-32,4	1 507,5	1 669,3	-10,7	38,65	46,20	-19,5	Professionnel gest. fin. 3
83 760	96 778	-15,5	1 513,7	1 718,8	-13,5	55,33	56,31	-1,8 *	Analyste proc. adm./inform. 1
97 005	123 186	-27,0	1 503,8	1 696,8	-12,8	64,51	72,60	-12,5	Analyste proc. adm./inform. 2
58 782	71 618	-21,8	1 500,3	1 751,9	-16,8	39,18	40,88	-4,3	Analyste proc. adm./inform. 3
88 240	99 069	-12,3	1 503,0	1 760,3	-17,1	58,71	56,28	4,1 *	Ingénieur 1
107 585	137 836	-28,1	1 500,3	1 727,5	-15,1	71,71	79,79	-11,3	Ingénieur 2
91 706	86 398	5,8	1 528,3	1 719,8	-12,5	60,01	50,24	16,3	Ingénieur 3
98 027	118 476	-20,9	1 500,3	1 689,1	-12,6	65,34	70,14	-7,4	Professionnel sc. phys. 2
78 084	76 856	1,6 *	1 506,4	1 705,9	-13,2	51,83	45,05	13,1	Professionnel sc. phys. 3
113 868	123 364	-8,3	1 513,1	1 683,0	-11,2	75,26	73,30	2,6 *	Avocat et notaire 1
146 954	163 236	-11,1	1 500,3	1 687,1	-12,4	97,95	96,76	1,2 *	Avocat et notaire 2
88 828	100 187	-12,8	1 512,2	1 713,9	-13,3	58,76	58,51	0,4 *	Avocat et notaire 3
									Moyenne
									Techniciens
61 151	63 439	-3,7	1 514,0	1 713,9	-13,2	40,39	37,01	8,4	Technicien en administration 1-2
67 844	79 797	-17,6	1 488,8	1 692,7	-13,7	45,57	47,14	-3,4 *	Technicien en administration 3
60 794	62 859	-3,4 *	1 535,5	1 595,6	-3,9	39,59	39,40	0,5 *	Techn. documentation 1-2
68 857	64 655	6,1 *	1 526,2	1 783,7	-16,9	45,12	36,25	19,7	Techn. laboratoire 1-2
74 665	85 067	-13,9	1 526,8	1 731,8	-13,4	48,90	49,12	-0,4 *	Techn. laboratoire 3
55 768	77 744	-39,4	1 488,8	1 637,7	-10,0	37,46	47,47	-26,7	Technicien en droit 1-2
58 909	79 726	-35,3	1 527,5	1 757,9	-15,1	38,57	45,35	-17,6	Technicien génie 1-2
67 976	107 471	-58,1	1 488,8	1 731,5	-16,3	45,66	62,07	-35,9	Technicien génie 3
62 838	59 112	5,9 *	1 522,6	1 743,1	-14,5	41,27	33,91	17,8	Techn. informatique 1-2
70 564	77 899	-10,4	1 533,2	1 744,5	-13,8	46,02	44,65	3,0 *	Techn. informatique 3
60 674	81 356	-34,1	1 528,1	1 807,7	-18,3	39,71	45,00	-13,3 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
62 872	67 308	-7,1	1 519,8	1 726,9	-13,6	41,36	38,98	5,8	Moyenne
									Employés de bureau
43 313	37 367	13,7 *	1 559,0	1 844,7	-18,3	27,78	20,26	27,1	Magasinier 1
48 171	60 906	-26,4	1 537,2	1 800,5	-17,1	31,34	33,83	-7,9	Magasinier 2
56 984	81 030	-42,2	1 552,7	1 806,4	-16,3	36,70	44,86	-22,2	Magasinier 3
46 550	44 504	4,4 *	1 531,7	1 734,8	-13,3	30,39	25,65	15,6	Personnel soutien adm. 1
50 149	50 880	-1,5 *	1 526,5	1 731,9	-13,5	32,85	29,38	10,6	Personnel soutien adm. 2
55 823	61 769	-10,7	1 536,8	1 771,8	-15,3	36,32	34,86	4,0 *	Personnel soutien adm. 3
47 708	54 094	-13,4	1 548,5	1 682,7	-8,7	30,81	32,15	-4,3 *	Personnel secrétariat 1
52 199	62 647	-20,0	1 527,3	1 678,2	-9,9	34,18	37,33	-9,2	Personnel secrétariat 2
53 115	47 462	10,6	1 491,2	1 786,8	-19,8	35,62	26,56	25,4	Préposé aux renseign. 2
59 879	64 844	-8,3 *	1 491,2	1 773,6	-18,9	40,16	36,56	9,0 *	Préposé aux renseign. 3
53 828	54 373	-1,0 *	1 612,1	1 843,6	-14,4	33,39	29,49	11,7	Préposé télécomm. 1-2
44 642	44 672	-0,1 *	1 530,8	1 728,0	-12,9	29,16	25,85	11,4	Téléphoniste-récept. 2
55 035	59 686	-8,5 *	1 539,6	1 781,6	-15,7	35,75	33,50	6,3 *	Acheteur 2
50 578	55 232	-9,2	1 530,4	1 721,7	-12,5	33,05	32,14	2,8 *	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts			
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 191	39 438	36 739	6,8	221	30	39 660	36 770	7,3	10 077	8 147	
Cuisinier 1	13	41 673	29 012	30,4	233	4	41 906	29 016	30,8	10 569	5 719	
Cuisinier 2	982	43 614	39 281	9,9	521	87	44 135	39 368	10,8	11 433	7 897	
Gardien 2	283	35 583	35 834	-0,7 *	296	55	35 878	35 889	0,0 *	9 049	5 340	
Journalier/préposé terr. 2	159	35 665	38 640	-8,3	457	70	36 121	38 711	-7,2	9 807	6 951	
Préposé cuisine/café. 2	2 434	37 521	24 008	36,0	474	20	37 995	24 028	36,8	10 202	4 190	
Préposé entretien lourd 2	637	34 899	27 050	22,5	447	20	35 346	27 070	23,4	9 645	7 240	
Ouvrier entret. Mainten. 2	400	39 414	42 386	-7,5 *	505	3	39 919	42 389	-6,2 *	10 628	9 718	
Préposé entretien léger 2	4 141	36 679	29 071	20,7	468	68	37 147	29 139	21,6	10 033	6 128	
Moyenne	...	38 006	31 406	17,4	426	43	38 433	31 449	18,2	10 191	6 440	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	127	38 638	31 588	18,2	422	32	39 059	31 620	19,0	10 219	6 480	
Conducteur véh. lourds 2	119	41 713	45 155	-8,3	343	57	42 056	45 212	-7,5	10 748	9 350	
Électricien entretien 2	374	48 052	55 830	-16,2	357	76	48 409	55 906	-15,5 *	11 890	11 492	
Mécanicien véh. motor. 1	21	44 875	42 079	6,2 *	124	106	44 999	42 186	6,3 *	10 398	9 353	
Mécanicien véh. motor. 2	166	47 456	53 308	-12,3	60	135	47 516	53 443	-12,5	10 657	11 170	
Mécanicien entret. Millwright 2	271	47 632	51 711	-8,6 *	603	97	48 235	51 808	-7,4 *	12 385	12 604	
Menuisier entretien 2	295	45 831	41 795	8,8 *	491	37	46 321	41 832	9,7 *	11 828	8 463	
Ouvrier cert. Entretien 2	964	45 336	52 570	-16,0	348	13	45 684	52 582	-15,1	11 359	10 614	
Peintre entretien 2	126	42 077	41 744	0,8 *	407	0	42 484	41 744	1,7 *	10 919	8 038	
Machiniste 2	43	47 456	49 409	-4,1 *	376	56	47 832	49 465	-3,4 *	11 927	11 456	
Moyenne	...	45 773	49 874	-9,0	354	51	46 127	49 925	-8,2	11 368	10 623	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 466	50 500	-6,4	421	49	47 887	50 550	-5,6	11 421	11 609	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
49 736	44 917	9,7	1 715,8	1 819,0	-6,0	28,99	24,69	14,8	Employés de service
52 476	34 735	33,8	1 715,8	1 834,0	-6,9	30,58	18,94	38,1	Concierge 2
55 568	47 264	14,9	1 671,1	1 830,6	-9,5	33,25	25,82	22,4	Cuisinier 1
44 927	41 229	8,2	1 672,9	1 850,2	-10,6	26,86	22,28	17,0	Cuisinier 2
45 929	45 662	0,6 *	1 650,8	1 851,0	-12,1	27,82	24,67	11,3	Gardien 2
48 197	28 218	41,5	1 672,0	1 748,7	-4,6	28,83	16,14	44,0	Journalier/préposé terr. 2
44 991	34 310	23,7	1 672,2	1 685,4	-0,8 *	26,91	20,36	24,3	Préposé cuisine/cafét. 2
50 547	52 107	-3,1 *	1 672,2	1 760,3	-5,3	30,23	29,60	2,1 *	Préposé entretien lourd 2
47 180	35 267	25,2	1 672,4	1 685,1	-0,8 *	28,21	20,93	25,8	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
48 624	37 889	22,1	1 679,7	1 755,9	-4,5	28,95	21,53	25,6	Moyenne
									Ouvriers
49 278	38 101	22,7	1 679,8	1 851,6	-10,2	29,33	20,58	29,9	Conducteur véh. légers 2
52 804	54 562	-3,3 *	1 699,9	1 994,1	-17,3	31,06	27,36	11,9	Conducteur véh. lourds 2
60 299	67 399	-11,8 *	1 696,7	1 785,1	-5,2	35,54	37,76	-6,2 *	Électricien entretien 2
55 396	51 539	7,0 *	1 659,9	1 847,8	-11,3	33,37	27,89	16,4	Mécanicien véh. motor. 1
58 173	64 613	-11,1	1 646,7	1 826,5	-10,9	35,33	35,38	-0,1 *	Mécanicien véh. motor. 2
60 620	64 412	-6,3 *	1 673,1	1 825,8	-9,1	36,23	35,28	2,6 *	Mécanicien entret. Millwright 2
58 150	50 295	13,5 *	1 683,7	1 786,1	-6,1 *	34,54	28,16	18,5 *	Menuisier entretien 2
57 044	63 196	-10,8 *	1 701,0	1 894,3	-11,4	33,54	33,36	0,5 *	Ouvrier cert. Entretien 2
53 403	49 782	6,8 *	1 690,4	1 778,1	-5,2 *	31,59	28,00	11,4 *	Peintre entretien 2
59 758	60 922	-1,9 *	1 697,7	1 770,7	-4,3 *	35,20	34,41	2,3 *	Machiniste 2
57 495	60 548	-5,3 *	1 681,9	1 837,2	-9,2	34,18	32,99	3,5 *	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
59 308	62 158	-4,8	1 558,2	1 733,6	-11,3	38,28	35,95	6,1	Moyenne

Annexe D-1

Distribution des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2016

Secteur	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	76	76	3	6	14	25	59	45
Privé	73	73	6	22	18	28	49	23
« Autre public »	75	75	0	0	1	1	74	74
Administration municipale	64	64	1	1	0	0	63	63
« Entreprises publiques »	63	63	1	3	5	7	57	53
Universitaire	63	63	4	1	7	6	52	56
Administration fédérale	54	54	0	0	0	0	54	54
Autres salariés québécois syndiqués	75	75	1	3	6	8	68	64
Autres salariés québécois non syndiqués	73	73	11	28	21	26	41	19
Privé syndiqué	65	65	6	10	9	10	50	45
Privé non syndiqué	73	73	11	30	20	26	42	17

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2016

Secteur	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	4	9	17	26	78	65
Privé	100	100	7	42	24	32	69	26
« Autre public »	100	100	0	0	0	0	100	100
Administration municipale	100	100	0	0	0	0	100	100
« Entreprises publiques »	100	100	1	2	2	4	96	94
Universitaire	100	100	7	1	3	4	89	95
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	3	5	9	12	88	84
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	18	53	21	21	62	26
Privé syndiqué	100	100	6	8	10	14	84	78
Privé non syndiqué	100	100	18	55	21	24	62	21

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-15,0	(-19,7 ; -10,2)	-6,2 *	(-16,3 ; 3,9)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-8,3	(-12,1 ; -4,5)	-7,4	(-12,9 ; -1,8)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-19,3	(-21,8 ; -16,9)	-17,6	(-23,1 ; -12,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	19	-11,7	(-16,7 ; -6,6)	3,7 *	(-4,3 ; 11,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-11,2	(-14,9 ; -7,5)	-2,1 *	(-5,1 ; 1,0)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-27,6	(-30,9 ; -24,3)	-27,5	(-31,7 ; -23,4)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-29,8	(-32,9 ; -26,8)	-25,9	(-31,0 ; -20,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-14,5	(-16,2 ; -12,8)	-7,7	(-10,2 ; -5,2)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-21,6	(-24,4 ; -18,9)	-18,0	(-22,8 ; -13,3)
Ingénieur 1	IN1	195	-23,1	(-25,9 ; -20,2)	-5,8	(-8,9 ; -2,7)
Ingénieur 2	IN2	580	-14,3	(-18,8 ; -9,8)	-3,9 *	(-9,8 ; 2,0)
Ingénieur 3	IN3	382	-27,2	(-30,0 ; -24,4)	-18,0	(-23,0 ; -13,0)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	22	-28,7	(-42,5 ; -15,0)	-12,4 *	(-28,9 ; 4,1)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	-4,6 *	(-9,4 ; 0,3)	0,3 *	(-5,9 ; 6,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-28,5	(-34,4 ; -22,7)	-28,7	(-36,5 ; -20,9)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-30,8	(-36,1 ; -25,6)	-25,9	(-33,1 ; -18,8)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-13,5	(-15,7 ; -11,4)	-13,0	(-15,4 ; -10,7)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-4,7	(-6,6 ; -2,7)	-4,1	(-5,9 ; -2,4)
Biologiste 1	BI1	7	-4,8 *	(-17,8 ; 8,2)	9,3 *	(-0,7 ; 19,4)
Biologiste 2	BI2	162	-3,4 *	(-13,6 ; 6,7)	2,2 *	(-11,6 ; 15,9)
Biologiste 3	BI3	38	-17,7	(-22,7 ; -12,7)	-12,9	(-22,3 ; -3,5)
Moyenne	..	..	-14,3	(-15,6 ; -13,0)	-8,8	(-11,0 ; -6,6)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-9,6	(-11,0 ; -8,1)	-3,9	(-6,1 ; -1,8)
Technicien en administration 3	TA3	130	-19,0	(-22,8 ; -15,1)	-10,3	(-15,4 ; -5,3)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-6,3	(-8,9 ; -3,7)	-16,5	(-20,9 ; -12,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-3,4 *	(-8,2 ; 1,5)	5,1 *	(-1,3 ; 11,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-9,8	(-14,2 ; -5,4)	-5,6 *	(-12,5 ; 1,3)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-36,4	(-39,5 ; -33,3)	-33,2	(-36,2 ; -30,1)
Technicien en droit 3	DR3	20	-67,2	(-79,4 ; -55,1)	-58,8	(-67,5 ; -50,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-42,8	(-48,8 ; -36,8)	-32,3	(-39,2 ; -25,3)
Technicien génie 3	TG3	251	-55,3	(-60,0 ; -50,5)	-53,1	(-60,6 ; -45,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-2,2 *	(-6,8 ; 2,4)	8,8	(2,9 ; 14,7)
Techn. informatique 3	TI3	964	-18,2	(-21,3 ; -15,1)	-2,9 *	(-8,4 ; 2,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	-8,9 *	(-20,8 ; 3,0)	-12,7 *	(-29,6 ; 4,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-32,0	(-53,3 ; -10,7)	-18,5 *	(-43,6 ; 6,6)
Moyenne	..	..	-13,4	(-15,1 ; -11,6)	-6,6	(-9,0 ; -4,2)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	5	-6,2 *	(-23,0 ; 10,7)	12,0 *	(-3,0 ; 27,0)
Magasinier 1	MG1	219	-15,5 *	(-46,6 ; 15,7)	0,7 *	(-34,3 ; 35,6)
Magasinier 2	MG2	933	-45,7	(-52,4 ; -39,1)	-41,6	(-49,7 ; -33,6)
Magasinier 3	MG3	29	-42,6	(-53,2 ; -31,9)	-35,8	(-51,0 ; -20,6)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-53,8	(-79,7 ; -27,9)	-36,6	(-58,7 ; -14,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-5,4	(-7,9 ; -2,9)	-0,8 *	(-5,3 ; 3,8)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-13,8	(-15,5 ; -12,1)	-9,2	(-12,5 ; -5,9)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-19,0	(-20,7 ; -17,3)	-17,7	(-20,2 ; -15,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-20,2	(-26,9 ; -13,5)	-17,3	(-24,8 ; -9,9)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-20,6	(-23,1 ; -18,0)	-19,7	(-23,2 ; -16,3)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	3,4 *	(-5,1 ; 11,9)	12,1	(0,1 ; 24,1)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	-7,7 *	(-16,8 ; 1,4)	4,1 *	(-7,6 ; 15,9)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-17,2	(-30,2 ; -4,2)	-9,6 *	(-23,7 ; 4,5)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-9,6	(-14,0 ; -5,1)	4,6 *	(-0,6 ; 9,7)
Acheteur 2	AC2	172	-18,6	(-27,8 ; -9,3)	-6,0 *	(-18,3 ; 6,3)
Moyenne	..	..	-16,5	(-18,0 ; -15,1)	-13,1	(-15,2 ; -10,9)

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	657	-22,1	(-31,6 ; -12,6)	-15,4	(-21,3 ; -9,5)
Concierge 2	CO2	2 191	-15,1	(-24,4 ; -5,7)	-17,1	(-29,7 ; -4,6)
Cuisinier 1	CU1	13	18,3	(2,9 ; 33,7)	26,0	(10,0 ; 42,1)
Cuisinier 2	CU2	982	-0,4 *	(-11,3 ; 10,4)	7,8 *	(-2,4 ; 18,0)
Cuisinier 3	CU3	22	-10,5 *	(-27,7 ; 6,8)	2,2 *	(-18,8 ; 23,2)
Gardien 2	GA2	283	-2,5	(-3,7 ; -1,2)	15,0	(13,3 ; 16,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-32,8	(-43,2 ; -22,5)	-29,9	(-43,6 ; -16,2)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	31,1	(23,0 ; 39,2)	39,2	(31,0 ; 47,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	6,3	(1,0 ; 11,6)	12,2	(7,5 ; 16,8)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-20,5	(-25,8 ; -15,3)	-15,0	(-20,5 ; -9,5)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	-1,4 *	(-15,3 ; 12,4)	5,8 *	(-6,3 ; 18,0)
Moyenne		..	0,2 *	(-7,1 ; 7,5)	6,1 *	(-0,2 ; 12,4)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	-25,3	(-33,4 ; -17,1)	-20,7	(-29,8 ; -11,6)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-20,4	(-26,3 ; -14,5)	-4,8 *	(-13,5 ; 3,9)
Électricien entretien 2	EL2	374	-40,9	(-56,6 ; -25,1)	-52,4	(-77,0 ; -27,8)
Électricien entretien 3	EL3	62	-33,2	(-35,5 ; -30,8)	-32,7	(-36,5 ; -28,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	-7,4 *	(-20,9 ; 6,1)	2,2 *	(-13,0 ; 17,4)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-26,9	(-32,5 ; -21,3)	-26,5	(-34,2 ; -18,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-32,6	(-41,0 ; -24,3)	-30,9	(-42,6 ; -19,2)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-27,8	(-38,2 ; -17,4)	-35,1	(-50,0 ; -20,3)
Ouvrier de voirie 2	VO2	157	-43,1	(-45,3 ; -40,9)	-70,1	(-73,0 ; -67,2)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-34,9	(-39,5 ; -30,2)	-49,8	(-59,7 ; -39,9)
Peintre entretien 2	PE2	126	-42,7	(-53,3 ; -32,0)	-60,1	(-76,7 ; -43,6)
Machiniste 2	MA2	43	-40,7	(-50,4 ; -31,1)	-45,4	(-52,9 ; -38,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-33,4	(-38,9 ; -27,8)	-51,4	(-64,1 ; -38,7)
Moyenne		..	-32,8	(-36,2 ; -29,4)	-43,1	(-48,5 ; -37,7)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-13,8	(-15,2 ; -12,4)	-9,3	(-11,1 ; -7,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-14,0	(-20,5 ; -7,5)	2,1 *	(-7,4 ; 11,5)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-0,4 *	(-6,7 ; 6,0)	6,5 *	(-1,2 ; 14,3)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-23,3	(-29,5 ; -17,0)	-13,4	(-24,3 ; -2,4)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	19	-7,1	(-11,7 ; -2,5)	10,7	(5,0 ; 16,5)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-12,3	(-16,7 ; -7,8)	1,0 *	(-3,0 ; 5,0)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-33,3	(-36,7 ; -29,9)	-27,0	(-33,0 ; -21,0)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-28,3	(-33,2 ; -23,3)	-20,2	(-29,3 ; -11,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-13,9	(-16,2 ; -11,7)	-2,3 *	(-5,2 ; 0,6)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-24,0	(-28,3 ; -19,6)	-12,7	(-20,5 ; -4,8)
Ingénieur 1	IN1	195	-22,8	(-25,7 ; -20,0)	-5,0	(-8,0 ; -2,1)
Ingénieur 2	IN2	580	-10,7	(-15,4 ; -6,0)	3,5 *	(-1,3 ; 8,2)
Ingénieur 3	IN3	382	-27,0	(-30,6 ; -23,4)	-13,0	(-17,9 ; -8,2)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	22	-28,9	(-44,2 ; -13,6)	-11,0 *	(-29,3 ; 7,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	7,1	(2,3 ; 12,0)	17,7	(13,5 ; 21,9)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-16,1	(-26,0 ; -6,3)	-4,8 *	(-10,5 ; 0,9)
Avocat et notaire 1	AN1	44	1,9 *	(-6,7 ; 10,5)	13,1	(6,7 ; 19,5)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-4,8	(-9,1 ; -0,4)	0,9 *	(-3,7 ; 5,5)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-5,6	(-9,6 ; -1,6)	0,0 *	(-3,9 ; 4,0)
Biologiste 1	BI1	7	-3,7 *	(-16,3 ; 8,9)	10,8	(1,6 ; 19,9)
Biologiste 2	BI2	162	13,1	(9,7 ; 16,4)	24,8	(21,8 ; 27,9)
Moyenne		..	-11,2	(-12,8 ; -9,5)	-0,1 *	(-2,4 ; 2,2)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-5,7	(-8,1 ; -3,3)	6,4	(3,1 ; 9,8)
Technicien en administration 3	TA3	130	-20,3	(-26,0 ; -14,7)	-6,7 *	(-14,0 ; 0,6)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-4,3 *	(-11,1 ; 2,6)	-3,0 *	(-13,2 ; 7,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-2,2 *	(-8,6 ; 4,2)	9,9	(1,6 ; 18,1)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-7,7	(-13,7 ; -1,7)	2,1 *	(-4,4 ; 8,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-40,1	(-44,6 ; -35,6)	-28,6	(-35,9 ; -21,2)
Technicien en droit 3	DR3	20	-68,8	(-80,2 ; -57,5)	-59,4	(-67,9 ; -50,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-41,7	(-48,8 ; -34,6)	-27,3	(-34,7 ; -19,9)
Technicien génie 3	TG3	251	-60,0	(-69,7 ; -50,2)	-36,1	(-42,9 ; -29,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-0,3 *	(-5,3 ; 4,7)	13,3	(7,5 ; 19,1)
Techn. informatique 3	TI3	964	-19,1	(-23,0 ; -15,1)	0,5 *	(-5,4 ; 6,5)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	17,2	(6,2 ; 28,2)	28,4	(15,4 ; 41,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-30,2	(-53,3 ; -7,0)	-14,8 *	(-41,1 ; 11,4)
Moyenne		..	-10,3	(-12,6 ; -8,1)	2,4 *	(-0,5 ; 5,3)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	5	0,4 *	(-22,3 ; 23,1)	22,8	(4,7 ; 40,8)
Magasinier 1	MG1	219	-12,6 *	(-45,6 ; 20,5)	6,7 *	(-27,3 ; 40,7)
Magasinier 2	MG2	933	-48,7	(-59,6 ; -37,7)	-36,5	(-50,6 ; -22,4)
Magasinier 3	MG3	29	-48,0	(-61,6 ; -34,3)	-34,4	(-55,3 ; -13,4)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-54,0	(-80,4 ; -27,7)	-36,5	(-59,2 ; -13,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-1,9 *	(-5,5 ; 1,7)	11,6	(6,3 ; 16,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-7,4	(-9,8 ; -5,1)	5,1	(2,2 ; 8,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-17,9	(-25,9 ; -10,0)	-1,8 *	(-10,1 ; 6,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-18,8	(-30,4 ; -7,3)	-7,5 *	(-19,1 ; 4,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-19,9	(-24,2 ; -15,6)	-10,7	(-15,9 ; -5,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	7,4 *	(-2,3 ; 17,0)	20,7	(9,4 ; 32,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	-10,0 *	(-23,6 ; 3,5)	5,3 *	(-9,7 ; 20,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-5,5 *	(-14,0 ; 3,1)	10,8	(4,8 ; 16,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-7,0	(-11,8 ; -2,1)	9,4	(4,1 ; 14,8)
Acheteur 2	AC2	172	-16,1	(-30,0 ; -2,2)	2,3 *	(-14,1 ; 18,8)
Moyenne		..	-13,8	(-16,3 ; -11,4)	-1,7 *	(-4,7 ; 1,3)

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	657	-20,9	(-31,5 ; -10,3)	-13,8	(-19,6 ; -7,9)
Concierge 2	CO2	2 191	-12,5	(-24,8 ; -0,2)	-12,9 *	(-29,1 ; 3,4)
Cuisinier 1	CU1	13	19,5	(4,2 ; 34,7)	27,5	(11,9 ; 43,2)
Cuisinier 2	CU2	982	0,7 *	(-14,3 ; 15,7)	12,0 *	(-2,3 ; 26,3)
Cuisinier 3	CU3	22	-9,2 *	(-28,4 ; 10,1)	6,4 *	(-14,0 ; 26,8)
Gardien 2	GA2	283	-0,9	(-1,7 ; -0,2)	17,3	(16,5 ; 18,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	6,0 *	(-8,7 ; 20,6)	20,8	(6,1 ; 35,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	32,0	(24,2 ; 39,7)	40,2	(32,5 ; 48,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	10,8	(5,4 ; 16,1)	17,8	(13,7 ; 21,8)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-16,8	(-22,8 ; -10,7)	-6,7	(-11,9 ; -1,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	-0,4 *	(-16,1 ; 15,4)	8,0 *	(-6,2 ; 22,1)
Moyenne		..	2,3 *	(-6,5 ; 11,1)	9,8	(1,8 ; 17,7)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	-15,4	(-29,2 ; -1,6)	-3,2 *	(-16,6 ; 10,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-19,1	(-25,5 ; -12,7)	-2,5 *	(-11,9 ; 6,9)
Électricien entretien 2	EL2	374	-44,9	(-67,1 ; -22,8)	-49,1	(-85,8 ; -12,3)
Électricien entretien 3	EL3	62	-35,2	(-39,7 ; -30,6)	-34,5	(-43,6 ; -25,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	4,7 *	(-2,0 ; 11,3)	16,9	(10,5 ; 23,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-18,8	(-27,6 ; -9,9)	-8,3 *	(-18,6 ; 2,0)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-32,7	(-41,2 ; -24,1)	-30,8	(-42,9 ; -18,8)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-19,6 *	(-45,8 ; 6,7)	-15,0 *	(-47,9 ; 17,8)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-32,0	(-41,1 ; -22,9)	-33,0	(-48,2 ; -17,7)
Peintre entretien 2	PE2	126	-53,0	(-87,0 ; -18,9)	-69,3	(-123,1 ; -15,5)
Machiniste 2	MA2	43	-40,9	(-50,5 ; -31,3)	-45,6	(-53,1 ; -38,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-31,9	(-50,1 ; -13,6)	-22,7 *	(-46,3 ; 0,9)
Moyenne		..	-31,4	(-37,7 ; -25,1)	-29,8	(-39,2 ; -20,3)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-10,9	(-12,8 ; -9,0)	0,0 *	(-2,4 ; 2,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-16,1	(-22,5 ; -9,6)	-17,1	(-24,0 ; -10,3)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-13,8	(-15,3 ; -12,4)	-17,9	(-19,8 ; -16,1)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-17,2	(-19,7 ; -14,7)	-20,1	(-23,6 ; -16,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-8,7	(-13,3 ; -4,0)	-10,5	(-16,0 ; -5,0)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-22,9	(-27,1 ; -18,7)	-28,0	(-33,8 ; -22,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-31,6	(-35,3 ; -28,0)	-32,8	(-36,8 ; -28,9)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-15,8	(-18,3 ; -13,2)	-20,9	(-24,5 ; -17,2)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-18,9	(-21,3 ; -16,4)	-25,1	(-29,2 ; -21,0)
Ingénieur 1	IN1	195	-32,8	(-34,8 ; -30,8)	-41,9	(-43,3 ; -40,4)
Ingénieur 2	IN2	580	-30,2	(-32,0 ; -28,5)	-41,1	(-44,8 ; -37,4)
Ingénieur 3	IN3	382	-27,9	(-29,0 ; -26,7)	-38,7	(-41,9 ; -35,5)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	-16,1	(-17,6 ; -14,6)	-18,2	(-20,4 ; -16,1)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-45,0	(-47,4 ; -42,6)	-44,1	(-46,5 ; -41,7)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-19,4	(-21,0 ; -17,8)	-23,0	(-25,0 ; -20,9)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-4,0	(-5,8 ; -2,3)	-7,1	(-9,0 ; -5,2)
Moyenne	..	..	-18,1	(-19,6 ; -16,5)	-23,2	(-25,7 ; -20,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-14,2	(-15,6 ; -12,8)	-17,4	(-19,3 ; -15,6)
Technicien en administration 3	TA3	130	-16,4	(-19,4 ; -13,4)	-18,0	(-21,6 ; -14,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-6,6	(-9,5 ; -3,8)	-19,1	(-23,7 ; -14,5)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-7,7	(-9,9 ; -5,5)	-13,7	(-16,5 ; -10,9)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-13,8	(-16,7 ; -11,0)	-21,7	(-27,0 ; -16,3)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-32,9	(-34,1 ; -31,8)	-37,6	(-39,0 ; -36,2)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-48,2	(-53,4 ; -42,9)	-59,9	(-68,0 ; -51,8)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-12,9	(-15,4 ; -10,4)	-20,5	(-24,2 ; -16,7)
Techn. informatique 3	TI3	964	-15,2	(-17,8 ; -12,6)	-16,6	(-20,4 ; -12,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	-24,6	(-32,5 ; -16,7)	-40,0	(-47,1 ; -32,9)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-48,2	(-52,3 ; -44,2)	-58,7	(-63,5 ; -53,9)
Moyenne	..	..	-18,5	(-19,7 ; -17,2)	-24,5	(-26,3 ; -22,7)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	5	-24,0	(-27,9 ; -20,0)	-22,5	(-29,1 ; -15,8)
Magasinier 1	MG1	219	-35,9	(-39,3 ; -32,5)	-47,8	(-53,5 ; -42,1)
Magasinier 2	MG2	933	-41,9	(-44,5 ; -39,3)	-49,1	(-54,1 ; -44,0)
Magasinier 3	MG3	29	-29,0	(-31,6 ; -26,3)	-39,8	(-46,1 ; -33,5)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-44,7	(-46,7 ; -42,7)	-43,2	(-47,9 ; -38,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-13,0	(-14,1 ; -11,9)	-31,3	(-34,3 ; -28,3)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-22,2	(-24,1 ; -20,4)	-30,7	(-35,3 ; -26,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-19,3	(-20,0 ; -18,6)	-22,2	(-23,0 ; -21,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-22,2	(-24,1 ; -20,3)	-32,6	(-35,3 ; -30,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-21,4	(-22,9 ; -19,9)	-32,6	(-35,4 ; -29,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	-7,8	(-9,5 ; -6,2)	-16,4	(-19,1 ; -13,6)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	-1,5 *	(-3,5 ; 0,4)	0,5 *	(-3,1 ; 4,0)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-37,5	(-55,1 ; -19,9)	-48,4	(-57,0 ; -39,8)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-23,8	(-27,3 ; -20,3)	-25,6	(-29,4 ; -21,8)
Acheteur 2	AC2	172	-23,1	(-24,2 ; -22,0)	-23,0	(-24,7 ; -21,2)
Moyenne	..	..	-20,8	(-21,8 ; -19,8)	-31,0	(-33,1 ; -28,8)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	657	-44,0	(.. ; ..)	-45,0	(.. ; ..)
Concierge 2	CO2	2 191	-23,5	(-30,7 ; -16,2)	-31,5	(-42,9 ; -20,1)
Cuisinier 3	CU3	22	-17,8	(-20,3 ; -15,3)	-25,5	(-27,8 ; -23,3)
Gardien 2	GA2	283	-41,8	(-46,6 ; -37,0)	-54,8	(-62,4 ; -47,2)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-40,9	(-46,5 ; -35,2)	-41,2	(-48,6 ; -33,7)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	-8,3	(-9,3 ; -7,4)	-9,5	(-11,1 ; -7,9)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	-27,4	(-29,5 ; -25,2)	-32,1	(-37,2 ; -27,0)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-34,0	(-35,9 ; -32,1)	-47,2	(-50,2 ; -44,3)
Moyenne		..	-17,3	(-19,2 ; -15,5)	-22,2	(-24,6 ; -19,8)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	-42,3	(-45,1 ; -39,6)	-54,6	(-58,1 ; -51,0)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-37,7	(-40,3 ; -35,2)	-39,7	(-41,5 ; -38,0)
Électricien entretien 2	EL2	374	-32,7	(-35,2 ; -30,2)	-59,8	(-67,3 ; -52,2)
Électricien entretien 3	EL3	62	-31,1	(-32,5 ; -29,7)	-30,6	(-31,9 ; -29,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	-45,3	(-63,0 ; -27,7)	-46,8	(-62,8 ; -30,8)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-35,3	(-37,9 ; -32,7)	-46,7	(-48,8 ; -44,5)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-31,5	(-35,0 ; -27,9)	-32,6	(-36,2 ; -28,9)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-32,3	(-35,0 ; -29,7)	-46,9	(-49,0 ; -44,9)
Ouvrier de voirie 2	VO2	157	-43,1	(-45,3 ; -40,9)	-70,1	(-73,0 ; -67,2)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-37,2	(-40,8 ; -33,7)	-65,3	(-70,2 ; -60,4)
Peintre entretien 2	PE2	126	-38,7	(-42,3 ; -35,2)	-56,6	(-64,0 ; -49,1)
Machiniste 2	MA2	43	-23,9	(-24,8 ; -23,0)	-29,9	(-34,0 ; -25,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-34,0	(-35,1 ; -32,9)	-64,7	(-66,1 ; -63,3)
Moyenne		..	-33,2	(-34,5 ; -31,9)	-52,1	(-53,9 ; -50,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-19,8	(-20,7 ; -18,8)	-27,4	(-29,1 ; -25,7)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	768	-10,4	(-14,4 ; -6,4)	-24,2	(-29,4 ; -19,0)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-14,5	(-18,5 ; -10,5)	-21,6	(-27,5 ; -15,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-23,4	(-25,1 ; -21,7)	-37,6	(-42,7 ; -32,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-22,1	(-23,5 ; -20,7)	-39,2	(-40,6 ; -37,8)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-23,0	(-24,0 ; -22,0)	-41,0	(-43,4 ; -38,5)
Ingénieur 2	IN2	580	-10,5	(-11,3 ; -9,7)	-25,6	(-26,5 ; -24,7)
Ingénieur 3	IN3	382	-5,3	(-6,5 ; -4,1)	-17,3	(-19,1 ; -15,6)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-9,3	(-13,5 ; -5,0)	-13,0	(-14,1 ; -11,9)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-4,3	(-4,9 ; -3,7)	-18,5	(-19,3 ; -17,8)
Avocat et notaire 3	AN3	309	24,6	(22,6 ; 26,5)	15,8	(12,4 ; 19,3)
Moyenne	..	..	-15,7	(-16,4 ; -15,1)	-32,3	(-33,1 ; -31,4)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-16,0	(-16,9 ; -15,1)	-40,0	(-41,2 ; -38,8)
Technicien en administration 3	TA3	130	-30,6	(-33,5 ; -27,7)	-40,1	(-43,8 ; -36,4)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-6,2	(-10,1 ; -2,3)	-32,2	(-35,7 ; -28,6)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-3,2	(-4,2 ; -2,3)	-26,8	(-28,3 ; -25,2)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-21,3	(-22,6 ; -20,1)	-41,6	(-44,0 ; -39,2)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-37,7	(-38,5 ; -36,9)	-58,3	(-59,9 ; -56,7)
Technicien génie 3	TG3	251	-39,7	(-41,9 ; -37,6)	-45,2	(-52,1 ; -38,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-21,1	(-22,1 ; -20,1)	-43,4	(-46,2 ; -40,6)
Techn. informatique 3	TI3	964	-36,6	(-48,0 ; -25,1)	-51,6	(-67,9 ; -35,3)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	-26,0	(-34,0 ; -18,0)	-42,6	(-49,6 ; -35,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-57,0	(-62,6 ; -51,4)	-71,1	(-76,7 ; -65,4)
Moyenne	..	..	-20,2	(-21,1 ; -19,3)	-42,0	(-43,2 ; -40,9)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	219	-43,2	(-44,8 ; -41,6)	-77,1	(-83,7 ; -70,5)
Magasinier 2	MG2	933	-43,7	(-46,6 ; -40,9)	-66,0	(-70,7 ; -61,4)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-13,9	(-14,9 ; -12,9)	-42,7	(-44,2 ; -41,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-25,2	(-26,8 ; -23,7)	-40,8	(-42,2 ; -39,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-24,1	(-28,5 ; -19,7)	-51,2	(-55,2 ; -47,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-23,7	(-26,2 ; -21,2)	-37,8	(-39,7 ; -35,9)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-21,2	(-22,4 ; -20,0)	-43,9	(-45,6 ; -42,3)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	-15,0	(-17,3 ; -12,7)	-43,9	(-49,8 ; -38,0)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-29,6	(-44,8 ; -14,4)	-44,2	(-52,8 ; -35,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-19,4	(-21,7 ; -17,2)	-23,3	(-26,7 ; -19,9)
Acheteur 2	AC2	172	-29,7	(-33,6 ; -25,9)	-25,0	(-32,3 ; -17,7)
Moyenne	..	..	-22,5	(-23,6 ; -21,5)	-43,8	(-44,8 ; -42,9)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 191	-23,5	(-30,7 ; -16,2)	-31,5	(-42,9 ; -20,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-50,0	(-52,4 ; -47,5)	-54,5	(-57,8 ; -51,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	-35,8	(-37,2 ; -34,5)	-39,1	(-41,7 ; -36,6)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-41,7	(-42,9 ; -40,5)	-60,6	(-62,1 ; -59,1)
Moyenne		..	-30,4	(-34,4 ; -26,3)	-43,2	(-49,5 ; -37,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-32,1	(-35,5 ; -28,8)	-43,3	(-46,9 ; -39,8)
Électricien entretien 2	EL2	374	-34,7	(-35,9 ; -33,6)	-77,0	(-84,3 ; -69,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-29,7	(-31,9 ; -27,4)	-54,9	(-61,1 ; -48,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-34,7	(-38,0 ; -31,5)	-40,3	(-50,2 ; -30,5)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-34,3	(-37,8 ; -30,7)	-55,3	(-59,3 ; -51,3)
Ouvrier de voirie 2	VO2	157	-43,1	(-45,3 ; -40,9)	-70,2	(-73,1 ; -67,3)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-39,2	(-43,1 ; -35,3)	-78,5	(-82,3 ; -74,8)
Peintre entretien 2	PE2	126	-37,3	(-39,3 ; -35,3)	-68,0	(-78,8 ; -57,3)
Machiniste 2	MA2	43	-32,7	(-33,8 ; -31,5)	-48,2	(-60,6 ; -35,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-34,2	(-35,4 ; -33,1)	-65,6	(-67,0 ; -64,2)
Moyenne		..	-34,7	(-36,0 ; -33,4)	-62,6	(-64,9 ; -60,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-21,3	(-21,9 ; -20,7)	-41,5	(-42,1 ; -41,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-9,2	(-15,1 ; -3,4)	-11,4 *	(-24,4 ; 1,5)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-18,6	(-21,3 ; -16,0)	-22,7	(-27,5 ; -17,9)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-26,7	(-31,0 ; -22,5)	-34,7	(-41,7 ; -27,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-2,9 *	(-7,9 ; 2,1)	-3,6 *	(-9,5 ; 2,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-19,2	(-25,6 ; -12,8)	-26,2	(-35,8 ; -16,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-11,2	(-17,2 ; -5,1)	-10,9	(-17,4 ; -4,5)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-14,3	(-18,7 ; -9,9)	-19,7	(-26,3 ; -13,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-19,7	(-24,0 ; -15,4)	-29,4	(-36,6 ; -22,2)
Ingénieur 2	IN2	580	-33,2	(-35,7 ; -30,8)	-48,3	(-53,5 ; -43,1)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-6,9	(-12,1 ; -1,7)	-4,8	(-8,6 ; -1,1)
Avocat et notaire 3	AN3	309	0,7 *	(-0,5 ; 1,9)	-2,8	(-4,1 ; -1,6)
Moyenne	..	..	-17,4	(-20,0 ; -14,9)	-24,3	(-28,3 ; -20,3)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-11,5	(-16,2 ; -6,8)	-12,7	(-18,9 ; -6,6)
Technicien en administration 3	TA3	130	-9,6	(-13,6 ; -5,6)	-6,3	(-9,7 ; -2,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	0,9 *	(-3,3 ; 5,1)	-3,2 *	(-10,6 ; 4,1)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-18,3	(-30,9 ; -5,8)	-30,4	(-43,6 ; -17,2)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-21,3	(-27,3 ; -15,3)	-20,7	(-26,6 ; -14,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-59,6	(-65,7 ; -53,6)	-72,0	(-84,4 ; -59,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-5,4	(-8,1 ; -2,6)	-4,7	(-7,7 ; -1,6)
Techn. informatique 3	TI3	964	-12,1	(-13,8 ; -10,5)	-11,4	(-13,3 ; -9,6)
Moyenne	..	..	-15,9	(-18,9 ; -12,8)	-19,4	(-23,6 ; -15,2)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	219	-26,0	(-41,8 ; -10,1)	-22,6 *	(-50,0 ; 4,8)
Magasinier 2	MG2	933	-47,6	(-51,0 ; -44,3)	-61,7	(-70,8 ; -52,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-11,4	(-14,6 ; -8,1)	-10,9	(-14,9 ; -7,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-26,0	(-31,3 ; -20,6)	-44,5	(-57,8 ; -31,1)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-10,1	(-15,2 ; -4,9)	-10,9	(-17,4 ; -4,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-28,2	(-32,9 ; -23,6)	-28,5	(-32,4 ; -24,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-20,4	(-25,4 ; -15,5)	-26,7	(-35,1 ; -18,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	-4,8	(-6,5 ; -3,2)	-1,0 *	(-3,5 ; 1,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	0,6 *	(-1,1 ; 2,2)	5,8	(3,3 ; 8,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-11,5	(-15,2 ; -7,7)	-7,2 *	(-18,6 ; 4,1)
Moyenne	..	..	-20,5	(-23,8 ; -17,3)	-27,2	(-33,3 ; -21,1)
Employés de service						
Gardien 2	GA2	283	-48,5	(-54,1 ; -42,9)	-55,9	(-66,1 ; -45,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-23,7	(-41,5 ; -6,0)	-16,5 *	(-37,4 ; 4,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	-33,1	(-51,5 ; -14,6)	-31,0	(-53,4 ; -8,6)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	400	-33,5	(-38,3 ; -28,8)	-37,4	(-46,8 ; -28,1)
Moyenne	..	..	-13,7	(-16,1 ; -11,4)	-15,7	(-18,5 ; -12,8)

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Ouvriers						
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-39,3	(-42,8 ; -35,8)	-44,4	(-46,6 ; -42,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-33,0	(-37,3 ; -28,7)	-29,4	(-33,0 ; -25,8)
Moyenne		..	-37,9	(-39,8 ; -36,0)	-45,7	(-49,2 ; -42,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-18,5	(-21,0 ; -16,1)	-23,9	(-28,0 ; -19,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	768	-11,7	(-13,6 ; -9,8)	-14,8	(-16,9 ; -12,7)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-16,3	(-26,7 ; -6,0)	-18,6	(-25,9 ; -11,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-16,7	(-22,2 ; -11,3)	-17,6	(-21,8 ; -13,4)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-12,0 *	(-27,9 ; 3,9)	-12,6 *	(-29,0 ; 3,7)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-26,2	(-29,2 ; -23,1)	-28,1	(-31,7 ; -24,5)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-17,8	(-21,6 ; -14,0)	-20,3	(-23,9 ; -16,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-16,0	(-21,0 ; -11,0)	-20,0	(-24,4 ; -15,5)
Ingénieur 2	IN2	580	-16,2	(-18,7 ; -13,6)	-17,7	(-18,9 ; -16,5)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	-1,3 *	(-3,0 ; 0,3)	-4,1	(-5,9 ; -2,3)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-1,0 *	(-16,6 ; 14,6)	-2,9 *	(-18,5 ; 12,7)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-0,5 *	(-3,5 ; 2,6)	-0,5 *	(-3,8 ; 2,8)
Moyenne		..	-11,9	(-13,8 ; -10,0)	-14,5	(-16,2 ; -12,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-11,8	(-13,2 ; -10,3)	-16,0	(-18,4 ; -13,5)
Technicien en administration 3	TA3	130	-16,2	(-18,0 ; -14,4)	-21,0	(-23,5 ; -18,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-10,2	(-13,1 ; -7,3)	-16,1	(-20,0 ; -12,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-2,5	(-4,4 ; -0,5)	-2,8	(-4,8 ; -0,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-13,0	(-15,8 ; -10,2)	-20,1	(-26,1 ; -14,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-35,4	(-45,5 ; -25,2)	-17,6	(-27,3 ; -7,9)
Technicien génie 3	TG3	251	-61,5	(-70,6 ; -52,3)	-35,9	(-42,6 ; -29,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-13,3	(-18,5 ; -8,2)	-17,9	(-24,8 ; -11,0)
Techn. informatique 3	TI3	964	-15,1	(-17,5 ; -12,6)	-16,7	(-21,4 ; -11,9)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-16,5	(-21,7 ; -11,4)	-16,1	(-21,9 ; -10,2)
Moyenne		..	-11,7	(-13,1 ; -10,4)	-15,0	(-17,6 ; -12,4)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	5	-26,2	(-31,1 ; -21,2)	-24,9	(-32,4 ; -17,4)
Magasinier 2	MG2	933	-21,7	(-24,5 ; -19,0)	-23,2	(-28,3 ; -18,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-11,7	(-13,5 ; -9,9)	-15,9	(-18,9 ; -12,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-17,8	(-19,1 ; -16,5)	-23,9	(-26,4 ; -21,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-13,5	(-17,4 ; -9,5)	-21,2	(-25,4 ; -16,9)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-19,0	(-19,9 ; -18,0)	-31,8	(-36,4 ; -27,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-22,5	(-24,1 ; -20,9)	-24,7	(-27,0 ; -22,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	-2,9	(-5,1 ; -0,7)	-11,4	(-13,8 ; -8,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-32,9	(-39,7 ; -26,1)	-33,7	(-41,1 ; -26,3)
Moyenne		..	-18,4	(-19,3 ; -17,5)	-23,2	(-25,1 ; -21,2)

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Gardien 2	GA2	283	-31,6	(-41,5 ; -21,7)	-37,5	(-45,8 ; -29,3)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-23,8	(-27,1 ; -20,5)	-16,3	(-20,2 ; -12,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	-17,0	(-19,9 ; -14,0)	-19,5	(-22,3 ; -16,8)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-15,0	(-16,8 ; -13,2)	-22,2	(-24,9 ; -19,6)
Moyenne		..	-5,3	(-6,0 ; -4,5)	-10,2	(-10,9 ; -9,6)
Ouvriers						
Électricien entretien 2	EL2	374	-15,2	(-17,0 ; -13,4)	-24,9	(-29,9 ; -20,0)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-15,9	(-17,2 ; -14,6)	-17,5	(-19,5 ; -15,5)
Peintre entretien 2	PE2	126	-19,1	(-25,8 ; -12,3)	-19,8	(-26,4 ; -13,3)
Moyenne		..	-14,4	(-15,4 ; -13,3)	-24,8	(-29,6 ; -20,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-13,4	(-13,9 ; -12,9)	-17,5	(-19,0 ; -16,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-24,1	(.. ; ..)	-23,5	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-11,4	(.. ; ..)	-11,6	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-12,8	(.. ; ..)	-13,3	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	19	-46,7	(.. ; ..)	-44,4	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-18,9	(.. ; ..)	-18,6	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-30,2	(.. ; ..)	-30,6	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-42,0	(.. ; ..)	-42,3	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-15,6	(.. ; ..)	-17,0	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-17,9	(.. ; ..)	-19,5	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	195	-44,6	(.. ; ..)	-44,6	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	580	-37,9	(.. ; ..)	-37,5	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	382	-32,4	(.. ; ..)	-32,3	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	22	-28,0	(.. ; ..)	-26,7	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	-13,8	(.. ; ..)	-13,6	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-28,7	(.. ; ..)	-28,9	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-51,7	(.. ; ..)	-50,5	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-41,3	(.. ; ..)	-41,1	(.. ; ..)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-21,5	(.. ; ..)	-22,3	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	162	-23,6	(.. ; ..)	-23,8	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	38	-19,0	(.. ; ..)	-19,7	(.. ; ..)
Moyenne		..	-21,0	(.. ; ..)	-21,7	(.. ; ..)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-15,8	(.. ; ..)	-14,8	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-13,2	(.. ; ..)	-13,9	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-7,0	(.. ; ..)	-6,0	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-42,9	(.. ; ..)	-40,1	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-48,4	(.. ; ..)	-48,3	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	251	-45,6	(.. ; ..)	-42,1	(.. ; ..)
Moyenne		..	-19,4	(.. ; ..)	-18,3	(.. ; ..)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	219	-36,5	(.. ; ..)	-29,5	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	933	-34,5	(.. ; ..)	-25,4	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	29	-26,6	(.. ; ..)	-22,2	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-5,8	(.. ; ..)	-4,0	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-19,8	(.. ; ..)	-19,3	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-19,9	(.. ; ..)	-19,9	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-20,4	(.. ; ..)	-21,4	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-15,6	(.. ; ..)	-15,5	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	172	-21,3	(.. ; ..)	-21,4	(.. ; ..)
Moyenne		..	-16,6	(.. ; ..)	-15,8	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	657	-44,0	(.. ; ..)	-45,0	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	13	-31,4	(.. ; ..)	-38,3	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	982	-27,3	(.. ; ..)	-29,0	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	22	-29,4	(.. ; ..)	-34,6	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-24,4	(.. ; ..)	-21,7	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	-8,5	(.. ; ..)	-11,9	(.. ; ..)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	-45,3	(.. ; ..)	-57,8	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	-8,8	(.. ; ..)	-10,8	(.. ; ..)
Moyenne		..	-16,4	(.. ; ..)	-19,3	(.. ; ..)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	-19,1	(.. ; ..)	-19,7	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-16,4	(.. ; ..)	-19,3	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	374	-32,0	(.. ; ..)	-35,1	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	62	-31,7	(.. ; ..)	-31,2	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	-30,4	(.. ; ..)	-33,1	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-28,4	(.. ; ..)	-30,9	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-32,8	(.. ; ..)	-33,6	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	43	-21,3	(.. ; ..)	-24,2	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-20,5	(.. ; ..)	-22,8	(.. ; ..)
Moyenne		..	-27,1	(.. ; ..)	-29,3	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-18,7	(.. ; ..)	-18,7	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-20,5	(-23,2 ; -17,8)	-20,9	(-23,9 ; -17,8)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-13,9	(-15,3 ; -12,5)	-18,4	(-20,5 ; -16,2)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-14,5	(-16,5 ; -12,5)	-15,7	(-18,1 ; -13,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-7,3	(-12,3 ; -2,4)	-9,6	(-15,6 ; -3,5)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-22,7	(-27,2 ; -18,2)	-28,0	(-34,1 ; -21,8)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-32,1	(-35,9 ; -28,3)	-33,5	(-37,6 ; -29,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-14,8	(-17,5 ; -12,1)	-19,7	(-23,6 ; -15,9)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-18,2	(-20,7 ; -15,6)	-24,7	(-29,1 ; -20,4)
Ingénieur 1	IN1	195	-34,3	(-35,8 ; -32,8)	-35,3	(-41,5 ; -29,2)
Ingénieur 2	IN2	580	-30,5	(-32,2 ; -28,8)	-40,1	(-44,8 ; -35,4)
Ingénieur 3	IN3	382	-29,5	(-31,3 ; -27,6)	-36,5	(-40,5 ; -32,4)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	-10,4	(-19,0 ; -1,8)	-10,4 *	(-21,8 ; 1,0)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-44,0	(-46,6 ; -41,5)	-42,9	(-45,4 ; -40,4)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-20,9	(-23,7 ; -18,2)	-25,9	(-28,6 ; -23,3)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-7,0	(-9,2 ; -4,7)	-9,0	(-11,9 ; -6,0)
Moyenne		..	-17,5	(-19,3 ; -15,7)	-22,2	(-25,0 ; -19,4)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-14,5	(-16,0 ; -13,0)	-18,1	(-20,1 ; -16,1)
Technicien en administration 3	TA3	130	-17,9	(-26,5 ; -9,2)	-22,1	(-32,7 ; -11,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-6,6	(-9,3 ; -3,8)	-18,5	(-23,0 ; -14,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-10,6	(-14,4 ; -6,8)	-6,8 *	(-15,9 ; 2,4)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-10,2	(-15,3 ; -5,0)	-10,9 *	(-24,4 ; 2,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-34,3	(-36,6 ; -32,0)	-39,1	(-41,8 ; -36,5)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-53,0	(-55,9 ; -50,0)	-53,1	(-58,1 ; -48,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-13,6	(-16,5 ; -10,7)	-13,7	(-17,1 ; -10,3)
Techn. informatique 3	TI3	964	-18,7	(-27,3 ; -10,0)	-20,8	(-31,7 ; -10,0)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	-11,3 *	(-24,7 ; 2,2)	-18,5	(-36,5 ; -0,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-57,2	(-63,7 ; -50,7)	-68,0	(-74,8 ; -61,3)
Moyenne		..	-19,4	(-20,8 ; -17,9)	-22,1	(-24,7 ; -19,6)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	5	-38,2	(-61,7 ; -14,6)	-27,3	(-39,1 ; -15,4)
Magasinier 1	MG1	219	-50,1	(-52,6 ; -47,6)	-43,9	(-47,1 ; -40,6)
Magasinier 2	MG2	933	-49,2	(-56,1 ; -42,2)	-49,7	(-57,1 ; -42,4)
Magasinier 3	MG3	29	-37,6	(-50,0 ; -25,2)	-53,2	(-70,9 ; -35,5)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-49,8	(-52,0 ; -47,6)	-56,3	(-64,5 ; -48,1)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-14,8	(-16,8 ; -12,8)	-28,6	(-31,8 ; -25,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-22,9	(-24,7 ; -21,0)	-29,6	(-33,6 ; -25,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-20,0	(-20,8 ; -19,1)	-22,8	(-23,7 ; -22,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-22,9	(-25,8 ; -20,1)	-35,9	(-42,2 ; -29,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-20,0	(-21,8 ; -18,2)	-31,2	(-34,4 ; -28,1)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	-11,0	(-16,2 ; -5,8)	-16,3	(-22,4 ; -10,1)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	-8,5 *	(-21,4 ; 4,3)	-4,7 *	(-22,0 ; 12,6)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-35,1	(-52,9 ; -17,2)	-44,2	(-56,7 ; -31,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-22,9	(-30,0 ; -15,7)	-19,0	(-29,7 ; -8,3)
Acheteur 2	AC2	172	-23,1	(-33,1 ; -13,0)	-20,0	(-35,3 ; -4,6)
Moyenne		..	-21,3	(-22,6 ; -20,0)	-30,0	(-32,2 ; -27,7)

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	657	-22,3	(-31,8 ; -12,8)	-15,7	(-21,8 ; -9,7)
Concierge 2	CO2	2 191	-20,5	(-30,5 ; -10,6)	-25,5	(-38,9 ; -12,2)
Cuisinier 1	CU1	13	-13,2	(-24,2 ; -2,1)	-5,9 *	(-17,2 ; 5,4)
Cuisinier 2	CU2	982	-5,4 *	(-19,1 ; 8,4)	0,3 *	(-11,3 ; 12,0)
Gardien 2	GA2	283	-2,8	(-4,1 ; -1,5)	14,6	(12,9 ; 16,3)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-34,3	(-45,0 ; -23,6)	-32,4	(-46,5 ; -18,4)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	8,2	(0,6 ; 15,7)	17,1	(8,2 ; 26,1)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	-3,0 *	(-6,5 ; 0,4)	5,3	(1,3 ; 9,4)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-27,6	(-31,6 ; -23,6)	-24,4	(-31,0 ; -17,8)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	-5,8 *	(-20,2 ; 8,6)	2,0 *	(-10,5 ; 14,5)
Moyenne	..	..	-8,2	(-16,1 ; -0,3)	-2,8 *	(-9,5 ; 3,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	-34,1	(-40,2 ; -27,9)	-31,6	(-40,0 ; -23,2)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-28,0	(-34,3 ; -21,7)	-16,0	(-27,2 ; -4,8)
Électricien entretien 2	EL2	374	-44,9	(-61,5 ; -28,4)	-60,2	(-86,2 ; -34,2)
Électricien entretien 3	EL3	62	-34,4	(-35,1 ; -33,7)	-34,5	(-38,2 ; -30,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	-16,5 *	(-40,0 ; 6,9)	-7,4 *	(-34,9 ; 20,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-35,9	(-39,1 ; -32,8)	-44,0	(-48,1 ; -39,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-43,0	(-51,1 ; -34,9)	-46,0	(-58,3 ; -33,6)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-37,1	(-42,0 ; -32,3)	-49,6	(-55,8 ; -43,5)
Ouvrier de voirie 2	VO2	157	-43,1	(-45,3 ; -40,9)	-70,1	(-73,0 ; -67,2)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-36,7	(-40,9 ; -32,5)	-55,4	(-63,9 ; -46,9)
Peintre entretien 2	PE2	126	-48,1	(-58,7 ; -37,6)	-70,1	(-85,7 ; -54,6)
Machiniste 2	MA2	43	-46,8	(-51,1 ; -42,5)	-53,5	(-64,3 ; -42,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-35,6	(-38,4 ; -32,8)	-57,8	(-62,3 ; -53,3)
Moyenne	..	..	-38,0	(-41,1 ; -34,9)	-52,1	(-57,3 ; -46,8)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-19,0	(-20,6 ; -17,5)	-23,7	(-25,7 ; -21,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-12,7	(-18,6 ; -6,8)	-0,4 *	(-10,0 ; 9,2)
Professionnel communic. 2	PC2	768	-2,4 *	(-8,2 ; 3,4)	3,4 *	(-3,9 ; 10,6)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-24,5	(-29,8 ; -19,2)	-19,6	(-31,3 ; -7,9)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	19	-7,4	(-12,0 ; -2,8)	10,2	(4,3 ; 16,1)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-12,5	(-16,7 ; -8,4)	0,2 *	(-3,6 ; 4,0)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-32,3	(-35,6 ; -29,0)	-27,2	(-32,5 ; -21,8)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-28,1	(-32,8 ; -23,4)	-20,2	(-28,8 ; -11,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-14,4	(-16,5 ; -12,2)	-3,3	(-6,2 ; -0,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-24,2	(-28,4 ; -20,1)	-13,5	(-20,9 ; -6,0)
Ingénieur 1	IN1	195	-22,5	(-25,2 ; -19,7)	-4,3	(-7,0 ; -1,7)
Ingénieur 2	IN2	580	-10,3	(-15,0 ; -5,7)	3,9 *	(-0,7 ; 8,6)
Ingénieur 3	IN3	382	-26,3	(-30,1 ; -22,6)	-11,5	(-15,6 ; -7,5)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	22	-28,9	(-43,8 ; -13,9)	-11,3 *	(-29,2 ; 6,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	4,4 *	(-0,3 ; 9,2)	15,6	(10,6 ; 20,6)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-19,3	(-28,2 ; -10,4)	-8,3	(-12,1 ; -4,4)
Avocat et notaire 1	AN1	44	0,2 *	(-8,4 ; 8,7)	11,4	(4,7 ; 18,0)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-5,1	(-8,7 ; -1,5)	0,7 *	(-2,5 ; 4,0)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-2,9 *	(-6,1 ; 0,3)	-0,6 *	(-3,0 ; 1,8)
Biologiste 1	BI1	7	-3,7 *	(-16,3 ; 8,9)	10,8	(1,6 ; 19,9)
Biologiste 2	BI2	162	12,8	(9,4 ; 16,2)	24,5	(21,5 ; 27,6)
Moyenne	..	..	-11,6	(-13,1 ; -10,1)	-1,1 *	(-3,2 ; 1,0)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-5,4	(-7,8 ; -3,1)	6,9	(3,8 ; 10,0)
Technicien en administration 3	TA3	130	-19,4	(-23,7 ; -15,1)	-6,3	(-10,9 ; -1,6)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-4,5 *	(-12,0 ; 3,1)	-5,1 *	(-16,9 ; 6,7)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	6,2 *	(-1,3 ; 13,7)	19,7	(10,9 ; 28,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-9,5	(-16,7 ; -2,2)	-0,3 *	(-7,5 ; 6,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-38,7	(-43,6 ; -33,8)	-26,8	(-34,7 ; -19,0)
Technicien en droit 3	DR3	20	-68,1	(-79,8 ; -56,5)	-58,6	(-67,7 ; -49,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-35,3	(-45,4 ; -25,2)	-17,7	(-27,3 ; -8,0)
Technicien génie 3	TG3	251	-61,0	(-70,2 ; -51,8)	-36,2	(-42,7 ; -29,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	2,5 *	(-2,7 ; 7,7)	17,3	(11,5 ; 23,2)
Techn. informatique 3	TI3	964	-18,1	(-21,1 ; -15,0)	1,9 *	(-2,4 ; 6,2)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	3,7 *	(-12,1 ; 19,6)	16,4 *	(-1,5 ; 34,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-28,8	(-52,0 ; -5,6)	-13,3 *	(-39,6 ; 13,0)
Moyenne	..	..	-8,8	(-11,3 ; -6,2)	4,6	(1,5 ; 7,6)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	219	6,6 *	(-17,4 ; 30,6)	27,1	(4,3 ; 49,9)
Magasinier 2	MG2	933	-30,4	(-38,7 ; -22,2)	-8,2	(-15,5 ; -0,8)
Magasinier 3	MG3	29	-46,2	(-62,9 ; -29,6)	-24,0	(-40,5 ; -7,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	0,8 *	(-3,0 ; 4,6)	15,4	(9,9 ; 20,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-4,1	(-6,3 ; -1,8)	10,1	(7,4 ; 12,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-14,6	(-23,2 ; -6,1)	3,8 *	(-3,9 ; 11,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-18,3	(-29,9 ; -6,8)	-5,8 *	(-16,9 ; 5,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-21,0	(-25,2 ; -16,8)	-11,5	(-16,6 ; -6,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	11,1	(2,7 ; 19,5)	25,2	(15,6 ; 34,7)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	-7,2 *	(-18,2 ; 3,9)	8,8 *	(-2,3 ; 20,0)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-5,2 *	(-14,3 ; 3,9)	11,7	(5,4 ; 17,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-5,5	(-10,1 ; -0,8)	11,2	(6,4 ; 16,1)
Acheteur 2	AC2	172	-14,3	(-27,2 ; -1,3)	6,3 *	(-7,7 ; 20,2)
Moyenne	..	..	-11,8	(-14,1 ; -9,5)	1,7 *	(-1,0 ; 4,4)

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 191	6,8	(1,4 ; 12,3)	14,8	(6,9 ; 22,7)
Cuisinier 1	CU1	13	30,4	(28,3 ; 32,4)	38,1	(34,2 ; 42,0)
Cuisinier 2	CU2	982	9,9	(0,7 ; 19,2)	22,4	(12,1 ; 32,6)
Cuisinier 3	CU3	22	-9,5 *	(-28,6 ; 9,5)	5,6 *	(-15,1 ; 26,3)
Gardien 2	GA2	283	-0,9 *	(-3,7 ; 1,9)	16,8	(13,7 ; 19,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-10,6	(-14,4 ; -6,7)	7,9	(1,0 ; 14,7)
Préposé cuisine/cafét. 2	CC2	2 434	36,0	(30,0 ; 42,0)	44,0	(37,9 ; 50,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	21,9	(14,1 ; 29,7)	23,8	(18,2 ; 29,3)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-7,5 *	(-15,8 ; 0,7)	2,1 *	(-3,3 ; 7,4)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	20,7	(11,0 ; 30,4)	25,8	(18,9 ; 32,7)
Moyenne	..	..	17,3	(13,2 ; 21,4)	25,5	(21,6 ; 29,4)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	17,6	(5,9 ; 29,4)	29,3	(17,5 ; 41,0)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-8,3	(-14,1 ; -2,4)	11,9	(2,1 ; 21,7)
Électricien entretien 2	EL2	374	-16,3	(-30,9 ; -1,7)	-6,8 *	(-24,1 ; 10,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	6,2 *	(-3,0 ; 15,5)	16,4	(6,3 ; 26,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-12,3	(-21,5 ; -3,1)	-0,1 *	(-10,0 ; 9,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-8,6 *	(-17,4 ; 0,2)	2,6 *	(-8,4 ; 13,7)
Menuisier entretien 2	ME2	295	8,8 *	(-10,8 ; 28,4)	18,5 *	(-4,6 ; 41,6)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-16,0	(-25,4 ; -6,5)	0,5 *	(-11,4 ; 12,4)
Peintre entretien 2	PE2	126	-5,0 *	(-19,6 ; 9,6)	4,5 *	(-10,9 ; 20,0)
Machiniste 2	MA2	43	-4,1 *	(-12,7 ; 4,5)	2,3 *	(-9,9 ; 14,4)
Moyenne	..	..	-9,2	(-14,0 ; -4,3)	3,2 *	(-2,7 ; 9,1)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-6,8	(-8,4 ; -5,2)	5,0	(3,1 ; 7,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	768	-17,8	(-26,8 ; -8,7)	-34,4	(-59,1 ; -9,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-24,6	(-41,6 ; -7,7)	-31,7	(-51,3 ; -12,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-30,7	(-33,7 ; -27,7)	-34,1	(-37,9 ; -30,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-14,2	(-19,5 ; -8,8)	-18,3	(-26,1 ; -10,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-30,8	(-45,2 ; -16,5)	-35,4	(-55,4 ; -15,5)
Avocat et notaire 2	AN2	406	6,0	(1,8 ; 10,1)	-17,7	(-34,6 ; -0,9)
Moyenne		..	-15,3	(-19,8 ; -10,9)	-20,2	(-26,9 ; -13,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-16,0	(-22,0 ; -10,0)	-17,0	(-25,8 ; -8,2)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-12,3	(-20,0 ; -4,6)	-15,3*	(-43,4 ; 12,9)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	-12,4	(-18,9 ; -6,0)	-2,8*	(-15,1 ; 9,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-55,8	(-59,9 ; -51,7)	-48,8	(-53,9 ; -43,8)
Technicien génie 3	TG3	251	-38,2	(-73,2 ; -3,1)	-38,1*	(-84,2 ; 8,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	-13,1	(-18,1 ; -8,1)	-6,9	(-11,0 ; -2,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	21,8	(10,0 ; 33,5)	31,6	(17,8 ; 45,4)
Moyenne		..	-22,5	(-26,4 ; -18,6)	-20,6	(-26,9 ; -14,2)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	219	-56,8	(-60,5 ; -53,1)	-42,2	(-45,8 ; -38,6)
Magasinier 2	MG2	933	-57,4	(-69,0 ; -45,9)	-50,5	(-64,3 ; -36,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	-21,6	(-29,5 ; -13,7)	-18,8	(-29,3 ; -8,3)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-24,9	(-30,6 ; -19,3)	-22,9	(-28,7 ; -17,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-30,6	(-38,3 ; -22,8)	-32,2	(-41,1 ; -23,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-40,8	(-61,6 ; -20,0)	-68,0	(-119,9 ; -16,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-20,4	(-29,8 ; -11,0)	-23,9	(-36,2 ; -11,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	-18,1	(-33,8 ; -2,4)	-13,7*	(-34,3 ; 7,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-20,3	(-38,4 ; -2,2)	-7,4*	(-31,1 ; 16,3)
Acheteur 2	AC2	172	-22,9*	(-58,0 ; 12,1)	-12,8*	(-62,4 ; 36,8)
Moyenne		..	-25,2	(-30,4 ; -20,1)	-26,2	(-33,8 ; -18,6)

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	657	-21,1	(-31,6 ; -10,6)	-14,1	(-20,0 ; -8,2)
Concierge 2	CO2	2 191	-19,3	(-33,3 ; -5,4)	-23,1	(-41,7 ; -4,5)
Cuisinier 1	CU1	13	-12,0 *	(-25,0 ; 1,0)	-3,4 *	(-17,3 ; 10,6)
Cuisinier 2	CU2	982	-6,5 *	(-28,4 ; 15,3)	3,7 *	(-16,1 ; 23,6)
Gardien 2	GA2	283	-1,0	(-1,7 ; -0,3)	17,4	(16,7 ; 18,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	12,4 *	(-1,7 ; 26,4)	25,1	(8,7 ; 41,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	10,5	(1,9 ; 19,1)	20,6	(10,7 ; 30,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	2,3 *	(-0,3 ; 4,9)	13,2	(10,5 ; 15,9)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-24,3	(-30,3 ; -18,4)	-13,8	(-20,5 ; -7,1)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	-5,1 *	(-21,7 ; 11,6)	4,1 *	(-10,8 ; 19,1)
Moyenne	..	..	-6,2 *	(-16,4 ; 4,0)	1,3 *	(-7,6 ; 10,3)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	-27,5	(-38,4 ; -16,6)	-15,2	(-25,9 ; -4,4)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-26,8	(-34,0 ; -19,5)	-13,3	(-25,8 ; -0,7)
Électricien entretien 2	EL2	374	-52,1	(-75,5 ; -28,8)	-59,9	(-100,3 ; -19,5)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	2,9 *	(-9,7 ; 15,4)	17,3	(6,1 ; 28,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-38,6	(-50,7 ; -26,6)	-33,9	(-51,0 ; -16,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-43,5	(-51,9 ; -35,1)	-46,6	(-59,4 ; -33,8)
Menuisier entretien 2	ME2	295	-57,2	(-72,1 ; -42,3)	-60,6	(-88,9 ; -32,3)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-35,9	(-45,0 ; -26,8)	-41,8	(-56,7 ; -26,9)
Machiniste 2	MA2	43	-47,0	(-51,3 ; -42,8)	-53,7	(-64,8 ; -42,6)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	270	-41,6	(-53,1 ; -30,0)	-35,6	(-51,8 ; -19,4)
Moyenne	..	..	-43,0	(-49,0 ; -37,1)	-46,2	(-56,5 ; -36,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-20,6	(-24,1 ; -17,2)	-20,6	(-25,8 ; -15,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	48	-13,8	(-20,2 ; -7,3)	2,4 *	(-6,7 ; 11,6)
Professionnel communic. 2	PC2	768	0,7 *	(-5,7 ; 7,2)	8,8	(1,6 ; 16,1)
Professionnel communic. 3	PC3	116	-22,8	(-28,9 ; -16,7)	-12,6	(-23,2 ; -1,9)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	19	-7,1	(-11,7 ; -2,5)	10,7	(5,0 ; 16,5)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	456	-12,1	(-16,6 ; -7,5)	1,5 *	(-2,6 ; 5,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-32,7	(-36,1 ; -29,4)	-26,3	(-32,3 ; -20,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	269	-28,2	(-33,3 ; -23,0)	-19,5	(-28,9 ; -10,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 065	-13,9	(-16,2 ; -11,6)	-1,8 *	(-4,7 ; 1,2)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 062	-23,9	(-28,3 ; -19,5)	-12,5	(-20,5 ; -4,6)
Ingénieur 1	IN1	195	-22,5	(-25,2 ; -19,7)	-4,3	(-7,0 ; -1,7)
Ingénieur 2	IN2	580	-10,3	(-15,0 ; -5,6)	4,1 *	(-0,5 ; 8,8)
Ingénieur 3	IN3	382	-26,4	(-30,2 ; -22,6)	-11,3	(-15,3 ; -7,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	500	4,7 *	(-0,3 ; 9,6)	16,3	(11,2 ; 21,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-19,4	(-28,7 ; -10,1)	-7,4	(-11,1 ; -3,6)
Avocat et notaire 1	AN1	44	0,9 *	(-8,2 ; 10,1)	13,1	(6,2 ; 19,9)
Avocat et notaire 2	AN2	406	-5,9	(-10,4 ; -1,4)	2,6 *	(-1,4 ; 6,6)
Avocat et notaire 3	AN3	309	-5,9	(-10,3 ; -1,6)	1,2 *	(-2,1 ; 4,5)
Moyenne	..	..	-11,3	(-12,9 ; -9,6)	0,4 *	(-1,9 ; 2,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 168	-4,8	(-7,3 ; -2,2)	8,4	(5,0 ; 11,7)
Technicien en administration 3	TA3	130	-18,6	(-23,6 ; -13,5)	-3,4 *	(-8,7 ; 1,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	726	-1,9 *	(-9,4 ; 5,7)	0,5 *	(-9,9 ; 10,9)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 137	6,2 *	(-1,3 ; 13,7)	19,7	(10,9 ; 28,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	535	-9,7	(-17,0 ; -2,3)	-0,4 *	(-7,7 ; 6,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	458	-39,0	(-44,0 ; -34,1)	-26,7	(-34,9 ; -18,5)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 492	-35,4	(-45,5 ; -25,2)	-17,6	(-27,3 ; -7,9)
Technicien génie 3	TG3	251	-61,5	(-70,6 ; -52,3)	-35,9	(-42,6 ; -29,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 106	2,6 *	(-2,7 ; 7,9)	17,8	(11,9 ; 23,7)
Techn. informatique 3	TI3	964	-17,6	(-20,6 ; -14,5)	3,0 *	(-1,0 ; 7,0)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	191	-29,0	(-52,6 ; -5,4)	-13,3 *	(-40,0 ; 13,3)
Moyenne	..	..	-8,2	(-10,9 ; -5,5)	5,8	(2,6 ; 9,0)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	219	6,6 *	(-17,4 ; 30,6)	27,1	(4,3 ; 49,9)
Magasinier 2	MG2	933	-30,2	(-38,5 ; -21,9)	-7,9	(-15,3 ; -0,6)
Magasinier 3	MG3	29	-45,5	(-62,9 ; -28,1)	-22,2	(-39,4 ; -5,1)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 686	0,9 *	(-2,9 ; 4,7)	15,6	(10,1 ; 21,1)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 011	-3,7	(-6,1 ; -1,4)	10,6	(7,8 ; 13,3)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 294	-15,3	(-24,3 ; -6,3)	4,0 *	(-3,9 ; 12,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 487	-17,5	(-29,8 ; -5,1)	-4,3 *	(-16,1 ; 7,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 111	-19,8	(-24,5 ; -15,2)	-9,2	(-14,7 ; -3,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	716	11,2	(2,7 ; 19,7)	25,4	(15,9 ; 35,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	36	-7,2 *	(-18,6 ; 4,1)	9,0 *	(-2,4 ; 20,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	208	-5,2 *	(-14,3 ; 3,9)	11,7	(5,4 ; 17,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	226	-5,4	(-10,1 ; -0,7)	11,4	(6,5 ; 16,2)
Acheteur 2	AC2	172	-14,3	(-27,2 ; -1,3)	6,3 *	(-7,7 ; 20,2)
Moyenne	..	..	-11,3	(-13,8 ; -8,8)	2,8 *	(-0,1 ; 5,6)

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2016

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 191	6,8	(1,4 ; 12,3)	14,8	(6,9 ; 22,7)
Cuisinier 1	CU1	13	30,4	(28,3 ; 32,4)	38,1	(34,2 ; 42,0)
Cuisinier 2	CU2	982	9,9	(0,7 ; 19,2)	22,4	(12,1 ; 32,6)
Gardien 2	GA2	283	-0,7 *	(-3,5 ; 2,1)	17,0	(14,0 ; 20,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	159	-8,3	(-13,0 ; -3,7)	11,3	(4,1 ; 18,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 434	36,0	(30,0 ; 42,0)	44,0	(37,9 ; 50,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	637	22,5	(14,7 ; 30,3)	24,3	(18,9 ; 29,8)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	400	-7,5 *	(-15,8 ; 0,7)	2,1 *	(-3,3 ; 7,4)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 141	20,7	(11,0 ; 30,4)	25,8	(18,9 ; 32,7)
Moyenne	..	..	17,4	(13,2 ; 21,5)	25,6	(21,7 ; 29,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	127	18,2	(6,3 ; 30,2)	29,9	(18,0 ; 41,7)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	119	-8,3	(-14,1 ; -2,4)	11,9	(2,1 ; 21,7)
Électricien entretien 2	EL2	374	-16,2	(-31,6 ; -0,7)	-6,2 *	(-24,3 ; 11,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	21	6,2 *	(-3,0 ; 15,5)	16,4	(6,3 ; 26,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	166	-12,3	(-21,5 ; -3,1)	-0,1 *	(-10,0 ; 9,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	271	-8,6 *	(-17,4 ; 0,2)	2,6 *	(-8,4 ; 13,7)
Menuisier entretien 2	ME2	295	8,8 *	(-10,8 ; 28,4)	18,5 *	(-4,6 ; 41,6)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	964	-16,0	(-25,4 ; -6,5)	0,5 *	(-11,4 ; 12,4)
Peintre entretien 2	PE2	126	0,8 *	(-13,4 ; 15,0)	11,4 *	(-0,7 ; 23,5)
Machiniste 2	MA2	43	-4,1 *	(-12,7 ; 4,5)	2,3 *	(-9,9 ; 14,4)
Moyenne	..	..	-9,0	(-13,8 ; -4,1)	3,5 *	(-2,4 ; 9,4)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-6,4	(-8,1 ; -4,7)	6,1	(4,0 ; 8,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F

Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2016

Secteur	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau	
	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail
	h					
Administration québécoise ¹	35,0	29,0	35,0	29,1	35,0	29,3
Autres salariés québécois (ASQ)	37,0	31,6	37,2	31,7	36,6	31,1
Privé	37,6	32,8	37,8	32,8	37,5	32,6
« Autre public »	36,0	29,7	35,7	29,5	35,3	29,1
Administration municipale	34,9	29,1	34,6	28,5	34,5	28,4
« Entreprises publiques »	35,2	29,3	35,4	29,4	35,3	29,0 *
Universitaire	34,7	28,8	35,1 *	29,0 *	34,7	28,6
Administration fédérale	37,5	30,6	37,5	30,8	37,6	30,9
ASQ syndiqués	36,1	29,8	36,3	30,2	35,5	29,3 *
ASQ non syndiqués	37,5	32,6	37,8	32,9	37,6	32,9
Privé syndiqué	36,1	30,8	36,9	31,1	36,2	30,5
Privé non syndiqué	37,7	32,8	37,9	33,1	37,7	33,0

* Indique la parité des deux secteurs.

1. Les heures de travail correspondent à la moyenne de celles de l'ensemble des emplois retenus dans la comparaison de l'administration québécoise avec les autres salariés québécois.

Employés de service		Ouvriers		Ensemble des emplois		Secteurs
Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	
h						
38,7	32,2	38,8	32,1	35,9	29,9	Administration québécoise ¹
38,3 *	33,3	39,0	32,8	37,2	31,8	Autres salariés québécois (ASQ)
38,4 *	33,6	39,8	34,3	37,9	33,0	Privé
38,2	31,5	38,4	31,6	36,2	29,8 *	« Autre public »
39,0 *	32,1	37,9	31,3	35,1	29,0	Administration municipale
37,5	30,9	38,7 *	32,4 *	35,8 *	29,6 *	« Entreprises publiques »
37,0	30,6	38,8 *	31,4	35,3	29,2	Universitaire
39,8	32,6	40,0	32,8	38,0	31,2	Administration fédérale
39,0 *	33,3	38,9 *	32,4	36,6	30,5	ASQ syndiqués
37,5	33,6	39,6	35,2	37,7	33,1	ASQ non syndiqués
39,2 *	33,8	39,9	33,9	37,1	31,4	Privé syndiqué
37,5	33,7	39,6	35,2	37,8	33,2	Privé non syndiqué

Annexe G-1

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2016 et 2015

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2016	2015	Statut	2016	2015	Statut
	%			%		
Ensemble des autres salariés québécois	- 13,8	- 12,9	Stabilité	- 9,3	- 7,9	Stabilité
Privé	- 10,9	- 10,0	Stabilité	0,0 *	1,0 *	Stabilité
« Autre public »	- 19,8	- 19,3	Stabilité	- 27,4	- 26,3	Stabilité
Administration municipale	- 21,3	- 20,4	Stabilité	- 41,5	- 39,5	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	- 18,5	- 18,9	Stabilité	- 23,9	- 24,1	Stabilité
Universitaire	- 13,4	- 12,1	Affaiblissement	- 17,5	- 15,1	Affaiblissement
Administration fédérale	- 18,7	- 20,1	Amélioration	- 18,7	- 21,1	Amélioration
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	- 19,0	- 18,5	Stabilité	- 23,7	- 22,4	Stabilité
Autres salariés québécois non syndiqués	- 6,8	- 5,5	Affaiblissement	5,0	6,3	Stabilité
Privé syndiqué	- 20,6	- 19,1	Stabilité	- 20,6	- 18,5	Stabilité
Privé non syndiqué	- 6,4	- 5,1	Affaiblissement	6,1	7,4	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe G-2

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2016 et 2015**Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois**

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2016	2015	Statut	2016	2015	Statut
%	%	%				
Ensemble des emplois repères	- 13,8	- 12,9	Stabilité	- 9,3	- 7,9	Stabilité
Professionnels	- 14,3	- 13,1	Stabilité	- 8,8	- 6,9	Stabilité
Techniciens	- 13,4	- 13,6	Stabilité	- 6,6	- 6,0	Stabilité
Employés de bureau	- 16,5	- 15,7	Stabilité	- 13,1	- 11,9	Stabilité
Employés de service	0,2 *	1,9 *	Stabilité	6,1 *	8,0	Stabilité
Ouvriers	- 32,8	- 30,3	Stabilité	- 43,1	- 37,4	Affaiblissement

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2016	2015	Statut	2016	2015	Statut
%	%	%				
Ensemble des emplois repères	- 10,9	- 10,0	Stabilité	0,0 *	1,0 *	Stabilité
Professionnels	- 11,2	- 9,6	Stabilité	- 0,1 *	1,4 *	Stabilité
Techniciens	- 10,3	- 10,7	Stabilité	2,4 *	2,2 *	Stabilité
Employés de bureau	- 13,8	- 12,2	Affaiblissement	- 1,7 *	- 0,4 *	Stabilité
Employés de service	2,3 *	3,8 *	Stabilité	9,8	11,4	Stabilité
Ouvriers	- 31,4	- 31,4	Stabilité	- 29,8	- 27,9	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe G-3

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2016 et 2009

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2016 %	2009	Statut	2016 %	2009	Statut
Ensemble des autres salariés québécois	- 13,8	- 8,7	Affaiblissement	- 9,3	- 3,7	Affaiblissement
Privé	- 10,9	- 6,0	Affaiblissement	0,0	3,6	Stabilité
« Autre public »	- 19,8	- 13,5	Affaiblissement	- 27,4	- 18,3	Affaiblissement
Administration municipale	- 21,3	- 12,9	Affaiblissement	- 41,5	- 24,7	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	- 18,5	- 14,1	Affaiblissement	- 23,9	- 21,3	Affaiblissement
Universitaire	- 13,4	- 4,6	Affaiblissement	- 17,5	- 7,8	Affaiblissement
Administration fédérale	- 18,7	- 14,1	Affaiblissement	- 18,7	- 14,0	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	- 19,0	- 13,2	Affaiblissement	- 23,7	- 14,8	Affaiblissement
Autres salariés québécois non syndiqués	- 6,8	- 0,7 *	Affaiblissement	5,0	9,7	Affaiblissement
Privé syndiqué	- 20,6	- 12,4	Affaiblissement	- 20,6	- 10,0	Affaiblissement
Privé non syndiqué	- 6,4	- 0,2 *	Affaiblissement	6,1	10,7	Affaiblissement

* Indique la parité de l'administration québécoise et du

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe G-4

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, 2016 et 2009**Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois**

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2016	2009	Statut	2016	2009	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	- 13,8	- 8,7	Affaiblissement	- 9,3	- 3,7	Affaiblissement
Professionnels	- 14,3	- 9,9	Affaiblissement	- 8,8	- 4,7	Affaiblissement
Techniciens	- 13,4	- 9,6	Affaiblissement	- 6,6	- 2,6 *	Affaiblissement
Employés de bureau	- 16,5	- 9,0	Affaiblissement	- 13,1	- 4,8	Affaiblissement
Employés de service	0,2 *	2,6 *	Stabilité	6,1 *	8,2	Stabilité
Ouvriers	- 32,8	28,9	Stabilité	- 43,1	- 29,7	Affaiblissement

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2016	2009	Statut	2016	2009	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	- 10,9	- 6,0	Affaiblissement	0,0 *	3,6	Stabilité
Professionnels	- 11,2	- 8,9	Stabilité	- 0,1 *	1,6 *	Stabilité
Techniciens	- 10,3	- 7,1	Stabilité	2,4 *	3,8	Stabilité
Employés de bureau	- 13,8	- 4,6	Affaiblissement	- 1,7 *	4,7	Stabilité
Employés de service	2,3 *	4,8 *	Stabilité	9,8	12,5	Stabilité
Ouvriers	- 31,4	- 31,6	Stabilité	- 29,8	- 25,1	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe H

Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2004 à 2016

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB et ses composantes^{2,3}							
PIB (aux prix du marché)	2,5	1,5	1,2	2,4	1,9	- 0,8	2,1
Consommation finale	2,0	1,9	2,6	3,4	2,7	1,5	3,2
ménages	2,5	2,6	2,9	4,0	3,2	0,7	3,9
institutions SBL au service des ménages ⁴	- 2,3	4,4	2,2	- 3,0	9,2	- 3,7	- 1,3
administrations publiques	0,9	- 0,1	2,0	2,3	1,0	3,9	1,9
Formation brute de capital fixe	10,5	1,7	2,4	6,3	2,6	- 4,2	4,7
entreprises	11,0	- 0,5	3,6	6,3	- 0,5	- 8,3	6,3
institutions SBL au service des ménages ⁴	- 38,4	119,8	0,0	- 21,8	34,1	3,9	10,5
administrations publiques	9,3	9,8	- 2,7	7,0	14,8	10,4	- 0,2
Exportations	1,9	2,4	1,6	1,9	- 3,3	- 3,9	0,3
Importations	4,8	4,4	3,3	5,0	- 1,2	- 3,7	4,5
Indicateurs monétaires							
IPC (2002 = 100) ^{2,5}	2,0	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,2
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	2,22	2,73	4,04	4,12	2,30	0,32	0,58
Taux de change (huard en cents américains) ⁶	76,8	82,5	88,2	93,0	93,8	87,6	97,1
Autres indicateurs							
Revenu disponible des ménages ²							
nominal	4,4	2,4	5,3	4,7	6,1	2,3	3,6
réel ⁷	2,9	0,6	4,2	3,7	4,9	2,1	2,5
Taux d'épargne des ménages (%)	3,3	2,3	3,0	2,8	4,2	4,5	2,8
Livraisons manufacturières ²	0,8	3,6	4,3	- 1,2	2,2	- 13,6	4,3
Excédent d'exploitation net : sociétés ²	6,0	2,7	6,3	15,2	- 6,0	- 10,3	14,3
Ventes au détail ²	4,2	5,1	4,9	4,5	4,9	- 1,1	6,2
Mises en chantier (en milliers)	58,4	50,9	47,9	48,6	47,9	43,4	51,4

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents; ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le cumul du PIB et de ses composantes est calculé sur les six premiers mois.

2. Taux de croissance annuel (en %).

3. En termes réels (\$ enchaînés 2007).

4. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

5. Les taux de croissance trimestriels de l'IPC sont calculés par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente.

6. Moyenne des mois.

7. L'indice implicite des prix des ménages en biens et en services (2007 = 100) est utilisé pour obtenir le revenu réel disponible des ménages.

Note : Statistique Canada a effectué une révision du *Système canadien des comptes macroéconomiques* au mois de décembre 2015. Les données présentées dans ce document tiennent compte de ces changements.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

2011	2012	2013	2014	2015	2016 ¹			Indicateur	
					Cumul	T1	T2		T3
PIB et ses composantes^{2,3}									
1,9	1,0	1,2	1,5	1,1	1,3	0,7	0,2	..	PIB (aux prix du marché)
1,6	1,0	1,5	1,0	1,2	1,6	0,7	0,4	..	Consommation finale
1,8	1,0	1,8	1,5	1,3	1,8	0,8	0,2	..	ménages
6,1	0,6	1,5	- 7,1	1,7	3,6	1,0	2,0	..	institutions SBL au service des ménages ⁴
0,7	0,8	0,8	0,2	0,6	0,8	0,5	0,8	..	administrations publiques
3,7	3,5	- 5,5	- 4,8	- 2,4	- 2,2	- 0,1	0,3	..	Formation brute de capital fixe
5,3	5,8	- 6,1	- 6,5	- 3,0	- 1,2	0,1	0,5	..	entreprises
- 4,5	12,1	1,7	2,5	0,8	- 1,0	1,4	1,8	..	institutions SBL au service des ménages ⁴
- 1,2	- 4,4	- 3,7	0,6	- 0,7	- 5,4	- 0,7	- 0,5	..	administrations publiques
- 0,2	1,4	0,8	4,5	2,3	0,0	- 2,6	- 1,1	..	Exportations
1,3	2,1	- 1,3	0,3	0,8	- 2,5	- 3,0	0,3	..	Importations
Indicateurs monétaires									
3,0	2,1	0,7	1,4	1,1	0,7	1,1	0,8	0,3	IPC (2002 = 100) ^{2,5}
0,91	0,95	0,97	0,92	0,52	0,50	0,46	0,52	0,52	Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)
101,1	100,0	97,1	90,5	78,2	75,7	72,8	77,6	76,6	Taux de change (huard en cents américains) ⁶
Autres indicateurs									
Revenu disponible des ménages ²									
3,8	4,1	2,9	2,2	2,8	3,6	2,1	0,9	..	nominal
1,8	2,5	1,6	0,8	1,8	2,4	1,9	0,7	..	réel ⁷
3,7	5,0	4,4	4,0	4,4	4,5	4,4	4,5	..	Taux d'épargne des ménages (%)
4,9	- 0,4	- 0,9	6,4	- 0,5	- 2,6	- 2,6	- 0,7	..	Livraisons manufacturières ²
4,7	- 5,4	- 9,7	3,8	- 3,0	- 2,7	1,2	- 0,5	..	Excédent d'exploitation net : sociétés ²
3,0	1,2	2,5	1,7	0,5	4,6	2,2	0,4	..	Ventes au détail ²
48,4	47,4	37,8	38,8	37,9	38,4	38,1	37,0	40,1	Mises en chantier (en milliers)

Annexe I

Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2004 à 2016

Indicateur	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Emploi										
Population active ²	0,6	0,5	0,8	1,7	1,1	0,7	1,5	0,8	0,6	1,2
Taux d'activité (%)	65,9	65,6	65,4	65,7	65,6	65,2	65,3	65,1	64,8	65
Personnes en emploi ²	1,3	0,8	1,0	2,6	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4
Taux d'emploi (%)	60,3	60,2	60,1	60,9	60,8	59,6	60,1	59,9	59,8	60,1
Taux de chômage (%)	8,5	8,2	8,1	7,3	7,2	8,6	8	7,9	7,7	7,6
Heures travaillées et rémunération										
Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³										
employés rémunérés à l'heure	29,9	29,8	29,7	29,2	29,2	29,4	29,5	29,5	29,5	29,4
employés à salaire fixe	37,2	37,3	36,9	36,8	36,8	36,5	36,5	36,4	36,4	36,4
Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,3} (RHbM)										
nominale	2,3	3,5	1,6	4,4	2,1	1,8	3,1	2,3	2,3	1,4
réelle ⁴	0,4	1,2	-0,1	2,8	0,0	1,1	1,9	-0,7	0,2	0,7
Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)										
nominale	2,8	2,6	2,2	5,1	2,7	2,8	3,2	2,4	2,5	1,5
réelle ⁴	0,9	0,3	0,5	3,5	0,6	2,2	1,9	-0,7	0,3	0,8

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents; ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Par ailleurs, le cumul des variables sur l'emploi est calculé sur les neuf premiers mois de l'année (données désaisonnalisées), et celui sur les heures travaillées et la rémunération, sur les huit premiers (données non désaisonnalisées).

2. Taux de croissance annuel (en %).

3. Pour les employés et excluant les heures supplémentaires.

4. L'indice des prix à la consommation (2002 = 100) est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne réelle et la rémunération horaire moyenne réelle.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada (*Enquête sur la population active* pour l'emploi et *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* pour les heures travaillées et la rémunération).

2014	2015	2016 ¹			Indicateur	
		Cumul	T1	T2		T3
					Emploi	
0,1	0,8	0,1	0,0	- 0,3	0,4	Population active ²
64,7	64,8	64,5	64,6	64,4	64,5	Taux d'activité (%)
0,0	0,9	0,5	0,1	0,2	0,6	Personnes en emploi ²
59,7	59,9	59,8	59,8	59,7	59,9	Taux d'emploi (%)
7,7	7,6	7,3	7,6	7,2	7,0	Taux de chômage (%)
						Heures travaillées et rémunération
						Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³
29,4	29,6	29,4	29,0	29,6	..	employés rémunérés à l'heure
36,2	36,1	36,0	35,9	35,9	..	employés à salaire fixe
						Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,3} (RHbM)
1,9	2,4	1,2	0,5	-0,1	..	nominale
0,5	1,3	0,4	0,3	-0,9	..	réelle ⁴
						Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)
3,2	2,2	1,9	0,4	0,6	..	nominale
1,8	1,2	1,2	0,2	-0,2	..	réelle ⁴

Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2016 et 2017

Indicateur	BRC (septembre)		BN (novembre)		Desjardins (septembre-octobre)		BMO (novembre)	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PIB et ses composantes								
PIB (aux prix du marché) ¹	1,3	1,6	1,3	1,4	1,3	1,6	1,4	1,5
Indicateurs monétaires								
IPC (2002 = 100) ¹	1,1	2,3	0,8	1,6	0,7	1,4	0,8	1,8
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours) ²	0,50	0,60	0,50	0,74	0,50	0,55	0,49	0,49
Taux de change (1 huard en cents américains) ²	75,19	76,92	73,53	74,63	76,10	75,50	75,50	75,00
Indicateurs du marché du travail								
Emploi ¹	0,5	0,7	0,7	0,5	0,6	0,8	0,6	0,9
Taux de chômage (%)	7,3	7,2	7,2	7,0	7,2	6,9	7,2	7,0
Autres indicateurs								
Ventes au détail ¹	4,1	3,9	..	..	4,1	2,8	..	..
Mises en chantier (en milliers)	36,9	36,5	37,3	35,0	37,0	34,0	38,3	38,5

1. Taux de croissance annuel (en %).

2. Données pour le Canada.

BRC : Banque Royale du Canada; BN : Banque Nationale; Desjardins : Mouvement des caisses Desjardins du Québec;

BMO : Banque de Montréal Groupe financier.

Note : Lorsque les données annuelles ne sont pas disponibles, une moyenne des trimestres est calculée.

Annexe K

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2016

Année	Type de croissance	Autres salariés québécois								
		Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	-0,2	0,5	0,2	0,9	0,4
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	-0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1

Annexe K

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2016

Année	Type de croissance	Autres salariés québécois								
		Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9	2,0	2,4	2,2
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,2	1,5	2,0	2,3	2,2
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,6
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,5	2,4	2,6	1,6	2,3	2,3	1,4
	réelle	-0,7	1,2	1,3	1,2	1,4	0,4	1,1	1,1	0,2
2011	nominale	0,8 ²	2,4	1,9	1,6	2,7	1,8	2,1	2,3	1,6
	réelle	-2,1	-0,6	-1,1	-1,4	-0,3	-1,2	-0,9	-0,7	-1,4
2012	nominale	1,5 ²	2,3	2,0	1,6	2,1	1,9	2,0	2,2	1,9
	réelle	-0,6	0,2	-0,1	-0,5	0,0	-0,2	-0,1	0,1	-0,2
2013	nominale	1,8 ²	2,1	2,0	2,1	2,4	2,0	2,2	2,1	1,9
	réelle	1,1	1,4	1,3	1,4	1,7	1,3	1,5	1,4	1,2
2014	nominale	2,0 ²	2,2	1,3	2,2	2,3	2,4 ⁴	2,0	2,1	2,1
	réelle	0,6	0,8	-0,1	0,8	0,9	1,0	0,6	0,7	0,7
2015	nominale	2,3 ^{2,5}	2,1	3,3	1,5	2,2	..	2,5	2,1	2,2
	réelle	1,2	1,0	2,2	0,4	1,1	..	1,4	1,0	1,1
2016 ⁶	nominale	1,5	2,2	2,8	..	2,3	..	2,6 ⁴	2,3	1,9
	réelle	0,5	1,2	1,8	..	1,3	..	1,6	1,3	0,9
2017 ⁶	nominale	1,8	2,1 ⁴	2,7 ⁴	..	2,3	..	2,4 ⁴	2,2 ⁴	1,9

1. Les taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, sont respectivement de 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992.

2. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

5. Les anciennes conventions de l'administration québécoise prévoyaient une augmentation de 1,0 % le 31 mars 2015. Les conventions collectives renouvelées en 2016 accordent une rémunération additionnelle correspondant à trente cents (0,30 \$) pour chaque heure rémunérée du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

6. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2016 (données préliminaires).

Annexe L

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2016

Année	Type de croissance	Autres salariés québécois								
		Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec ²
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7

Annexe L

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2016

Année	Type de croissance	Autres salariés québécois								
		Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »					Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec ²
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,2	0,9	0,0	5,1	0,0	2,1	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,2	83,9	36,3	74,2	82,4	74,2	38,2	70,7
	≥ IPC	0,0	72,6	15,2	63,7	20,7	17,6	23,7	56,3	26,7
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,3	0,5	11,9	1,3	0,0	1,9	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3
	≥ IPC	100,0	91,9	99,5	88,1	98,2	100,0	97,9	93,9	97,1
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,9	0,0	10,7	0,3	0,0	1,3	5,0	2,4
	> 0 et < IPC	100,0	3,4	11,3	13,5	5,9	1,6	6,9	4,6	54,6
	≥ IPC	0,0	89,7	88,7	75,7	93,8	98,4	91,9	90,4	43,1
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,7	0,1	5,3	1,0	0,0	1,0	3,6	1,9
	> 0 et < IPC	100,0	70,3	97,4	87,3	76,9	91,6	87,3	75,1	87,1
	≥ IPC	0,0	25,0	2,5	7,4	22,0	8,4	11,7	21,2	11,0
2012	Gel ou baisse	0,0 ⁴	5,2	0,0	6,7	10,2	0,0	4,6	5,0	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,7	85,0	73,6	49,8	85,7	70,9	35,4	66,7
	≥ IPC	0,0	74,2	15,0	19,7	40,0	14,3	24,6	59,7	30,7
2013	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,0	2,1	0,0	0,4	0,5	0,9	3,0	1,5
	> 0 et < IPC	0,0	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2
	≥ IPC	100,0	95,6	97,4	100,0	99,6	99,5	99,0	96,6	98,3
2014	Gel ou baisse	0,0 ⁴	3,9	41,8	1,1	0,0	0,0 ⁶	13,8	6,2	3,2
	> 0 et < IPC	0,0	3,5	1,6	2,2	0,0	0,0	0,8	2,9	1,5
	≥ IPC	100,0	92,6	56,6	96,7	100,0	100,0	85,4	90,9	95,4
2015	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,7	1,2	1,6	0,0	0,0 ⁷	0,6	2,3	1,5
	> 0 et < IPC	0,0	2,7	9,4	71,2	0,0	0,0	12,8	4,6	3,0
	≥ IPC	100,0	94,6	89,4	27,2	100,0	100,0	86,6	93,1	95,5
2016 ⁸	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,0	0,4	7,0 ⁷	5,9	0,0 ⁷	3,6 ⁶	2,3	1,1
	> 0 et < IPC	0,0	0,6	1,5	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,3
	≥ IPC	100,0	97,4	98,1	93,0	94,1	100,0	95,8	97,1	98,6

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

5. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

7. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.

8. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2016 (données préliminaires).

Annexe M

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2016

Année	Autres salariés québécois								
	Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
2006	0,8 ³	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
2011	1,2	2,1	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	2,0	1,3
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,2	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4
2013	... ⁴	2,1	2,3	2,1	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,6	1,5	3,2	2,7	2,7 ⁵	2,6	2,6	2,6
2015	... ⁴	2,2	2,3	2,0	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1
2016 ⁶	... ⁷	1,8	1,6 ²	... ⁴	2,0	... ⁴	2,0	1,9	1,9

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.
2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.
3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.
4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.
5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.
6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2016 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.
7. Les ajustements accordés à certaines catégories d'emplois ainsi que le montant forfaitaire versé du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 demandent une analyse plus approfondie des traitements effectués par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Annexe N

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2016

Année	Autres salariés québécois								Ensemble du Québec
	Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006	1,2 ³	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,4	2,3	2,4	2,4
2011	1,4	2,1	1,0	2,0	2,3	1,8	1,9	2,0	1,5
2012	... ⁴	2,2	1,8	2,1	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3
2013	... ⁴	2,1	2,4	2,0	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,5	1,5	3,0	2,6	2,8 ⁵	2,5	2,5	2,5
2015	... ⁴	2,1	2,4	1,9	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1
2016 ⁶	... ⁷	1,9	1,5 ²	... ⁴	1,9	... ⁴	1,9	1,9	1,9

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2016 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

7. Les ajustements accordés à certaines catégories d'emplois ainsi que le montant forfaitaire versé du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 demandent une analyse plus approfondie des traitements effectués par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain

Ce rapport présente les constats qui ont été faits par l'ISQ sur la rémunération des salariés. Il contient les résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : secteur privé, secteur « autre public » et sous-secteurs de ce dernier (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et secteur universitaire). Le point est également fait sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2015 à 2016 ainsi que sur l'évolution des écarts salariaux sur une plus longue période, soit de 2009 à 2016.

Par ailleurs, le rapport contient les résultats relatifs aux tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il y est question de la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales, de même que des perspectives salariales pour 2016 et 2017. En toile de fond, les principaux indicateurs de l'environnement économique et du marché du travail sont fournis.

Avec l'information diffusée dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir compter sur des données facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.